

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761115509648>

CAI
CI
-N26

(201)

Govern
Public

Citizenship and Immigration Canada

News Release

April 14, 1994

94-23

Marchi announces new vision of Canadian citizenship

OTTAWA – Sergio Marchi, the Minister of Citizenship and Immigration, today announced plans to develop a new Citizenship Act and measures to streamline citizenship processing. The current *Citizenship Act*, created in 1977, has remained virtually unchanged. The Minister underlined the need for a new Act which is more relevant, dynamic and symbolically important to the Canada of today.

"A country's Citizenship Act should be a proud and bold statement of its history and its hopes, its common principles and common values," said the Minister. "The proposals I am announcing today will build on this tradition by calling for a renewed and reinvigorated citizenship."



.../2



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

Action will proceed on three fronts. First, the Standing Committee on Citizenship and Immigration will undertake a substantive review of the principles, rights and responsibilities fundamental to a Canadian concept of responsible citizenship. It will propose ways to enhance the value and visibility of our citizenship among all Canadians. The Standing Committee has been asked to submit a report to the House of Commons by June, 1994.

Second, the Minister is implementing immediate measures to resolve the backlog in the processing of citizenship applications. The system has become overburdened and applicants, particularly in Toronto, have waited up to two years from the time of applying to the Oath of Citizenship. For certain applicants, the Minister announced a temporary special measure to streamline the process while ensuring that candidates meet all the requirements for citizenship.

To improve efficiency, the accelerated process will include group assessments of knowledge and language skills instead of individual interviews by a Citizenship Judge. Other measures include increasing the daily number of hearings, encouraging applicants to file by mail, and extending business hours for Citizenship Courts. The processing time will initially be reduced to about 18 months with an end goal of six months when all reforms are in place.

The Minister also announced that the position of Citizenship Judge will be eliminated and individuals in existing positions will become part of a revamped administrative system until their terms expire. Various distinguished Canadians – for example, those who have received the Order of Canada – will be invited to assume the ceremonial functions of the Citizenship Judges.

"I am greatly indebted to the fine work of our Citizenship Judges in helping people to acquire citizenship," said Marchi, "but the political and partisan appointments of Citizenship Judges will be a thing of the past. We must accelerate the process of becoming Canadian in keeping with the importance of this commitment."

Marcel Massé, President of the Privy Council and Minister responsible for Public Service Renewal, welcomed the move as being in the spirit of his review of all federal boards, agencies, commissions and councils. "This reform of the Citizenship Judge position is a good example of the government's commitment to eliminate appointments where it is feasible in the interests of public service renewal," he said.

Third, in addition to the work of the Standing Committee, Minister Marchi said that he is considering other legislative changes to ensure fairness and integrity in the new Act. Recommendations for administrative and regulatory amendments dealing with access to citizenship and security issues are under review.

The Minister hopes to table legislation for a new Citizenship Act in the House of Commons by the fall. Next week, National Citizenship Week, is a time when Canadians are invited to reflect on the value and importance of their citizenship.

"Canadian citizenship is our greatest honour and responsibility," concluded Marchi. "Revitalizing our vision of citizenship celebrates our bonds as Canadians and strengthens our sense of national identity."

For information:

Minister's office: Roger White
(819) 953-3226

Department: Laura Chapman
(819) 953-9077

Richard Nolan
(819) 994-2929

Communiqué

14, avril 1994

94-23

Le ministre Marchi annonce une nouvelle vision de la citoyenneté canadienne

OTTAWA – Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, a annoncé aujourd'hui le lancement d'un processus en vue de l'adoption d'une nouvelle loi sur la citoyenneté ainsi que d'importantes mesures visant à réduire le délai de traitement des demandes de citoyenneté. La *Loi sur la citoyenneté* en vigueur a été adoptée en 1977 et n'a pratiquement pas été modifiée depuis. Le Ministre a souligné la nécessité d'une nouvelle loi plus adaptée à la situation actuelle, plus dynamique et qui revête une importance symbolique plus grande pour le Canada d'aujourd'hui.

«La loi sur la citoyenneté d'un pays devrait énoncer clairement et avec fierté le fondement historique et les espoirs d'avenir de ce pays, ses principes et ses valeurs, a déclaré le Ministre. Les propositions que j'annonce aujourd'hui s'appuieront sur cette tradition en favorisant un renouvellement et un regain en matière de citoyenneté.»

.../2



On prévoit agir sur trois fronts. Premièrement, le Comité permanent de la citoyenneté et de l'immigration entreprendra un examen en profondeur des principes, droits et obligations sur lesquels se fonde le concept de «citoyen canadien responsable». Le Comité proposera des moyens visant à rehausser, aux yeux de tous les Canadiens, la valeur et la visibilité de notre citoyenneté. On a demandé au Comité permanent de soumettre un rapport à la Chambre des communes d'ici juin 1994.

Deuxièmement, le Ministre va faire mettre en oeuvre immédiatement des mesures permettant de résoudre le problème de l'arriéré dans le traitement des demandes de citoyenneté. Le grand nombre de demandes a causé un engorgement du système, et il est arrivé dans certains cas, en particulier à Toronto, qu'un délai de deux ans se soit écoulé entre le dépôt d'une demande de citoyenneté et la cérémonie du serment de citoyenneté. Dans le cas de certains demandeurs, le Ministre a annoncé une mesure provisoire spéciale, visant à simplifier le processus tout en s'assurant que les candidats répondent à toutes les exigences relatives à la citoyenneté.

Afin d'améliorer l'efficacité, le processus accéléré prévoira l'évaluation des connaissances et des compétences linguistiques en groupe plutôt que dans le cadre d'entrevues individuelles avec un juge de la citoyenneté. On augmentera aussi le nombre d'entrevues tenues quotidiennement, on encouragera les requérants à présenter leur demande par la poste et on prolongera les heures d'ouverture des bureaux de la citoyenneté. Le délai de traitement sera tout d'abord réduit à 18 mois environ, l'objectif final étant de le ramener à 6 mois, un fois que toutes les réformes seront en place.

Le Ministre a également indiqué que le poste de juge de la citoyenneté sera éliminé et que les personnes occupant actuellement ces postes seront intégrées dans le cadre d'un système administratif remanié, jusqu'à la fin de leur mandat. Divers citoyens canadiens éminents - ceux, par exemple, qui ont été décorés de l'Ordre du Canada - seront invités à prêter leur concours dans les cérémonies publiques jusqu'à maintenant présidées par les juges de la citoyenneté.

«Je suis profondément reconnaissant envers nos juges de la citoyenneté pour l'excellent travail qu'ils ont accompli en aidant les nouveaux Canadiens à acquérir la citoyenneté, a ajouté le ministre Marchi, mais les nominations de juges de la citoyenneté fondées sur des considérations politiques ou partisans sont désormais révolues. Nous devons accélérer le processus d'octroi de la citoyenneté canadienne afin de refléter l'importance de cet engagement.»

M. Marcel Massé, président du Conseil privé et ministre des Affaires intergouvernementales, a approuvé cette démarche qui reflète l'esprit dans lequel il entreprend le remaniement de l'ensemble des organismes, commissions, conseils, etc. du gouvernement fédéral.

«Cette modification touchant le poste de juge de la citoyenneté constitue une parfaite illustration de l'engagement du gouvernement de supprimer les postes faisant l'objet de nominations, lorsque c'est possible, dans l'intérêt du renouveau de la fonction publique», a-t-il indiqué.

Troisièmement, le ministre Marchi a déclaré qu'en plus des travaux du Comité permanent, il envisageait d'apporter d'autres modifications législatives en vue de garantir l'équité et l'intégrité dans le cadre de la nouvelle loi. Sont à l'étude des recommandations visant des modifications d'ordre administratif ou réglementaire relatives à l'accès à la citoyenneté et aux questions de sécurité.

Le Ministre compte déposer à la Chambre des communes le projet de loi concernant la nouvelle loi sur la citoyenneté à l'automne. La semaine prochaine sera la Semaine nationale de la citoyenneté : tous les Canadiens sont invités, au cours de cette période, à réfléchir à la valeur et à l'importance de la citoyenneté canadienne.

«Posséder la citoyenneté canadienne est un grand honneur, dont nous devons assumer pleinement la responsabilité, a conclu le Ministre. En adoptant une vision renouvelée de la citoyenneté canadienne, nous réaffirmons nos liens en tant que Canadiens et nous renforçons notre sentiment d'identité nationale.»

Pour plus de renseignements, s'adresser au :

**Cabinet du Ministre : Roger White
(819) 953-3226**

**Ministère : Laura Chapman
(819) 953-9077**

**Richard Nolan
(819) 994-2929**

News Release

94-25
April 21, 1994

Immigration Minister Removes Visitor Visa Requirement for the Republic of Korea

OTTAWA -- Minister of Citizenship and Immigration, Sergio Marchi, announced today that citizens of the Republic of Korea will no longer be required to obtain visitor visas in order to visit Canada. This change is expected to come into effect by May 1, 1994.

"The proposed amendment to the Immigration Regulations will encourage travel between South Korea and Canada," the Minister said. "Specifically, this change will enhance business and economic transactions as well as promoting cultural exchanges between the two countries."

"Citizens of South Korea do not generally pose immigration control problems and have become frequent visitors to Canada for trade and tourism. Additionally, recent changes to South Korean passport issuance procedures ensure that the Korean passport cannot easily be used by citizens of other countries for illegal travel to Canada," Mr. Marchi noted.



The Minister stated that his decision follows approval by South Korea for Canadian Immigration officials to access Kimpo Airport in Seoul to help airline personnel in document screening of travellers to Canada.

"The co-operation between our department and South Korean officials has been outstanding and we look forward to further collaboration with them on issues of concern to both our countries," Mr. Marchi said.

The number of South Korean visitors to Canada in 1993 was 35,353. A total of 3,553 South Koreans immigrated to Canada last year, two-thirds of whom were entrepreneurs, investors and self-employed business immigrants.

-30-

For information:

- | | |
|-------------------|----------------------------|
| . Roger White | . André Labelle |
| Minister's Office | Communications Branch, NHQ |
| (819) 953-3226 | (819) 953-6951 |
| . Brian Grant | |
| Policy | |
| (819) 953-7720 | |

Communiqué

94-25

21 avril 1994

Le ministre de l'Immigration lève l'exigence du visa de visiteur imposée aux citoyens de la république de Corée

OTTAWA -- Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Sergio Marchi, a annoncé aujourd'hui que les citoyens de la république de Corée ne seront plus tenus de détenir un visa de visiteur pour venir en visite au Canada. Cette modification doit prendre effet le 1er mai.

«La modification proposée au Règlement sur l'immigration, a déclaré le Ministre, favorisera les déplacements entre la Corée du Sud et le Canada et stimulera tout particulièrement les échanges culturels et commerciaux entre les deux pays.

«Les citoyens de la Corée du Sud ne créent pas de problèmes de contrôle en matière d'immigration et ont pris l'habitude de venir fréquemment au Canada aux fins de tourisme ou de commerce. Par ailleurs, les récentes modifications apportées aux modalités de délivrance des passeports sud-coréens en rendent difficile l'utilisation par des citoyens d'autres pays à des fins de déplacements illégaux au Canada.»



Le Ministre a précisé que sa décision fait suite à l'autorisation accordée par la Corée du Sud à des agents canadiens de l'Immigration de participer avec le personnel des transporteurs, à l'aéroport Kimpo à Séoul, à la vérification des titres de voyage des personnes se rendant au Canada.

«La coopération qui s'est établie entre notre ministère et les responsables sud-coréens a été remarquable, de préciser M. Marchi. Nous espérons qu'elle s'étendra à d'autres questions qui préoccupent nos deux pays.»

Au cours de 1993, 35 353 Sud-Coréens sont venus en visite au Canada et 3 553 y ont immigré. Ces derniers étaient, pour les deux tiers, des entrepreneurs, des investisseurs et des travailleurs autonomes de la catégorie des gens d'affaires immigrants.

Renseignements :

- Roger White
Cabinet du ministre
(819) 953-3226
- André Labelle
Direction générale des
communications, AC
(819) 953-6951
- Brian Grant
Politique
(819) 953-7720

News Release

May 2, 1994

94-29

New visa regulations

OTTAWA -- The Honorable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today announced that certain travellers are no longer required to have a Canadian transit visa. This change applies to people with a U.S. visitor visa travelling on flights to or from the United States which stop to re-fuel in Canada. The change was effective as of May 1, 1994.

Mr. Marchi also confirmed today that as of May 1, 1994, citizens of the Republic of South Korea with a valid passport are no longer required to obtain a visitor visa when visiting Canada. This proposed regulation change was announced April 21, 1994.

-30-

For information:

- . Roger White
Minister's Office
(819) 953-3226
- . André Labelle
Communications Branch, NHQ
(819) 953-6951
- . Brian Grant
Policy
(819) 953-7720



Communiqué

Le 2 mai 1994

94 -29

Nouvelles mesures réglementaires pour les visas

OTTAWA -- M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui, que depuis le 1^{er} mai 1994, certains voyageurs n'ont plus à se munir d'un visa de transit. Cette nouvelle disposition s'applique aux personnes munies d'un visa de visiteur américain voyageant à bord d'avions qui viennent des États-Unis ou s'y rendent et qui s'arrêtent au Canada pour se ravitailler en carburant.

M. Marchi a également confirmé aujourd'hui que depuis le 1^{er} mai 1994 il n'est plus obligatoire pour les citoyens de la République de Corée munis d'un passeport valide d'obtenir un visa de visiteur pour séjourner au Canada. Cette modification a été annoncée le 21 avril 1994.

-30-

Renseignements :

- Roger White
Cabinet du ministre
(819) 953-3226
- André Labelle
Direction générale
des communications, AC
(819) 953-6951
- Brian Grant
Politique
(819) 953-7720



News Release

May 3, 1994

94-33

Marchi and Canadian-Ismaili community sign new resettlement agreement

Ottawa: An innovative, joint resettlement agreement has been signed by the Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration and Mr Aziz Bhaloo, President of the Ismaili Council for Canada (ICC) and FOCUS Humanitarian Assistance Canada to resettle 1500 refugees in Canada.

Signed April 29, 1994, the agreement represents a novel and collaborative approach to assisting refugees.

"This pilot project will see 1500 Asian refugees resettled in Canada through our combined efforts," said the Minister. "Citizenship and Immigration Canada and the host community will make a particular effort to assist youth and female refugees who are so often in perilous situations in refugee camps." The agreement is effective immediately and runs until April, 1997.



Participants in Pakistan will receive federally-funded language training and orientation before leaving for Canada, enabling the refugees to adjust to life in Canada more quickly. Providing this training overseas is cost effective.

The Federal government will also provide assistance in the form of repayable loans for medical exams and travel to Canada. The host community will underwrite the repayment of these loans by the recipients, most of whom are in Pakistan, who must meet applicable Canadian immigration requirements.

Once in Canada, these newcomers will be eligible for federal assistance under the Adjustment Assistance Program (AAP) for housing, food and incidentals. Assistance provided by AAP is usually for up to twelve months. However, one of the terms of this agreement is that the host community provide assistance after only three months, until the refugees become self-supporting.

"This agreement supports the government's objective of responding to the compelling issues surrounding refugees through new, innovative partnerships," said Minister Marchi.

"This approach maximizes the scarce resources available to governments and groups, and builds on earlier, positive experiences with the Council in successfully integrating Ismaili refugees into life in Canada. A successful outcome of the pilot project will be key to my goal of maintaining a strong private group sponsorship of refugee programs," he added.

"The Ismaili Council for Canada is keen to explore this approach to assisting refugees," said Mr. Bhaloo. "Refugees have many needs when they arrive in new homelands. The combined efforts of the federal government and the Canadian-Ismaili community will ensure the successful integration of these 1,500 refugees."

A key player in this resettlement process is FOCUS. FOCUS was recently established to assist with the resettlement of refugees and to coordinate, for the Council, emergency relief operations overseas.

Funding for this initiative, to an annual maximum \$1.1 million, was provided for in the February 1994 federal budget and is therefore built into the existing fiscal framework. This announcement is an example of how this government is prioritizing its spending so that it can better serve Canadians by making efficient use of their tax dollars.

Under the terms of the Canada-Quebec Accord on immigration, a parallel agreement was signed on April 29, 1994 by M. John Ciaccia, Ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, and the Ismaili Council for Quebec.

-30-

For information:

Citizenship and Immigration Canada
for Canada

Minister's Office
Judy Morrison
(819) 953-3226

Ismaili Council

Karim Ismail
905-771-7852

International Services
Anton Jurkovich
(819) 997-6216

Settlement
Danielle Racette
(819) 953-4100

Communications
Elaine St. Amour
(819) 953-1783

Communiqué

Le 3 mai 1994

94 - 33

**M. Marchi et la communauté canadienne-ismaélienne
signent une nouvelle entente de réinstallation**

Ottawa — Une entente à caractère innovateur en matière de réétablissement a été signée par M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Aziz Bhaloo, président du Conseil ismaélien du Canada, et l'organisme d'aide humanitaire canadien FOCUS, en vue du réétablissement de 1 500 réfugiés au Canada.

Signée le 29 avril 1994, l'entente constitue une formule nouvelle de collaboration en matière d'aide aux réfugiés.

«Ce projet pilote permettra à 1 500 réfugiés asiatiques de se réinstaller au Canada grâce à nos efforts conjugués, a indiqué le Ministre. Citoyenneté et Immigration Canada ainsi que la communauté d'accueil s'emploieront particulièrement à secourir les femmes et les enfants réfugiés qui se trouvent souvent dans des situations dangereuses dans les camps de réfugiés.» L'entente qui prend immédiatement effet est valide jusqu'en avril 1997.



Au Pakistan, avant de partir pour le Canada, les réfugiés pourront suivre des cours de langue et d'orientation financés par le gouvernement fédéral. De tels cours offerts à l'étranger permettent aux réfugiés de s'adapter plus rapidement au Canada. Par ailleurs, dispenser la formation à l'étranger s'avère rentable.

Le gouvernement fédéral consentira aussi à ces réfugiés des prêts pour couvrir les frais des examens médicaux et de transport pour venir au Canada. La communauté d'accueil se portera garante du remboursement de ces prêts par les réfugiés dont la plupart se trouvent au Pakistan et doivent répondre aux exigences de l'immigration qui s'appliquent dans leur cas.

Une fois au Canada, ces réfugiés pourront bénéficier de l'aide du fédéral dispensée en vertu du Programme d'aide à l'adaptation (logement, nourriture et autres dépenses connexes). Cette aide est généralement offerte pour une période allant jusqu'à un an. Cependant, aux termes de l'entente, la communauté d'accueil prendra les réfugiés en charge après une période de trois mois et ce, jusqu'à ce qu'ils soient devenus autonomes.

«Cette entente est conforme à l'objectif du gouvernement de réagir aux problèmes pressants des réfugiés par une nouvelle approche innovatrice en matière de partenariat, a déclaré M. Marchi.

«Cette approche permet de rentabiliser au maximum les maigres ressources dont disposent le gouvernement et les groupes et a été inspirée par une fructueuse collaboration dans le passé avec le Conseil, collaboration qui a permis d'intégrer avec succès des réfugiés ismaéliens à la société canadienne. La réussite de ce projet pilote sera l'élément essentiel dans la réalisation de mon objectif de maintenir en place des programmes dynamiques de parrainage de réfugiés par le secteur privé», a ajouté le Ministre.

«Le Conseil ismaélien du Canada est désireux d'explorer cette approche pour aider les réfugiés, a précisé pour sa part M. Bhaloo. Les besoins des réfugiés qui arrivent dans leur pays d'accueil sont immenses. Les efforts conjugués du gouvernement fédéral et de la communauté canadienne-ismaélienne assureront le succès de l'intégration de ces 1 500 réfugiés.»

L'organisme FOCUS sera un intervenant majeur dans cette démarche de réétablissement. Cet organisme, de fondation récente, collaborera au réétablissement des réfugiés et à la coordination des opérations de secours d'urgence du Conseil outre-mer.

Le financement de cette initiative, qui pourra atteindre 1,1 million de dollars par année, était prévu dans le budget fédéral déposé en février 1994 et s'inscrit dans le cadre financier déjà en place. Cette initiative montre bien comment le gouvernement priorise les dépenses publiques pour mieux servir les Canadiens et Candiennes et faire une utilisation rationnelle des dépenses publiques.

Aux termes de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration, une entente parallèle a été signée le 29 avril par M. John Ciaccia, ministre des Affaires internationales, de l'Immigration et de Communautés culturelles ainsi que par le Conseil ismaélien du Québec.

Pour renseignements :

Citoyenneté et Immigration Canada

Cabinet du Ministre

Judy Morrison

(819) 953-3226

Service international

Anton Jurkovitch

(819) 997-6216

Établissement

Danielle Racette

(819) 953-4100

Communications

Élaine Saint-Amour

(819) 953-1783

Conseil ismaélien du Canada

Karim Ismail

905-771-7852

News Release

May 13, 1994

94 - 36 [35]

Marchi releases review of refugee issues

OTTAWA - Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi today released a study which he had commissioned on aspects of the refugee status determination system and the post determination review mechanisms available to failed refugee claimants. The study was conducted by Susan Davis and Lorne Waldman, well-known and highly respected non-governmental experts in the field of immigration and refugee matters.

"I would like to offer my personal thanks and congratulations to Ms. Davis and Mr. Waldman for their thorough and thought provoking work" said Marchi. "A study like this, involving individuals from the non-governmental sector, is conclusive proof that we can work together in new and cooperative ways to develop new perspectives on immigration policy. One of my priorities as Minister is to strengthen the refugee status determination process and this study will assist us in that endeavour."



The study will form an important source document for the comprehensive national consultations on immigration which the Minister has initiated. The authors were commissioned in January to examine three main elements of the system: the current risk assessment for unsuccessful refugee claimants; the humanitarian and compassionate review process; and the possibility of an appeal on the merits of each claim and to recommend changes that would be timely, fair and cost effective.

"I am comfortable with the underlying principles of the report," said the Minister. "I intend to proceed efficiently and quickly to act on the report with a view to strengthening the overall system."

--30--

For information:

Minister's Office: Roger White
(819) 953-3226

Policy: John Butt
(819) 997-9174

Communications: Gerry Maffre
(819) 997-0096

For copies of the report, fax a request to:
(819) 994-2680

Communiqué

le 13 mai 1994

94 - 36

M. Marchi rend public un examen portant sur des questions relatives aux réfugiés

OTTAWA - Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, a rendu public aujourd'hui une étude qu'il avait commandée sur différents aspects du processus de reconnaissance du statut de réfugié et du processus de révision postérieure des revendications refusées. L'étude a été réalisée par Susan Davis et Lorne Waldman, spécialistes non gouvernementaux bien connus et hautement respectés pour leur connaissance du domaine de l'immigration et des questions relatives aux réfugiés.

«Je voudrais personnellement remercier M^{me} Davis et M. Waldman et les féliciter pour leur travail minutieux dont les résultats donnent réellement matière à réflexion, a dit M. Marchi.»

«Une étude comme celle-ci, réalisée avec le concours de ressources du secteur privé, est une preuve manifeste que nous pouvons mettre en oeuvre de nouveaux moyens de collaborer pour donner une nouvelle direction à la politique d'immigration. En ma qualité de ministre, je me suis fixé entre autres, comme priorité, l'amélioration du processus de reconnaissance du statut de réfugié, et je suis convaincu que cette étude nous facilitera la tâche.»

L'étude constituera un document de base important aux fins de la vaste consultation nationale que le Ministre a lancée. Les auteurs avaient le mandat d'examiner trois principaux éléments du système : l'évaluation du risque qui se fait actuellement dans le cas des demandeurs dont la revendication du statut de réfugié est rejetée, l'examen pour déterminer l'existence de considérations humanitaires, et la possibilité d'un appel portant sur le bien-fondé dans chaque cas. Ils devaient en outre recommander des changements équitables et rentables qui pourraient être apportés rapidement.

«J'appuie les principes qui sous-tendent le rapport, a ajouté le Ministre. J'ai l'intention de donner suite efficacement et sans délai au rapport en vue de renforcer le système dans son ensemble.»

Renseignements :

Cabinet du ministre : Roger White
(819) 953-3226

Politique : John Butt
(819) 997-9174

Communications : Gerry Maffre
(819) 997-0096

Pour obtenir un exemplaire du rapport : (819) 994-2680
(téléc.)

News Release

May 20, 1994

94-36

OTTAWA -- The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today announced a number of interim changes to the refugee system. These changes respond to a key concern identified in the report to the Minister by Susan Davis and Lorne Waldman, two non-governmental experts in the field of immigration.

The Minister received the final version of the report in late April and made it public last Friday. The authors had submitted a draft report in March with a request for comments, corrections and official translation from the Department.

"It is important that we move now on these interim measures to improve our refugee system without delay," said Mr. Marchi. "As I indicated last week, I share the concern expressed by the authors about the post-claim risk assessment process", said the Minister.



"In order to ensure that the process works fairly, I am establishing a centrally-managed departmental body to take overall responsibility for the quality and consistency of the review of refused refugee claimants. This body will be assisted by the Canadian office of the United Nations High Commissioner for Refugees and by York University's Centre for Refugee Studies."

This senior departmental mechanism will ensure that review officers, including a number of new recruits, are trained in applying a broader interpretation of the review criteria, which will include violations of fundamental human rights. The interim review process will be part of the Department's admissions program, and not in the enforcement stream.

This broader application of the criteria is effective immediately. It will apply to all refused claimants who have not yet had a final review by the Department. Those with criminal convictions or who represent a security threat are not eligible.

In addition, the Minister has invited the Canadian Council for Refugees (CCR) to assist in this procedure. The CCR is considering the request and will discuss it at its forthcoming meeting in June.

Under the Minister's proposal, the CCR would identify non-governmental agencies across Canada that, on a voluntary basis, would help identify previously rejected claimants who might benefit from a further review under the broader interpretation of the criteria.

These agencies will screen the cases of refused claimants who, since February 1, 1993, have been refused by the Immigration and Refugee Board and by the Department's review mechanism, and are still in Canada.

Submissions on such cases can be made over a three month period beginning August 1, 1994. The Minister has directed that the review of any cases submitted for review be concluded within a six month period.

For information:

Minister's Office:	Judy Morrison (819) 953-3226
Policy:	John Butt (819) 997-9174
Communications:	Gerry Maffre (819) 994-6489

Communiqué

le 20 mai 1994

94-36

OTTAWA -- M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui certaines modifications provisoires apportées au processus de reconnaissance du statut de réfugié. Ces modifications font suite à une préoccupation majeure soulevée dans le rapport que Susan Davis et Lorne Waldman, deux spécialistes non-gouvernementaux dans le domaine d'immigration, ont remis au Ministre.

Le Ministre a reçu la version définitive de ce rapport à la fin avril et l'a diffusée vendredi dernier. Les auteurs en avaient présenté une version préliminaire en mars, demandant que le Ministère le commente, le corrige et en fasse une traduction officielle.

«Il importe de mettre en oeuvre sans tarder ces mesures provisoires, de façon à améliorer notre processus de reconnaissance du statut de réfugié, a dit M. Marchi. Comme je l'ai souligné la semaine dernière, j'ai les mêmes préoccupations que les auteurs concernant l'évaluation du risque des revendications refusées dans le cadre du processus de révision, à poursuivi le Ministre. Pour assurer que ce processus soit équitable, je créerai immédiatement un organisme ministériel central pour veiller à la qualité et à l'uniformité de l'examen des cas des revendicateurs déboutés. Cet organisme sera appuyé par le bureau canadien du Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et par le «Centre for Refugee Studies» de York University.»

Cet organisme ministériel supérieur veillera à ce que les agents chargés de la révision, qui compteront un certain nombre de nouveaux venus, soient formés de façon à avoir une compréhension approfondie des critères du processus de révision. Ceux-ci comprendront la violation des droits humains fondamentaux. Le processus provisoire de révision sera mis en application dans le cadre du programme des admissions du Ministère, sans lien avec les mesures d'exécution de la Loi.

L'interprétation plus large des critères s'applique immédiatement aux cas de tous les revendicateurs déboutés, qui n'ont pas encore fait l'objet d'un examen définitif par le Ministère. Les criminels reconnus et les personnes qui représentent une menace pour la sécurité du Canada n'y sont pas admissibles.

Le Ministre a également invité le Conseil canadien pour les réfugiés (CCR) à prendre part à l'opération. Le CCR étudie sa demande et en discutera à une rencontre prévue en juin. Selon la proposition du Ministre, le CCR repérerait des organismes non gouvernementaux qui, bénévolement, aideraient à identifier les revendicateurs déboutés que pourrait favoriser un examen basé sur des critères élargis.»

Ces organismes sélectionneront des cas de revendicateurs déboutés qui sont toujours au Canada et qui, depuis le 1^{er} février 1993, ont été refusés par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et par le mécanisme de révision du Ministère.

La présentation de ces cas pourra se faire au cours d'une période de trois mois, à compter du 1^{er} août 1994. Le Ministre a ordonné que l'examen des cas présentés soit terminé dans un délai de six mois.

Pour plus de renseignements :

Cabinet du ministre : Judy Morrison
(819) 953-3226

Politique : John Butt
(819) 997-9174

Communications : Gerry Maffre
(819) 994-6489

News Release

May 24, 1994

94 - 39

Immigration consultations move into public phase

Ottawa -- Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi announced today that the consultations on a strategic framework for immigration are now moving into their public phase. Through public meetings and study circles, Canadians will discuss immigration issues and provide advice to the Minister.

"These meetings will give Canadians the opportunity to participate in this important consultation" said Mr. Marchi. "I need this information to develop the vision and longer term strategy which sees immigrants as contributors to Canada's economic and social fabric." Public meetings will take place throughout the month of June, with the Minister attending in several cities. A non-governmental organization will co-host each event. They will advise the public on how to become involved.



The meetings will focus on the broad issues which were identified at the Montebello planning session organized in cooperation with the Public Policy Forum in early March. The issues ranged from the very general, such as the vision of Canada which immigration can support, to such practical concerns as the need to examine the criteria for accepting immigrants.

Canadians will also be able to participate in the consultations through "study circles". These discussion groups will be held on Saturdays in schools in several cities during June and July. Interested individuals will be grouped into "circles" of 25, with as many circles being organized as necessary to accommodate interested participants. In addition, intermediate and high school students will have the opportunity to participate in a study circle "youth track"; the participation of this group will add an important perspective to the debate.

"Study circles offer Canadians a chance to do more than just talk about an issue. Using a study guide, people tackle a body of facts and weigh the pros and cons of policy choices. Study circle participants are like neighbours who come together to figure out how best to handle their common concerns," Marchi said.

Interested organizations and individual Canadians are also encouraged to take the time to organize their own consultations and provide the Minister with their views. An information kit is being distributed to assist those organizing their own discussion sessions. The kit includes a discussion document on key domestic and international immigration issues, a guide for organizing a consultation meeting and submitting feedback, and a tabloid version of the discussion document, highlighting basic facts and issues for quick reference.

In addition, ten working groups are examining the key immigration issues identified at Montebello and will provide reports by this summer. Each group includes experts, practitioners, and officials from both government and non-government organizations. Members of the Parliamentary Standing Committee on Citizenship and Immigration are participating in the working groups.

Reports from each of these consultative processes, as well as from meetings with provincial officials, will be considered at a national conference in September. The government considers these discussions essential in its development of a strategic framework and five-year immigration levels plan. This plan and framework will be tabled in Parliament by November 1, 1994.

To order materials or for further information
on the consultations, contact:

Citizenship and Immigration Canada
Consultations Task Force
Information Resource Centre
Place du Portage, Phase IV
9th Floor, Room 917A
Hull, Quebec
K1A 1L1

For information:

Minister's Office:	Judy Morrison (819) 953-3226
Policy:	Suzanne Monaghan (819) 953-1199
Communications:	Bianca Bertrand (819) 953-6952

A copy of the consultation kit will be mailed to
members of the media who receive this release. The
attached backgrounder provides details on the public
consultation process.

BACKGROUNDER
CONSULTATIONS

Public Consultation Meetings		
CITY	DATE	ORGANIZER
Montreal	June 13	Centre de recherche-action sur les relations raciales Leon Chung (E) Geneviève Thibault(F) (514) 939-3342
Toronto	June 15	York University John Dwyer (416) 736-5010
Halifax	June 20	Atlantic Provinces Economic Council Alana Croft (902) 422-6516
Vancouver	June 27	Social Planning and Research Council of B.C. Rupert Downing (604) 736-8118
Edmonton	June 28	University of Alberta Eva Cherniavsky (403) 492-4588

Study Circles		
CITY	DATE	ORGANIZER/CONTACT
Toronto	June 25 July 9 July 16 July 23	Carolyn Collier (416) 445-6613
Montreal	July 9 July 16 July 23	Barry Lazar (514) 487-4562
Hamilton	July 23	Jim Cooper (416) 763-4186
Vancouver	July 9 July 16 July 23	Debbie Bell (604) 531-4106
Ottawa	July 9	Chris Bradshaw (613) 560-1229
Calgary	July 16	Dianne Fisher (403) 262-2006

IMMIGRATION CONSULTATIONS WORKING GROUPS

ISSUE #1

What is the vision of Canada that we seek to support through the immigration policy?

There is no working group specifically tasked with this issue. It is expected, however, that the issue may be touched on by the nine issue-specific working groups. As well, the Standing Committee on Citizenship and Immigration will consider this issue as it examines rights, values and responsibilities of Canadian citizenship in the development of a new Citizenship Act.

ISSUE #2

What criteria should we set for selecting immigrants in order to achieve our social and economic objectives?

Co-Convenors

Gilles Paquet	Professor of Economics and Public Management Faculty of Administration University of Ottawa
Meyer Burstein	Director General Strategic Research, Analysis and Information Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #3

How should Canada meet its humanitarian obligations towards refugees?

Co-Convenors

Rivka Augenfeld	President Table de Concertation de Montréal pour les Réfugiés
Bill van Staalduinen	Director General International Refugee and Migration Policy Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #4

How should Canada work with other nations to deal with migration pressures?

Co-Convenors

Michael Shenstone	Foreign Affairs Consultant (Ottawa)
Tim Owen	Associate Executive Director COSTI (an Immigrant Service Organization in Toronto)
Pam Devine	Director International Migration Policy Division International Refugee and Migration Policy Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #5

How should we help newcomers integrate into Canadian society?

Co-Convenors

Dr. Peter S. Li	Professor of Sociology University of Saskatchewan
Cameron Dawson	Director Citizenship and Integration Policy Division Policy and Program Development Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #6

How do we integrate immigration policies and program delivery with other areas of public policy and programming?

A. Labour Market Access (Training, Accreditation).

Co-Convenors

Annamaria Menozzi	Private Consultant (<i>with expertise in immigrant training issues in Toronto</i>)
Milly Morton	Director Immigrant and Visitor Policy Division Policy and Program Development Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #6(cont'd)

B. Other services (Education, Social Assistance, Health, Policing, Housing, Etc.).

Co-Convenors

Andrew Cardozo	Director Institute on Policy and Administration (Ottawa)
Cameron Dawson	Director Citizenship and Integration Policy Division Policy and Program Development Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #7

How should we enforce and maintain the integrity of the immigration program?

Co-Convenors

Susan Davis	Executive Director Jewish Immigrant Aid Society (Ottawa)
Brian Grant	Director Control and Enforcement Policy Division Policy and Program Development Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #8

How can we best realize the economic benefits of immigration?

Co-Convenors

Don DeVoretz	Professor of Economics Simon Fraser University
Elizabeth Ruddick	Director Economic & Demographic Research and Information Division Strategic Research, Analysis and Information Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

ISSUE #9

How do we build more effective partnerships among all levels of government?

Issue to be pursued through a series of bilateral discussions with federal and provincial officials.

ISSUE #10

How do we build a common database on immigration to serve public policy and program goals?

Co-Convenors

Bruce Petrie	Assistant Chief Statistician Social Institutions and Labour Statistics Field Statistics Canada
Ross Finnie	Visiting Professor from Laval University Business and Labour Market Analysis Group Statistics Canada
Elizabeth Ruddick	Director Economic & Demographic Research and Information Division Strategic Research, Analysis and Information Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada
Paula Bennett	Director Social & Cultural Research and Information Division Strategic Research, Analysis and Information Branch Policy Sector Citizenship and Immigration Canada

Communiqué

Le 24 mai 1994

94 - 39

La consultation sur l'immigration entre dans sa phase publique

Ottawa – Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi a annoncé aujourd'hui que la consultation sur un cadre stratégique entrerait dans sa phase publique. En participant à des réunions publiques ainsi qu'à des cercles d'études, les Canadiens pourront discuter de diverses questions touchant l'immigration et présenter leurs vues au Ministre.

«Ces réunions donneront aux Canadiens la possibilité de participer à cette importante consultation, a indiqué M. Marchi. J'ai besoin de leurs vues pour développer une vision et une stratégie à long terme selon lesquelles les immigrants contribueront au développement économique et social du Canada.» Le Ministre assistera à plusieurs des réunions publiques qui auront lieu dans diverses villes durant tout le mois de juin. Chacune des activités sera organisée conjointement avec un organisme non gouvernemental qui informera la population quant à la façon d'y participer.

Ces réunions porteront principalement sur les grandes questions cernées par les participants à la séance de planification organisée à Montebello au début de mars en collaboration avec le Forum des politiques publiques. Il s'agit de questions très générales, comme la vision du Canada en fonction de laquelle doit être arrêtée la politique d'immigration, ou de questions pratiques, comme les critères d'acceptation des immigrants.

Les Canadiens pourront aussi participer à cette consultation en se joignant à des «cercles d'études». Les réunions de ces cercles se tiendront les dimanches dans des écoles dans plusieurs villes au cours de juin et juillet. Les personnes que la formule intéresse seront regroupées en «cercles» de 25 membres, et autant de cercles que nécessaire seront constitués. De plus, les élèves du cégep et du deuxième cycle du secondaire auront la possibilité de participer aux activités des cercles en tant qu'«ailes jeunesse»; les jeunes sauront sûrement apporter une perspective importante au débat.

«Les cercles d'études donneront aux Canadiens la possibilité de faire plus que de simplement parler d'une question d'actualité. Avec un guide de travail, les participants pourront examiner un ensemble de faits et soupeser le pour et le contre des diverses options. Les participants à ces cercles d'études seront comme des voisins qui se réunissent pour trouver des solutions à leurs problèmes communs», a ajouté M. Marchi.

Les organismes et les particuliers sont aussi invités à organiser leurs propres réunions de consultation et à faire connaître leurs vues au Ministre. Une trousse d'information est spécialement mise à leur disposition. La documentation en question comprend un document de travail sur les principales questions qui touchent l'immigration au Canada et dans le monde, un guide pour organiser des réunions et présenter des commentaires ainsi qu'une version format tabloïd du document de travail dans laquelle on peut rapidement trouver l'essentiel de la situation et des perspectives qui s'offrent.

Par ailleurs, dix groupes de travail approfondissent actuellement les questions cruciales pour l'immigration cernées à Montebello et doivent présenter des rapports d'ici l'été. Ces groupes sont composés notamment d'experts, d'intervenants ainsi que de représentants d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Des membres du Comité parlementaire de la citoyenneté et de l'immigration font aussi partie de ces groupes de travail.

Les rapports produits au terme de la consultation ainsi que les résultats de réunions avec les provinces seront examinés au cours d'une conférence nationale en septembre. Le gouvernement considère ces discussions comme une étape essentielle dans le processus de développement d'un cadre stratégique et d'un plan d'immigration quinquennal. Ce plan et ce cadre seront d'ailleurs présentés au Parlement au plus tard le 1^{er} novembre 1994.

Pour commander des documents ou pour obtenir plus de renseignements sur la consultation, veuillez communiquer avec :

Citoyenneté et Immigration Canada
Groupe de travail sur la consultation
Centre de documentation pour la
consultation
Place du Portage, Phase IV
9^e étage, pièce 917A
Hull (Québec)
K1A 1L1

Pour renseignements :

Cabinet du ministre :	Judy Morrison (819) 953-3226
Politique :	Suzanne Monaghan (819) 953-1199
Communications :	Bianca Bertrand (819) 953-6952

Un exemplaire de la documentation pour la consultation sera posté à tous les journalistes qui recevront ce communiqué. Le document d'information ci-joint donne plus de précisions sur la consultation publique.

RENSEIGNEMENTS SUR LA CONSULTATION

Réunions pour la consultation publique		
VILLE	DATE	ORGANISATEUR
Montréal	13 juin	Centre de recherche-action sur les relations raciales Léon Chung (Ang.) Geneviève Thibault (Fr.) (514) 939-3342
Toronto	15 juin	Université York John Dwyer (416) 736-5010
Halifax	20 juin	Conseil économique des provinces de l'Atlantique Alana Croft (902) 422-6516
Vancouver	27 juin	Social Planning and Research Council (C.-B.) Rupert Downing (604) 736-8118
Edmonton	28 juin	Université de l'Alberta Eva Cherniavsky (403) 492-4588

CERCLES D'ÉTUDES		
VILLE	DATE	ORGANISATEUR/ CONTACT
Toronto	25 juin 9 juillet 16 juillet 23 juillet	Carolyn Collier (416) 445-6613
Montréal	9 juillet 16 juillet 23 juillet	Barry Lazar (514) 487-4562
Hamilton	23 juillet	Jim Cooper (416) 763-4186
Vancouver	9 juillet 16 juillet 23 juillet	Debbie Bell (604) 531-4106
Ottawa	9 juillet	Chris Bradshaw (613) 560-1229
Calgary	16 juillet	Dianne Fisher (403) 262-2006

POINT 1

Quelle vision du Canada voulons-nous promouvoir au moyen de la politique d'immigration?

Ce point n'est pas attribué à un groupe de travail particulier. Il est toutefois prévu qu'il sera pris en compte par chacun des neuf groupes responsables d'un point particulier. Par ailleurs, le Comité permanent de la citoyenneté et l'immigration se penchera sur cette question dans le cadre de son examen des droits, des valeurs et des responsabilités en vue de la modification de la *Loi sur la citoyenneté*.

POINT 2

Si nous voulons atteindre nos objectifs sociaux et économiques, quels critères devrions-nous fixer pour la sélection des immigrants?

Coreponsables

Gilles Paquet	Professeur d'économie politique et de gestion publique Faculté d'administration Université d'Ottawa
Meyer Burstein	Directeur général Direction générale de la recherche, de l'analyse et de l'information stratégiques Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada

POINT 3

De quels moyens le Canada devrait-il se doter pour respecter ses obligations humanitaires envers les réfugiés?

Coreponsables

Rivka Auginfeld	Présidente Table de concertation de Montréal pour les réfugiés
Bill van Staalduinen	Directeur général Direction générale de la politique concernant les réfugiés et les migrations internationales Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada

POINT 4

Comment le Canada peut-il collaborer avec les autres pays afin de faire face aux pressions des migrations?

Coresponsables

Michael Shenstone	Consultant en affaires étrangères (Ottawa)
Tim Owen	Directeur exécutif adjoint COSTI (organisme de service aux immigrants de Toronto)
Pam Devine	Directrice Division de la politique concernant les migrations internationales Direction générale de la politique concernant les réfugiés et les migrations internationales Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada

POINT 5

Comment devrions-nous favoriser l'intégration des nouveaux arrivants à la société canadienne?

Coresponsables

Peter S. Li	Professeur de sociologie Université de la Saskatchewan
Cameron Dawson	Directeur Division de la politique d'intégration et de citoyenneté Direction générale du développement des politiques et des programmes Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada

POINT 6

Comment pouvons-nous intégrer la politique et les programmes à d'autres secteurs de politique et de programmes?

A. Accès au marché du travail (formation, accréditation)

Coresponsables

Annamaria Menozzi	Consultante indépendante (compétences dans le domaine de la formation des immigrants - Toronto)
Milly Morton	Directrice Division de la politique concernant les immigrants et les visiteurs Direction générale du développement des politiques et des programmes Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada

B. Autres services (éducation, aide sociale, santé, police, logement, etc.)

Coresponsables

Andrew Cardozo	Directeur Institute on Policy and Administration (Ottawa)
Cameron Dawson	Directeur Division de la politique d'intégration et de citoyenneté Direction générale du développement des politiques et des programmes Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada

POINT 7

Comment faire respecter les règles du Programme d'immigration?

Coresponsables

Susan Davis	Directrice exécutive Jewish Immigrant Aid Society
Brian Grant	Directeur Division de la politique de contrôle et d'application de la Loi Direction générale du développement des politiques et des programmes Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada

POINT 8

Comment tirer le meilleur parti des avantages économiques de l'immigration?

Coresponsables

Don DeVoretz	Professeur d'économie politique Université Simon Fraser
--------------	--

Elizabeth Ruddick	Directrice Division de la recherche et de l'information économiques et démographiques Direction générale de la recherche, de l'analyse et de l'information stratégiques Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada
-------------------	---

POINT 9

Comment en arriver à des partenariats plus efficaces avec tous les ordres de gouvernement?

Ce point fera l'objet de plusieurs discussions bilatérales entre des représentants des administrations fédérale et provinciales.

POINT 10

Comment établir une base de données commune sur l'immigration de manière à respecter les objectifs de la politique générale et des programmes?

Coresponsables

Bruce Petrie	Statisticien en chef adjoint Secteur de la statistique sociale des institutions et du travail Statistique Canada
--------------	--

Ross Finnie	Professeur invité de l'Université Laval Groupe d'analyse des entreprises et du marché du travail Statistique Canada
-------------	---

Elizabeth Ruddick	Directrice Division de la recherche et de l'information économiques et démographiques Direction générale de la recherche, de l'analyse et de l'information stratégiques Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada
-------------------	---

Paula Bennett	Directrice Division de la recherche et de l'information sociales et culturelles Direction générale de la recherche, de l'analyse et de l'information stratégiques Secteur de la politique Citoyenneté et Immigration Canada
---------------	---

News Release

June 1, 1994

94-41



OTTAWA -- Minister of Citizenship and Immigration Sergio Marchi, speaking at today's annual meeting of the Canadian Council for Refugees (CCR), will confirm his commitment to building new government-community partnerships to deal more effectively with refugee issues. To fulfil the Government's commitments in this area, Mr. Marchi is announcing several new initiatives.

"I'm very happy to invite Canadian non-governmental organizations, for the first time, to nominate a member to this year's official Canadian delegation to the October meeting of the Executive Committee of the United Nations High Commission for Refugees (UNHCR). This representative from the voluntary sector will bring an important additional dimension to the formulation of Canadian policy at the Committee."

.../2



The Minister will also outline changes to increase the effectiveness of the Private Sponsorship of Refugees Program. They clarify that sponsors are able to name or identify refugees, that agencies are prohibited from charging fees to refugees and their families for sponsorship arrangements, and that sponsorship agreements will more clearly define the roles and responsibilities of program partners.

Furthermore, Mr. Marchi is also announcing that he has accepted a proposal from the CCR to form a Joint Committee, comprised of representatives of his department and non-governmental organizations which have signed private sponsorship agreements. The Joint Committee will foster a collaborative approach to the operation of the Private Sponsorship of Refugees Program.

This initiative complements the Government's commitment, reflected in the Red Book and the 1994 Immigration Plan, to strengthen the role of private sponsorship as an important element in resettling refugees in Canada.

The Minister is also releasing a comprehensive Declaration on Refugee Protection for Women, that flows from consultations with non-governmental experts on gender issues.

"My department will adopt the Declaration in its daily dealings with refugee women to ensure that victims of sexual violence and gender-based violations of human rights receive Canada's protection."

The Declaration is a further demonstration of Canada's pioneer work on behalf of refugee women, building on such initiatives as the Women at Risk Program and the "Guidelines on Women Refugee Claimants Fearing Gender-related Persecution" produced by the Immigration and Refugee Board.

In closing, Mr. Marchi will stress the need for governmental officials and the voluntary sector to work together in reaching out to a wider audience of Canadians, saying "The importance of supporting our heritage of providing protection and safe haven to refugees cannot be overstated."

At the same time, he will emphasize that no individual state can address the problems of refugees and international migration on its own.

"Governments around the world need to develop effective international collaborative strategies to deal with the unprecedented numbers of people displaced by conflict and unrest in their home countries."

Backgrounder attached

For information:

Minister's Office:
Judy Morrison
(819) 953-3226

Policy:
Craig Goodes
(819) 953-2408

Communications:
Valerie de Montigny
(819) 953-0909

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION CANADA

DECLARATION ON REFUGEE PROTECTION FOR WOMEN

JUNE 1, 1994

Preamble

According to the United Nations High Commissioner for Refugees, there are twenty million refugees in the world who have been forced to flee their own country to seek protection elsewhere. It is estimated that about 80 per cent of the world's refugees are women and children.

In response to the Red Book commitment to "expand the criteria for legitimate status to include women fleeing persecution on basis of gender" and to assist in addressing the difficulties faced by refugee women, Citizenship and Immigration Canada has adopted this *"Declaration on Refugee Protection for Women."*

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION CANADA

DECLARATION ON REFUGEE PROTECTION FOR WOMEN

Introduction

The principle of non-discrimination, including equality of men and women, is enshrined in the United Nations Charter and the Universal Declaration of Human Rights. By invoking these instruments in its preamble, the 1951 Convention relating to the Status of Refugees places refugee protection within the context of human rights and assures refugees the widest possible exercise of fundamental rights and freedoms without discrimination. In Canada, this principle of equality is found in Section 15 of the Charter of Rights and Freedoms. Citizenship and Immigration Canada recognizes the right of refugee women to receive international protection on an equal basis with men, particularly from persecution based on gender.

The paragraphs which follow give expression to the Department's commitments in this area.

Women's rights are human rights

Citizenship and Immigration Canada, agreeing that "women's rights are human rights", is committed to ensuring the protection of those rights for refugees both males and females in a way that recognizes the realities of women's lives and the nature of the human rights abuses women face.

This commitment is reflected in Canada's active contribution to and support of such international initiatives as the Vienna Declaration and Program of Action (UN World Conference on Human Rights), the Conclusion of the 1993 Executive Committee of the UNHCR on Refugee Protection and Sexual Violence, and the United Nations "Declaration on the Elimination of Violence Against Women" adopted in 1993 by the United Nations General Assembly (UNGA 48).

This commitment flows from the Government's recognition that, even in Canada, women may be particular targets of violence and from its commitment to protect women fleeing persecution on the basis of gender.

Women experience persecution differently from men

Citizenship and Immigration Canada is committed to an interpretation of the Convention refugee definition which includes protection from sexual violence and violations of human rights based on gender. . We recognize that women may be persecuted on similar grounds as are men, but that the forms of persecution may be different; moreover, we recognize that women may be subject to persecution simply because they are women.

Barriers to state protection

Citizenship and Immigration Canada recognizes that the subordinate position of women throughout the world is an obstacle to recourse against violence, that deprivation of fundamental human rights may be entrenched in social and legal systems, and that, because of domestic responsibilities and financial dependence, women are far less mobile than men. We also recognize that women and children in refugee camps are particularly vulnerable to abuse and exploitation.

From "gender-neutrality" to "gender-inclusiveness"

Canadians are proud of our non-discriminatory laws and policies. Citizenship and Immigration Canada recognizes, however, that in order to meet our policy objectives and our international and domestic commitments, gender-neutrality is not enough. We are committed to policies and procedures that respond affirmatively to the special needs of refugee women, both in Canada and abroad.

Refugee selection overseas

Citizenship and Immigration Canada is committed to the inclusive interpretation of the definition and the gender-sensitive approach contained in the Immigration and Refugee Board Guidelines in assessing applications for resettlement from abroad by refugee women.

Citizenship and Immigration Canada recognizes the need to overcome traditional, male-oriented views of the potential of refugees for "successful establishment" in Canada. Although many refugee women have had limited access to formal education and wage employment and are often responsible for young children, many of them demonstrate great resourcefulness, life skills, and adaptability, which are useful in coping with a new life in Canada.

Gender sensitivity in Canada

The ability to question with sensitivity, awareness of the signs of gender-related persecution, and knowledge of conditions affecting women in source countries, are required of those who deal with refugee women. Citizenship and Immigration Canada is committed to the development of training and direction for all immigration officers in Canada and abroad, for other staff, and for interpreters, to promote this sensitivity, awareness and knowledge. Citizenship and Immigration Canada is also committed to achieving an equitable gender balance in the selection of staff throughout the organization.

Citizenship and Immigration Canada recognizes that refugee claims by women may be jeopardized because they do not tell of experiences of sexual violence, they may be unwilling to speak of such experiences in front of their husbands, or they may be intimidated by the presence of male officials or interpreters.

Wherever operationally feasible, Citizenship and Immigration Canada will ensure that women making refugee claims have the option of being interviewed by female officers, with the assistance of trained female interpreters.

Communiqué

Le 1^{er} juin 1994

94-41

OTTAWA -- Au cours d'une allocution qu'il prononcera aujourd'hui à la réunion annuelle du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, réitérera sa volonté de créer de nouveaux partenariats entre le gouvernement et les collectivités pour résoudre plus efficacement les questions relatives aux réfugiés. M. Marchi annoncera plusieurs nouveaux projets, respectant ainsi l'engagement du gouvernement à cet égard.

«Je suis très heureux d'inviter, pour la première fois, les organismes non gouvernementaux canadiens à nommer un de leurs membres pour faire partie de la délégation officielle du Canada à la réunion du Comité exécutif du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) qui se tiendra en octobre. Ce représentant des organismes bénévoles apportera un autre point de vue au cours de l'élaboration de la politique canadienne durant cette réunion.»

.../2



En outre, le Ministre présentera des modifications visant à rendre plus efficace le programme de parrainage privé de réfugiés. Il sera précisé que les répondants peuvent nommer ou identifier les réfugiés, qu'il est interdit aux organismes d'exiger des frais des réfugiés et de leur famille relativement aux modalités de parrainage et que les ententes de parrainage doivent établir clairement le rôle et les obligations des partenaires du programme.

M. Marchi annoncera également qu'il a accepté une proposition du CCR concernant la création d'un comité mixte, qui se composera de représentants du Ministère et d'organismes non gouvernementaux signataires d'ententes de parrainage privé. Le comité mixte favorisera la collaboration dans l'exécution du programme de parrainage privé de réfugiés.

Cette initiative donne suite à l'engagement du gouvernement, énoncé dans le Livre rouge et dans le plan d'immigration de 1994, visant à accorder un plus grand rôle au parrainage privé dans le réétablissement des réfugiés au Canada.

M. Marchi rendra aussi public un document détaillé intitulé *Déclaration sur la protection des femmes réfugiés*, qui découle d'une consultation de spécialistes non gouvernementaux des questions liées aux femmes réfugiées.

«Le ministère dont j'ai la charge appliquera les principes de cette déclaration dans l'exercice quotidien de ses responsabilités à l'égard des femmes réfugiées de façon à garantir la protection du Canada aux victimes de violence sexuelle et de violations des droits de la personne en raison du sexe.»

La *Déclaration* illustre le rôle de pionnier qu'assume le Canada en ce qui concerne les femmes réfugiées, grâce à des programmes comme «Femmes en péril» et les directives intitulées *Revendicatrices du statut de réfugié craignant d'être persécutées en raison de leur sexe*, publiées par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié.

En terminant, M. Marchi soulignera que la collaboration s'impose entre les représentants du gouvernement et les organismes bénévoles afin de pouvoir joindre un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens. «On ne rappellera jamais assez souvent l'importance pour nous de maintenir la tradition d'offrir protection et asile aux réfugiés.»

Il soulignera en outre qu'aucun État ne peut, à lui seul, s'attaquer aux problèmes des réfugiés et des migrations internationales.

«Les gouvernements du monde entier doivent contribuer à la mise en place de stratégies communes et efficaces à l'échelle internationale pour faire face au nombre sans précédent de personnes déplacées par des conflits dans leur pays d'origine.»

Document d'information ci-joint

Cabinet du Ministre :
Judy Morrison
(819) 953-3226

Politique :
Craig Goodes
(819) 953-2408

Communications :
Valerie de Montigny
(819) 953-0909

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

DÉCLARATION SUR LA PROTECTION DES FEMMES RÉFUGIÉES

1er JUIN 1994

Préambule

Selon le Haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, il y a dans le monde vingt millions de réfugiés qui ont été forcés de fuir leur propre pays pour chercher protection ailleurs. On estime qu'environ 80 pour cent des réfugiés dans le monde sont des femmes et des enfants.

Pour respecter l'engagement, pris dans le Livre rouge, d'élargir le statut de réfugié aux femmes qui sont persécutées en raison de leur sexe et contribuer à aplanir les difficultés auxquelles font face les femmes réfugiées, le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a adopté la présente «Déclaration sur la protection des femmes réfugiées».

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION CANADA

DÉCLARATION SUR LA PROTECTION DES FEMMES RÉFUGIÉES

Introduction

Le principe de non-discrimination, y compris l'égalité des hommes et des femmes, est enchâssé dans la Charte des Nations Unies et dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. En invoquant ces documents officiels dans son préambule, la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés place la protection des réfugiés dans le contexte des droits de l'homme et veille à ce que les réfugiés exercent pleinement leurs libertés et leurs droits fondamentaux sans discrimination. Au Canada, ce principe d'égalité est énoncé à l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés. Citoyenneté et Immigration Canada reconnaît le droit des femmes réfugiées à la protection internationale au même titre que les hommes, surtout dans les cas de persécution fondée sur le sexe.

Les paragraphes qui suivent reflètent les engagements du Ministère dans ce domaine.

Les droits de la femme sont les droits de la personne

Étant donné que les droits des femmes sont les droits de la personne, Citoyenneté et Immigration Canada s'engage à assurer la protection des droits des femmes et des hommes réfugiés d'une manière qui reconnaît les réalités de la vie des femmes et la nature des abus des droits de la personne dont celles-ci sont victimes.

L'engagement du Canada se traduit, entre autres, par sa contribution et son appui effectifs à des initiatives internationales comme la Déclaration de Vienne et le Programme d'action (Conférence mondiale des Nations Unies sur les droits de l'homme), le Projet de conclusions sur la protection des réfugiés et la violence sexuelle du Comité exécutif de 1993 du HCNUR, et la «Déclaration sur l'élimination de la violence faite aux femmes» adoptée en 1993 par l'Assemblée générale des Nations Unies (UNGA 48).

Cet engagement a été pris parce que le gouvernement reconnaît que, même au Canada, les femmes peuvent être victimes de violence et qu'il veut protéger les femmes qui fuient la persécution fondée sur le sexe.

Les femmes vivent la persécution différemment des hommes

Citoyenneté et Immigration Canada veut une interprétation de la définition de «réfugié au sens de la Convention» qui comprend la protection contre la violence sexuelle et les violations des droits de la personne fondées sur le sexe. Nous reconnaissons que les femmes et les hommes peuvent être persécutés pour des motifs semblables, mais que les formes de persécution peuvent être différentes, et que les femmes peuvent être victimes de persécution simplement en raison de leur sexe.

Les obstacles à la protection de l'État

Citoyenneté et Immigration Canada reconnaît que la position subalterne des femmes dans le monde est un obstacle aux recours contre la violence, que la suppression des droits humains fondamentaux peut être enchâssée dans les systèmes sociaux et juridiques et que, en raison de leurs responsabilités familiales et de leur dépendance financière, les femmes sont beaucoup moins mobiles que les hommes. De plus, nous reconnaissons que les femmes et les enfants dans les camps de réfugiés sont plus susceptibles d'être victimes d'abus et d'exploitation.

Le non-sexisme et le respect des particularismes

Les Canadiens sont fiers de leurs lois et de leurs politiques non discriminatoires. Toutefois, Citoyenneté et Immigration Canada reconnaît que le non-sexisme ne suffit pas pour atteindre nos objectifs en matière de politique et respecter nos engagements nationaux et internationaux. Nous voulons des politiques et des procédures qui répondent aux besoins particuliers des femmes réfugiées, tant au Canada qu'à l'étranger.

La sélection des réfugiés à l'étranger

Citoyenneté et Immigration Canada s'engage à appliquer l'interprétation globale de la définition et l'approche tenant compte des particularismes contenues dans les Lignes directrices de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié dans l'évaluation des demandes de réinstallation présentées par les femmes réfugiées.

Citoyenneté et Immigration Canada reconnaît la nécessité de régler le problème que posent les vues traditionnelles et sexistes sur les possibilités que les réfugiés s'établissent avec succès au Canada. Bon nombre de femmes réfugiées ont un accès limité aux études et aux emplois rémunérés et sont souvent responsables de jeunes enfants, mais beaucoup d'entre elles font preuve d'ingéniosité et de faculté d'adaptation, qui leur sont nécessaires pour s'adapter à leur nouvelle vie au Canada.

Sensibilisation aux problèmes des femmes

Les agents qui ont affaire aux femmes réfugiées doivent poser des questions en tenant compte des signes de persécution fondée sur le sexe et être au courant de la situation des femmes dans les pays sources. Citoyenneté et Immigration Canada s'est engagé à élaborer des séances de formation et des directives à l'intention de tous les agents d'immigration au Canada et à l'étranger, des autres employés ainsi que des interprètes pour les sensibiliser davantage aux problèmes des femmes réfugiées. De plus, Citoyenneté et Immigration Canada veut embaucher autant d'employés féminins que masculins.

Citoyenneté et Immigration Canada reconnaît que les revendications du statut de réfugié présentées par les femmes peuvent être compromises parce qu'elles ne font pas état des expériences de violence sexuelle, qu'elles peuvent être réticentes à relater ces expériences devant leur mari, ou qu'elles peuvent être intimidées par la présence d'agents ou d'interprètes masculins.

Dans la mesure du possible, Citoyenneté et Immigration Canada s'assurera que les revendicatrices du statut de réfugié ont la possibilité d'être interrogées par des agentes avec l'aide d'interprètes féminins formés.

News Release

June 2, 1994

94 - 42



MINISTER ANNOUNCES REVIEW OF BUSINESS IMMIGRATION PROGRAM

OTTAWA -- Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi today released a report by Mendel Green Q.C. on the Business Immigration Program. The report was commissioned earlier this year as part of a wide-ranging review of the immigration program leading to a ten-year strategic framework for immigration.

"Over the next two months, we will obtain advice for the redesign of the Business Program from our partners," said Mr. Marchi. "These include the provinces, business immigration practitioners and other federal departments and agencies."

The Green report provides a practitioner's perspective on the Business Immigration Program and presents a number of recommendations for program improvement. "I want to thank Mr. Green personally for this important work, which he undertook on a voluntary basis and for the many recommendations he has made," said Minister Marchi.



This review will guide the Department in reshaping the Business Immigration Program. The Green report will form an important source document for those involved in the business immigration review as they develop recommendations to improve both the design and delivery of the Program (see attached backgrounder).

The Minister will assess the review recommendations based on three prerequisites that he has for redesigning the Program. These are:

- the changes must enhance the Program's contribution to Canada's economy;
- the changes must attract immigrants who have the personal qualities to integrate readily and make an on-going contribution; and
- the changes must not lend themselves to abuse by immigrants or others.

"Over the last seven years, the Program has succeeded in bringing over \$2.5 billion of investment dollars to Canada and creating thousands of small businesses and over thirty thousand jobs," said Mr. Marchi. "It is my intention to build on this and to produce a program that benefits all Canadians."

For information:

Minister's Office: Judy Morrison
(819) 953-3226

Policy Sector: Meyer Burstein
(819) 994-1390

Business Immigration: John F. Martin
(613) 941-9009

Communications: Lloyd Tataryn
(819) 953-1773

BACKGROUNDER

The objective of the Business Immigration Program is to promote the immigration of experienced business persons. They are expected to contribute to Canada's economic development by applying their risk capital, their entrepreneurial skills and their knowledge of new markets and technologies. The goal is to create jobs for Canadians and support provincial economic development strategies. In addition to the generation of investment and the creation of jobs, the Program is also intended to attract immigrants with the personal qualities which will allow them to integrate readily and to make an ongoing contribution. Applicants may currently apply in one of three components of the Program - the Investor, the Entrepreneur, or the Self-Employed category.

Review Issues

The review will focus on program design and management and will address questions including:

Selection standards

- In order to ensure successful integration, what personal attributes (such as language abilities, age, experience and education) and what business attributes (such as net worth, track record and source of funds) should be assessed?
- Should the personal and business factors be considered in combination with each other, as is now the case, or separately? What are the baseline requirements?

Program structure

- Should the program retain its current design of three separate business classes: investors, entrepreneurs and self employed?
- Can the roles of the provinces and other federal departments and agencies be redesigned so as to enhance the Program's economic contribution?
- How should investment funds be structured?

Visa processing

- What measures should be considered to meet criminality and security concerns?
- Should there be specialized business posts and should the processing of business immigrants be limited to these?

Program management and control

- What measures should be considered to minimize program abuse and increase awareness of and confidence in the Program?
- What role should the federal government and the provinces play with respect to management and control, including terms and conditions and residency requirements applying to business immigrants in Canada?
- Should the provincial distribution of business immigrants be managed by numerical limitations on visas, by province?

Communiqué

Le 2 juin 1994

94 - 42

**LE MINISTRE ANNONCE UN EXAMEN DU PROGRAMME
D'IMMIGRATION DES GENS D'AFFAIRES**

OTTAWA -- M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a diffusé aujourd'hui un rapport produit par M. Mendel Green, c.r., sur le programme d'immigration des gens d'affaires. Le rapport avait été commandé au début de l'année dans le cadre d'un examen global visant l'élaboration d'un cadre stratégique décennal pour le programme d'immigration.

«Au cours des deux prochains mois, nous demanderons conseil à nos partenaires relativement à la restructuration du programme d'immigration des gens d'affaires, a annoncé M. Marchi. Nous consulterons, entre autres, les provinces, les intervenants du domaine de l'immigration des gens d'affaires ainsi que d'autres ministères et organismes gouvernementaux.»

Le Rapport Green présente le point de vue de l'intervenant sur le programme d'immigration des gens d'affaires et contient certaines recommandations qui, selon l'auteur, permettraient d'améliorer le programme. «Je voudrais remercier personnellement M. Green pour son important rapport, qu'il a exécuté bénévolement, ainsi que pour ses recommandations», a dit le Ministre.

La revue de M. Green inspirera le Ministère en vue de la restructuration du programme. Son rapport sera un document de référence utile pour les participants à l'examen du programme d'immigration des gens d'affaires dont les recommandations devront permettre d'améliorer la structure et l'exécution du programme (voir la fiche documentaire ci-jointe).

Le Ministre évaluera les recommandations issues de l'examen en fonction des trois points fondamentaux suivants :

- les modifications proposées doivent permettre d'accroître les retombées du programme sur l'économie canadienne;
- elles doivent permettre d'attirer des immigrants possédant les qualités personnelles qui faciliteront leur intégration et leur contribution permanente au pays;

- elles ne doivent ouvrir la porte aux abus ni par les immigrants ni par d'autres personnes.

«Au cours des six dernières années, 2,5 milliards de dollars ont été investis au Canada grâce au programme, des milliers de petites entreprises ont été établies et plus de trente mille emplois créés, a poursuivi M. Marchi. J'ai bien l'intention de renforcer ces bons éléments et de créer un programme dont bénéficieront tous les Canadiens et Canadiennes.»

Renseignements :

Cabinet du Ministre :	Judy Morrison (819) 953-3226
Politique :	Meyer Burstein (819) 994-1390
Immigration des gens d'affaires :	John F. Martin (613) 941-9009
Communications :	Lloyd Tataryn (819) 953-1773

FICHE DOCUMENTAIRE

L'objectif du programme d'immigration des gens d'affaires est de promouvoir l'immigration des gens d'affaires d'expérience. Ces derniers doivent contribuer au développement économique du Canada grâce à leur capital de risque, leurs qualités d'entrepreneur et leurs connaissances des marchés et des technologies. L'objet est de créer des emplois pour les Canadiennes et les Canadiens et d'appuyer les stratégies de développement économique provinciales. En plus de générer des investissements et de créer des emplois, le programme doit attirer des immigrants possédant les qualités personnelles qui leur permettront de s'intégrer facilement et de contribuer à l'économie du pays de façon permanente. À l'heure actuelle, les candidats peuvent présenter une demande dans l'une des trois composantes du programme, c'est-à-dire dans la catégorie des investisseurs, des entrepreneurs ou des travailleurs autonomes.

Points à examiner

L'examen portera principalement sur la structure et l'administration du programme et répondra à certaines questions dont les suivantes :

Critères de sélection

- Pour garantir une véritable intégration, quelles qualités personnelles (p. ex. la connaissance de la langue, l'âge, l'expérience et le niveau de scolarité) devraient être évaluées? Et quels attributs professionnels (comme la valeur nette, les antécédents et la source des fonds)?
- Les éléments personnels et professionnels doivent-ils être examinés ensemble, comme c'est maintenant le cas, ou de façon distincte? Quels sont les exigences de base?

Structure du programme

- Faut-il maintenir la structure actuelle du programme, c'est-à-dire les trois catégories distinctes de gens d'affaires : investisseurs, entrepreneurs et travailleurs autonomes?
- Le rôle des provinces et des autres ministères fédéraux et organismes doit-il être redéfini de façon à accroître les retombées économiques du programme?
- De quelle façon les fonds d'investissement devraient-ils être structurés?

Traitement des demandes de visa

- Quelles mesures pourraient être prises pour répondre aux préoccupations concernant la criminalité et la sécurité?

- Devrions-nous créer des bureaux spécialisés dans l'immigration des gens d'affaires qui seraient les seuls à traiter les demandes dans ce domaine?

Administration et contrôle du programme

- Quelles mesures devraient être prises pour minimiser les recours abusifs au programme, pour le faire connaître davantage et pour améliorer la confiance à son égard?
- Quel rôle devraient assumer le gouvernement fédéral et les provinces en ce qui concerne l'administration et le contrôle, entre autres à l'égard de l'observation des conditions et des exigences relatives à la résidence qui s'appliquent aux gens d'affaires immigrants au Canada?
- La répartition des gens d'affaires immigrants par province doit-elle se faire en fonction de la restriction du nombre de visas par province?

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

June 15, 1994

94-46

Marchi announces appointments to Immigration and
Refugee Board (IRB)

OTTAWA -- In response to the terms expired in May for the IRB, Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi announced today the appointment of 27 members to the Convention Refugee Determination Division (CRDD). This includes re-appointments of 6 members.

Attached backgrounders outline the selection process and list the individuals appointed today.

- 30 -

For Further Information:

Judy Morrison, Communications Advisor
Minister's Office
(819) 953-3226



The selection process for appointments to the Immigration and Refugee Board

The Immigration and Refugee Board (IRB) is an independent administrative tribunal created in 1989. It is situated in the National Capital Region, has regional offices in Montreal, Toronto and Vancouver and sub-offices in Ottawa, St. John's, Halifax, Calgary and Winnipeg.

The IRB is composed of three separate divisions: The Convention Refugee Determination Division (CRDD), the Immigration Appeal Division (IAD) and the Adjudication Division.

Members to the CRDD and the IAD are appointed by the Governor-in-Council after the following thorough steps, involving unprecedented consultation with third parties, are undertaken.

Appointment process

1. Advertisement for applicants to submit resumes is published in Canada Gazette. Advertisement includes job description and is open to any interested party, including members of the Board whose terms are due to expire. Resumes to be submitted to the IRB.

2. Resumes of candidates recommended by Non-Governmental Officials (NGOs), Academics, Canadian Bar Associations, and Members of Parliament of any political party may also be submitted either directly to the IRB or via the Minister's Office.

3. Preliminary assessment of all applicants, including those who respond to Canada Gazette advertisement and those who submit resumes directly to IRB or Minister's Office, conducted by senior officials of the IRB. Preliminary list submitted by IRB to Office of Minister of Citizenship and Immigration.

4. Minister's officials review and assess IRB list. At the request of the Minister's office, input provided by leading immigration and refugee groups, the legal community, academics, community leaders, and non-governmental organizations. A short list of candidates is prepared. Short list automatically includes incumbents of the Board seeking re-appointment whose performance has been reviewed and assessed by the IRB separately.

5. List as approved by Minister is followed by Administrative Interviews. Subsequent telephone interviews are conducted with final candidates by Minister's officials to confirm availability, answer questions from candidates, clarify any issues about roles and responsibilities.

6. Final candidate list submitted to Prime Minister's Office

for review.

7. Final candidate list submitted to Cabinet for approval.
8. Cabinet approved candidate list submitted to Governor-in-Council for legal appointment status.
9. IRB informed of appointments put into effect by Governor-in-Council. IRB informs candidates appointed.
10. Minister of Citizenship and Immigration announces appointments.

IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD APPOINTMENTS

OTTAWA

Eunice Harker (Re-appointment)

Current Member of the IRB since 1989; Former Freelance Consultant for United Nations Association of Canada and Canadian International Development Agency (1988-1989); Various positions with Amnesty International including Program Officer, Membership Development (1987-1988), Program Officer, Networks and Target Sectors (1980-1987).

Ian J. Kagedan

M.A., M.Phil.; Presently the Director of Government Relations - B'Nai Brith Canada (since 1989); Former Assistant National Executive Director - Canadian Jewish Congress (Montreal); Assistant Professor/Lecturer, University of Winnipeg (1980-1985); Author and major collaborator on briefs to Parliamentary Committees pertaining to Bill C-55, C-84 and C-86; Numerous publications on Immigration, Domestic and International Human Rights issues; Organized an international conference on Racism, Anti-Semitism and Xenophobia, Toronto (1992); Vice-President - Ottawa Talmud Torah Board.

ONTARIO

Lawrence Band (Re-appointment)

Current Member of the IRB since 1989; LL.B.; Formerly a practicing lawyer with a litigation practice pertaining to Human Rights, Labour Law, Employment Law, Torts and Contract Law, Transportation Law and Administrative Law.

Elda Thomas (Re-appointment)

Current Member of the IRB M.A.; Formerly a Community Chaplain, The Bridge; Research Officer with the Solicitor General of Canada; Community involvement with the National Working Group on Criminal Justice; Former Volunteer, Citizen Advocacy, Ottawa.

Ninette Kelly

LL.B.; Presently working on a comprehensive history of Canadian immigration policy, The Making of the Mosaic, written with Michael Trebilcock and due for publication in 1994; Formerly a Consultant for the first International Consultation on Refugee Women (Geneva, 1988-1989); Author of a guidebook for refugee field workers in both first asylum countries and countries of permanent resettlement; Former Dir. of the refugee sponsorship program of the Anglican and United Churches in the Greater Toronto area (1985-1988); Spoke on "Refugee Women and Protection: Criteria and Practices for Determining Refugee Status" at the CRDD Working Group on Women Refugee Claimants.

Elana Schlanger

M.A.; Currently a Program Specialist (Operations Officer) with Toronto Hearings Canada Immigration Centre (since 1993); Former Supervisor of Case Presenting Officers, Toronto Hearings C.I.C. (September 1992 to July 1993); Former Case Presenting Officer, Toronto Enforcement C.I.C. (1988-1989); Case Presenting Officer, Refugee Status Advisory Committee (1987-1988); Spanish Interpreter, Toronto Enforcement C.I.C. (1984-1986); Spanish Instructor, University of Toronto (1973-1980).

Renee Marcelle Bourassa

LL.B.; Practicing lawyer with practice concentrated in the areas of Administrative law and Civil Litigation including: Government Regulation, Transportation, Customs, Immigration, Environmental and Family Law; Former Law Clerk to the Chief Justice of the High Court of Ontario (1985-1986); Author of **Canadian Update**, a Semi-annual newsletter publication for clients in Canada and the U.S.; Canadian Editor, **Association Highlights**, Association of Transportation Practitioners bi-monthly publication; President, Ontario Canada Day Committee, 1994.

Milagros J. Eustaquio

M.B.A; Presently the Executive Director, Peel Multicultural Council (since 1989); Appointed Member, Ontario Advisory Council on Women's Issues (1988-1992); President, Network of Filipino-Canadian Women (since 1986); Chairperson, Women's Committee, Canadian Ethnocultural Council; Director, Canadian Ethnocultural Council (1985-1989); Founding Member of the National Organization of Immigrant and Visible Minority Women of Canada; Resource person/Speaker in Human Rights, Race Relations and Multiculturalism.

John C. Hilborn

M.A., M.Div.; Currently Clergy person/Pastor, The United Church of Canada, since 1961; Member, London conference, Division of World Outreach and World Relief (1991); Member, Toronto Conference, Inter-Church/Inter-Faith Committee (1989-1991); Member, Toronto South Presbytery World Affairs Committee (1985-1991); Member, National Working Group on Refugees, The United Church of Canada (1984-1990); Founding Member, N.O.A.H. - Reception Centre for Refugees (1989 to present); Founding Member and Director: Metropolitan Toronto Host Programme (Culture Link), Immigrant Refugee Settlement Services (1989 to present); Founding Member, Toronto Refugees Affairs Committee.

Douglas R. Millar

LL.B; Practicing lawyer with practice restricted to immigration and refugee law since 1989; Chair, Refugee Issues Committee, Canadian Bar Association (Ontario); IRB Consultative Committee on Practices and Procedures (Ontario Rep.); Community Legal Aid Services Worker - Imm. case worker (1984-1986).

Felix Mora

National President, Canadian Hispanic Congress (since 1993); Executive Producer, "Hispanos En Canada", Telelatino T.V. Network (1993-1994); Member of the Board of Presidents, Canadian Ethnocultural Council (1993); Moderator, Citizens' Forum on Canada's Future (1991); Former Director, Human Rights Commission, Rome Italy; Former Director, Human Rights Commission, Santiago Chile.

A. Raza Naqvi

Former Chairman (1980-1993) and present Director of the Pakistan Canada Amity Forum (since 1992); Manager, Retail, Oshawa Group Limited; Director of the Bani Hashim Society (since 1982), involving immigration and refugee cases, child and domestic disputes; Member of the Peel Multicultural Council (since 1992); Member, Editorial Board, Oshawa Observer (since 1985); Member, Local Rate Payers Association (since 1992); Member, Canadian Spectrum (1992-1993).

Michele Antemia

M.A.(Italy); Presently working with Canada Post involved in customer relations; Former Translator and Librarian, Italian language teacher (grammar and literature), Languages: English, Romanian, Italian, French; Volunteer, Multicultural Historical Society of Ontario; Organizer, Romanian World Congress; Volunteer, Amnesty International; Volunteer, Helsinki Watch (Bucharest); Interpreter for Romanian refugees; Journalist, Free Romania (articles on human rights).

Elke Homsí

Currently employed with Statistics Canada (1991 to date); Toronto Supervisor and Research Worker, for the Helping Children Adjust Study, McMaster University (1989-1991); Translator/Business Correspondent Diploma (German and English); Former Administrative Assistant to the M.P.P. from Parkdale (1988-1989); Parliamentary Assistant to both the Minister of Citizenship and the Minister of Community and Social Services (1985-1988) - responsible as guide for various multicultural groups; Co-ordinator, Parkdale Street Festival; Administrator, The Subway Link Newspaper (1985-1988); Member of the Board of Directors for various community groups.

Jose Andres Sotto

M.Ed., Doctor of Philosophy; Presently the Coordinator, Global Youth Leadership Development Network (since 1992); Former Executive Director, Third World Resource Centre (1989-1991); Executive Director, South Essex Community Council (1985-1989); Regional Vice-President, National Council of Canadian Filipino Associations (1990-1994); Member, Canadian Ethnocultural Council's Demographics Review Committee (1992-1994); Former Chairperson, International Services Committee, Canadian Red Cross Society (1990-1992); Facilitator, North-South Dialogue on Poverty, Environment and Development (Geneva, 1991); Recipient, Governor-General Medal for Outstanding Community Service, Canada's 125th Anniversary Celebration (1992).

Inderjit Bal

Recipient of the Commemorative Medal for the 125th Anniversary of Canada; Founding Member of the World Sikh Organization (WSO), Member of the Governing Council since 1984, past Senior Vice-President; Key organizer and MC at various inter community banquet dinners hosted by WSO Canada; Member, organizing committee of the 1992 and 1993 "Brampton CHALLENGE 2000" Receptions; Member, Advisory Council to community radio and TV program Ankhila Punjab.

QUEBEC**Yolene Jumelle (Re-appointment)**

Current member of the IRB since 1989; M.A., LL.B.; Formerly a Human Relations Agent and Legal Counsel to the Centre de services sociaux du Montréal métropolitain (1976-1988); Member of and Consultant for the Congress of Black Women, Quebec Section (1975-1977), President of the Association des journalistes ethniques du Québec; Member of and Consultant for United Way; Woman of Distinction Committee - Y.W.C.A.

Charles DeBlois

B.A.; Former M.P. for the riding of Montmorency-Orléans (1988-1993); Former Deputy Speaker of the House of Commons; Former CBC radio correspondent for the newsmagazine «Ici Québec» (1985-1988); Parliamentary Correspondent at the Quebec National Assembly for TVA (1975-1985); Various pastoral duties at the Séminaire de Saint-Georges (Beauce) in Plessisville and in Saint-Ferreol-des-Neiges as diocese priest from 1964-1970; 1970 to 1972 assumed the direction of the "Pastorale-Québec", an official review of the diocese of Quebec.

Alan Rose

Executive Vice-President, Canadian Jewish Congress; Member of the Governing Board of the World Jewish Congress; Member, the International Council for Russian Jewry; Founder and first Secretary of the Canadian Christian Jewish Consultation (1974); Member of the Order of Canada (1986); Member of the Board of Directors, Canadian Human Rights Foundation.

Yves Boisrond

LL.B.; Practising lawyer with focus on family and immigration law (since 1981); Founding Member of "Afro-Canada"; Founding Member and Secretary General of l'Association des citoyens d'origine haïtienne du Canada; Legal Advisor for the "Secours haïtien" Association; President of the Congrès des avocats/avocates et juristes noirs/noires du Québec (1989-1992).

Claude Malette

LL.B.; Presently an Observer with the Civil International Mission in Haiti; Coordinator of Base de Carrefour (1993 to date); Formerly a practising lawyer with focus on immigration and refugee law (1985-1993), Member, Association des avocats en immigration, Canadian Bar Association (Quebec).

Giuseppe Manno

Doctor of Law (University of Palermo), Educational Science Certificate (UQAH); Teacher (Italian, Law and Physical Education) with Jérôme-Le Royer School Board (since 1970); Member of the Constitutional Coalition established by the Canadian Jewish Congress (Quebec Region), the Hellenic Canadian Congress (Quebec Region) and the National Congress of Italian Canadians (Quebec Region) (1991).

Melissa Singer

LL.M.; Practicing lawyer specializing in immigration law since 1986; Member of the Association of Immigration Lawyers, Montreal; Member of the Board of Directors of Jewish Immigrant Aid Services (1989-1992); Member of CPAC - Community Planning and Allocations in the Montreal Jewish Community (1989-1991); Member of the American International Law Society.

BRITISH COLUMBIA

Edith Nee (Re-appointment)

Current Member of the IRB since 1989; B.A.; Former Chairperson, B.C. Task Force on Immigrant and Visible Minority Women (1982-1987); Chairperson, Intercultural Co-operation of Visible Minorities (1976); Member of Legal Education Action Fund (LEAF); Former Vice-Chairperson of SUCCESS (1987-1989); Founding Member of the Immigrant and Visible Minority Women's Movement in B.C. (1980-1985).

Layne Daggett (Re-appointment)

Current Member of the IRB since 1989; Has twenty years experience as a clergyman and Minister of three churches; Previously a Vancouver Airport Chaplain; Founding President of the Vancouver Refugee Council.

Richard A. Vanderkooy

LL.B.; Practicing lawyer with focus on immigration and refugee law; Former Teacher, English as a Second Language, English Language Institute/People's Republic of China (1984-1985).

Gordon Whitehead

B.A.; Currently the Director, Immigration Policy, B.C.; Former Member of the Foreign Service posted in The Hague, Glasgow, New Delhi, London, Germany; Served in a variety of positions at Employment and Immigration Canada (EIC) Headquarters, including Acting Director, Enforcement; Assigned to various positions with External Affairs, Ottawa, including Director of Western European Programs.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 15 juin 1994

94-46

Le ministre Marchi annonce des nominations à la
Commission de l'immigration et du statut de réfugié
(CISR)

OTTAWA -- En raison de l'échéance, au mois de mai, du mandat de certains commissaires de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui la nomination de 27 commissaires à la Section du statut de réfugié (SSR) de la CISR. Il s'agit de 21 nouvelles nominations et de six renouvellements de mandat.

Les documents d'information ci-joint comprennent une description du processus de sélection et une liste des commissaires nommés aujourd'hui.

- 30 -

Pour renseignements :

Judy Morrison, conseillère en communications
Cabinet du Ministre
(819) 953-3226

Processus de sélection des commissaires nommés à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

La Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) est un tribunal administratif indépendant créé en 1989. Elle a son siège dans la région de la Capitale nationale, et des bureaux régionaux à Montréal, Toronto et Vancouver ainsi que des bureaux auxiliaires à Ottawa, St. John's, Halifax, Calgary et Winnipeg.

La CISR comprend trois sections distinctes : la Section du statut de réfugié (SSR), la Section d'appel de l'immigration (SAI) et la Section de l'arbitrage.

Les commissaires de la SSR et de la SAI sont nommés par le gouverneur en conseil après un processus de sélection décrit ci-dessous, prévoyant, fait sans précédent, la consultation de tierces parties.

Processus de nomination

1. Des annonces sont publiées dans la Gazette du Canada pour solliciter les candidatures. Les annonces comprennent une description des fonctions, et toute personne intéressée, y compris les commissaires de la CISR dont le mandat arrive à expiration, peut soumettre sa candidature. Les curriculum vitae doivent être transmis à la CISR.

2. Les personnes dont la candidature est recommandée par des organismes non gouvernementaux (ONG), des universitaires, des associations canadiennes d'avocats et des députés de n'importe quel parti politique peuvent également soumettre leur curriculum vitae à la CISR, soit par l'intermédiaire du cabinet du Ministre.

3. Les cadres supérieurs de la CISR procèdent à une sélection préliminaire de toutes les candidatures, celles des personnes ayant répondu aux annonces dans la Gazette du Canada et celles qui ont envoyé directement leur curriculum vitae à la CISR ou par l'intermédiaire du cabinet du Ministre. Une liste préliminaire est soumise par la CISR au cabinet du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

4. Le cabinet du Ministre étudie la liste soumise par la CISR. A la demande du cabinet du Ministre, des groupes importants d'aide aux réfugiés et aux immigrants, des représentants d'avocats, des universitaires, des leaders de la collectivité et des organismes non gouvernementaux sont consultés. Une liste restreinte de candidats est préparée. Cette liste comprend automatiquement le nom des titulaires qui demandent un renouvellement de leur mandat et dont le rendement a été évalué à part par la CISR.

5. Les personnes dont le nom figure sur la liste approuvée par le Ministre subissent une entrevue d'ordre administratif. Le cabinet du Ministre fait passer des entrevues au téléphone aux candidats retenus pour confirmer la date de leur entrée en fonction, répondre à leurs questions et clarifier toute question au sujet du rôle et des responsabilités des commissaires.

6. La liste définitive des candidats retenus est soumise au cabinet du Premier ministre, pour examen.

7. La liste définitive des candidats retenus est soumise au conseil des ministres fédéral, pour approbation.

8. La liste approuvée par le conseil des ministres est soumise au gouverneur en conseil pour qu'il légalise les nominations.

9. La CISR est informée des nominations rendues officielles par le gouverneur en conseil. La CISR informe les candidats de leur nomination.

10. Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration annonce les nominations.

NOMINATIONS
À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA

Eunice Harker (renouvellement)

Commissaire à la CISR depuis 1989; anciennement consultante pigiste pour l'Association canadienne pour les Nations Unies et pour l'Agence canadienne de développement international (1988-1989); divers postes à Amnesty internationale, notamment agent de programme, adhésions (1987-1988), et agent de programme, réseaux et secteurs cibles (1980-1987).

Ian J. Kagedan

M.A., M. Phil.; actuellement directeur des Relations avec le gouvernement, B'Nai Brith Canada (depuis 1989); ancien directeur exécutif national adjoint, Congrès juif canadien (Montréal); assistant-professeur/conférencier. Univ. de Winnipeg (1980-1985) et important collaborateur à la rédaction de dossiers présentés à des comités parlementaires au sujet des projets de loi C-55, C-84 et C-86; nombreuses publications sur l'immigration, les questions relatives aux droits de la personne, à l'étranger et au Canada; organisateur d'une conférence internationale sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, à Toronto (1992); vice-président, Ottawa Talmud Torah Board.

ONTARIO

Lawrence Band (renouvellement)

Commissaire de la CISR depuis 1989; LL.B.; anciennement avocat en exercice dans un cabinet spécialisé dans les droits de la personne, le droit du travail, de l'emploi, des délits, des contrats et des transports ainsi que dans le droit administratif.

Elda Thomas (renouvellement)

Commissaire de la CISR depuis 1989; ancienne aumônier, The Bridge; agent de recherche pour le Solliciteur général du Canada; travail dans la collectivité dans le cadre du groupe de travail sur la justice pénale; ancienne bénévole à Parrainage civique, Ottawa.

Ninette Kelly

LL.B.; travaille actuellement à une histoire de la politique d'immigration du Canada, The Making of the Mosaic, écrite en collaboration avec Michael Trebilcock, qui sera publiée en 1994; anciennement consultante pour la première consultation internationale sur les femmes réfugiées (Genève, 1988-1989); auteure d'une guide à l'intention des personnes travaillant pour les réfugiés, dans les pays de premier asile et dans les pays de rétablissement; ancienne directrice du programme de parrainage de réfugiés de l'Eglise unie et de l'Eglise anglicane de la région métropolitaine de Toronto (1985-1988); conférencière sur le thème de la protection des femmes réfugiées : critères et pratiques de reconnaissance du statut de réfugié, devant le groupe de travail de la SSR sur les femmes réfugiées.

Elana Schlanger

M.A.; actuellement spécialiste de programme (agent des opérations), CIC-Audiences de Toronto (depuis 1993); ancienne superviseuse des agents chargés de présenter les cas, CIC-Audiences de Toronto (septembre 1992 à juillet 1993); anciennement agente chargée de présenter les cas, CIC-Exécution de la Loi de Toronto (1988-1989); agente chargée de présenter les cas, Comité consultatif du statut de réfugié (1987-1988); interprète en espagnol, CIC-Exécution de la Loi de Toronto (1984-1986); chargée de cours d'espagnol, Université de Toronto (1973-1980).

Renée Marcelle Bourassa

LL.B.; avocate en exercice dans un cabinet spécialisé en droit administratif et en contentieux des affaires civiles, notamment : règlements gouvernementaux, transports, douanes, immigration, environnement et famille; ancienne assistante juridique du juge en chef de la Haute Cour de justice de l'Ontario (1985-1986); auteure de Canadian Update, un bulletin semestriel à l'intention de clients au Canada et aux E.-U.; rédactrice en chef pour le Canada d'Association Highlights, de l'Association of Transportation Practitioners; présidente du Comité de la Fête du Canada de l'Ontario, 1994.

Milagros J. Eustaquio

M.B.A.; actuellement directrice exécutive du Peel Multicultural Council (depuis 1989); membre délégué au Conseil consultatif de l'Ontario sur la condition féminine (1988-1992); présidente, Network of Filipino-Canadian Women (depuis 1986); présidente du comité du Conseil ethnoculturel du Canada, spécialement chargé de la condition féminine; directrice du Conseil ethnoculturel du Canada (1985-1989); membre fondateur de l'Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible du Canada; spécialiste et porte-parole concernant les questions relatives aux droits de la personne, aux rapports entre les races et au multiculturalisme.

John C. Hilborn

M.A., M. Div.; pasteur de l'Eglise unie du Canada, depuis 1961; membre de la division de l'aide humanitaire, conférence de Londres (1991); membre du comité inter-églises et interconfessionnel, conférence de Toronto (1989-1991); membre du comité des affaires mondiales, presbytère de Toronto Sud (1985-1991); membre du groupe de travail national sur les réfugiés de l'Eglise unie du Canada (1984-1990); membre fondateur de N.O.A.H., centre d'accueil pour les réfugiés (depuis 1989); membre fondateur et directeur du programme d'accueil de la région métropolitaine de Toronto (Culture Link), Services d'aide à l'établissement des immigrants et des réfugiés (depuis 1989); membre fondateur du comité des affaires des réfugiés de Toronto.

Douglas R. Millar

LL.B.; avocat pratiquant depuis 1989 le droit de l'immigration et des réfugiés; président du comité sur les réfugiés, Association du Barreau canadien (Ontario); membre du Comité consultatif sur les pratiques et procédures, CISR (représentant l'Ontario); avocat responsable des immigrants au service d'aide juridique communautaire (1984-1986).

Felix Mora

Président national, Canadian Hispanic Congress (depuis 1993); producteur délégué, «Hispanos En Canada», réseau de télévision Telelatino (1993-1994); l'un des présidents du Conseil ethnoculturel du Canada (1993); animateur, Citizen's Forum on Canada's Future (1991); ancien directeur, Commission des droits de la personne, Rome, Italie; ancien directeur, Commission des droits de la personne, Santiago, Chili.

A. Raza Naqvi

Ancien président (1980-1993) et actuel directeur du Pakistan Canada Amity Forum (depuis 1992); gestionnaire, vente au détail, Compagnie de gestion Oshawa limitée; directeur de la Bani Hashim Society (depuis 1982), société s'occupant d'immigrants et de réfugiés et de conflits familiaux et de disputes de garde d'enfants; membre du Peel Multicultural Council (depuis 1992); membre du comité de rédaction, Oshawa Observer (depuis 1985); membre de la Local Rate Payers Association (depuis 1992); membre, Canadian Spectrum (1992-1993).

Michele Antemia

M.A. (Italie); actuellement à l'emploi de Postes Canada à la division des relations-clients; ancienne traductrice et bibliothécaire, professeure d'italien (grammaire et littérature); connaît l'anglais, le roumain, l'italien et le français; bénévole, Société d'histoire multiculturelle de l'Ontario; organisatrice du Congrès roumain mondial; bénévole, Amnistie Internationale; bénévole, Helsinki Watch (Bucarest); interprète pour les réfugiés roumains; journaliste, Free Romania (articles sur les droits de la personne).

Elke Homsî

A l'emploi de Statistique Canada depuis 1991;; superviseure et chercheure à Toronto dans le cadre de l'étude sur l'aide aux enfants pour leur adaptation, Université McMaster (1989-1991); traductrice et diplômée en correspondance commerciale (allemand et anglais); ancienne adjointe administrative du député provincial de Parkdale (1988-1989); adjointe parlementaire du ministre de la Citoyenneté et du ministre des Services communautaires et sociaux (1985-1988); guide pour divers groupes multiculturels; coordonnatrice du Parkdale Street Festival; administratrice, du journal The Subway Link (1985-1988); membre du conseil d'administration de divers groupes communautaires.

Jose Andres Sotto

M.Ed., doctorat en philosophie; coordonnateur du «Global Youth Leadership Development Network» (depuis 1992); ancien directeur exécutif, «Third World Resource Centre» (1989-1991); directeur exécutif, «South Essex Community Council» (1985-1989); vice-président régional, «National Council of Canadian Filipino Associations» (1990-1994); membre du comité d'étude des données démographiques du Conseil ethnoculturel canadien (1992-1994); ancien président du comité des services internationaux de la Société canadienne de la Croix-Rouge (1990-1992); animateur, Dialogue Nord-Sud sur la pauvreté, l'environnement et le développement (Genève, 1991); récipiendaire d'une médaille du Gouverneur général pour des services communautaires extraordinaires, 125^e anniversaire du Canada (1992).

Inderjit Bal

Récipiendaire d'une médaille commémorative à l'occasion du 125^e anniversaire du Canada; membre fondateur de la «World Sikh Organization» («WSO»), et membre du conseil d'administration depuis 1984 et ancien vice-président directeur de cette organisation; principal organisateur et animateur de divers banquets intercommunautaires donnés par la «WSO», division canadienne; membre du comité organisateur des réceptions «Brampton CHALLENGE 2000» tenues en 1992 et 1993; membre du conseil consultatif auprès de la radio communautaire et de l'émission de télévision Ankhila Punjab.

QUÉBEC

Yolene Jumelle (renouvellement)

Commissaire à la CISR depuis 1989; M.A., LL.B.; ancienne agente de relations humaines et avocate auprès du Centre des services sociaux du Montréal métropolitain (1976-1988); membre et consultante du Congrès des femmes noires du Canada (section du Québec, 1975-1977); présidente de l'Association des journalistes ethniques du Québec; membre consultante de Centraide; Comité Femme de mérite, «YWCA».

Charles DeBlois

B.A.; ancien député de Montmorency-Orléans (1988-1993); ancien président adjoint de la Chambre des communes; ancien correspondant, émission radiophonique «Ici Québec» (1985-1988); correspondant parlementaire à l'Assemblée nationale du Québec pour TVA (1975-1985); diverses fonctions pastorales au Séminaire de Saint-Georges (Beauce), à Plessisville et à Saint-Ferréol-des-Neiges en tant que prêtre diocésain de 1964 à 1970; directeur de Pastorale-Québec, une publication officielle du diocèse de Québec (1970-1972).

Alan Rose

Vice-président directeur, Congrès juif canadien; membre du conseil d'administration du Congrès juif mondial; membre du conseil international pour les juifs russes; fondateur et premier secrétaire de la Canadian Christian Jewish Consultation (1974); membre de l'Ordre du Canada (1986); membre du conseil d'administration, Fondation canadienne des droits humains.

Yves Boisrond

LL.B.; avocat avec pratique spécialisée en droit de la famille et de l'immigration (depuis 1981); membre fondateur d'«Afro-Canada»; membre fondateur et secrétaire général de l'Association des citoyens d'origine haïtienne du Canada; conseiller juridique de l'association «Secours haïtien»; président du Congrès des avocats-avocates et des juristes noirs-noires du Québec (1989-1992).

Claude Malette

LL.B.; actuellement observateur au sein de la Mission civile internationale en Haïti et coordonnateur de la Base de Carrefour (depuis 1993); avocat exerçant auparavant le droit de l'immigration et des réfugiés (1985-1993); membre de l'Association des avocats en immigration, Association du Barreau canadien (Québec).

Guiseppe Manno

Docteur en droit (Université de Palerme), certificat en sciences de l'éducation (UQAH); professeur d'italien, de droit et d'éducation physique à la commission scolaire Jérôme-Le Royer (depuis 1970); membre de la Coalition constitutionnelle établie par le Congrès juif canadien (région du Québec), le Congrès hellénique canadien (région du Québec) et le Congrès national des Italo-Canadiens (région du Québec) (1991).

Melissa Singer

LL.M.; avocate en exercice spécialisée en droit de l'immigration depuis 1986; membre de l'Association des avocats de l'immigration de Montréal; membre du conseil d'administration des Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs (1989-1992); membre du CPAC - Community Planning and Allocations de la communauté juive de Montréal (1989-1991); membre de l'American International Law Society.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Edith Nee (renouvellement)

Commissaire de la CISR depuis 1989; B.A.; ancienne présidente du Groupe de travail sur les immigrantes et les femmes membres des minorités visibles (1982-1987); présidente de la Coopération interculturelle des minorités visibles (1976); membre du Fonds d'information et d'intervention juridiques (LEAF); ancienne vice-présidente de SUCCESS (1987-1989); membre fondatrice du Mouvement des femmes immigrantes et membres des minorités visibles de la Colombie-Britannique (1980-1985).

Layne Daggett (renouvellement)

Commissaire de la CISR depuis 1989; vingt ans d'expérience comme pasteur et ministre de trois églises; ancien aumônier à l'aéroport de Vancouver; président fondateur du Conseil pour les réfugiés de Vancouver.

Richard A. Vanderkooy

LL.B.; avocat en exercice spécialisé en droit des immigrants et des réfugiés; ancien professeur d'anglais langue seconde à l'Institut d'anglais en Chine (1984-1985).

Gordon Whitehead

B.A.; actuellement directeur de la Politique d'immigration, C.-B; ancien employé du Service extérieur en affectation à La Haye, Glasgow, New Delhi, Londres, Allemagne; a occupé divers postes à l'administration centrale d'Emploi et Immigration Canada (EIC) dont celui de directeur intérimaire de l'Exécution de la Loi; a été affecté à divers postes aux Affaires étrangères à Ottawa, dont celui de directeur des Programmes pour l'Europe de l'Ouest.

News Release

June 20, 1994

94-50

Marchi announces development of new approach to funding
immigrant services

OTTAWA ---Minister of Citizenship and Immigration Sergio Marchi today announced the development of a new approach to funding services to immigrants to be implemented in 1995/1996.

"My department will work cooperatively with service provider organizations (SPOs) to develop more flexible and efficient ways of delivering these services. Our mutual goal is to provide quality services and language training in a cost-effective manner," said Mr. Marchi.

In December 1993, the department informed organizations providing settlement services and language training programs that, as a result of fiscal pressures, it would only reimburse them for mandatory employment-related costs of staff whose salaries are paid through program contribution funding. It would not be able to cover the cost of employee fringe benefits as negotiated under collective agreements.



"This decision was necessitated by current fiscal realities," said Mr. Marchi. "I recognize the difficulties it may raise for some organizations, but my priority is to provide the best possible service to the largest number of immigrants within our limited resources.

"I considered removing restrictions and allowing full coverage of all benefits. I also considered a one-year transition period for organizations that received a contribution towards fringe benefits in the past. During that period, coverage of both MERC and fringe benefits would be capped at a predetermined proportion of total salary costs.

"Regrettably, these alternatives would significantly reduce funding for the actual services to immigrants. Covering the cost of fringe benefits would amount to about \$11 million, which can be equated to language training for some 3,200 adult newcomers."

"Retaining this directive while exploring new ways of doing business with our stakeholders is consistent with the government's stated objectives of reducing spending and managing programs in the most cost-effective way. I hope that institutions which have played a significant role in settlement programming will be able to continue their excellent work in partnership with the department," Mr. Marchi concluded.

Mandatory employment-related costs (MERC) are employer contributions to benefits required by law, such as Unemployment Insurance, Canada Pension Plan, workers' compensation, and vacation pay. Fringe benefits, often negotiated under collective agreements, include such items as dental plans, life insurance, retirement plans and additional vacation.

This decision affects organizations funded to serve immigrants under three settlement programs: Host, Immigrant Settlement and Adaptation Program (ISAP), and Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC).

For information:

Minister's Office:
Judy Morrison
(819) 953-3226

Settlement:
Ann Midgley
(819) 994-3255

Communications:
Valerie de Montigny
(819) 953-0909

Les coûts des charges sociales sont les contributions des employeurs aux avantages prescrits par la loi, comme l'assurance-chômage, le Régime de pensions du Canada, l'indemnisation des accidents du travail et la paye de vacances. Les avantages sociaux, qui sont souvent négociés dans le cadre des conventions collectives, comprennent notamment l'assurance-dentaire, l'assurance-vie, les régimes de retraite et les vacances supplémentaires.

Cette décision touche des organismes recevant des fonds pour offrir des services aux immigrants dans le cadre de trois programmes d'établissement : le programme d'accueil, le programme d'établissement et d'adaptation des immigrants (PEAI) et le programme des cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC).

Renseignements :

Cabinet du Ministre :
Judy Morrison
(819) 953-3226

Etablissement :
Ann Midgley
(819) 994-3255

Communications :
Valérie de Montigny
(819) 953-0909

Communiqué

Le 20 juin 1994

94-50

Le ministre Marchi annonce de nouvelles mesures pour financer
les services aux immigrants

OTTAWA --- Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, a annoncé aujourd'hui l'élaboration de nouvelles mesures de financement des services aux immigrants qui devraient entrer en vigueur en 1995-1996.

«Mon ministère collaborera avec les fournisseurs de services pour trouver le moyen d'assurer ces services de façon plus souple et plus efficace, a indiqué M. Marchi. Notre objectif commun est d'offrir des services et des cours de langue de qualité de façon rentable.»

En décembre 1993, le Ministère a informé les organismes qui fournissent des services d'établissement et des cours de langue que, en raison des compressions budgétaires, il ne rembourserait plus que les coûts des charges sociales des employés dont les salaires sont payés à l'aide des fonds versés aux termes d'ententes de contributions. Il ne pourrait plus payer le coût des avantages sociaux des employés, conformément à ce qui est précisé dans les ententes collectives.

«La situation financière actuelle nous a obligés à prendre cette décision, a dit M. Marchi. Je comprends les difficultés que cela présente pour certains organismes, mais je tiens en priorité à fournir le meilleur service possible au plus grand nombre d'immigrants dans les limites de nos ressources restreintes.

«J'ai envisagé d'éliminer les restrictions et de permettre le paiement intégral de tous les avantages. J'ai également songé à une période de transition d'un an pour les organismes qui ont reçu par le passé une contribution pour payer les avantages sociaux. Pendant cette période, les charges sociales de l'employeur et les avantages sociaux seraient plafonnés à un pourcentage déterminé du coût total des salaires.

«Malheureusement, ces options réduiraient grandement le financement des services réels offerts aux immigrants. Il en coûterait environ 11 millions de dollars pour payer les avantages sociaux, ce qui correspond aux coûts de cours de langue pour quelque 3 200 nouveaux arrivants adultes.

«Maintenir cette décision tout en cherchant avec nos partenaires de nouvelles façons de procéder est conforme aux objectifs énoncés par le gouvernement, soit de réduire les dépenses et d'administrer les programmes de la manière la plus rentable possible. J'espère que les organismes qui ont joué un rôle clé dans les services d'établissement pourront continuer leur excellent travail de partenariat avec le Ministère», a conclu M. Marchi.

News Release

June 22, 1994

94-52

Marchi commemorates 125th anniversary of Immigration

OTTAWA - Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi will commemorate the 125th anniversary of Canada's first Immigration Act and the creation of the Immigration Service at a special ceremony today.

A special combined landing and citizenship ceremony for new permanent residents and citizens will be held at 1:30pm, at the Salle des banquets of the Palais des Congrès in Hull. Mr. Marchi will preside over the ceremony which will be attended by Members of Parliament, local dignitaries, non-governmental organizations, and Citizenship and Immigration staff employed in the National Capital Region.

"For the past 125 years, Canada has been an international leader on immigration issues," said Mr. Marchi. "Our new citizens and permanent residents bring us their energy, enthusiasm, talent and skills."



"I also want to congratulate the professionals who serve in the Department of Citizenship and Immigration, and who have helped to cement Canada's extraordinary reputation as a place of generosity, compassion, freedom and hope."

This event marks the beginning of a series of commemorative events to be held across Canada today and throughout the year.

A 125th anniversary information kit on the history of Canadian immigration is available from Citizenship and Immigration Canada, Communications.

For information:

Minister's Office

Judy Morrison, (819) 953-3226

Communications

Valerie de Montigny (819) 953-0909

Communiqué

22 juin 1994

94-52

Le ministre Marchi commémore le 125e anniversaire de
l'Immigration

OTTAWA - Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, va commémorer le 125e anniversaire de la première Loi sur l'immigration du Canada et de la création des services d'immigration à une cérémonie spéciale aujourd'hui.

Une cérémonie spéciale d'octroi du droit d'établissement et de remise de certificats de citoyenneté à l'intention de personnes qui accèderont alors à la résidence permanente ou à la citoyenneté aura lieu à 13 h 30, à la Salle des banquets du Palais des congrès à Hull. M. Marchi présidera la cérémonie à laquelle assisteront des députés, des dignitaires de la région, des représentants d'organismes non gouvernementaux ainsi que les membres du personnel de Citoyenneté et Immigration Canada de la région de la Capitale nationale.



«Pendant 125 ans, le Canada a toujours été un chef du file international en ce qui concerne les questions d'immigration,» dit M. Marchi. «Et les nouveaux citoyens et résidents permanents ont apporté au Canada de l'énergie, de l'enthousiasme, du talent et des compétences.

«J'aimerais aussi féliciter les professionnels qui sont au service du ministère de la citoyenneté et de l'immigration, qui ont contribué à cimenter l'extraordinaire réputation du Canada en tant que terre de générosité, de compassion, de liberté, et d'espoir.»

Cet événement marque le début d'une série d'événements commémoratifs qui se tiendront aujourd'hui et durant toute l'année dans l'ensemble du pays.

On peut se procurer une trousse du 125e anniversaire relatant l'histoire de l'immigration au Canada auprès de la Direction générale des communications de Citoyenneté et Immigration Canada.

-30-

Renseignements :

Cabinet du Ministre

Judy Morrison (819) 953-3226

Communications

Valerie de Montigny (819) 953-0909

News Release

June 23, 1994

94 - 54

Creation of Department of Citizenship and Immigration receives Royal Assent

OTTAWA - Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi today announced that Bill C-35 establishing the new Department of Citizenship and Immigration has now received Royal Assent, following passage through the House of Commons and the Senate.

"The government believes that citizenship and immigration spring from commonly shared values and objectives," Marchi said. "Citizenship and immigration fit together naturally. Citizenship completes the process that immigration begins - the process of making a personal commitment to this country, its privileges and responsibilities."

The legislation formally unites immigration and citizenship responsibilities which were previously managed in several departments.



The new department's responsibilities include immigration applications, levels, selection criteria, visa requirements, refugee issues, settlement, enforcement, federal-provincial relations on immigration, and citizenship applications, registration and promotion.

-30-

For information:

Minister's Office:

Judy Morrison
(819) 953-3226

Communications:

Sandra Souchotte
(819) 953-9347

Communiqué

23 juin 1994

94 - 54

**La création du ministère de la Citoyenneté et de
l'Immigration reçoit la Sanction royale.**

OTTAWA - Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, a annoncé aujourd'hui que le projet de loi C-35 créant le nouveau ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a reçu la Sanction royale, après avoir été adopté par la Chambre des communes et le Sénat.

«Le gouvernement est d'avis que la citoyenneté et l'immigration s'inspirent de valeurs et d'objectifs partagés par tous, a dit M. Marchi. La citoyenneté et l'immigration vont tout naturellement de pair. La citoyenneté vient compléter le processus amorcé par l'immigration - le processus consistant à adhérer à un pays, à apprécier ses privilèges et à assumer les responsabilités qu'il impose.»

Le projet de loi C-35 regroupe officiellement les responsabilités rattachées à l'immigration et à la citoyenneté, que plusieurs ministères se partageaient.

Le nouveau ministère s'occupera des demandes et des niveaux d'immigration, des critères de sélection, des visas, des questions touchant les réfugiés, de



l'établissement, de l'exécution de la Loi, des relations fédérales-provinciales concernant l'immigration, ainsi que des demandes, de l'enregistrement et de la promotion en matière de citoyenneté.

Renseignements :

Cabinet du Ministre : Judy Morrison
 (819) 953-3226

Communications : Sandra Souchotte
 (819) 953-9347

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

June 28, 1994

94-55

Marchi releases report on Gayle case

OTTAWA -- Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi today released the department's June 27 report to him on the immigration case of Mr. Clinton Gayle.

Following the incident involving Mr. Gayle, the Minister instructed his officials to immediately review the file and report to him on how it was handled. It is this report that is now being released.

At the same time, the Minister stated that he would very shortly announce his strategy on enforcement and removals which will also address issues the report has identified.

-30-

Copy of the report attached

For further information:
Judy Morrison
Minister's Office
(819) 953-3226

Roger White
Communications
(819) 994-4624



REPORT TO THE MINISTER

June 27, 1994

Subject: REVIEW OF HANDLING OF THE REMOVAL OF CLINTON GAYLE

The purpose of this report is to inform you of the results of my review of the Department's handling of the case of Clinton Gayle (d.o.b. July 20, 1968, Jamaica) as it relates to the efforts to remove Mr. Gayle from Canada. The review involved staff efforts in the Ontario Region, particularly at Regional Headquarters and at the Detention and Removals Unit in Mississauga, Ontario to go over the file records available on Mr. Gayle and conduct interviews of employees familiar with the case during the period the Department was treating the case as one leading to removal. I also reviewed the Gayle file and met with staff at the Detention and Removals CIC on June 22, 1994, particularly those who had knowledge of the operations of the Unit in the period of late 1992 and early 1993.

My report is broken down into 3 steps in the process leading to possible removal:

1. Release from detention of Mr. Gayle after deportation order.
2. Efforts to obtain travel documents.
3. Handling of file at Detention and Removals CIC.

1. RELEASE FROM DETENTION OF MR. GAYLE AFTER DEPORTATION ORDER.

Mr. Gayle was ordered deported on March 1, 1991 under s. 27(1)(d) for criminal convictions. As a permanent resident of Canada, he was entitled to an appeal to the Immigration Appeal Division (IAD) of the Immigration and Refugee Board. That appeal was heard and dismissed by a panel of the IAD on June 29, 1992. Mr. Gayle was at that time serving a sentence in the Guelph Correctional Centre. A warrant for arrest was issued by an Immigration officer on that date and served on the institution the following day. Mr. Gayle was scheduled for release from the Guelph Centre on July 4, 1992 and steps were taken to have him transferred to the Hamilton Wentworth Detention Centre pending further removal action. Mr. Gayle was transferred to the Centre on July 4, 1992.

The file was transferred from the Immigration Appeals Office in Toronto to the Hamilton Hearings CIC to facilitate efforts to deal with further detention of Mr. Gayle pending removal from Canada. A reading of the file indicates clearly that the

Appeals Officer urged detention of the individual and removal action at the earliest convenience.

As required by the Immigration Act at that time, Mr. Gayle was required to be brought before an Adjudicator every 7 days for review of continued detention. It must be understood that the Adjudicator, although a public servant employed by the Department, acted by law independent of direction of the Minister or his officials. In cases where the Department wanted a person detained, decisions on continued detention or release rested with the Adjudicator. By reason of recent changes to the Immigration Act, adjudicators now work with the structure of the Immigration and Refugee Board. Their independence in decision making continues.

A series of detention reviews were carried out involving the Hamilton Hearings CIC; the first hearing taking place on July 8, 1992. Representations were made by the Department for the continued detention and it was granted.

At the detention review conducted on July 22, 1992, the adjudicator indicated a disposition to release if Mr. Gayle was able to provide a cash deposit of \$2,000. Detention was continued on that date. At the next hearing, conducted on July 27, 1992, Mr. Gayle's mother posted the cash deposit of \$2000 and Mr. Gayle was ordered released.

The terms of release set out on the Release Bond were that Mr. Gayle:

1. report for removal and/or removal arrangements as directed by an Immigration Officer; and
2. report any change of address prior to moving to an Immigration Officer at the Hamilton Hearings CIC, 120 King St. West, Hamilton Ontario and to reside at depositor's address upon release.

The file lacked adequate detail to confirm whether strong efforts were taken to protest before the Adjudicator the need for continued detention. The officer who represented the department was questioned by a Regional official at my request and the Case Presenting Officer concerned could not recall. I must conclude that convincing arguments were made for three of the review hearings, as Mr. Gayle was kept in detention. However, I must also conclude that inadequate efforts were being made to carry out removal arrangements during that month. Based on the workload being carried by staff in the Hamilton Hearings CIC at that time, I can appreciate the difficulties encountered in addressing these matters. Nevertheless, continued detention would require that we satisfy the Adjudicator reasonable efforts were being made.

In my review, I took into consideration the general practices of the day which encouraged release on some form of conditions for reporting if lengthy delays were likely to occur before removal. Notwithstanding the fact Mr. Gayle had just completed a period of penal incarceration for criminal offences, release pending removal was not an unusual situation under the law and the operational conditions

of that time, particularly for a permanent resident. Assessment of public danger or failure to appear for removal were argued successfully at the outset, but could not be sustained indefinitely. The same rules apply today. Where our actions were inadequate was in not aggressively pushing through removal actions in the several weeks between July 8, 1992 and July 27, 1992.

There was no indication in the file that Departmental officials monitored compliance with the conditions of release. The practice of the day was to use the release deposit as a measure of compliance where it was felt the person was deliberately refusing to co-operate with removal action. In large measure, that continues to be the practice today and must be reviewed. There is no indication from a reading of the file that Mr. Gayle was deliberately unco-operative. Accordingly, no action was taken to enforce the conditions of release.

Beyond Dec. 18, 1992, the file and therefore interest in using the release bond as a measure of compliance rested with the Detention and Removals CIC in Mississauga, Ont. Once the file was transferred from the Hamilton office, it had no further involvement in the case.

2. EFFORTS TO OBTAIN TRAVEL DOCUMENTS

A necessary and troublesome aspect of removing a foreign national from Canada is the need to ensure the person has appropriate documentation to satisfy the receiving Government that the individual is a national of that state. The normal documentation is either a passport or birth certificate.

Where the person to be deported lacked that documentation, the practice of the day was to contact the appropriate office in Canada for the country concerned and seek their co-operation in providing the necessary travel documents to facilitate removal. The Department at that time experienced difficulties with a number of countries in getting quick attention to assessment and provision of documentation. Jamaica was one such country.

However, in this case, there is nothing in the review of the file to indicate that the Jamaican Consulate in Toronto was unco-operative.

Information provided by the Department to Mr. Axworthy for use in the House of Commons on Monday, June 20, 1994 conveyed the impression that there may have been difficulties attributable to the Jamaican Government in this case. On the basis of that information, Mr. Axworthy answered to that effect in the House of Commons. This was inaccurate. Although there were difficulties in carrying out removal of Mr. Gayle by reason of lack of travel documents, I cannot conclude that Jamaican officials were an obstacle to our efforts in this case.

The file indicates that arrangements were made by the Detention and Removals CIC in support of the Hamilton Hearings CIC on August 19, 1992 with an official of the Jamaican Consulate to have Mr. Gayle attend for an appointment on August 24, 1992. The practice was for the Hearings Office to contact Mr. Gayle and inform him of the appointment. There is no indication in the file that this was done.

The file next indicates that Hamilton CIC followed up with the Consulate on

September 25, 1992 to determine whether Mr. Gayle attended for his interview. The Consulate official indicated a check would be done. The file indicates no further contact with the Consulate.

On November 13, 1992, Hamilton Hearings spoke with Mr. Gayle who stated that he did not know about the appointment for August 24 and did not have a travel document.

The file indicates that further efforts were to be taken to set up an interview with the Jamaican Consulate. However, I can uncover no record of further action prior to the file being transferred from the Hamilton office on December 14, 1992 and received by the Detention and Removals CIC in Mississauga, Ontario on December 18, 1992.

The file would have been handled within a very small unit of expulsions officers working in the Hamilton office during the period of time in question. The workload, staff turnovers and the general working conditions existing in the office clearly influenced the handling of this case. The needs of officers doing these functions were not, in my present assessment, being met. I attribute no wrong-doing or blame to the officers who handled this case. They were doing their best within the circumstances of the day.

3. HANDLING OF FILE AT DETENTION AND REMOVALS CIC.

At the relevant times in 1992 and since that time, removals from Ontario are essentially managed out of the Detention and Removals CIC in Mississauga, Ontario. This office was also known as the Central Removals Unit for Ontario Region. The purpose of that office is to prepare cases for removal, which involves dealing with the persons to be removed and airlines or other parties that will factor in the removal of a particular person. During the period Mr. Gayle's file was in the Unit, it also could receive and consider applications for humanitarian or compassionate relief from removal from Canada.

Mr. Gayle's file was received at the Unit on Dec. 18, 1992 and remained at this office until June 17, 1994, when it was transferred to the Immigration Investigations Office in Toronto to assist the Metropolitan Toronto police in their homicide investigation relating to the death of Constable Todd Baylis.

My review of the file material and my meeting at the Unit provided me the best appreciation of what went wrong in this case and how the system we had in place was not effective in dealing with Mr. Gayle. As my conclusions will indicate, I uncovered no wrong-doing or conduct deserving blame by any member of the staff. Rather, what I found is the product of a system overloaded at the time and focussing on priorities that did not include an early removal for persons in the circumstances of Mr. Gayle.

In late 1992, the Unit was dealing with a case-load of approximately 7,000 cases. Priorities were set as follows:

1. persons in detention;
2. unsuccessful refugee claimants from the Backlog Programme; and
3. persons who were readily removable (essentially those who had all necessary documentation for removal).

Persons who did not fall into these priorities were not given immediate attention and the files were recorded for later action when staff could address them. Cases involving criminality were given no special treatment unless they came within the three priorities. The exception to this approach was when special measures were taken to make a concerted effort to focus on cases of nationals of a particular country. At the time when Mr. Gayle's file arrived at the Unit, no such measure was current for Jamaica.

The reason for the first priority is self-evident. If you have a person in detention, concern for public safety or disappearance is likely.

The second priority was partly addressing the large number of unsuccessful refugee claimants coming out of the Refugee Backlog Clearance Programme. It also related to the staff resources committed to removals that were available solely to deal with the Backlog Programme and were expected to terminate at the end of June, 1993. That programme is now ended.

The third priority responded to the management direction at the time to push for a clear increase in the numbers of removals from Canada. If a case presented no obstacles to removal, action was to be taken as soon as possible to remove the person. Staff, including management in the Unit, were expected to account for results against the priorities, and results were measured in numbers of persons removed.

The procedures in place in late 1992 required that the file be recorded in the computer system used in the Unit. The system, called CIRUS, was developed within the Unit and was not linked directly to FOSS, the national computer system for Immigration. This was not unusual for that time in Ontario Region. Various stand-alone systems were in use in a number of offices or functional groups within the programme. Much of this is now being overcome by the modernization of the FOSS system.

Mr. Gayle's file was registered into CIRUS on Dec. 18, 1992 and directed to the group dealing with cases in which the person is released pending removal. A clerk did a cursory review of the file to note anything that would affect removal. In this case, the file indicates that there was no passport, which would suggest that the person was not readily removable. Accordingly, it did not register as a priority.

The next step was for the file to be sent to the supervisor responsible for cases of persons on release pending removal. A chronology of events provided to me prior to my meeting at the office indicated the file was assigned to an

Expulsion Officer. This was not accurate. The supervisor at the time was interviewed by me and we went through the file together. He did not see signs that he had assessed the file, which was his practice. Once reviewed, the practice was to assign a file to an expulsions officer for action or put into records for consideration at a future date when the case could receive attention. He also indicated that it was not unusual at the time for there to be a delay of 2 to 6 weeks before a file could be reviewed and assigned for action due to the volume of work being handled in the office. Such delays no longer arise in the office.

The next record available indicates the file was placed in Records on Mar. 3, 1993. Why it was sent to Records rather than being reviewed by the supervisor is not clear from my review. However, I am satisfied that the supervisor did not see the file.

I was informed that during early 1993, the office was engaged in improving its records management and all files were being re-registered with a new identifier that was consistent with the FOSS file index. I can only conclude that Mr. Gayle's file was put through this process while awaiting review by the supervisor and then sent directly into the Records room.

Whether it would have made a difference in the handling of the case if the file was seen by the supervisor, is now, many months later, a matter of conjecture. If one assessed the file against the priorities of the time, the answer is that it would not have been different. The fact remained that Mr. Gayle was not a priority case against the volume of cases being dealt with in early 1993.

The next record of action on the file is June 6, 1994. The file came out at that time as a result of new direction to the staff in the Unit to pull out all outstanding files involving removals on grounds of criminality and give priority assessment to determine what action was necessary to remove the persons concerned. That was being done in the case of Mr. Gayle at the time the file was sought for transmittal to the Immigration Investigations office for use in the homicide investigation.

Before leaving this part of my review, I must comment on the general situation in the Unit during late 1992 and early 1993.

The staff at all levels were dealing with the pressures of workload and a changing workforce, particularly in the supervisory positions where all but the manager were in acting positions. New people were arriving from other offices and experienced people were pressed to cope with high personal workloads and assist newcomers to the nature of the work. It was not a settled workplace by any measure of stability. Staff were coping, but the stresses were high. Although the situation is improved, much is still needed to support the work of staff in the removals function. Records and systems support were being addressed, but not well. Future improvements will include these areas of operational support.

Conclusion:

Quite simply, the system failed. Against the priorities of the time, the international legal requirements for return of foreign nationals, the legitimate requirements of our law that persons be released where lengthy detention can not be sustained and the operational pressures imposed on the removals people during a period of great change, Mr. Gayle was able to avoid removal.

As a result of work efforts responding to Ministerial initiatives of recent months, the Department is completing proposals for an improved enforcement and removals package to address the systemic problems that were evidenced in this case. Priority is now given to criminality cases, whether the person is in detention or not. Other measures must also be taken and that work is now being completed for early July. These measures will reinforce the amendments to the Immigration Act recently tabled before Parliament.

I am confident in stating, based on my review, that wrong-doing cannot be placed on any particular employee directly involved in the handling of this case in the field. However, the fact remains that Mr. Gayle remained in Canada subject to a removal order that had been supported at Appeal from June 29, 1992 until this day.

Respectfully submitted:

D. Ian Glen, Q.C.
Associate Deputy Minister

Chronology of Immigration Case: Clinton Gayle (D.O.B. 20-07-68)

- 27-03-77 Entered Canada as a Landed Immigrant.
- 01-03-91 Deportation order issued under s.27(1)(d) for criminal convictions.
- 18-04-91 Record of Inquiry filed with IRB, Appeal Division, by Adjudication.
- 29-06-92 Appeal against removal order dismissed by Appeal Division.
- 30-06-92 Subject arrested by Immigration at Guelph Correctional Centre.
- 04-07-92 Subject transferred from Guelph Correctional Centre to Hamilton Wentworth Detention Centre.
- 06-07-92 File sent to Hamilton Hearings CIC from Immigration Appeals office.
- 08-07-92 Detention review resulted in continued detention based on representations made by Dept
- 22-07-92 Detention review resulted in adjudicator indicating a disposition to release on \$2,000 cash deposit; detention continued.
- 27-07-92 Detention review; subject's mother posted \$2,000 deposit and Mr. Gayle was ordered released.
- 28-07-92 Subject required to appear for removal interview at Hamilton Hearings CIC. Requested to bring proof of identity and 4 passport size photographs.
- 19-08-92 Detentions and Removals assisted Hamilton Hearings CIC in making arrangements for subject to appear at Jamaican Consulate for a travel document on 24-08-92.
- 25-09-92 Hamilton Hearings CIC attempted to contact Jamaican Consulate to check if subject attended appointment on 24-08-92. No answer.
- 13-11-92 Hamilton Hearings CIC contacted subject regarding appointment with Jamaican Consulate on 24-08-92. Subject stated had no knowledge of appointment. Had no travel document. Detention and Removals contacted again to assist in arranging interview with Jamaican Consulate for travel document.

14-12-92 File sent to Detention and Removals CIC.

18-12-92 File received at Detention and Removals CIC. No passport on file.

06-03-93 File placed in Records.

06-06-94 File brought out of Records as a result of new direction to pull out all outstanding files involving removals on grounds of criminality and give priority assessment to determine what action was necessary to remove the persons concerned.

17-06-94 File transferred to Immigration Investigations for homicide investigation.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 28 juin 1994

94-55

Le ministre Marchi rend public le rapport sur la cas Gayle

OTTAWA -- Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Sergio Marchi, a rendu public aujourd'hui le rapport que le Ministère lui a remis le 27 juin sur le cas de M. Clinton Gayle.

Suite à l'incident dans lequel avait été impliqué M. Gayle, le Ministre avait donné instruction à ses fonctionnaires de revoir le dossier sans délai et de lui faire rapport sur la façon dont il avait été traité. C'est ce rapport qui vient d'être porté à la connaissance du public.

En rendant le rapport public, le Ministre a précisé qu'il annoncera très bientôt sa stratégie en matière d'exécution de la Loi et de renvois et que celle-ci apportera des correctifs notamment aux problèmes soulevés dans le rapport.

-30-

Copie du rapport jointe
Renseignements :
Judy Morrison
Cabinet du Ministre
(819) 953-3226

Roger White
Communications
(819) 994-4624



RAPPORT PRÉSENTÉ AU MINISTRE

le 27 juin 1994

Objet : **COMMENT LE RENVOI DE CLINTON GAYLE A-T-IL ÉTÉ TRAITÉ?**

L'objet du présent rapport est de vous informer des résultats de mon examen. J'ai tenté de savoir comment le Ministère avait traité le cas de Clinton Gayle (date de naissance : 20 juillet 1968, Jamaïque) et quelles démarches avaient été faites pour le renvoyer du Canada. L'examen a fait intervenir des employés de la région de l'Ontario particulièrement au bureau régional et à la section chargée de la détention et des renvois à Mississauga (Ontario). Ils ont revu les documents disponibles sur M. Gayle et interrogé des employés au fait du cas au moment où le Ministère s'en occupait et cherchait à renvoyer l'intéressé. J'ai également examiné le dossier de M. Gayle et rencontré des employés du CIC - Détention et renvois le 22 juin 1994, particulièrement ceux qui connaissaient les activités de la section à la fin de 1992 et au début de 1993.

Mon rapport divise en trois parties le processus pouvant aboutir au renvoi :

1. Mise en liberté de M. Gayle après la mesure d'expulsion.
2. Efforts en vue d'obtenir les documents de voyage.
3. Traitement du dossier au CIC - Détention et renvois.

1. MISE EN LIBERTÉ DE M. GAYLE APRÈS LA MESURE D'EXPULSION

L'expulsion de M. Gayle a été ordonnée le 1^{er} mars 1991 conformément à l'alinéa 27(1)d) de la *Loi sur l'immigration* pour infractions criminelles. À titre de résident permanent du Canada, il avait droit à un appel devant la Section d'appel de l'immigration (SAI) de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). L'appel a été entendu et rejeté par des commissaires de la SAI le 29 juin 1992. À ce moment-là, M. Gayle purgeait une peine au centre correctionnel de Guelph. Un agent d'immigration a délivré un mandat d'arrestation ce jour-là et l'a signifié à l'établissement le jour suivant. M. Gayle devait être relâché du centre de Guelph le 4 juillet 1992. Des mesures ont donc été prises pour qu'il soit transféré au centre de détention de Hamilton Wentworth en attendant son renvoi, ce qui a été fait le 4 juillet 1992.

Le dossier a été transféré du bureau des appels de l'Immigration à Toronto au CIC - Audiences de Hamilton pour faciliter la prolongation de la détention de M. Gayle en attendant son renvoi du Canada. À la lecture du dossier, il est aisé de constater que l'agent des appels a recommandé avec insistance de prolonger la détention de l'intéressé et de le renvoyer le plus tôt possible.

Comme l'exigeait la *Loi sur l'immigration* à ce moment-là, il fallait amener M. Gayle devant un arbitre tous les 7 jours pour un examen des motifs de la détention. Il faut comprendre que l'arbitre, même s'il est un fonctionnaire employé par le Ministère, a agi en droit et qu'il ne reçoit pas de directives du Ministre ou de ses fonctionnaires. Même quand le Ministère veut qu'une personne continue d'être détenue, il incombe à l'arbitre de décider de poursuivre la détention ou de libérer l'intéressé. En raison de récentes modifications apportées à la *Loi sur l'immigration*, les arbitres relèvent maintenant de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Leur indépendance en qualité de décideur vaut toujours cependant.

Le CIC - Audiences de Hamilton a donc procédé à une série d'examen des motifs de la détention, le premier ayant lieu le 8 juillet 1992. Le Ministère a présenté des observations pour faire prolonger la détention et c'est ce qui s'est produit.

À l'examen des motifs de la détention du 22 juillet 1992, l'arbitre a indiqué que M. Gayle pouvait être relâché moyennant un cautionnement en espèces de 2 000 \$. La détention s'est poursuivie jusqu'au 27 juillet 1992, date de l'audience subséquente où la mère de M. Gayle a déposé un cautionnement de 2 000 \$ pour faire libérer son fils, ce qui a été fait.

L'ordonnance de mise en liberté sous caution portait que M. Gayle devait :

1. se présenter pour le renvoi ou pour la prise de mesures en vue du renvoi comme l'ordonnerait un agent d'immigration;
2. avant de déménager, signaler tout changement d'adresse à un agent d'immigration au CIC - Audiences de Hamilton, 120 King Street West, Hamilton (Ontario) et résider, une fois mis en liberté, chez la personne ayant déposé la somme d'argent.

Il n'y avait pas suffisamment de renseignements au dossier pour confirmer que tout avait été mis en vigueur pour faire valoir devant l'arbitre la nécessité de prolonger la détention. À ma demande, un fonctionnaire du bureau régional a interrogé l'agent chargé de présenter le cas qui représentait le Ministère, et ce dernier n'a pas pu s'en souvenir. Il me faut donc en conclure que des arguments convaincants ont été présentés à trois examens des motifs de la détention, puisque M. Gayle a effectivement été détenu pendant ce temps. Mais, il me faut aussi conclure qu'il n'y a pas eu suffisamment d'efforts de faits pour exécuter le renvoi ce mois-là. Si je me fie à la charge de travail des employés du CIC - Audiences de Hamilton à ce moment-là, je peux saisir leurs difficultés à régler cette question. Néanmoins, pour faire prolonger la détention, il aurait fallu convaincre l'arbitre que des efforts raisonnables étaient fournis.

Dans mon examen, j'ai tenu compte des manières générales de procéder alors en oeuvre, lesquelles favorisaient la mise en liberté sous certaines conditions (se présenter à l'agent d'immigration) si de longs délais étaient susceptibles de se produire avant le renvoi. Malgré le fait que M. Gayle venait de terminer une période d'incarcération pour infractions criminelles, la mise en liberté en attendant le renvoi n'était pas une situation inhabituelle compte tenu de la Loi et de la conjoncture opérationnelle du moment, particulièrement dans le cas d'un résident permanent. Au début, il a été possible de faire valoir avec succès le danger que constituait l'intéressé pour le public ou la possibilité qu'il ne se présente pas pour le renvoi, mais pas indéfiniment. Les mêmes règles s'appliquent aujourd'hui. Là où nous avons manqué, c'est de ne pas avoir insisté suffisamment pour en arriver au renvoi dans les quelques semaines écoulées entre le 8 et le 27 juillet 1992.

Rien au dossier n'indiquait que les fonctionnaires du Ministère avaient surveillé l'observation des conditions de la mise en liberté. La manière courante de procéder consistait à utiliser le cautionnement comme mesure de l'observation lorsqu'on avait l'impression que l'intéressé refusait délibérément de coopérer quant au renvoi. En gros, on continue de procéder ainsi et cela doit être révisé. Il n'y a aucune indication dans le dossier selon laquelle M. Gayle était délibérément peu coopératif. En conséquence, aucune mesure n'a été prise pour faire exécuter les conditions de la mise en liberté.

Après le 18 décembre 1992, le dossier et par conséquent l'intérêt à utiliser le cautionnement comme une mesure de l'observation revenaient au CIC - Détention et renvois de Mississauga (Ontario). Une fois que le dossier avait été transféré ailleurs, le bureau de Hamilton n'avait plus à s'en occuper.

2. EFFORTS EN VUE D'OBTENIR LES DOCUMENTS DE VOYAGE

Un des aspects nécessaires et ennuyeux du renvoi d'un ressortissant étranger du Canada consiste à veiller à ce que l'intéressé ait les documents voulus pour convaincre les autorités qui le laisseront entrer sur leur territoire qu'il est bien le ressortissant qu'il prétend être. Le document habituel est soit le passeport ou l'acte de naissance.

Lorsque la personne à expulser n'a pas ce document, la manière courante de procéder consiste à communiquer avec le bureau compétent au Canada chargé des affaires de ce pays et de solliciter leur collaboration pour fournir les documents de voyage nécessaires afin de faciliter le renvoi. Le Ministère avait à cette époque des difficultés avec certains pays pour obtenir rapidement une évaluation du cas et les documents en question. La Jamaïque était l'un des ces pays. À l'examen du dossier, rien n'indique toutefois que le consulat de la Jamaïque à Toronto se soit montré peu coopératif.

Les renseignements fournis par le Ministère à M. Axworthy pour qu'il les utilise à la Chambre des communes le lundi 20 juin 1994 donnaient l'impression qu'il y avait peut-être eu des difficultés attribuables aux autorités jamaïcaines dans cette affaire. En se fondant sur ces renseignements, M. Axworthy a donc répondu en ce sens à la Chambre des communes. Cela était faux. Procéder au renvoi de M. Gayle posait des problèmes parce qu'il n'avait pas les documents de voyage voulus, mais je ne peux pas en conclure que les autorités jamaïcaines ont nui à nos efforts dans cette affaire.

D'après une indication au dossier, des mesures ont été prises par le CIC - Détention et renvois à l'appui du CIC - Audiences de Hamilton le 19 août 1992 avec un fonctionnaire du consulat de la Jamaïque pour que M. Gayle se présente au consulat le 24 août 1992. Le bureau des audiences devait communiquer avec M. Gayle pour l'informer de ce rendez-vous. Or, rien au dossier n'indique que cela a été fait.

D'après le dossier, le CIC de Hamilton a assuré un suivi auprès du consulat le 25 septembre 1992 afin de déterminer si M. Gayle s'était présenté à son entrevue. Le consulat a répondu qu'il vérifierait. Toujours selon le dossier, il n'y aurait pas eu d'autres contacts avec le consulat.

Le 13 novembre 1992, un fonctionnaire du CIC-Audiences de Hamilton a communiqué avec M. Gayle qui a dit qu'il n'était pas au courant du rendez-vous fixé pour le 24 août et qu'il n'avait pas de document de voyage.

Selon le dossier, d'autres dispositions devaient être prises pour organiser une entrevue avec le consulat de la Jamaïque. Cependant, je n'ai rien trouvé indiquant que quelque chose avait été fait avant que le dossier ne soit transféré par le bureau de Hamilton le 14 décembre 1992 au CIC-Détention et renvois de Mississauga qui l'a reçu le 18 décembre.

Le dossier aurait été sous la responsabilité d'une très petite section d'agents chargés des expulsions au bureau de Hamilton durant la période en question. La charge de travail, le roulement du personnel et les conditions de travail en général à ce bureau ont manifestement influé sur la façon dont le dossier a été traité. D'après mon évaluation, les agents responsables ne disposaient pas des moyens nécessaires pour s'acquitter de leur tâche. Je ne crois pas que les agents responsables de ce dossier aient commis une faute ou méritent un blâme. Ils faisaient simplement de leur mieux dans les circonstances du moment.

3. TRAITEMENT DU DOSSIER AU CIC-DÉTENTION ET RENVOIS

Aux périodes dont il est question en 1992 et jusqu'à aujourd'hui, les cas de renvoi pour la région de l'Ontario étaient essentiellement gérés à partir du CIC-Détention et renvois de Mississauga. Ce bureau était aussi connu sous le nom de Centre des renvois pour la région de l'Ontario. Ce bureau est chargé de remplir les formalités nécessaires dans les cas de renvoi, ce qui suppose des contacts avec les personnes devant être renvoyées, les transporteurs aériens et d'autres parties qui interviennent dans le processus de renvoi d'une personne. Le bureau, pendant cette période où il avait le dossier de M. Gayle, pouvait aussi étudier les demandes de personnes qui, invoquant des considérations humanitaires, ne voulaient pas être renvoyés.

Le dossier de M. Gayle est arrivé à la Section le 18 décembre 1992 et y est demeuré jusqu'au 17 juin 1994, date à laquelle il a été transféré au bureau des investigations de l'Immigration de Toronto qui collaborait avec la police de Toronto relativement à l'enquête sur la mort du constable Todd Baylis.

Après avoir examiné le dossier et rencontré des fonctionnaires de ce bureau, je suis à même de constater ce qui a cloché dans le traitement de ce dossier et pourquoi notre façon de procéder n'a pas permis de traiter le cas de M. Gayle comme il aurait dû l'être. Comme l'indiqueront mes conclusions, je n'ai pas constaté de faute ou de conduite pouvant justifier un blâme de la part de quelque employé que ce soit. J'ai plutôt conclu qu'il s'agissait là de la résultante d'un système opérationnel engorgé à ce moment et qui ne considérait pas comme prioritaire le renvoi rapide des personnes dont le cas étaient semblables à celui de M. Gayle.

Vers la fin de 1992, le Centre des renvois s'occupait d'environ 7 000 cas. Ses priorités étaient les suivantes :

1. les personnes détenues;
2. les demandeurs du statut de réfugié dont le cas avait été rejeté aux termes du Programme d'élimination de l'arriéré;
3. les personnes qui pouvaient être expulsées sans délai (essentiellement celles qui avaient toutes les pièces d'identité nécessaires).

Les cas des personnes qui ne rentraient pas dans ces priorités étaient laissés de côté, et les dossiers devaient être plus tard rappelés lorsque les employés auraient le temps de s'en occuper. Les cas des individus ayant des antécédents criminels ne faisaient pas exception à la règle à moins de rentrer dans l'une des trois priorités. Une exception était faite à cette approche lorsque des mesures spéciales étaient prises pour régler les cas des nationaux d'un pays particulier. Au moment où le dossier de M. Gayle a été transféré à la Section, aucune mesure du genre n'était en vigueur pour la Jamaïque.

La justification de la première priorité est évidente. Lorsqu'une personne est détenue, c'est qu'on se préoccupe de la sécurité publique ou qu'on craint que la personne disparaisse.

La deuxième priorité avait été établie en partie en raison du grand nombre de demandeurs du statut de réfugié dont le cas avait été rejeté au terme du Programme d'élimination de l'arriéré des revendications du statut de réfugié. Elle découlait aussi du fait que certaines ressources humaines consacrées aux renvois devaient être utilisées seulement aux fins du Programme d'élimination de l'arriéré et ne seraient plus disponibles à la fin de juin 1993. Le programme a maintenant pris fin.

La troisième priorité correspondait à une décision de la direction de l'époque pour manifestement faire augmenter le nombre des renvois. Si le cas d'une personne devant être renvoyée ne présentait aucun problème, la personne en question devait effectivement être renvoyée dans les meilleurs délais. Le rendement des employés, y compris des membres de la direction, devait être mesuré en fonction du nombre de personnes renvoyés selon les priorités établies.

Selon la procédure en vigueur vers la fin de 1992, le dossier devait être entré dans le système informatique utilisé par la Section. Ce système, appelé CIRUS, avait été développé dans la Section et n'était pas relié directement au SSOBL, le système informatique national de l'Immigration. À ce moment-là, cela n'avait rien d'inhabituel pour la région de l'Ontario. Divers systèmes autonomes étaient utilisés par un certain nombre de bureaux ou de secteurs du programme. La modernisation du SSOBL a permis de remédier à cette situation.

Le dossier de M. Gayle a été entré dans le système CIRUS le 18 décembre 1992 et confié au groupe qui s'occupait des personnes qui étaient remises en liberté en attendant leur renvoi. Un commis a rapidement examiné le dossier pour déterminer les facteurs qui pourraient influencer sur le renvoi. Dans ce cas, le dossier indiquait que l'intéressé n'avait pas de passeport, ce qui laissait supposer qu'il ne pouvait être renvoyé immédiatement. Par conséquent, le cas n'était pas prioritaire.

Le dossier devait ensuite être envoyé au superviseur responsable des cas de personnes remises en liberté en attendant leur renvoi. Selon la chronologie des événements qui m'a été communiquée avant ma rencontre avec le personnel du bureau, le dossier avait été confié à un agent d'expulsion, ce qui n'était pas exact. J'ai moi-même discuté avec le superviseur de l'époque, et nous avons ensemble examiné le dossier. Il n'a rien vu indiquant qu'il avait évalué ce dossier, ce qu'il faisait d'ordinaire à ce moment-là. Après l'examen du dossier, il avait l'habitude de le confier à un agent d'expulsion ou de mettre une note de rappel pour le moment où l'on pourrait s'en occuper. Il a aussi indiqué qu'il était fréquent à ce moment qu'il faille de 2 à 6 semaines avant qu'un dossier puisse être examiné et confié à quelqu'un en raison du volume de travail. De tels délais sont maintenant choses du passé à ce bureau.

La référence suivante montre que le dossier a été classé à la salle des dossiers le 3 mars 1993. Je n'ai pu déterminer la raison exacte pour laquelle le dossier a été envoyé à la salle des dossiers plutôt que d'être évalué par le superviseur. Cependant, je suis convaincu que le superviseur n'a pas vu le dossier.

J'ai appris qu'au début de 1993, le bureau avait entrepris d'améliorer la gestion de ses dossiers, et tous les dossiers étaient réenregistrés sous un nouveau numéro conforme au système informatique, le SSOBL. Je peux seulement conclure que le dossier de M. Gayle a été réenregistré au moment où il devait être vu par le superviseur et qu'il a ensuite été envoyé directement à la salle des dossiers pour classement.

Quant à savoir si le traitement du cas aurait été différent si le dossier avait été examiné par le superviseur, ce n'est maintenant, de nombreux mois plus tard, qu'affaire de suppositions. Étant donné les priorités de l'époque, il faut répondre que le traitement aurait été le même. Le cas de M. Gayle n'était pas prioritaire, par rapport au grand volume de cas traités en début de 1993.

La prochaine mesure a été prise à l'égard du dossier le 6 juin 1994. Le dossier a été extrait, conformément à une nouvelle directive demandant aux employés du service de sortir tous les dossiers non réglés comportant une mesure de renvoi pour cause de criminalité et de les traiter en priorité afin de déterminer ce qu'il y avait lieu de faire pour renvoyer les intéressés. C'est ce qui se passait avec le dossier de M. Gayle au moment où il a été demandé pour être transmis au service des investigations de l'Immigration aux fins de l'enquête sur l'homicide.

Avant de terminer cette étape de mon examen, je dois parler de la situation générale qui régnait dans le service vers la fin de 1992 et en début de 1993. Les employés de tous les échelons devaient subir la pression consécutive à la charge de travail et à des changements de personnel, surtout dans les postes de superviseurs dont tous les titulaires, à l'exception du gestionnaire, étaient intérimaires. De nouveaux employés arrivaient d'autres bureaux et le personnel d'expérience devait à la fois traiter une lourde charge de travail personnelle et aider les nouveaux. Ce n'était de toute évidence pas un milieu de travail stable. Les employés faisaient le travail demandé, mais il y avait beaucoup de stress. La situation s'est améliorée, même s'il reste beaucoup à faire pour faciliter la tâche des personnes préposées aux renvois. Il y avait un certain soutien en matière de documents et de systèmes, mais il était insuffisant. Des améliorations seront apportées à ces secteurs du soutien opérationnel.

Conclusion :

Les procédures en place n'ont tout simplement pas abouti au résultat attendu. En raison des priorités de l'époque, des obligations du droit international quant au retour des ressortissants étrangers, des exigences légitimes de nos lois voulant qu'on relâche une personne si l'on ne peut pas justifier sa détention pour une longue période et de la pression des opérations vécue par les préposés aux renvois pendant une période de profonds changements, M. Gayle a pu éviter son renvoi.

Par suite des initiatives ministérielles des derniers mois, le Ministère met la dernière main à des propositions visant à améliorer les procédures actuelles d'exécution de la Loi et de renvoi, ce qui devrait éliminer les problèmes systémiques qui se sont manifestés dans le cas qui nous intéresse. La priorité est maintenant accordée aux cas comportant un élément de criminalité, que la personne soit détenue ou non. D'autres mesures s'imposent et elles seront prêtes tôt en juillet; elles viendront renforcer les modifications de la Loi sur l'immigration récemment déposées devant le Parlement.

Je suis convaincu, à la suite de mon examen, qu'on ne peut blâmer un employé en particulier s'étant occupé du cas dans un bureau local. Il n'en demeure pas moins que M. Gayle est resté au Canada du 26 juin 1992 jusqu'à maintenant malgré une mesure de renvoi qui a été approuvée en appel.

Mes salutations respectueuses

D. Ian Glen, c.r.
Sous-ministre délégué

Chronologie d'un cas d'immigration : Clinton Gayle (DDN 20-07-68)

- 27-03-77 Arrivée au Canada comme immigrant admis.
- 01-03-91 Mesure d'expulsion prononcée aux termes du L27(1)d) pour cause d'infraction criminelle.
- 18-04-91 Rapport d'enquête déposé à la CISR, Section d'appel, par l'Arbitrage.
- 29-06-92 Appel de la mesure de renvoi rejeté par la Section d'appel.
- 30-06-92 Intéressé arrêté par l'Immigration et détenu au centre correctionnel de Guelph.
- 04-07-92 Transfert de l'intéressé du centre correctionnel de Guelph au centre de détention de Hamilton Wentworth.
- 06-07-92 Transmission du dossier au CIC-Audiences de Hamilton par le bureau des appels de l'Immigration.
- 08-07-92 À la suite d'une révision des motifs de la détention, celle-ci est prolongée en raison des observations formulées par le Ministère.
- 22-07-92 À la suite de la révision des motifs de la détention, l'arbitre permet la libération moyennant le versement d'un dépôt en espèces de 2 000 \$; la détention se poursuit.
- 27-07-82 Révision des motifs de la détention; la mère de l'intéressé fournit le dépôt de 2 000 \$ et M. Gayle est libéré.
- 28-07-92 L'intéressé est tenu de se présenter au CIC-Audiences de Hamilton pour une entrevue relative à son renvoi. On lui demande d'apporter avec lui une pièce d'identité et 4 photographies de format passeport.
- 19-08-92 Le personnel de Détention et renvois aide le CIC-Audiences de Hamilton à prendre des dispositions afin que l'intéressé se présente au consulat de la Jamaïque pour obtenir un document de voyage le 24-08-92.
- 25-09-92 Le CIC-Audiences de Hamilton tente de communiquer avec le consulat de la Jamaïque pour savoir si l'intéressé s'est présenté à son rendez-vous le 24-08-92. Aucune réponse.

- 13-11-92 Le CIC-Audiences de Hamilton communique avec l'intéressé au sujet de son rendez-vous au consulat de la Jamaïque le 24-08-92. Celui-ci dit ne pas avoir été informé du rendez-vous. Il n'a pas de document de voyage. Le personnel de Détention et renvois communique de nouveau avec lui pour l'aider à obtenir une entrevue avec le consulat de la Jamaïque afin d'obtenir un document de voyage.
- 14-12-92 Le dossier est transmis au CIC-Détention et renvois.
- 18-12-92 Le dossier est reçu au CIC-Détention et renvois. Aucun passeport dans le dossier.
- 06-03-93 Le dossier est classé à la salle des dossiers.
- 06-06-94 Le dossier est sorti de la salle des dossiers à la suite de la nouvelle directive demandant d'extraire tous les dossiers non réglés comportant un renvoi pour cause de criminalité et d'examiner la situation en priorité afin de déterminer les mesures qui sont nécessaires pour renvoyer les intéressés.
- 17-06-94 Le dossier est transféré au service des investigations de l'Immigration aux fins de l'enquête sur l'homicide.

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

June 29, 1994

94-56

Sergio Marchi joins new citizens in Halifax and Toronto to celebrate Canada Day

OTTAWA -- Pier 21 in Halifax Harbour is famous as the site where hundreds of thousands of immigrants first set foot in Canada. On July 1 this year, it will serve as the backdrop to another historic first, involving the Minister of Citizenship and Immigration, Sergio Marchi.

A swearing-in ceremony for new Canadians will take place at the adjacent Pier 20 at 11:15 a.m. as "...a celebration of the link between the success of past immigration and the importance of new citizens to our future," said Mr. Marchi. The Minister will be accompanied by Member of the Order of Canada Ruth Goldbloom, C.M., who will join him in administering the oath and in presenting certificates of citizenship to 25 new Canadians. Some 3,500 other people will also be invited to commemorate Canada's 127th birthday by reaffirming their citizenship on this happy occasion.



Later in the day, Mr. Marchi will be in Toronto to attend two other ceremonies at the Famee Furlane Centre in Woodbridge and at Plunkett Park in North York. Members of the Order of Canada Primo di Luca, C.M., and Laureano Leone, C.M., will join the Minister at these ceremonies embracing over 100 new Canadians.

These three ceremonies mark the first occasions when Order of Canada recipients preside over citizenship swearings-in, following reforms introduced this year by the Minister.

"I am delighted with this exciting and innovative way of honouring our citizenship values," added the Minister. "Citizenship truly reflects a deeper sense of belonging and celebration when ceremonies take place outside of Citizenship Courts and actually in the heart of the community. I am also honoured that Order of Canada recipients have accepted my invitation to co-preside at the swearings-in. Their service on behalf of our nation speaks eloquently of the highest values of Canadian citizenship."

Many taking part in this special Canada Day event are among 5,000 people across Canada whose citizenship applications have been approved under new administrative changes streamlining the process of awarding citizenship.

"These are challenging, yet exciting times for Canada," said Mr. Marchi. "Our country is alive with a spirit of renewal, one which our new *Citizenship Act* later this year will promote and advance. We are determined to uphold and sustain the positive ties between immigration and Canadian citizenship - a connection that has helped build a unique country that remains the envy of the world."

-30-

For further information:

Minister's Office:
Judy Morrison
(819) 953-3226

Citizenship:
Richard Nolan
(819) 994-2929

JULY 1 CITIZENSHIP CEREMONIES

Locations and Times

Halifax

Pier 20
Halifax Harbour
11:15 a.m.

Woodbridge

Famee Furlane Centre
7065 Islington Avenue
4:30 p.m.

North York

Plunkett Park
2 Plunkett Road
(near Finch and Islington)
6:00 p.m.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 29 juin 1994

94-56

M. Sergio Marchi célèbre la Fête du Canada avec de nouveaux citoyens à Halifax et à Toronto

OTTAWA -- Le quai 21 du port de Halifax est reconnu pour avoir été le point d'entrée de centaines de milliers d'immigrants au Canada. Le 1^{er} juillet de cette année, il servira de toile de fond à un événement qui passera lui aussi à l'histoire et auquel prendra part M. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Tout près, au quai 20, à 11 h 15, de nouveaux Canadiens prêteront serment. «La cérémonie sera une célébration du lien entre le succès de l'immigration dans le passé et l'importance des nouveaux citoyens pour notre avenir», a dit M. Marchi. Le Ministre sera accompagné de Ruth Goldbloom, membre de l'Ordre du Canada, C.M., qui l'assistera dans l'assermentation de 25 nouveaux Canadiens et Canadiennes, à qui seront remis des certificats de citoyenneté. Quelque 3 500 autres personnes seront également invitées à célébrer cet heureux événement qu'est le 127^e anniversaire du Canada en réaffirmant leur citoyenneté.



Plus tard dans la journée, M. Marchi sera à Toronto, où se tiendront deux autres cérémonies, au centre Famee Furlane, à Woodbridge, et au parc Plunkett, à North York. Les membres de l'Ordre du Canada, Primo di Luca, C.M., et Laureano Leone, C.M., se joindront au Ministre durant ces cérémonies durant lesquelles la citoyenneté sera octroyée à plus d'une centaine de nouveaux Canadiens et Canadiennes.

Ces trois cérémonies marqueront une première pour ce qui est de faire présider les remises de certificats de citoyenneté par des récipiendaires de l'Ordre du Canada. Cette décision avait été prise dans le cadre de réformes mises en oeuvre plus tôt cette année par le Ministre.

«Je suis enchanté de cette façon novatrice et stimulante d'honorer les valeurs que nous associons à la citoyenneté. Les cérémonies d'accueil tenues en dehors des bureaux de la citoyenneté et au coeur même des collectivités font vraiment ressortir un profond sentiment d'appartenance et de célébration. Je suis honoré que les récipiendaires de l'Ordre du Canada aient accepté mon invitation à coprésider les cérémonies d'assermentation. Leur service à la nation témoigne des attributs les plus nobles de la citoyenneté canadienne», a indiqué M. Marchi.

Bon nombre des nouveaux citoyens participant à cet événement spécial de la Fête du Canada sont parmi quelque 5 000 personnes, réparties dans tout le Canada, dont la demande de citoyenneté a été approuvée en vertu des nouvelles dispositions administratives visant à accélérer l'octroi de la citoyenneté.

«La période actuelle est pleine de défis et fort intéressante pour le Canada, a dit M. Marchi. Notre pays est animé d'un esprit de renouveau, auquel contribuera, plus tard cette année, notre nouvelle *Loi sur la citoyenneté*. Nous sommes décidés à maintenir et à entretenir le lien entre l'immigration et la citoyenneté canadienne, lien qui a contribué à l'édification d'un pays unique faisant toujours l'envie du monde entier.»

-30-

Renseignements :

Cabinet du Ministre :
Judy Morrison
(819) 953-3226

Citoyenneté :
Richard Nolan
(819) 994-2929

CÉRÉMONIES D'ASSERMENTATION DU 1^{er} JUILLET

Lieux et horaire

<u>Halifax</u>	Quai 20 Port de Halifax 11 h 15
<u>Woodbridge</u>	Centre Famee Furlane 7065, av. Islington 16 h 30
<u>North York</u>	Parc Plunkett 2, chemin Plunkett (près de l'intersection Finch et Islington) 18 h 00

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

July 29, 1994

94-76

Canada announces extension of special measures for
citizens of the former Yugoslavia

OTTAWA - Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi today announced a third extension of the Special Measures for Citizens of the former Yugoslavia, ending July 31, 1995. This provision was originally announced in July of 1992.

"The extension of the special measures is an important part of our humanitarian efforts to help ex-Yugoslav citizens," said Mr. Marchi.

Visitors from the former Yugoslavia with relatives in Canada may apply for permanent resident status from inside Canada. To be eligible, applicants must have been in Canada on temporary visitor status or in possession of a visitor's visa on July 30, 1992. Refugee claimants who were in Canada on that date can also apply for permanent resident status.



"To date, we have received applications for approximately 3200 persons within Canada. Visitors can work, attend school or begin language training while their applications are processed, Mr. Marchi added.

Mr. Marchi noted that Canada actively participates in international efforts to assist people affected by the crisis in the former Yugoslavia. In addition to providing peacekeeping forces, Canada makes significant contributions in humanitarian aid.

"Canada remains committed to working with the international community to build a lasting peace in the area," the Minister said. "This will allow those displaced by this conflict to return home safely. In the meantime, the measures we have adopted will help meet the needs of people at risk in the former Yugoslavia who wish to join Canadian relatives."

Citizens of the former Yugoslavia residing abroad with family connections in Canada are also eligible under the special measures program.

For Information:

J. Morrison, Minister's Office:
(819) 953-3226

C.A. Goodes, Refugee Policy and Program:
(819) 953-2408

V. de Montigny, Communications:
(819) 953-0909

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 29 juillet 1994

94-76

Le Canada annonce la prolongation des mesures spéciales pour les citoyens de l'ancienne Yougoslavie

OTTAWA - Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, a annoncé aujourd'hui une troisième prolongation des mesures spéciales visant les citoyens de l'ancienne Yougoslavie, c'est-à-dire jusqu'au 31 juillet 1995. La prise de mesures spéciales avait été annoncée initialement en juillet 1992.

«La prolongation des mesures spéciales à l'égard des citoyens de l'ancienne Yougoslavie constitue une partie importante de nos efforts humanitaires pour venir en aide à ce groupe de personnes», a dit M. Marchi.

Les visiteurs de l'ancienne Yougoslavie qui ont des parents au Canada peuvent demander, au Canada, la résidence permanente. Pour être admissibles, les demandeurs doivent avoir séjourné au Canada en vertu d'un statut temporaire de visiteur ou avoir obtenu un visa de visiteur le 30 juillet 1992. Les demandeurs du statut de réfugié qui étaient au Canada à cette date peuvent également demander le statut de résident permanent.

«Jusqu'à ce jour, environ 3 200 personnes ont présenté une demande au Canada. Les visiteurs peuvent travailler, aller à l'école ou suivre des cours de langue pendant que leur demande est traitée», a expliqué M. Marchi.

Le Ministre a fait remarquer que le Canada participe activement aux programmes mis en place par la communauté internationale pour aider les personnes touchées par la crise dans l'ancienne Yougoslavie. En plus de participer au maintien de la paix dans cette région, le Canada y apporte une aide humanitaire appréciable.

M. Marchi confirme que «le Canada est toujours décidé à travailler avec la communauté internationale pour construire une paix durable dans cette région. Ainsi, les personnes déplacées pourront retourner chez elles en toute sécurité. D'ici là, les mesures que nous avons adoptées aideront les personnes qui sont menacées dans l'ancienne Yougoslavie et désirent rejoindre les membres de leur famille au Canada.»

Les citoyens de l'ancienne Yougoslavie qui résident à l'étranger et ont des parents au Canada peuvent également bénéficier du programme des mesures spéciales.

Renseignements :

J. Morrison, Cabinet du Ministre
(819) 953-3226

C.A. Goodes, Politique et programmes pour les réfugiés
(819) 953-2408

V. de Montigny, Communications
(819) 953-0909

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

January 13, 1995

95-01

1994 Citation for Citizenship

OTTAWA — Today, twenty-three individuals and four organizations from across the country were named recipients of the Citation for Citizenship by the Minister of Citizenship and Immigration, Sergio Marchi.

Sally Williams	(Castlegar, British Columbia)
Dr. Durai Pal Pandia	(Vancouver, British Columbia)
Lok Wah Leung	(W/Vancouver, British Columbia)
Dr. Mohammad Ibrahim Alladin	(Edmonton, Alberta)
Chinwe Pete Okelu	(Edmonton, Alberta)
Gregory Paul Kazakoff	(Sanikiluaq, Northwest Territories)
Fred Farhad Soofi	(Regina, Saskatchewan)
Jestina Blake-Hill	(Regina, Saskatchewan)
Dr. Mumulla V. Naidu	(Brandon, Manitoba)
Yude M. Henteleff, Q.C.	(Winnipeg, Manitoba)
John Barba-Linardo Lombardi	(Toronto, Ontario)
Christopher Harris	(Ottawa, Ontario)
Norman & Delva Rebin	(Saskatoon, Saskatchewan)
Dr. Eric William Hoskins	(Hamilton, Ontario)
Salvador Cabugao	(Brossard, Quebec)
Dr. David J. Daniel	(Dollard-des-Ormeaux, Quebec)
Eileen Melissa Montgomery	(St. Lambert, Quebec)
Eric Lawrence Teed	(Saint John, New Brunswick)
Muhammad Arif	(Fredericton, New Brunswick)
Dr. Calvin W. Ruck	(Dartmouth, Nova Scotia)
Noel Doucette	(St. Peter's, Nova Scotia)



Leti La Rosa	(Charlottetown, Prince Edward Island)
Geraldine Chafe Rubia	(St. John's, Newfoundland)
Girl Guides of Canada	(Toronto, Ontario)
United Chinese Community	
Enrichment Services Society	(Vancouver, British Columbia)
The Longside Club	(St. John's, Newfoundland)
Hellenic Community of Montreal	(Montreal, Quebec)

"These individuals and organizations have made a commitment and offered a helping hand to shape, build and care about Canada," said the Minister. "This kind of active citizenship is what being Canadian is all about."

The **Citation for Citizenship** pays tribute to Canadians who have made exceptional contributions to the life of their communities and to our country. These activities promote the ideals of citizenship — freedom, justice, equality and respect for diversity. Recognition is also given for volunteer activities which have facilitated the integration of newcomers and new Canadians into our society. Information about the recipients is attached.

Recipients of the 1994 **Citation for Citizenship** were selected from nominations that were considered by an advisory panel chaired by Senior Citizenship Judge, Elizabeth Willcock, and Registrar of Canadian Citizenship, Richard Nolan.

For Information:

Minister's Office: Judy Morrison
(819) 953-3226

Department: Nancy Big Canoe
(819) 994-2701

Public Affairs: Roger White
(819) 994-4624

1994 CITATION FOR CITIZENSHIP

SALLY WILLIAMS

(Castlegar, British Columbia)

As an educator, advocate and volunteer, Sally Williams commits her time and energy to improving the quality of life of East Indian, Laotian and Portuguese people in her community. Her generosity has enabled her to be an active volunteer for many organizations. As founder of the local chapter of Amnesty International and president of the Castlegar Multicultural Association, she has taught English as a Second Language as well as chairing the Program Against Racism for the Castlegar Teacher's Association.

DR. DURAI PAL PANDIA

(Vancouver, British Columbia)

Dr. Durai Pal Pandia has dedicated over fifty years of his life to significantly improve the social, political and economic participation of Indo-Canadians. As co-founder of the East Indian-Canadian Citizen Welfare Association, he was successful in helping to persuade the federal government to grant immigrant status to hundreds of East Indians in 1939. With his assistance, East Indians received the right to vote in federal, municipal and provincial elections in 1946.

LOK WAH LEUNG

(West Vancouver, British Columbia)

Since immigrating to Canada in 1989, Lok Wah Leung has participated in a diverse range of volunteer activities within his community. As a professional actor, he has been involved in many fund-raising events for local hospitals and community services, and has contributed to numerous immigrant-development programs.

DR. MOHAMMAD IBRAHIM ALLADIN

(Edmonton, Alberta)

Dr. Alladin is committed to fostering a closer understanding among all Canadians, as well as eradicating racial discrimination. As an educator at the University of Alberta, he has implemented programs aimed at giving youths and adults alike a better understanding of the rights and responsibilities of a good Canadian citizen. He is involved with numerous multicultural organizations and continues his efforts to erase social and economic inequality.

CHINWE PETE OKELU

(Edmonton, Alberta)

As co-founder of the Nigeria Association of Alberta, Chinwe Pete Okelu is committed to eliminating prejudice and discrimination within his community. He has urged school boards to include multicultural awareness in professional development for teachers in an effort to facilitate understanding and learning. His initiative in providing access to citizenship court ceremonies has served to give observers a better awareness of the privilege of Canadian citizenship.

GREGORY PAUL KAZAKOFF

(Sanikiluaq, Northwest Territories)

In the two years that Gregory Kazakoff has lived in Sanikiluaq, he has made great strides toward enhancing the lives of the Inuit in his community. By establishing and obtaining funding for an Inuit Justice Committee, he has allowed the Inuit to maintain traditional justice values. He initiated the use of lotteries as fundraisers for various projects, including a Youth Drop-In Centre. As financial advisor, he has promoted business ventures contributing to job creation and a sense of wholeness for his community.

FRED FARHAD SOOFI

(Regina, Saskatchewan)

Entrepreneur Fred Farhad Soofi is a widely respected leader in the struggle for human justice. By combining his business success with his drive to assist newcomers to Canada, he is helping to improve the public's perception of immigrants and refugees. Mr. Soofi is an active volunteer for numerous organizations, including the Regina Coalition for Refugees. He is currently engaged in a project with the Minister of Citizenship and Immigration on a committee designed to improve the image of immigrants in Canada.

JESTINA BLAKE-HILL

(Regina, Saskatchewan)

Since 1981, Jestina Blake-Hill has contributed to several organizations in an effort to eliminate barriers that prevent the full participation of black women in Canadian society. Her work with the National Congress of black Women and the Visible Minority Women of Regina has served to motivate black women to meet new challenges. Her own home has served as safe haven on several occasions for battered women as well as immigrant families in an attempt to make the transition to a new country a less traumatic one.

DR. MUMULLA V. NAIDU

(Brandon, Manitoba)

Through education, civic duties and journalism, Dr. Mumulla V. Naidu is devoted to promoting the ideals of non-violence, human rights and democracy. His numerous writings reach out both nationally and internationally in an effort to create harmony between all people. His commitment to enhancing world peace has led him to become involved in a diverse range of organizations, youth groups and church groups, while he continues to motivate students toward active participation in multiculturalism.

YUDE M. HENTELEFF, Q.C.

(Winnipeg, Manitoba)

Yude Henteleff's pursuit of improving the lives of special needs individuals has significantly enhanced the lives of many in his community. As past president of the Learning Disabilities Association of Canada, he has channelled his energy to ensuring that children and adults with learning disabilities receive services appropriate to their needs. He has conducted countless presentations addressing issues related to the human rights of the mentally handicapped and continues to promote the integration of disabled persons into Canadian society.

JOHN BARBA-LINARDO LOMBARDI

(Toronto, Ontario)

John Lombardi has helped to foster positive relations between Metro Toronto youth and police through ProAction, an organization that provides financial assistance for youth programs. As President and Chief Executive Officer of CHIN Radio\TV International, he is able to reach a diverse range of ethnic backgrounds in his commitment to promoting a positive community spirit. He remains an active volunteer and a high-profile role model for his devotion to family and national unity.

CHRISTOPHER HARRIS

(Ottawa, Ontario)

As the Chairman of the City of Ottawa's Advisory Committee on Visible Minorities, Christopher Harris has made significant progress toward improving race relations and multicultural awareness. His dedication has served to develop a better understanding and knowledge of our national values and identity.

NORMAN AND DELVA REBIN

(Saskatoon, Saskatchewan)

Norman and Delva Rebin's commitment to promoting co-operation, co-existence and social justice has led them to become involved in many charitable organizations. Together they contributed to the drafting of the Integration Task Force Report. They are the founders of the Good Neighbours Fund and the Stress Youth Jeunesse Foundation, and co-founders of the Saskatchewan Association of Human Rights.

DR. ERIC WILLIAM HOSKINS

(Hamilton, Ontario)

Dr. E. Hoskins is dedicated to assisting countless of those in need around the world. He has provided medical care to thousands of survivors of the Gulf War and travelled to places like the Sudan and Ethiopia to minister and heal. He aims to increase awareness of the plight of others so that all nations can contribute some form of aid wherever it is needed.

SALVADOR CABUGAO

(Brossard, Quebec)

While striving to promote and maintain his Filipino heritage, Salvador Cabugao has made noteworthy contributions toward national unity. As the previous President of the National Council of Canadian Filipino Association, he has initiated numerous programs to help fellow Filipino-Canadians become more aware of their role as Canadian citizens.

DR. DAVID J. DANIEL

(Dollard-des-Ormeaux, Quebec)

Dr. D.J. Daniel has devoted his time to becoming an active participant and leader in the Indo-Canadian community. As both an educator and volunteer, Dr. Daniel has worked to establish strong links between different cultural communities. Through his involvement with organizations like the National Association of Canadians of Origins in India, Dr. Daniel has mobilized fellow Indo-Canadians to strive toward cultural unity within their respective communities.

EILEEN MELISSA MONTGOMERY

(St. Lambert, Quebec)

Through her involvement in community service, Eileen Montgomery has given hope and assistance to many disadvantaged people in her community. For more than twenty-five years, she has been actively involved with the United Church, obtaining both financial and emotional support for those in need. At the age of eighty-three, Eileen continues to volunteer her time and energy to the less fortunate.

ERIC LAWRENCE TEED

(Saint John, New Brunswick)

A long-time member of the Canadian Citizenship Federation, Eric Teed has encouraged community leaders and young Canadians to become involved in the multicultural concept. He has given frequent lectures on Canadian Citizenship and its responsibilities and worked with youth organizations as chair of the Canadian Flag Committee in order to promote a greater understanding of our national flag.

MUHAMMAD ARIF

(Fredericton, New Brunswick)

As co-founder of the Human Rights Awareness Association of Fredericton, Muhammad Arif has made great strides toward promoting human rights, equality, and fairness for new immigrants and visible minorities. He has been an advocate for immigrant women, race relations, and immigrants' access to trades and professions. In 1990, he was instrumental in helping to convince the province of New Brunswick to include visible minorities as a target group for employment equity.

DR. CALVIN W. RUCK

(Dartmouth, Nova Scotia)

Through the years, Dr. Calvin Ruck has served as advocate for the rights, equality and freedom of black people in his community. His volunteer contribution, coupled with his previous position as Commissioner for the Nova Scotia Human Rights Commission, has led to a greater recognition of black patriotism and a greater respect for black culture and customs.

NOEL DOUCETTE

(St. Peter's, Nova Scotia)

Noel Doucette is committed to improving the quality of life for his fellow aboriginal people of Nova Scotia. He has endeavoured to assist those in his community by mobilizing them to become economically independent of the welfare system. By motivating them to pursue higher education, he has significantly helped to reduce the unemployment rate among the Mic Mac people, and has replaced feelings of powerlessness and apathy with more positive, productive ones.

LETI LA ROSA

(Charlottetown, Prince Edward Island)

As past President of the Filipino-Canadian Association of P.E.I., Leti La Rosa has dedicated her time to fostering the Canadian citizenship rights of new immigrants while striving to preserve their heritage and culture. She has initiated several community projects aimed at helping to enhance immigrant settlement and adaptation to Canadian society. Through workshops and frequent lectures, she has helped to lessen ethnic barriers and discourage discrimination.

GERALDINE CHAFE RUBIA

(St. John's, Newfoundland)

Geraldine Chafe Rubia has helped many physically, mentally and socially challenged individuals to successfully integrate into Canadian society. By establishing the Longside Club, she provided a place for disabled persons to receive employment training, stressing literacy as the key to access awareness. She continues to contribute to volunteer organizations in an effort to enhance the quality of life of those with disabilities.

GIRL GUIDES OF CANADA

(Toronto, Ontario)

The goal of the Girl Guides of Canada is to help young women to become responsible Canadian citizens by instilling in them qualities of leadership and self-confidence. While fostering a sense of well-being and integrity, Girl Guides of Canada not only enhances the self-awareness of its members, but also strengthens community and global awareness. They participate in a vast array of projects and programs designed to administer aid wherever it is needed; be it financial, emotional or otherwise.

UNITED CHINESE COMMUNITY ENRICHMENT
SERVICES SOCIETY (S.U.C.C.E.S.S.)

(Vancouver, British Columbia)

Since 1974, the United Chinese Community Enrichment Services Society (S.U.C.C.E.S.S.) has helped newcomers to overcome language and cultural barriers within their communities. Through classes involving citizenship, language, and skills training, their programs have benefitted both youths and seniors. Regular workshops, conferences and programs have enhanced their goal of mutual assistance and cross-cultural understanding.

THE LONGSIDE CLUB

(St. John's, Newfoundland)

Through its efforts to facilitate the development of social and vocational skills, the Longside Club has created a feeling of productivity and self-sufficiency to many physically and mentally handicapped individuals. Functioning as both a social and educational centre, it provides valuable employment counselling and job training to those with disabilities.

HELLENIC COMMUNITY OF MONTREAL

(Montreal, Quebec)

Since 1907, the Hellenic Community of Montreal has provided a broad range of community services and activities, ranging from recreational theatre to education pertaining to different cultures and religions. They focus upon integration of many different ethnicities into a whole, harmonious community. Along with programmes geared toward travellers and the handicapped, the organization also provides affordable housing for the elderly.

Grâce à ses efforts destinés à faciliter l'acquisition de compétences sociales et professionnelles, le Longside Club aide de nombreuses personnes atteintes d'une déficience physique et intellectuelle à se sentir utiles et plus indépendantes. À la fois centre social et organisme d'éducation, il offre des services précieux d'orientation et de formation professionnelles aux personnes handicapées.

LA COMMUNAUTÉ HELLENIQUE DE MONTRÉAL

Montréal (Québec)

Depuis 1907, la Communauté hellénique de Montréal fournit tout un éventail de services et d'activités communautaires, allant du théâtre à la sensibilisation à différentes cultures et religions. Elle privilégie l'intégration de nombreuses appartenances ethniques en une collectivité homogène et harmonieuse. Outre ses programmes axés sur les voyageurs et les personnes handicapées, l'organisme offre des logements abordables aux personnes âgées.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 13 janvier 1995

95-01

Certificats du mérite civique 1994

OTTAWA — Vingt-trois personnes et quatre organismes de partout au pays se sont vu attribuer aujourd'hui un Certificat du mérite civique par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Sergio Marchi.

Sally Williams
Durai Pal Pandia
Lok Wah Leung
Mohammad Ibrahim Alladin
Chinwe Pete Okelu
Gregory Paul Kazakoff
Fred Farhad Soofi
Jestina Blake-Hill
Mumulla V. Naidu
Yude M. Henteleff, C.R.
John Barba-Linardo Lombardi
Christopher Harris
Norman et Delva Rebin
Eric William Hoskins
Salvador Cabugao
David J. Daniel
Eileen Melissa Montgomery
Eric Lawrence Teed
Muhammad Arif
Calvin W. Ruck
Noël Doucette
Leti La Rosa
Geraldine Chafe Rubia

Castlegar (Colombie-Britannique)
Vancouver (Colombie-Britannique)
Vancouver-Ouest (Colombie-Britannique)
Edmonton (Alberta)
Edmonton (Alberta)
Sanikiluaq (Territoires du Nord-Ouest)
Regina (Saskatchewan)
Regina (Saskatchewan)
Brandon (Manitoba)
Winnipeg (Manitoba)
Toronto (Ontario)
Ottawa (Ontario)
Saskatoon (Saskatchewan)
Hamilton (Ontario)
Brossard (Québec)
Dollard-des-Ormeaux (Québec)
St-Lambert (Québec)
Saint John (Nouveau-Brunswick)
Fredericton (Nouveau-Brunswick)
Dartmouth (Nouvelle-Écosse)
St. Peter's (Nouvelle-Écosse)
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)
St. John's (Terre-Neuve)

Les Guides du Canada	Toronto (Ontario)
United Chinese Community	Vancouver (Colombie-Britannique)
Enrichment Services Society	
The Longside Club	St. John's (Terre-Neuve)
La Communauté Hellénique de	
Montréal	Montréal (Québec)

«Ces personnes et organismes se sont fait un point d'honneur de contribuer à façonner le Canada et à en favoriser le développement, a déclaré le Ministre. C'est un tel esprit civique qui révèle ce que c'est qu'être Canadien.»

Le **Certificat du mérite civique** veut rendre hommage aux Canadiens qui ont contribué de façon exceptionnelle à la vie de leur collectivité et à celle de notre pays. De telles actions favorisent les idéaux de la citoyenneté — liberté, justice, égalité et respect de la diversité. Il veut également que soient reconnues les personnes dont l'activité bénévole a contribué à l'intégration, à notre société, des nouveaux arrivants et des nouveaux Canadiens. Des notes sur les récipiendaires figurent en annexe.

Le choix des récipiendaires du **Certificat du mérite civique** 1994 s'est fait à partir de mises en candidature qui ont fait l'objet d'un examen de la part d'un groupe consultatif présidé par la juge principale de la Citoyenneté, Elizabeth Willcock, et par le Greffier de la citoyenneté canadienne, Richard Nolan.

Renseignements :

Cabinet du Ministre :	Judy Morrison (819) 953-3226
Ministère :	Nancy Big Canoe (819) 994-2701
Affaires publiques :	Roger White (819) 994-4624

CERTIFICATS DE MÉRITE CIVIQUE 1994

SALLY WILLIAMS

Castlegar (Colombie-Britannique)

En tant qu'éducatrice, militante et bénévole, Sally Williams consacre son temps et son énergie à améliorer la qualité de la vie des personnes originaires des Indes orientales, du Laos et du Portugal dans sa communauté. Sa générosité l'a incitée à se consacrer, à titre de bénévole, à de nombreuses organisations. Fondatrice de la section locale d'Amnistie internationale et présidente de la Castlegar Multicultural Association, elle a enseigné l'anglais comme langue seconde et présidé le programme de lutte contre le racisme de la Castlegar Teacher's Association.

DURAI PAL PANDIA

Vancouver (Colombie-Britannique)

Durai Pal Pandia s'est consacré pendant plus de cinquante ans à accroître la participation des Indo-Canadiens et Indo-Canadiennes à la vie sociale, politique et économique du Canada. En tant que co-fondateur de l'East Indian-Canadian Citizen Welfare Association, il a contribué à convaincre, en 1939, le gouvernement fédéral d'accorder le statut d'immigrant reçu à des centaines de ressortissants des Indes orientales. Grâce à son action, les ressortissants des Indes orientales ont obtenu le droit de vote aux élections fédérales, municipales et provinciales en 1946.

LOK WAH LEUNG

Vancouver-Ouest (Colombie-Britannique)

Depuis qu'il a émigré au Canada, en 1989, Lok Wah Leung a pris part à un large éventail d'activités bénévoles au sein de sa communauté. En tant qu'acteur, il a participé à de nombreuses activités de collecte de fonds en faveur d'hôpitaux et de services communautaires locaux et a apporté sa contribution à de nombreux programmes d'aide aux immigrants.

MOHAMMAD IBRAHIM ALLADIN

Edmonton (Alberta)

Mohammad Ibrahim Alladin se consacre à promouvoir une plus grande compréhension entre tous les Canadiens et à éliminer la discrimination raciale. En tant que professeur à l'Université de l'Alberta, il a mis en oeuvre des programmes destinés à susciter chez les jeunes comme chez les adultes une meilleure compréhension des droits et des responsabilités d'un bon citoyen. Il oeuvre auprès de nombreuses organisations multiculturelles et poursuit ses efforts destinés à éliminer les inégalités sociales et économiques.

CHINWE PETE OKELU

Edmonton (Alberta)

En tant que co-fondateur de la Nigeria Association of Alberta, Chinwe Pete Okelu s'emploie à éliminer les préjugés et la discrimination au sein de sa communauté. Il a ainsi incité des conseils scolaires à inclure une sensibilisation aux autres cultures dans le cadre du perfectionnement professionnel des enseignants afin de faciliter la compréhension et l'acquisition du savoir. Son initiative consistant à ouvrir au public les cérémonies de remise de certificats de citoyenneté a permis de sensibiliser davantage la population au privilège que représente la citoyenneté canadienne.

GREGORY PAUL KAZAKOFF

Sanikiluaq (Territoires du Nord-Ouest)

Depuis son arrivée à Sanikiluaq, il y a deux ans, Gregory Paul Kazakoff a grandement contribué à l'amélioration de la vie des Inuit dans sa communauté. En créant un comité de la justice inuit et en obtenant des fonds pour celui-ci, il a permis aux Inuit de maintenir leurs valeurs traditionnelles en matière de justice. Il a lancé l'utilisation de loteries pour la collecte de fonds en faveur de diverses initiatives, dont un centre d'accueil pour les jeunes. En tant que conseiller financier, il a appuyé des entreprises commerciales créatrices d'emplois tout en favorisant un sentiment de solidarité dans sa communauté.

FRED FARHAD SOOFI

Regina (Saskatchewan)

Fred Farhad Soofi, un entrepreneur, est un chef de file très respecté dans la lutte pour la justice humaine. En alliant sa réussite commerciale à sa volonté d'aider les nouveaux arrivants au Canada, il contribue à améliorer la façon dont le public perçoit les immigrants et les réfugiés. M. Soofi se consacre, comme bénévole, à de nombreuses organisations, dont la Regina Coalition for Refugees. Il participe également à une initiative du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration en tant que membre d'un comité chargé d'améliorer l'image des immigrants au Canada.

JESTINA BLAKE-HILL

Regina (Saskatchewan)

Depuis 1981, Jestina Blake-Hill oeuvre auprès de plusieurs organisations dans le but d'éliminer les obstacles à une pleine participation des femmes noires à la vie de la société canadienne. Son action auprès du National Congress of Black Women et de l'organisme Visible Minority Women of Regina ont contribué à pousser les femmes noires à relever de nouveaux défis. Elle a à maintes occasions reçu chez elle des femmes battues en quête d'un refuge et des familles d'immigrants pour faciliter leur adaptation à un nouveau pays.

MUMULLA V. NAIDU

Brandon (Manitoba)

Par l'enseignement, ses activités civiques et le journalisme, Mumulla V. Naidu s'emploie à promouvoir les idéaux de la non-violence, des droits de la personne et de la démocratie. Ses nombreux écrits sont diffusés au Canada comme à l'étranger afin de favoriser l'harmonie entre tous les peuples. Sa volonté d'accroître la paix dans le monde l'a incité à oeuvrer auprès de tout un éventail d'organisations, de groupes voués aux jeunes et d'associations religieuses, tout en continuant à motiver ses étudiants à prendre fait et cause pour le multiculturalisme.

YUDE HENTELEFF, C.R.

Winnipeg (Manitoba)

Grâce à ses efforts, Yude Henteleff améliore grandement la qualité de vie de nombreuses personnes ayant des besoins particuliers dans sa communauté. En tant que président sortant de l'Association canadienne des troubles d'apprentissage, il a canalisé ses énergies pour faire en sorte que les enfants et les adultes ayant des difficultés d'apprentissage reçoivent des services adaptés à leurs besoins. Il a fait d'innombrables exposés sur les droits fondamentaux des personnes atteintes d'une déficience intellectuelle tout en continuant de favoriser la promotion de l'intégration des personnes handicapées dans la société canadienne.

JOHN BARBA-LINARDO LOMBARDI

Toronto (Ontario)

John Lombardi a contribué à favoriser l'harmonie entre les jeunes et la police du Grand Toronto par le truchement de ProAction, un organisme qui finance des programmes destinés aux jeunes. En tant que président-directeur général de CHIN Radio-TV International, il est en mesure de joindre un large éventail de groupes ethniques dans son action visant à promouvoir un esprit communautaire sain. Il reste un bénévole dévoué et un exemple à suivre pour son engagement envers la famille et l'unité nationale.

CHRIS HARRIS

Ottawa (Ontario)

En tant que président du Comité consultatif sur les minorités visibles de la ville d'Ottawa, Chris Harris a grandement contribué à améliorer les relations interraciales et la sensibilisation aux autres cultures. Par son dévouement, il a permis une plus grande compréhension et une meilleure connaissance de nos valeurs et de notre identité nationales.

NORMAN ET DELVA REBIN

Saskatoon (Saskatchewan)

L'attachement montré par Norman et Delva Rebin à la promotion de la coopération, de la coexistence et de la justice sociale les a incités à s'associer à de nombreux organismes de charité. Ensemble, ils ont contribué à l'élaboration de l'Integration Task Force Report. Ils sont les fondateurs du Good Neighbours Fund et de la Stress Youth/Jeunesse Foundation et les co-fondateurs de la Saskatchewan Association of Human Rights.

ERIC WILLIAM HOSKINS

Hamilton (Ontario)

Eric Hoskins se consacre à venir en aide à d'innombrables personnes dans le besoin partout dans le monde. Il a donné des soins médicaux à des milliers de survivants de la guerre du Golfe et s'est rendu dans des pays comme le Soudan et l'Éthiopie pour guérir les âmes et les corps. Il s'efforce de sensibiliser davantage la population au sort d'autrui de manière que toutes les nations du monde versent une aide dans les situations d'urgence.

SALVADOR CABUGAO

Brossard (Québec)

Tout en s'efforçant de mettre en valeur et de préserver son patrimoine philippin, Salvador Cabugao contribue grandement à l'unité nationale. En tant que président sortant du Conseil national des associations canadiennes-philippines, il a lancé de nombreux programmes destinés à aider ses concitoyens d'origine philippine à prendre davantage conscience de leurs responsabilités en tant que citoyens canadiens.

DAVID J. DANIEL

Dollard-des-Ormeaux (Québec)

David J. Daniel s'est efforcé de devenir un membre actif et un chef de file de la communauté indo-canadienne. En tant qu'enseignant et bénévole, il s'est employé à tisser des liens étroits entre différentes communautés culturelles. Par son action auprès d'organismes comme l'Association nationale des Canadiens d'origine indienne, M. Daniel a incité ses concitoyens d'ascendance indienne à oeuvrer en faveur de l'unité culturelle dans leur communauté.

EILEEN MELISSA MONTGOMERY

St-Lambert (Québec)

Par son action bénévole, Eileen Montgomery a offert espoir et assistance à de nombreuses personnes défavorisées de sa communauté. Pendant plus de vingt-cinq ans, elle a oeuvré auprès de l'Église Unie, obtenant une aide financière et un soutien moral aux personnes en difficulté. Même âgée de quatre-vingt-trois ans, elle continue de consacrer de son temps et de son énergie aux défavorisés.

ERIC L. TEED

Saint John (Nouveau-Brunswick)

Membre de longue date de la Fédération canadienne du civisme, Eric Teed a encouragé des chefs de file et des jeunes à prendre fait et cause pour le multiculturalisme. Il a fait de nombreux exposés sur la citoyenneté canadienne et les responsabilités qui en découlent tout en oeuvrant auprès d'organismes de jeunes en tant que président du Comité du drapeau canadien, afin de favoriser une plus grande compréhension de notre drapeau national.

MUHAMMAD ARIF

Fredericton (Nouveau-Brunswick)

En tant que co-fondateur de la Human Rights Awareness Association of Fredericton, Muhammad Arif a grandement contribué à promouvoir les droits fondamentaux, l'égalité et l'équité pour les immigrants et les membres des minorités visibles. Il est un défenseur des femmes immigrantes, des relations interraciales et de l'accès des immigrants aux métiers et aux professions. En 1990, il a contribué à convaincre le Nouveau-Brunswick d'inclure les minorités visibles dans les groupes visés par l'équité en matière d'emploi.

CALVIN W. RUCK

Dartmouth (Nouvelle-Écosse)

Au fil des ans, Calvin Ruck s'est fait le défenseur des droits, de l'égalité et de la liberté des Noirs dans sa communauté. Sa contribution bénévole, ainsi que son expérience comme membre de la Commission des droits de la personne de la Nouvelle-Écosse, ont favorisé une plus grande reconnaissance du patriotisme des Noirs et un plus grand respect de la culture et des traditions noires.

NOËL DOUCETTE

St. Peter's (Nouvelle-Écosse)

Noël Doucette se consacre à l'amélioration de la qualité de la vie pour ses concitoyens autochtones en Nouvelle-Écosse. Il s'emploie à aider ses concitoyens en les incitant à se détacher du régime d'assistance sociale. En motivant ses concitoyens à mener des études supérieures, il a grandement contribué à réduire le taux de chômage parmi les Micmacs et a fait en sorte que l'impuissance et l'apathie cèdent la place à des attitudes plus positives et plus productives.

LETI LA ROSA

Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)

En tant que présidente sortante de la Filipino-Canadian Association of P.E.I., Leti La Rosa s'est consacrée à défendre les droits civiques des nouveaux arrivants tout en s'efforçant de préserver leur patrimoine et leur culture. Elle a lancé plusieurs projets communautaires destinés à faciliter l'établissement des immigrants et leur adaptation à la société canadienne. En donnant fréquemment des ateliers et des conférences, elle a contribué à aplanir les obstacles culturels et à faire échec à la discrimination.

GERALDINE CHAFE RUBIA

St. John's (Terre-Neuve)

Geraldine Chafe Rubia a contribué à l'intégration à la société canadienne de nombreuses personnes ayant une déficience physique ou intellectuelle ou des difficultés d'adaptation. En créant le Longside Club, elle a donné aux personnes handicapées un lieu où celles-ci peuvent suivre une formation professionnelle, l'accent étant mis sur l'alphabétisation en tant que clef du savoir. Elle continue d'oeuvrer comme bénévole auprès d'organismes afin d'améliorer la qualité de la vie des personnes handicapées.

LES GUIDES DU CANADA

Toronto (Ontario)

Les Guides du Canada ont pour objectif d'aider les jeunes femmes à devenir des citoyennes responsables en leur instillant l'aptitude au commandement et la confiance en soi. Tout en favorisant un sentiment de bien-être et d'intégrité, les Guides donnent à leurs membres confiance en leurs moyens, certes, mais aussi renforcent leur sens civique et leur solidarité mondiale. Elles participent à un large éventail de projets et de programmes destinés à apporter de l'aide, là où on en a besoin, qu'elle soit de nature financière, morale ou autre.

UNITED CHINESE COMMUNITY ENRICHMENT SERVICES SOCIETY

Vancouver (Colombie-Britannique)

Depuis 1974, l'organisme United Chinese Community Enrichment Services Society (SUCCESS) aide les nouveaux arrivants à surmonter les obstacles linguistiques et culturels dans leur communauté. Par le truchement de cours d'instruction civique, de formation linguistique et de l'acquisition de compétences, l'organisme vient en aide aussi bien aux jeunes qu'aux personnes âgées. Des ateliers, des conférences et des programmes réguliers favorisent son objectif de soutien mutuel et de compréhension interculturelle.

Citizenship and Immigration Canada

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

January 27, 1995
95-02

Immigration Minister Removes the Visitor Visa Requirement for Nationals of the Republic of Chile

OTTAWA -- The Minister of Citizenship and Immigration Canada, Sergio Marchi, announced today that citizens of the Republic of Chile will no longer be required to obtain visitor visas in order to visit Canada. On a reciprocal basis, Canadian nationals will be exempted from the Chilean visitor visa, so as to facilitate their travel to Chile. This change will come into effect February 1, 1995.

"The proposed amendment to the Immigration Regulations will enhance business and economic transactions, as well as promote tourism and cultural exchanges, " said the Minister.

This decision was made possible because the Chilean authorities have agreed to co-operate with the Canadian government in combatting illegal migration from the region and in accepting the return of any Chilean citizens not permitted to stay in Canada.



Government
of Canada Gouvernement
du Canada

Canada

Approximately 4,000 visas are issued annually to Chilean citizens by the Canadian visa office in Santiago.

-30-

For information:

. Judy Morrison
Minister's Office
(819) 994-2424

Pam Cullum
Public Affairs Branch, NHQ
(819) 953-2812

. Daniel Jean
Immigration Control
(819) 997-3887

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

27 janvier 1995
95-02

Le ministre de l'Immigration dispense les
ressortissants de la République du Chili du visa de
visiteur

OTTAWA -- Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Sergio Marchi, a annoncé aujourd'hui qu'à compter du 1^{er} février 1995, les citoyens de la République du Chili n'auront plus besoin de visa de visiteur pour venir en visite au Canada. A compter de la même date, la réciprocité s'appliquera aux ressortissants canadiens qui se verront ainsi dispensés de devoir obtenir un visa de visiteur pour se rendre au Chili, ce qui facilitera leurs voyages dans ce pays.

«La modification du Règlement sur l'immigration, qui est proposée, va permettre d'accroître les transactions économiques et commerciales de même que de favoriser le tourisme et les échanges culturels», a déclaré le Ministre.

Cette décision a pu être prise parce que les autorités chiliennes ont accepté de collaborer avec le gouvernement canadien pour lutter contre les migrants clandestins originaires de la région et pour accepter de voir rentrer chez eux les ressortissants chiliens à qui sera refusée l'autorisation de demeurer au Canada.



Près de 4 000 visas sont délivrés chaque année à des citoyens du Chili par le bureau canadien des visas de Santiago.

- 30 -

Pour renseignements :

- Judy Morrison
Cabinet du Ministre
(819) 994-2424
- Pam Cullum
Direction générale des
Affaires publiques, AC
(819) 953-2812
- Daniel Jean
Contrôle de l'immigration
(819) 997-3887

11
- N26

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 2, 1995

95-03

Minister Marchi Announces Single Member Refugee Panels

OTTAWA - The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration today announced planned changes to the *Immigration Act* that would permit the Refugee Division of the Immigration and Refugee Board (IRB) to conduct hearings with single member panels. The move is intended to strengthen the IRB's ability to carry out its important mandate as a specialized, independent tribunal and will eventually realize efficiencies.

The mandate of the IRB is to identify those asylum seekers in need of Canada's protection and to adjudicate fairly and efficiently all immigration appeals and inquiries. The United Nations estimates that there are as many as 125 million people on the move annually. Of that number, 23 million are refugees. Those seeking asylum in Canada are heard before the IRB's Refugee Division, which assesses whether they meet the definition of Convention refugee found in the *Immigration Act*.



As the Minister indicated in his speech in the House during the Budget debate, "The government is announcing a plan to streamline Canada's process for identifying refugees who need this country's protection. In doing so, the refugee determination system will become fairer, faster and more cost effective. Canada needs this change."

A change to the *Immigration Act* will be necessary to allow the Board to conduct hearings on refugee claims with a single member panel rather than the current two member panels. The reduction in panel size will expedite decision making while ensuring fair, well-justified decisions. For more complex cases, the IRB chairperson will have the prerogative to assign multiple member panels.

The change is a product of the ongoing government-wide program review. It is anticipated that the reduction in the number of Refugee Division members, from the current 175 to 112, will result in annual savings of \$5.7 million. The government will begin to realize these savings in 1996. As part of the government's "Red Book" commitments on immigration, these funds will be used to resettle refugees from overseas.

- 30 -

For information:

Minister's Office
Judy Morrison
(819) 994-2424

Refugee Protection Policy Division
John Butt
(819) 997-9174

Public Affairs
Pamela Cullum
(819) 953-2812

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 2, 1995

95-04

Minister Marchi Announces Advisory Committee for Selecting Board Members

OTTAWA - The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration today announced the creation of an Advisory Committee to assist in the selection of all Immigration and Refugee Board (IRB) members with Mr. Gordon Fairweather as its chairperson. The Committee will reinforce the independence of the IRB and the transparency of the selection process while strengthening the calibre of its decision makers.

As the Minister indicated in his speech in the House during the Budget debate, "This advisory committee will ensure that only qualified candidates are recommended to the government for appointment. It will be responsible for ensuring that a balance is met between the board's objective standards and an increasing public demand for more political accountability. We want the best people for the job."



To ensure the continued high quality of appointments to the Board, the Advisory Committee, consisting of the Chairperson and four Committee members, will use objective standards to recommend those most qualified to be appointed or re-appointed to the Board. The IRB Chairperson will be a member of the Committee. The Minister, with advice from the Committee Chairperson, will fill the remaining vacancies with representatives from the legal community and non-governmental organizations involved in refugee matters, as well as members of the general public.

The Committee members will not be paid. They will only be reimbursed for the expenses they incur in the performance of their duties. It is expected that they will serve a two year term.

A biographical note on Mr. Fairweather is attached.

- 30 -

For information:

Minister's Office
Judy Morrison
(819) 994-2424

Refugee Protection Policy Division
John Butt
(819) 997-9174

Public Affairs
Pamela Cullum
(819) 953-2812

BIOGRAPHY

Gordon Fairweather

Mr. Fairweather was born in New Brunswick, served in the Canadian Navy in the Second World War and graduated from the Faculty of Law, University of New Brunswick.

He was first elected to the Legislative Assembly of New Brunswick in 1952, re-elected twice and was the Attorney General for New Brunswick from 1958 to 1960. He was elected to the House of Commons five times. He was appointed the first Chief Commissioner of the Canadian Human Rights Commission in 1977 and served as the founding Chairman of the Immigration and Refugee Board from 1989 - 1992.

Mr. Fairweather observed elections in Zimbabwe, El Salvador, Guatemala and Malaysia and headed the Canadian delegation at the United Nations Commission on Human Rights in Geneva on three occasions.

Mr. Fairweather is an Officer of the Order of Canada and received the Outstanding Achievement Award of the Public Service for 1990.

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 11, 1995
95-05

National Citizenship Week 1995



OTTAWA -- The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, invites all Canadians to participate in National Citizenship Week 1995, April 17 to 23.

"National Citizenship Week is a time to share what it means to be Canadian with our friends, family and neighbours - and with newcomers to our communities," said Minister Marchi. "We need to be reminded of the exceptional value of our Canadian citizenship and the rights and responsibilities which go with it."

National Citizenship Week was declared in 1987 to commemorate the 40th Anniversary of the first *Canadian Citizenship Act*. The week of April 17 was chosen as National Citizenship Week to coincide with the proclamation of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, signed into law as part of the *Constitution Act* on April 17, 1982.

A series of activities and events will take place in cities throughout Canada during National Citizenship Week 1995. They include special citizenship ceremonies where new Canadians will take the Oath of Citizenship and invited guests will reaffirm their citizenship.

Minister Marchi will be travelling across the country and will personally participate in several of these ceremonies. His itinerary is attached.

- 30 -

For information:

Minister's Office
Judy Morrison
(819) 994-2424

Public Affairs
John Oliver
(819) 994-3763



Tuesday, April 18

- 11:30 a.m. Toronto Citizenship and Reaffirmation Ceremony
with Order of Canada recipient, Ed Mirvish
Royal Alexandra Theatre
Contact: Barbara Cappuccitti (416) 963-6203
- 4:00 p.m. Montreal Citizenship and Reaffirmation Ceremony
with the Honourable Alfonso Gagliano, Secretary of State
(Parliamentary Affairs), and
Order of Canada recipient, Roger D. Landry
Piano Nobile, Place des Arts
Contact: Rose-Lise Arrelle (514) 283-5637

Wednesday, April 19

- 2:00 p.m. Vancouver Citizenship Ceremony
Canada Place, Harbourview Room
Contact: Kelly Ip (604) 666-2315
- 4:30 p.m. Vancouver Launch of the Clifford Sifton Lecture Series
with Denise Chong, author and guest lecturer
Canada Place, Harbourview Room
Contact: Robert Godfrey (604) 666-8185

Thursday, April 20

- 12:00 p.m. Hull Citizenship and Reaffirmation Ceremony
with the Hon. Marcel Massé representing the
Hon. Sergio Marchi, Minister of Citizenship and
Immigration, and
Order of Canada recipient, Max Keeping
Canadian Museum of Civilization
Contact: Tamara Candido (819) 994-4368

Friday, April 21

- 12:30 p.m. Ottawa Citizenship and Reaffirmation Ceremony
with Order of Canada recipient, Dr. Shirley Thompson
National Gallery of Canada
Contact: Clark Goodman (613) 992-1356

Communiqué

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

11 avril 1995
95-05

Semaine nationale de la citoyenneté 1995

OTTAWA -- L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, invite tous les Canadiens et toutes les Canadiennes à participer à la Semaine nationale de la citoyenneté 1995, qui se tient du 17 au 23 avril.

«La Semaine nationale de la citoyenneté est l'occasion de partager ses vues sur ce que signifie être Canadien, avec ses amis, sa famille et ses voisins, de même qu'avec les nouveaux arrivants de nos collectivités, a déclaré M. Marchi. Il faut nous rappeler la qualité exceptionnelle de notre citoyenneté canadienne ainsi que les droits et responsabilités qui l'accompagnent.»

La Semaine nationale de la citoyenneté a été proclamée pour la première fois en 1987 pour marquer le 40^e anniversaire de la première *Loi sur la citoyenneté*. Il a été décidé de faire de la semaine du 17 mars la Semaine nationale de la citoyenneté en raison de sa coïncidence avec la proclamation de la *Charte canadienne des droits et libertés*, qui a été intégrée à l'*Acte constitutionnel*, le 17 avril 1982.

De nombreuses activités se dérouleront dans plusieurs villes à travers le pays au cours de la Semaine nationale de la citoyenneté 1995. Il y aura notamment des cérémonies spéciales où des nouveaux Canadiens prêteront le serment de citoyenneté et où des invités réaffirmeront leur attachement à leur citoyenneté.

Le ministre Marchi parcourra le pays et participera à plusieurs cérémonies d'attribution et de réaffirmation de la citoyenneté. Vous trouverez ci-joint son itinéraire.

- 30 -

Renseignements :

Cabinet du ministre
Judy Morrison
(819) 994-2424

Affaires publiques
John Oliver
(819) 994-3763



le mardi 18 avril

- 11 h 30 Toronto Cérémonie d'attribution et de réaffirmation de la citoyenneté avec Ed Mirvish, récipiendaire de l'Ordre du Canada
Royal Alexandra Theatre
Renseignements : Barbara Cappuccitti (416) 963-6203
- 16 h Montréal Cérémonie d'attribution et de réaffirmation de la citoyenneté en présence de l'hon. Alfonso Gagliano, secrétaire d'État aux affaires parlementaires, et de Roger D. Landry, récipiendaire de l'Ordre du Canada
Piano Nobile, Place des Arts
Renseignements : Rose-Lise Arrelle (514) 283-5637

le mercredi 19 avril

- 14 h Vancouver Cérémonie de remise de certificats de citoyenneté
Canada Place, Harbourview Room
Renseignements : Kelly Ip (604) 666-2315
- 16 h 30 Vancouver Inauguration des conférences Clifford Sifton en compagnie de Denise Chong, auteure et conférencière invitée
Canada Place, Harbourview Room
Renseignements : Robert Godfrey (604) 666-8185

le jeudi 20 avril

- 12 h Hull Cérémonie d'attribution et de réaffirmation de la citoyenneté
L'hon. Marcel Massé représente l'hon. Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration; il est accompagné de Max Keeping, récipiendaire de l'Ordre du Canada
Musée canadien des civilisations
Renseignements : Tamara Candido (819) 994-4368

le vendredi 21 avril

- 12 h 30 Ottawa Cérémonie d'attribution et de réaffirmation de la citoyenneté avec Shirley Thompson, récipiendaire de l'Ordre du Canada
Musée des beaux-arts du Canada
Renseignements : Clark Goodman (613) 992-1356

100-100
-NDG

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 19, 1995

95-06



First Annual Clifford Sifton Lecture Series

VANCOUVER — The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today launched the first Clifford Sifton Lecture Series in Vancouver as part of special activities to mark National Citizenship Week. Noted author Denise Chong, whose best-selling book, *The Concubine's Children*, was a finalist for the 1994 Governor General's Literary Awards, is the first guest lecturer.

Ms. Chong will present her perspective on "Being Canadian" at an event at Canada Place on Wednesday, April 19, at 4:30 p.m. Pacific time. This event is co-hosted by the Laurier Institution.

This lecture series bears the name of a very distinctive Canadian. Perhaps no single person has played a greater role in the shaping of Canada's immigration policy than Sir Clifford Sifton. Minister of the Interior from 1896 to 1905, Sifton made it his goal to advance economic development and growth in



Western Canada. In these few short years, he increased immigration to Canada by a factor of eight, and made the recruitment of skilled agriculturalists and labourers the top priority of his department. His efforts in actively recruiting farmers from Eastern Europe were a major step in creating the culturally diverse nation that we know and enjoy today.

Each year, the Clifford Sifton Lecture Series will be held in a different city in Canada. It will provide the opportunity for distinguished Canadians from every part of the country to share with others their thoughts on the importance of our citizenship and the unifying bonds that hold us together.

"We are honoured to have Ms. Chong as our first guest lecturer," said the Minister. "The richness and complexity of her own family history—spanning the enormous distance between China and Canada—are part of the unique heritage which defines this country and keeps it strong."

FOR INFORMATION:

Minister's Office
Judy Morrison
(819) 994-2424

Public Affairs Headquarters
John Oliver
(819) 994-3763

Public Affairs
B.C. Region
Robert Godfrey
(604) 666-8185



THE
CLIFFORD **S**IFTON
LECTURE SERIES

PERSPECTIVES ON CANADIAN CITIZENSHIP

THE FIRST ANNUAL
CLIFFORD SIFTON LECTURE

GIVEN BY
DENISE CHONG

WEDNESDAY, APRIL 19, 1995
CANADA PLACE
VANCOUVER, BRITISH COLUMBIA



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Canada

CHECK AGAINST DELIVERY

I join Mr. Marchi in paying tribute both to the Laurier Institution for its valuable contribution to public debate and to Clifford Sifton, a bold, imaginative, proud Canadian. The Professional Association of Foreign Service Officers deserves credit for the idea of this lecture series in his name.

When you write the family memoir, you find yourself thinking of the journeys that people take that bring them together, that join my name with that of Clifford Sifton. Our families began on opposite sides of the globe. Four generations ago, my grandfather crossed the Pacific Ocean. He left a dusty village in south China, stepped out on land again in the port of Vancouver. Two generations before my grandfather, Clifford Sifton's grandfather crossed the Atlantic. He left Tipperary, Ireland, and came ashore at the port of Quebec City.

The soil under these very floorboards of Canada Place recall the Canadian beginnings of both my family and Clifford Sifton's. We stand here on the original waterfront of the port of Vancouver, adjacent to the western terminus of the Canadian Pacific Railway. That transcontinental railway was Canada's national dream and thousands of Chinese workers helped make it a reality. My ancestors arrived at this port some years after the construction of the railway. But Clifford Sifton's ancestors did help build the Canadian Pacific. His father's construction company prepared the bed for 175 kilometres of the main line in Manitoba. The scale of the accomplishment of the transcontinental railway parallels the achievements of the Sifton family: Sifton's brother was premier of Alberta and Sifton himself, as Minister of the Interior in the Laurier government, almost singlehandedly created and sculpted the early landscape of settlement across the Prairies.

Let us imagine ourselves at two different seaports. If instead of these floorboards, we were standing on the wooden planks of Vancouver's old port, we would be a crowd looking out at the arriving boats. If this was 1913, typical among them would be a packed freighter, unloading a human cargo. All men, all Chinese. Among them, one is dressed differently. Instead of a mandarin-collared jacket, pajama-like trousers and sandals, he wears a tailored western suit and a fedora – attire he thought would make a better impression in the new world. That man was my grandfather.

Now imagine ourselves a continent away, at the seaport of Hamburg, at about the same time. That seaport was then the main point of embarkation for people who wanted to leave central Europe. Among us watching the activity at dockside is Clifford Sifton. He peruses the would-be emigrants. It was his opinion that for every twenty, one "might find one escaped murderer, three or four wasters and ne'er do wells, some very poor shopkeepers, artisans or labourers, and... one or two stout, hardy peasants in sheepskin coats."

Sifton wanted those peasants for Canada. My grandfather was also a peasant. He wasn't stout; he was thin. He never owned a sheepskin coat. Sifton wasn't impressed with the likes of him. "I am unequivocally opposed to the allowing of Asiatics to settle in Canada. They are not adapted to our country," he once said. He had no doubt who was the 'right' settler to adapt to life on the Canadian Prairies. In his opinion, they weren't the Chinese. Neither were they Blacks nor Jews. Nor English city-dwellers. Sifton had no interest either in the ancestors of the present Minister of Citizenship and Immigration, Mr. Marchi. "I have explained at least a dozen times that I don't want anything done to facilitate Italian immigration," Sifton once said. He added, "It seems to be difficult to get it through the heads of our (immigration) officers."

Was Sifton racist? Yes, in that he wooed only white immigrants to Canada. But, in his time Sifton in fact came under attack for not being selective enough. He parried with journalists and politicians who called his settlers "the scum of Europe" and "Sifton's pets." His policies, they said, were akin to "bringing vermin into a new house". Critics said if there had to be immigrants, let them be of British stock. For them, Sifton's "next best" was not good enough. The public cry to "Keep Canada White" gave rise to the steep head tax on the Chinese. It would find its worst expression after Sifton's tenure, in the 1923 exclusion act against the Chinese, the one specifically racist law in Canadian history. It barred people of Chinese origin from immigrating to Canada. It would stay on the books for 25 years.

Canada has come a long ways from the narrow-mindedness and the fear-mongering that stalked early immigration policy. Some credit is due Sifton himself. It was he who believed that immigrants could help build the nation. It was he who set a tone of openness. It was he who sowed the first seeds of diversity and multiculturalism. Those themes define Canadian society today.

* * *

I ask myself what it means to me to be a Canadian. I was lucky enough to be born in Canada. So, I look back at the price paid by those who made the choice that brought me such luck.

South China at the turn of the century became the spout of the tea pot that was China. It poured out middle class peasants like my grandfather, who couldn't earn a living at home. He left behind a wife and child. My grandfather was 36 when exclusion came in. Lonely and living a penurious existence, he worked at a sawmill on the mud flats of the Fraser River, where the Chinese were third on the pay scale behind "Whites" and "Hindus". With the door to Chinese immigration slammed shut, men like him didn't dare even go home for a visit, for fear Canada might bar their re-entry. With neither savings enough to go home for good, nor the means once in China to put rice in the mouths of his wife and child there, my grandfather wondered when, if ever, he could return to the bosom of a family. He decided to purchase a concubine, a second wife, to join him in Canada.

The concubine, at age 17, got into Canada on a lie. She got around the exclusion law in the only way possible: she presented the authorities with a Canadian birth certificate. It had belonged to a woman born in Ladner, British Columbia, and a middleman sold it to my grandfather at many times the price of the old head tax. Some years later, the concubine and my grandfather went back to China with their two Vancouver-born daughters. They lived for a time under the same roof as my grandfather's first wife. The concubine became pregnant. Eight months into her pregnancy, she decided to brave the long sea voyage back so that her third child could be born in Canada. Her false Canadian birth certificate would get her in. Accompanied by only my grandfather, she left China. Three days after the boat docked, on the second-floor of a tenement on a back alley in Vancouver's Chinatown, she gave birth to my mother.

Canada remained inhospitable. Yet my grandparents *chose* to keep Canada in their future. Both gambled a heritage and family ties to take what they thought were better odds in the lottery of life. The gratitude owed them can perhaps best be expressed by my mother's brother in China - the son of my grandfather and his first wife. In the late 1980s, my mother and I found the family left behind. My uncle pressed a letter into my mother's hand on the last night of our visit. It read, in part, "As parents, who would not be concerned about the future of his or her children? I hope to get my children out of China to take root in Canada. Then, the roots of the tree will grow downward and the leaves will be luxuriant. We will be fortunate, the children will be fortunate and our children's children will be fortunate. The family will be glorious and future generations will have a good foundation..."

My own sense, four generations on, of being Canadian is one of belonging. I belong to a family. I belong to a community of values. I didn't get to choose my ancestors, but I can try to leave the world a better place for the generations that follow. The life I lead begins before and lingers after my time.

The past holds some moral authority over us. Rather than forget it, we must acknowledge that we have one, and learn the lessons of it. We have to be vigilant about looking past the stereotypes and seeing the contrasting truths. It means understanding that someone's grandfather didn't change the family name from French to English to forsake his heritage, but to make it easier to find a job. It means lifting the charge against the early Chinese of having no family values by seeing how the laws and history cleaved their families in two. It means going to the Legion and looking at a Sikh and seeing the veteran as well as the turban.

If we don't, we won't see that the layers of injustice cut deep. It happened in my own family. My grandfather couldn't afford a concubine. To repay the cost of my grandmother's false papers and passage to Canada, he indentured her as a tea house waitress. In the bachelor societies of the Chinatowns of their day, a *kay toi neu* was seen as one and the same as a prostitute--both were there to woo men to spend money. My grandmother would spend the rest of her lifetime trying to climb up from that bottom rung of society. I too condemned my *Popo*, until I learned what she had been fighting against all her life.

Despite the luck of my mother's birth, discrimination continued to cast a long shadow over her growing-up years. Her parents separated. In neither of their lifetimes would either find work outside Chinatown. My mother knew too well the path to the pawn shop where she accompanied her mother to translate as she bargained her jewelry to pay her gambling debts. The wall on my mother's side of the bed at the rooming house was wallpapered with academic achievement certificates. My mother wanted to become a doctor. She didn't know then that it would be years after her time before the faculty of medicine at the University of British Columbia would admit its first Chinese student. Despite the narrow confines of her life, the opportunity of education gave my mother a chance to dream.

Eventually, exclusion against Chinese immigration was lifted and other barriers of discrimination started to fall. My mother's generation was the last to grow up in Chinatown. Gradually, the Chinese became part of the larger society. In 1947, my mother no longer had to call herself Chinese. With exclusion lifted, and the new citizenship act that Canada brought in that same year, for the first time in her life my mother could call herself Canadian.

My parents walked out from the shadow of the past. They were determined to raise their five children as Canadians. In our own growing-up years in Prince George, my mother wanted us to be as robust as our playmates; she enriched the milk in our glasses with extra cream. My parents wanted us to take to heart the Canadian pastimes. They bought us skis to share among us. Every winter they bought us new used skates. There was a piano upstairs on which we learned to play *O Canada* for school assemblies. There was a hockey net in the basement so my brothers could practice for the pond.

My parents wanted us to understand that we were part of Canada's future. They instilled the importance of education. They encouraged us to believe that individuals could make a difference. I remember when Mr. and Mrs. Diefenbaker came to Prince George. I remember when a dashing Pierre Trudeau made his first visit. My parents made sure we were turned out to greet every visiting dignitary. My grandparents, in their time, were barred from government jobs. I, their granddaughter, would come to work as senior economic advisor to Prime Minister Pierre Trudeau.

I am now the mother of two young children. I want to pass on a sense of what it means to be Canadian. But what worries me as a parent, and as a Canadian, is whether we can fashion an enduring concept of citizenship that will be the glue that holds us together as a society.

* * *

Curiously, Canadian citizenship elicits the most heartfelt response *outside* Canada. Any Canadian who has lived or travelled abroad quickly discovers that Canadian citizenship is a coveted possession. In the eyes of the rest of the world, it stands for an enlightened and gentle society.

Can we find a strong concept of citizenship that could be shared by all Canadians when we stand on our own soil? Some would say it is unrealistic to expect a symbol to rise out of a rather pragmatic past. We spilled no revolutionary blood, as did France – where the word *citoyen* was brought into popular usage – or America. Some lament the absence of a founding myth; we don't have the equivalent of a Boston Tea Party. Others long for Canadian versions of heroes to compete with the likes of American images that occupy our living rooms and our playgrounds.

The one Canadian symbol with universal recognition is the flag. But where does the maple leaf strike a chord? Outside Canada. On the back packs of Canadian travellers. Of late, in Great Britain and Ireland, flying from the masts of the boats of local fishermen as a show of support for Canada in its turbot dispute with Spain.

Some say Canadian citizenship is devalued because it is too easy to come here. But what sets Canadian society apart from others is that ours is an inclusive society. Canada's citizenship act remains more progressive than many countries. Canadians by immigration have equal status with Canadians by birth. In contrast, in western Europe, guest workers, even if they descend from those who originally came, can be sent "home" any time. In Japan, Koreans and Filipinos have no claim to the citizenship of their birth. The plight of Palestinians in Kuwait after the Gulf War gave the lie to a "free Kuwait".

Canadian citizenship recognizes differences. It praises diversity. It is what we as Canadians *choose* to have in common with each other. It is a bridge between those who left somewhere to make a new home here and those born here. What keeps the bridge strong is tolerance, fairness, understanding and compassion. Citizenship has rights and responsibilities. I believe one responsibility of citizenship is to use that tolerance, fairness, understanding and compassion to leaf through the Canadian family album together.

My family story is about one family living on two sides of the globe, in a village in China and in the Chinatowns of the west coast of Canada. I knew I had to understand my grandparents' difficult and tangled decision to leave China for an unknown land. I had to understand the cultural baggage they brought, in order to see what they shed along the way and what they preserved. I had to see what they created anew as they acquired western sensibilities.

I also had to open the windows on the old Chinatowns in Canada. I had first to chip away at the layers of paint that stuck them shut, so intent had the former inhabitants been on shutting out inquiry. Some wondered why I'd want to write the story of my grandfather, who came a peasant and lived out his days alone in a rooming house. And why my grandmother, who lived by the wages and wits that came with being a *kay toi neu*? I see no honour lost in laying down the truth of their lives. It re-visits the once harsh verdict I myself had.

The same holds true for other leaves of the Canadian album. Often, the only ones whose memory is preserved are those who either prayed or worked hard, or both. But others are just as real, if not more so, with their strengths and weaknesses, triumphs and foibles. My story happens to take place in dingy rooming houses, alleyways and mah jong parlours in decaying Chinatowns. The backdrop of others may be the church basement, the union hall, school or hockey rink, or even the front porch. These stories, like mine, serve to illuminate Canada's social history.

How we tell our stories is the work of citizenship. The motive of the storyteller should be to put the story first. To speak with authenticity and veracity is to choose narrative over commentary. It is not to glorify or sentimentalize the past. It is not to sanitize our differences. Nor to rail against or to seek compensation today for injustices of bygone times. In my opinion, to try to rewrite history leads to a sense of victimization. It marginalizes Canadians. It backs away from equality in our society, for which we have worked hard to find expression.

I believe our stories ultimately tell the story of Canada itself. In all our pasts are an immigrant beginning, a settler's accomplishments and setbacks, and the confidence of a common future. We all know the struggle and victory, the dreams and the lost hopes, the pride and the shame. When we tell our stories, we look in the mirror. I believe what we will see is that Canada is not lacking in heroes. Rather, the heroes are to be found within.

* * *

The work of citizenship is not something just for the one week that we celebrate citizenship every year. It is part of every breath we take. It is the work of our lifetimes.

The world is changing, and changing fast. People's lives are on the move. We travel more. We move to take new jobs, to find a bigger house, to live next to the schools we want our children to go to, to find a smaller house when they've grown up and left home. Families are far-flung, even to different continents. Children may have more than one home, a parent in each. Few of us as adults live in or can even re-visit our childhood home. Some of us can not even return to the neighbourhoods of our childhood and find the landscape familiar.

There are political pressures that could redefine Canada as we know it. Canadians continue to debate the future of the federation and question whether the country is governable. A growing regionalism could fracture the national interest. On a global scale, the trend is integration, economically and culturally. The availability and dominance of American culture crowds our ability as Canadians to find the time and space to preserve our own culture and to share it with each other. Clicking the remote control and finding the television show of our choice is a display of our consumerism, not our Canadianism. Somehow, in this rapidly changing, busy world, we have to satisfy the emotional longing for roots, for understanding who we are, and what we are.

If we do some of this work of citizenship, we will stand on firmer common ground. Sharing experience will help build strength of character. It will explain our differences, yet make them less divisive. We will yell at each other less, and understand each other more. We will find a sense of identity and a common purpose. We will have something to hand down to the next generation.

My grandfather's act of immigration to the new world and the determination of my grandmother, the girl who first came here as a *kay toi neu*, to chance the journey from China back to Canada so that my mother could be born here, will stand as a gift to all future generations of my family. Knowing they came hoping for a better life makes it easy to love both them and this country.

In the late 1980s, I would find myself in China, on a two-year stint living in Peking and working as a writer. In a letter to my mother in Prince George, I confessed that, despite the predictions of friends back in Canada, I was finding it difficult to feel any "Chineseness". My mother wrote back: "You're Canadian, not Chinese. Stop trying to feel anything." She was right. I stopped such contrivances. I was Canadian; it was that which embodied the values of my life.

Le monde change et change rapidement. La vie que mènent les gens évolue aussi rapidement. Nous voyageons d'avantage, nous déménageons pour occuper de nouveaux emplois, pour trouver une maison plus grande ou pour habiter près de l'école où nous voulons inscrire nos enfants; nous cherchons ensuite une maison plus petite une fois qu'ils ont grandi et sont partis. Les familles sont dispersées, même sur des continents différents. Les enfants peuvent maintenant avoir plus d'une maison, avec un parent dans chacune. Il n'y a qu'un petit nombre des adultes que nous sommes à pouvoir vivre dans la maison de leur enfance, ou même tout simplement la revoir. Certains d'entre nous ne peuvent pas retourner sur les lieux de leur enfance et revoir les paysages familiers.

Des pressions politiques s'exercent qui pourraient entraîner une redéfinition du Canada que nous connaissons. Les Canadiens continuent à débattre de l'avenir de la fédération et se demandent si leur pays est gouvernable. Un régionalisme plus puissant pourrait briser la trame nationale. À l'échelle mondiale, la tendance est à l'intégration tant culturelle qu'économique. La disponibilité et la domination de la culture américaine étouffent notre aptitude, comme Canadiens, à trouver le temps et l'espace pour protéger notre propre culture et la partager avec d'autres. Prendre la télécommande pour choisir l'émission de télévision de notre choix est une manifestation de notre consumérisme et non pas de notre canadianté. Quelque part, il faut que nous trouvions, dans ce monde en évolution rapide et débordant d'activités, une façon de satisfaire l'attachement émotif à nos racines pour comprendre qui et ce que nous sommes.

Si nous faisons une partie de ce travail de citoyeneté, nous disposerons d'une base commune plus solide. Le partage de nos expériences nous aidera à renforcer notre personnalité. Cela nous permettra d'expliquer nos différences, tout en les rendant moins divisives. Nous nous critiquerons moins les uns les autres et nous nous comprendrons mieux. Nous parviendrons à un sens d'identité et visons des objectifs communs. Nous aurons quelque chose à transmettre à la génération suivante.

La décision de mon grand-père d'immigrer vers le nouveau monde et la détermination de ma grand-mère, la jeune fille qui est venue ici comme *kay toi neu*, qui a pris le risque de refaire le voyage de Chine au Canada pour que ma mère naisse ici, appartiennent comme des cadeaux à toutes les générations à venir de ma famille. Savoir qu'ils sont venus en espérant un sort meilleur me permet de les aimer tous les deux d'avantage, ainsi que ce pays.

À la fin des années 1980, j'ai passé deux ans en Chine à faire une enquête à Pékin et à écrire. Dans une lettre envoyée à ma mère à Prince George, je lui confessaï que, malgré les prédictions d'amis du Canada, j'éprouvais de la difficulté à me sentir Chinoise de quelque façon que ce soit. Elle m'a répondu dans les termes suivants : «Tu es Canadienne, pas Chinoise. Arrête d'essayer de ressentir quelque chose.» Elle avait raison. J'ai mis fin à ces recherches vaines. J'étais Canadienne, c'était cela qui donnait un sens à ma vie.

Ma famille est composée de deux groupes vivant aux antipodes, l'un dans un village de Chine et l'autre dans les Chinatown de la côte ouest du Canada. Je savais qu'il fallait que je parvienne à comprendre la décision difficile et complexe de mes grands-parents de quitter la Chine pour une terre inconnue. Je devais réussir à appréhender le bagage culturel qu'ils avaient en arrivant pour trouver les éléments qu'ils ont abandonnés au cours des années et ceux qu'ils ont conservés. Je devais réussir à cerner ce qu'ils avaient créé de nouveau en acquérant de nouvelles sensibilités occidentales.

Je me devais aussi d'ouvrir les fenêtres sur les vieux Chinatowns du Canada. Il fallait commencer par décaper les vieilles couches de peinture qui les obscurcissaient et qui avaient permis aux anciens habitants de se protéger contre la curiosité. Certains se sont demandés pourquoi je souhaiète écrire l'histoire de mon grand-père, ce paysan qui est arrivé et a vécu ici seul dans un meuble, et celle de ma grand-mère, qui avait acquis la vivacité d'esprit des *kay toi neu* en gagnant sa vie? Je ne trouve rien de déshonorant à raconter leur vie telle qu'elle fut. C'est une façon de remettre en cause les opinions tranchées que j'ai déjà eues à leur sujet.

Il en est de même des autres pages de l'album canadien. Il arrive souvent que les seules personnes dont on se souviennent soient celles qui ont prié ou travaillé dur, ou les deux. Les autres personnes dont on se souviendrait tout aussi vraies, si ce n'est pas plus, avec leurs forces et leurs faiblesses, leurs triomphes et leurs échecs. Il se trouve que mon histoire se déroule dans de toutes petites maisons meublées, des ruelles et des salons de mah jong de Chinatowns délabrés. Pour d'autres, la toile de fond sera le sous-sol d'une église, un local syndical, l'école ou la patinoire, ou même tout simplement la porte de devant de la maison. Leurs histoires, comme la mienne, permettent d'illuminer l'histoire sociale du Canada.

Notre devoir de citoyens est de raconter nos histoires. Le conteur devrait avoir comme objectif d'accorder la priorité à l'histoire. Pour parler de façon authentique et véridique, il faut s'en tenir à la narration au lieu des commentaires. Il ne s'agit pas de glorifier le passé ou de faire du sentimentalisme à son sujet. Il ne faut pas épurer nos différences ni se battre ou demander des dédommagements pour les injustices du passé. Je pense qu'essayer de récrire l'histoire nous donne le sentiment d'être des victimes. Cela marginalise les Canadiens, les éloigne de la notion d'égalité dans notre société qui a été si difficile à formuler.

Je suis convaincue que, en fin de compte, nos histoires se combinent pour être l'histoire du Canada lui-même. Nous avons tous, parmi nos ancêtres, un immigrant qui a connu des réussites et des échecs, qui a eu confiance dans un avenir commun. Nous avons tous connu les batailles et les victoires, les rêves et les espoirs perdus, la fierté et la honte. Quand nous racontons nos histoires, nous nous voyons dans un miroir. Je suis convaincue que nous devrions alors nous apercevoir que le Canada ne manque pas de héros, mais bien au contraire que c'est chez nous que nous trouverons nos héros.

* * *

Mettre en œuvre la citoyenneté ne se limite pas à la célébrer une semaine par année. Cela se fait à chacune de nos inspirations, pendant toute la durée de nos vies.

Je suis maintenant mère de deux jeunes enfants. Je veux leur transmettre la signification de la citoyenneté canadienne. Je me demande toutefois comme parent, et comme Canadienne, si nous pouvons élaborer un concept durable de citoyenneté qui nous cimentera tous en une société.

* * *

Il est curieux de constater que la citoyenneté canadienne soulève l'admiration la plus sincère *en dehors* du Canada. Tous les Canadiens qui ont vécu ou voyagé à l'étranger ont découvert rapidement qu'on nous envie notre citoyenneté. Aux yeux du reste du monde, elle évoque une société éclairée et privilégiée.

Pouvons-nous élaborer un concept puissant de citoyenneté auquel tous les Canadiens adhèreraient ici? Certains prétendront qu'il est illusoire d'espérer voir un symbole surgir d'un passé plutôt pragmatique. Nous n'avons pas versé de sang révolutionnaire, comme la France où l'usage du mot *citoyen* s'est répandu, ni comme les États-Unis. Certains se plaignent de l'absence d'un mythe fondateur; nous n'avons pas l'équivalent du Boston Tea Party. D'autres voudraient que des versions canadiennes des héros fassent concurrence à leurs homologues américains qui envahissent nos salons et nos terrains de jeu.

Le seul symbole canadien reconnu de façon universelle est notre drapeau. Mais où la feuille d'érable recueille-t-elle l'assentiment général? En dehors du Canada, sur les sacs à dos des voyageurs canadiens, plus récemment en tête de mât des châteaux britanniques et irlandais dont les marins affichaient ainsi leur appui au Canada dans le conflit du fléau noir avec l'Espagne.

Certains prétendent que la citoyenneté canadienne a perdu de sa valeur parce qu'il est trop facile de venir chez nous. Ce qui distingue notre société des autres est que la nôtre englobe au lieu d'exclure. La Loi sur la citoyenneté du Canada reste plus progressive que celles de beaucoup d'autres pays. Les personnes obtenant la citoyenneté canadienne par immigration ont les mêmes droits que les Canadiens de naissance. Par opposition, en Europe occidentale, les travailleurs immigrés, même s'il s'agit des descendants de ceux qui sont arrivés au pays, peuvent être renvoyés «chez eux» à n'importe quel moment. Au Japon, les Coréens et les Philippins ne peuvent pas demander la citoyenneté du pays dans lequel ils sont nés. La situation des Palestiniens au Koweït, après la Guerre du Golfe, est venue démentir la prétention d'un «Koweït libre».

La citoyenneté canadienne tient compte des différences. Elle fait l'éloge de la diversité. C'est ce que, nous, Canadiens, *décisons* d'avoir en commun entre nous. C'est un pont entre ceux qui sont partis d'ailleurs pour venir s'installer ici et ceux qui y sont nés. La solidité de ce pont est assurée par la tolérance, la justice, la compréhension et la compassion. La citoyenneté s'accompagne de droits et de devoirs. Je crois qu'un des devoirs de la citoyenneté est de faire preuve de tolérance, de justice, de compréhension et de compassion pour feuilleter ensemble l'album de famille canadien.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

19 avril 1995

95-06

Première conférence Clifford Sifton

VANCOUVER — L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a inauguré aujourd'hui à Vancouver la première conférence Clifford Sifton dans le cadre des activités de la Semaine nationale de la citoyenneté. L'auteure renommée Denise Chong, dont le succès de librairie, *The Concubine's Children*, était en lice pour le Prix littéraire du Gouverneur général en 1994, est le premier conférencier invité.

Mme Chong entretiendra son auditoire de ce que signifie pour elle être Canadien, dans le cadre d'une activité spéciale qui se tiendra à Canada Place, le 19 avril à 16 h 30. Cette conférence sera coprésidée par la Laurier Institution.

Ces conférences portent le nom d'un Canadien de renom. Personne peut-être n'a joué un plus grand rôle dans l'établissement de notre politique d'immigration que Sir Clifford Sifton. Ministre de l'intérieur de 1896 à 1905, Sifton s'est donné pour objectif de contribuer au développement et à la croissance économiques de l'Ouest canadien. Au cours de ces quelques années, il a fait se



multiplier par huit l'immigration au Canada et a posé comme grande priorité de son ministère le recrutement d'agriculteurs et de travailleurs agricoles compétents. Ses efforts généreux visant à recruter des fermiers de l'Europe de l'Est ont contribué largement à faire de notre pays la nation à grande diversité culturelle que nous connaissons et apprécions aujourd'hui.

Chaque année, les conférences Clifford Sifton auront lieu dans une ville canadienne différente. Ainsi, de distingués Canadiens et Canadiennes de chaque région du pays pourront partager leurs pensées sur l'importance de notre citoyenneté et les liens qui nous unissent étroitement.

«Nous sommes honorés d'avoir Mme Chong comme premier conférencier invité, a déclaré le Ministre. La richesse et la complexité de son histoire familiale - jetant un pont sur l'énorme distance qui sépare la Chine du Canada - s'inscrit dans le patrimoine unique qui caractérise ce pays et lui conserve sa vitalité.»

RENSEIGNEMENTS :

Cabinet du Ministre
Judy Morrison
(819) 994-2424

Affaires publiques
Administration centrale
John Oliver
(819) 994-3763

Affaires publiques
Région de la C.-B.
Robert Godfrey
(604) 666-8185



LES CONFÉRENCES
CLIFFORD SIFTON

LA CITOYENNETÉ CANADIENNE EN PERSPECTIVE

LA PREMIÈRE CONFÉRENCE
CLIFFORD SIFTON

PRONONCÉE PAR
DENISE CHONG

LE MERCREDI 19 AVRIL 1995
CANADA PLACE
VANCOUVER, COLOMBIE-BRITANNIQUE



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Canada

L'ÉNONCÉ FAIT FOI

Je me joins à M. Marchi pour rendre hommage à la fois à la *Laurier Institution*, pour son apport remarquable au débat public, et à Clifford Sifton, un Canadien énergique, imaginatif et fier. L'Association professionnelle des agents du Service extérieur mérite d'être félicitée pour avoir eu l'idée d'organiser cette série de conférences portant son nom.

Quand vous rédigez l'histoire de votre famille, vous évoquez naturellement les parcours qui ont permis aux gens de partager le même destin, ici de juxtaposer le nom de Clifford Sifton et le mien. Nos familles étaient à l'origine aux antipodes. Il y a quatre générations, mon grand-père a traversé l'Océan Pacifique. Il avait quitté un village poussiéreux du Sud de la Chine pour débarquer dans le port de Vancouver. Deux générations auparavant, celui de Clifford Sifton a traversé l'Atlantique. Il avait quitté Tipperary en Irlande pour toucher terre dans le port de Québec.

Le sol de Place Canada me rappelle les débuts canadiens de ma famille et de celle de Clifford Sifton. Nous nous trouvons actuellement à l'emplacement des premiers quais du port de Vancouver, près de la gare la plus à l'ouest du Canadien Pacifique. Ce chemin de fer transcontinental a été le rêve de tout le Canada et des milliers de travailleurs chinois ont aidé à en faire une réalité. Mes ancêtres ont débarqué dans ce port quelques années après sa construction. Ceux de Clifford Sifton avaient, eux, aidé à construire le Canadien Pacifique. L'entreprise de construction de son père a érigé les talus devant supporter 175 kilomètres de voie principale au Manitoba. On peut comparer la grandeur de cette réalisation du chemin de fer transcontinental à celles de la famille Sifton. Le frère de M. Sifton a été Premier ministre de l'Alberta et il a été lui-même ministre de l'Intérieur du gouvernement Laurier. Il a, pratiquement seul, conçu et lancé la colonisation des Prairies.

Maintenant, imaginons-nous successivement dans deux ports différents. Si, au lieu de fouler ce plancher, nous nous trouvions sur les quais de bois de l'ancien port de Vancouver, que nous soyons en 1913, nous regarderions tous les navires arrivant au port et nous verrions l'un d'eux, un navire de charge, s'amarrer à quai pour débarquer sa cargaison humaine, tous des hommes, tous des Chinois! Tous portent la veste au col mandarin, des pantalons qui ressemblent à des pyjamas et des sandales à l'exception de l'un d'entre eux habillé à l'occidentale avec un chapeau mou — il pensait faire meilleure impression dans le nouveau monde ainsi vêtu. Cet homme, c'est mon grand-père.

Projetons-nous maintenant un continent plus loin vers l'ouest, dans le port de Hambourg, à peu près à la même époque. C'est alors le principal point d'embarquement des personnes qui veulent quitter l'Europe centrale. Nous apercevons dans la foule Clifford Sifton qui surveille l'activité sur les quais. Il examine attentivement les immigrants éventuels. Il était d'avis que dans un groupe de vingt, il pouvait y avoir un meurtrier en fuite, trois ou quatre paniers percés et traîne-savates, quelques boutiquiers, artisans ou manœuvres très pauvres et ... un ou deux paysans forts et rustiques vêtus de manteaux de peau de mouton.

Sifton voulait attirer ces paysans au Canada. Mon grand-père était aussi un paysan. Toutefois, il n'était pas fort mais mince et il n'a jamais eu de manteau en peau de mouton. Sifton n'était pas impressionné par les gens comme lui. «Je suis, sans l'ombre d'un doute, opposé à ce qu'on autorise les asiatiques à s'implanter au Canada. Ils ne sont pas adaptés à notre pays,» a-t-il dit une fois. Il avait une idée bien arrêtée de ce qu'étaient des «bons» colons qui pourraient s'adapter à la vie dans les Prairies canadiennes, et ce n'était pas des Chinois. Ce n'était pas non plus des Noirs ni des Juifs, ni des citoyens britanniques. Sifton ne s'intéressait pas non plus aux ancêtres du ministre actuel de l'Immigration, M. Marchi. «J'ai déjà expliqué au moins une douzaine de fois que je ne veux pas qu'on fasse quoi que ce soit pour faciliter l'immigration italienne,» a-t-il affirmé. Il ajoutait «Cela semble être difficile à faire entrer dans la tête de nos agents (d'immigration).»

Sifton était-il raciste? Oui, en ce sens qu'il ne recherchait que les immigrants blancs pour le Canada. Il faut cependant savoir qu'on lui a alors reproché de ne pas être assez sélectif. Il se défendait des journalistes et des politiciens qui appelaient ses colons «le rebut de l'Europe» et «les chouchous de Sifton.» Ils prétendaient que ses politiques revenaient à «installer la vermine dans une maison neuve». Les critiques prétendaient que, s'il fallait faire venir des immigrants, ce devait être des Britanniques. À leurs yeux, la «seconde meilleure» solution de Sifton n'était pas assez bonne. La demande insistante du public pour «que le Canada reste un pays de Blancs» a entraîné l'adoption de la capitation pour les Chinois. Cette tendance allait encore s'aggraver, après le départ de Sifton, avec l'application de la loi sur l'exclusion de 1923 contre les Chinois, la seule loi explicitement raciste dans l'histoire du Canada. Elle interdisait aux personnes d'origine chinoise d'immigrer au Canada et allait s'appliquer pendant 25 ans.

Le Canada a parcouru beaucoup de chemin depuis ses premières politiques en matière d'immigration à l'enseigne de l'étroitesse d'esprit et de la peur. Il faut en accorder une partie du crédit à Sifton lui-même. Il était en effet d'avis que les immigrants pouvaient aider à construire le pays. Il a montré la voie de l'ouverture en semant les premières graines de la diversité et du multiculturalisme. Ces notions définissent aujourd'hui la société canadienne.

* * *

Je me demande ce que signifie pour moi le fait d'être canadienne. J'ai eu la chance de naître au Canada. C'est pourquoi je m'intéresse au prix qu'ont eu à payer ceux qui ont décidé que je bénéficierai d'une telle chance aujourd'hui.

Au début du siècle, le Sud de la Chine est devenu le déversoir du creuset qu'était la Chine. Elle débordait de paysans de la classe moyenne, comme mon grand-père, qui ne pouvaient gagner leur vie chez eux. Il a laissé derrière lui une femme et un enfant. Il avait 36 ans quand la loi sur l'exclusion est entrée en vigueur. Vivant seul et chichement, il travaillait dans une scierie sur les berges boueuses du fleuve Fraser, où la rémunération des Chinois ne venait qu'en troisième position, après celle des blancs et des Hindous. Une fois la porte de l'immigration chinoise claquée, des hommes comme lui ne voulaient pas aller visiter leur pays d'origine par crainte que le Canada ne leur interdise d'y entrer à nouveau. N'ayant pas économisé assez d'argent pour retourner s'installer

chez lui et n'ayant pas les moyens une fois en Chine de nourrir sa femme et son enfant, mon grand-père s'est demandé s'il pourrait jamais retrouver la chaleur d'une famille. Il a alors décidé d'acheter une concubine, une seconde femme, qui le rejoindrait au Canada.

La concubine, âgée de 17 ans, est parvenue à entrer au Canada en mentant. Elle a contourné la loi sur l'exclusion de la seule façon possible, en présentant aux autorités un certificat de naissance canadien. C'était celui d'une femme née à Ladner, en Colombie-Britannique, que mon grand-père avait acheté plusieurs fois le prix de l'ancienne capitation à un passeur. Quelques années plus tard, mon grand-père et sa concubine sont retournés en Chine avec leurs deux filles nées à Vancouver. Ils ont vécu pendant un certain temps sous le même toit que la première femme de mon grand-père. La concubine est devenue enceinte. Au bout de huit mois de grossesse, elle a décidé d'entreprendre le long voyage maritime qui permettrait à son enfant de naître au Canada. Son faux certificat de naissance canadien le lui permettait. Accompagnée uniquement de mon grand-père, elle a quitté la Chine. Trois jours après que le bateau ait touché Vancouver, ma mère est née au second étage d'un immeuble de rapport donnant sur une arrière-cour dans le Chinatown de Vancouver.

Le Canada était encore inhospitalier. Mes grands-parents ont pourtant *décidé* d'y construire leur avenir. Ils ont abandonné un héritage et des liens familiaux pour choisir ce qui leur paraissait la meilleure solution à la loterie de la vie. C'est peut-être le frère de ma mère, le fils de mon grand-père et de sa première femme, resté en Chine, qui a le mieux traduit la gratitude qu'on leur doit. À la fin des années 1980, ma mère et moi avons fait connaissance avec notre famille restée en Chine. Le dernier soir de notre visite, mon oncle a glissé une lettre dans la main de ma mère. On pouvait y lire «Qui ne s'inquiéterait pas, comme parent, de l'avenir de ses enfants? J'espère pouvoir faire sortir les miens de Chine pour qu'ils s'installent au Canada. Si j'y parviens, les racines de l'arbre descendront plus profond dans la terre et le feuillage sera luxuriant. Nous aurons de la chance, les enfants auront de la chance et les enfants de nos enfants auront de la chance. La famille sera magnifique et les générations à venir reposeront sur des bases solides ...»

Quatre générations plus tard, le fait d'être canadienne relève pour moi d'un sentiment d'appartenance; j'appartiens à une famille, à une communauté de valeurs. Je n'ai pas eu à choisir mes ancêtres, mais je peux essayer de faire du monde un meilleur monde pour les générations à venir. Ma vie a été déterminée par ce qui m'a précédée et son influence se fera sentir par-delà ma propre vie.

Le passé exerce une forme d'autorité morale sur nous. Plutôt que de l'oublier, nous devons le reconnaître et en tirer les leçons. Nous devons être suffisamment vigilants pour voir au-delà des stéréotypes et reconnaître que des vérités peuvent s'opposer. Je veux dire par là qu'il faut comprendre qu'un grand-père francophone n'a pas anglicisé son nom de famille pour renoncer à son patrimoine, mais tout simplement pour trouver plus facilement du travail. Il faut cesser d'accuser les premiers Chinois de ne pas avoir eu de valeurs familiales en comprenant comment les lois et l'histoire ont scindé leurs familles en deux. Cela veut aussi dire aller à la Légion, apercevoir un Sikh, et voir en lui à la fois un ancien combattant et une personne portant un turban.

Si nous ne faisons pas cet effort, nous ne verrons pas le mal que causent les multiples injustices. C'est arrivé à ma propre famille. Mon grand-père ne pouvait pas se permettre d'avoir une concubine. Pour rembourser les faux papiers de ma grand-mère et le prix de son billet à destination du Canada, il a dû la faire travailler comme serveuse dans un salon de thé. Dans la société de célibataires des Chinatowns de l'époque, une *kay toi neu* était aussi mal vue qu'une prostituée — les deux étaient là pour inciter les hommes à dépenser de l'argent. Ma grand-mère a passé le reste de sa vie à tenter de se hisser au-dessus de l'échelon le plus bas de la société. Moi aussi, j'ai condamné ma *Popo*, jusqu'à ce que j'apprenne les luttes qu'elle a menées toute sa vie.

Même si elle a eu la chance de naître au Canada, ma mère a souffert de discrimination pendant sa jeunesse. Ses parents se sont séparés. À leur époque, il était impossible de trouver du travail en dehors de Chinatown. Ma mère connaissait trop bien le chemin du prêteur sur gage où elle accompagnait sa mère afin de traduire les discussions quand celle-ci négociait la mise en gage de ses bijoux pour payer ses dettes de jeu. Dans leur meublé, le mur à la tête du lit de ma mère était couvert de diplômes scolaires. Elle voulait devenir médecin. Elle ne savait pas alors qu'il faudrait encore attendre des années avant que la Faculté de médecine de l'Université de Colombie-Britannique n'admette son premier étudiant chinois. Même si ses ambitions ont été limitées, les études qu'elle a pu faire lui ont ouvert les portes du rêve.

L'interdiction de l'immigration chinoise a enfin été levée et les autres formes de discrimination ont commencé à disparaître. La génération de ma mère a été la dernière à grandir à Chinatown. Progressivement, les Chinois se sont intégrés à l'ensemble de la société. En 1947, ma mère n'était plus obligée de se dire Chinoise. Une fois l'exclusion levée, et la nouvelle Loi sur la citoyenneté adoptée par le Canada cette même année, elle a pu se dire pour la première fois de sa vie Canadienne.

Mes parents émergeaient de l'ombre du passé. Ils étaient décidés à élever leurs cinq enfants comme des Canadiens. Pendant notre enfance à Prince George, ma mère voulait que nous soyons aussi robustes que nos camarades de jeu; elle rajoutait de la crème dans nos verres de lait. Mes parents voulaient que nous apprenions à aimer les loisirs canadiens. Ils achetaient des skis que nous utilisions les uns après les autres. Chaque hiver, ils achetaient une nouvelle paire de patins usagés. Nous avions à l'étage un piano sur lequel nous répétions *O Canada* pour le jouer lors des réunions organisées à l'école. Au sous-sol, mes frères avaient un but de hockey pour s'entraîner.

Mes parents voulaient nous faire comprendre que notre avenir était au Canada. Ils nous inculquaient l'importance de l'éducation. Ils nous incitaient à croire que chacun peut faire la différence. Je me souviens du jour où M. et M^{me} Diefenbaker sont venus à Prince George. Je me souviens aussi du jour où le fougueux Pierre Trudeau y est venu pour la première fois. Mes parents prenaient bien soin de nous emmener souhaiter la bienvenue à tous les dignitaires qui nous rendaient visite. Autrefois, mes grands-parents n'avaient pas le droit de travailler au gouvernement. Moi, leur petite-fille, je suis par la suite devenue conseillère économique principale du Premier ministre Pierre Trudeau.



News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 20, 1995

95-07



Partnership announced on new immigrant settlement and integration services delivery

Vancouver -- The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, and the Honourable David Anderson, Minister of National Revenue and Senior Minister for British Columbia, representing the Government of Canada, and the Honourable Moe Sihota, Minister Responsible for Multiculturalism, Immigration and Human Rights, Government of British Columbia, today announced that they have agreed to work together, and in partnership with local communities, to improve the way that settlement services are delivered in British Columbia.

"Local people know what works best in their communities," Mr. Marchi said. "For settlement to work well, programs must reflect local priorities and regional needs. The challenge will be to develop local decision-making mechanisms through cooperation with the province, with municipalities, service providers, and others in the community. We feel this emphasis on local development will provide better value for money, while meeting local integration needs which can vary from province to province. If settlement doesn't work well at the neighbourhood level, it won't work well for Canada."

"This is a great opportunity for B.C. and Canada to work together to help immigrants integrate and adapt quickly to their new communities," said Mr. Anderson. "A more efficient integration process will help newcomers to become full contributors to economic growth and community life, even faster than before."

Minister Sihota welcomed the new direction. "I am extremely pleased that we have the opportunity to develop with the Federal Government and our stakeholders, who have the expertise in this area, a process which will meet the unique needs of newcomers. We already have an existing process which recognizes community input and this will further compliment settlement renewal. It is because we recognize the importance of immigration to B.C.'s future, that we are pleased to be the first province to work with Ottawa to initiate settlement renewal. The province will take any opportunity to reduce overlap and duplication, to simplify funding mechanisms, and to introduce flexibility and local priority setting in providing settlement services to immigrants."

The goal of settlement renewal was announced by the federal government in the February 1995 budget. The new directions will ensure that newcomers to Canada have easy access to the services they most need to help them successfully integrate into Canadian society, and that Canada's communities are better equipped to integrate newcomers in the future.

The Province and the Federal Government will establish a coordinating body which will seek the views of immigration stakeholders and the wider community to develop new strategies for the design and implementation of settlement renewal in British Columbia. This process will begin immediately with a goal of achieving final decisions regarding the delivery of settlement services by March 1996.

During the transition phase, stakeholders and clients will work together to manage the period of change in a coordinated fashion.

See attached Backgrounders

For information:

Judy Morrison
Minister's Office
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-2424

Carole Soucis
Public Affairs - NHQ
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-4816

Robert Godfrey
Public Affairs - British Columbia Region
Citizenship and Immigration Canada
(604) 666-8185

Amarjeet Rattan
Director, Communications Branch
Ministry Responsible for Multiculturalism,
Immigration and Human Rights
(604) 660-2268

BACKGROUNDER

CITIZENSHIP & IMMIGRATION SETTLEMENT PROGRAMS: B.C./YUKON REGION

SUBJECT

- Contribution programs under Citizenship & Immigration provide funding to non-government, private and public institutions for the provision of settlement services to new immigrants.
- There are three settlement contribution programs: *LINC* (Language Instruction for Newcomers to Canada), *HOST*, and *ISAP* (Immigrant Settlement and Adaptation Program). *LINC* provides for basic language training to adult immigrants. The *HOST* program matches volunteer "hosts" from the community to new immigrants. This program is designed to help newcomers overcome the stress of moving to a new country by having a friend familiar with Canadian ways help them learn about available services and participate in community activities. *ISAP* provides orientation and referral services, reception, interpretation and translation, employment and counselling services to new immigrants and their families.
- The Adjustment Assistance Program (*AAP*) provides direct financial support to government-assisted refugees during their first year in Canada.
- The B.C./Yukon Region budget for all settlement programs for 1995/96 is \$26,599,000. The B.C./Yukon Region funds approximately 100 different suppliers to provide vital settlement services to new immigrants throughout the Province.

BACKGROUND

- As early as 1950, the federal government made provisions in its Annual Estimates for payments to voluntary organizations to provide settlement services to immigrants in Canada.
- In 1974, the Department of Manpower & Immigration became responsible for the overall coordination of voluntary organizations providing immigrant adjustment and settlement assistance. The *ISAP* program was established that year.
- Introduced in 1990, the federal immigrant integration strategy placed a new emphasis on helping immigrants to learn about Canadian values and on helping Canadians understand the diverse backgrounds of newcomers. Successful integration for a newcomer was defined as "the ability to contribute free of barriers, to every dimension of Canadian life - economic, social, cultural and political". This new strategy made permanent the *HOST* program and introduced the *LINC* program, which shifted the federal language training focus from labour-market specific programs to broader, integration-based programming.

BACKGROUNDER

SETTLEMENT RENEWAL

SUBJECT

Settlement renewal is an initiative that will work toward the provision of appropriate and affordable integration and settlement services in Canada. CIC will also continue to provide substantial resources to support settlement services, while ensuring accountability for federal funds. However, in order to service the public interest better, and to respond to local needs, the federal government recognizes that more flexibility is needed at the community level. Therefore, ways will be developed to move the delivery of settlement services to the regional and local levels, in co-operation with partners who are better placed to carry out these activities.

CIC is currently having discussions with potential partners, including provinces, immediately in order to agree on priorities and processes for settlement renewal.

The Minister's policy consultations highlighted the need to eliminate overlap and duplication among levels of government and service providers in the administration of integration services. The Program Review confirmed that direct delivery of settlement services was not a core federal role for CIC.

Within two or three years, CIC will withdraw from direct delivery of settlement services following a transition phase of working with partners to develop their own delivery capacities.

In the future, CIC will continue to have a federal presence and enduring role in the area of integration. Knowledge and experience of integration, program design concepts, delivery models, research findings, immigrant profiles and emerging newcomer needs will continue to be shared with partners in order to benefit newcomers and the Canadian public.

BACKGROUNDER

BRITISH COLUMBIA SETTLEMENT GRANTS

The British Columbia Settlement Grants Program, which was established in 1992, provides funding to non-profit organizations that deliver direct settlement services to newcomers in communities throughout the province. The goal of the Program is to support the successful settlement and integration of new residents. This is accomplished by working with communities to enhance and facilitate the integration process.

Each year, B.C. Settlement Grants Program consultations are held with settlement service providers to review current funding priorities and to identify unmet or emerging community service needs. While maintaining a strong monitoring and evaluation component, the Program is flexible and responsive to community input and uses a community-directed approach to service.

In 1994, \$2.5 million was distributed to 52 organizations for 94 projects across the Province. Individual project grants do not exceed \$60,000.

Partnerships have also been built with other level of government, as well as private and public foundations to bridge funding for jointly-sponsored projects. Thirty-five projects were jointly sponsored in 1994.

Past funding priorities have included:

- projects directed to the settlement needs of immigrant youth who require assistance adapting in their community;
- initiatives designed to meet the specific settlement needs of immigrant women and targeted needs of immigrant men, such as pre-employment, life skills and language training and the prevention of family violence;
- initiatives designed to meet the special settlement needs of immigrant seniors;
- programs to deliver counselling services to immigrant families experiencing difficulties in adapting to Canadian society;
- parental support skills and training to address intergenerational conflict during settlement;
- projects designed to expand or improve upon existing immigrant settlement programs and services; and
- transportation and child care assistance for immigrant clients to improve their access to settlement programs.

TIMETABLE FOR JOINT FEDERAL - PROVINCIAL MANAGEMENT OF SETTLEMENT RENEWAL

April - June 1995:

- ◆ Gathering of information, taking "soundings" from the community, utilizing expertise in order to draft discussion papers regarding the implementation of Settlement Renewal in B.C.

July - August 1995:

- ◆ Drafting of discussion papers.

September - November 1995:

- ◆ Consultation with a broad section of community representatives, based on discussion papers.

December, 1995 - February 1996:

- ◆ Analysis and assessment of consultation results.
- ◆ Drafting of options for implementation.

March 1996:

- ◆ Joint federal-provincial decision on implementation framework.

April 1996 - March 1997:

- ◆ Transitional year utilizing new models and working towards full implementation of Settlement Renewal.



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 20 avril 1995

95-07

**Annonce d'un partenariat pour une prestation renouvelée des services
d'établissement et d'intégration des immigrants**

Vancouver -- L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, et l'honorable David Anderson, ministre du Revenu national et ministre responsable de la Colombie-Britannique, représentant le gouvernement du Canada, et l'honorable Moe Sihota, ministre responsable du Multiculturalisme, de l'Immigration et des Droits de la personne, gouvernement de la Colombie-Britannique, ont annoncé aujourd'hui qu'ils avaient convenu de travailler de concert, et en partenariat avec les collectivités, à améliorer les modalités de prestation des services d'établissement en Colombie-Britannique.

«La population de la collectivité est celle qui connaît le mieux ce qui lui convient, a déclaré M. Marchi. Pour le bon fonctionnement des activités d'établissement, les programmes doivent correspondre aux priorités locales ainsi qu'aux besoins régionaux. Le défi consistera à élaborer des mécanismes locaux de prise de décision au moyen de la coopération avec les provinces, les municipalités, les fournisseurs de services et d'autres intervenants dans la collectivité. Nous estimons qu'en mettant ainsi l'accent sur le développement local, l'argent sera mieux dépensé et les besoins locaux en matière d'intégration, susceptibles de varier d'une province à l'autre, seront davantage pris en compte. Si les activités d'établissement ne connaissent pas le succès à l'échelle du quartier, elles ne sauraient faire mieux pour le Canada.»

« La Colombie-Britannique et le Canada ont une occasion formidable de travailler ensemble à aider les immigrants à s'intégrer et à s'adapter rapidement à leurs nouvelles collectivités. a dit pour sa part M. Anderson. Grâce à un processus d'intégration plus efficient, les immigrants seront mieux en mesure de participer pleinement à la croissance économique et à la vie de la collectivité, et ce, plus rapidement que par le passé.»

Le ministre Sihota a accueilli favorablement la nouvelle orientation. «Je suis très heureux de l'occasion qui nous est donnée d'établir avec le gouvernement fédéral et nos intervenants, qui sont des spécialistes du domaine, un processus permettant de répondre aux besoins particuliers des nouveaux arrivants. Nous disposons déjà d'un processus qui reconnaît la contribution de la collectivité, et qui viendra ajouter aux mesures de renouvellement de l'établissement. C'est parce que nous reconnaissons l'importance de l'immigration pour l'avenir de la Colombie-Britannique que nous sommes heureux d'être la première province à collaborer avec Ottawa pour amorcer le renouvellement des activités d'établissement. La province saisira toutes les occasions de réduire le chevauchement et le double emploi, de simplifier les mécanismes de financement, et d'instaurer la flexibilité et la détermination sur place des priorités en matière de prestation des services d'établissement pour les immigrants.»

L'objectif du renouvellement des services d'établissement a été annoncé par le gouvernement fédéral dans son budget de février 1995. Les nouvelles orientations vont assurer aux nouveaux arrivants la facilité d'accès aux services dont ils ont le plus besoin pour réussir à s'intégrer à la société canadienne, et aux collectivités canadiennes de meilleurs moyens d'intégrer les nouveaux arrivants dans les années qui viennent.

La province et le gouvernement fédéral vont mettre sur pied un organisme destiné à rechercher les vues des intervenants en immigration et du public en général afin de préparer des stratégies en vue de la conception et de la mise en oeuvre du renouvellement des activités d'établissement en Colombie-Britannique. Cette démarche commence immédiatement et les décisions finales concernant la prestation des services d'établissement devraient être prises avant la fin du mois d'avril 1996.

Au cours de la période de transition, les intervenants et les clients travailleront ensemble à gérer le changement de façon coordonnée.

Voir documents d'information joints

Renseignements

Judy Morrison
Cabinet du Ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 994-2424

Carole Soucis
Affaires publiques - AC
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 994-4816

Robert Godfrey
Affaires publiques - Région de la Colombie-Britannique
Citoyenneté et Immigration Canada
(604) 666-8185

Amarjeet Rattan
Directeur, Communications
Ministère responsable du Multiculturalisme,
de l'Immigration et des Droits de la personne
(604) 660-2268

FICHE DOCUMENTAIRE

PROGRAMMES D'ÉTABLISSEMENT DE CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION : RÉGION DE LA C.-B. ET DU YUKON

OBJET

- Les programmes de contributions de Citoyenneté et Immigration fournissent des fonds à des organismes non gouvernementaux des secteurs privé et public pour la prestation de services d'établissement à des nouveaux immigrants.
- Il existe trois programmes de contributions pour l'établissement : CLIC (Cours de langue pour les immigrants au Canada), PAR (programme d'accueil pour les réfugiés) et PEAI (programme d'établissement et d'adaptation des immigrants). Le CLIC consiste en cours élémentaires de langue pour les immigrants adultes. Le PAR jumelle des groupes d'accueil locaux à des nouveaux arrivants. Ce programme vise à aider les nouveaux venus à vaincre le stress propre à l'emménagement dans un nouveau pays en leur jumelant quelqu'un qui connaît bien les usages canadiens et qui les aide à se familiariser avec les services en place et à participer aux activités locales. Le PEAI fournit des services d'orientation et de présentation, d'accueil, d'interprétation et de traduction, d'emploi et de counselling aux nouveaux arrivants et à leur famille.
- Le programme d'aide à l'adaptation (PAA) fournit un soutien financier directement aux réfugiés pris en charge par le gouvernement au cours de leur première année au Canada.
- Le budget du bureau régional de la C.-B. et du Yukon pour tous les programmes d'établissement en 1995-1996 s'élève à 26 599 000 \$. Ce bureau finance environ 100 différents fournisseurs de services afin qu'ils fournissent des services d'établissement essentiels à des nouveaux immigrants de toute la province.

CONTEXTE

- Dès 1950, le gouvernement fédéral a prévu dans son budget annuel des dépenses le versement de paiements à des organismes bénévoles pour la prestation de services d'établissement à des immigrants au Canada.
- En 1974, le ministère de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration est devenu responsable de la coordination globale des organismes bénévoles fournissant aux immigrants de l'aide à l'établissement et à l'adaptation. Le programme PEAI a été établi cette année-là.
- La stratégie fédérale en matière d'intégration des immigrants, adoptée en 1990, a accordé davantage d'importance au fait d'aider les immigrants à se familiariser avec les valeurs canadiennes et d'aider les Canadiens à comprendre les antécédents différents des nouveaux arrivants. L'intégration réussie d'un nouvel arrivant était définie comme l'aptitude à apporter, sans entraves, sa contribution à tous les aspects de la vie au Canada - économiques, sociaux, culturels et politiques. Cette nouvelle stratégie a rendu permanent le programme PAR et ajouté le programme CLIC, qui a modifié les objectifs des cours de langue fédéraux en remplaçant les cours axés sur le marché du travail par des cours plus diversifiés privilégiant l'intégration.

FICHE DOCUMENTAIRE

REFONTE DE L'ÉTABLISSEMENT

OBJET

Le renouvellement de l'Établissement est un projet visant à fournir à prix abordable au Canada des services d'intégration et d'établissement appropriés. CIC continuera à consacrer d'importantes ressources au soutien des services d'établissement tout en assumant la responsabilité des fonds fédéraux. Le gouvernement fédéral reconnaît cependant que, pour mieux servir l'intérêt public et pour tenir compte des besoins locaux, il faut assurer une plus grande souplesse à l'échelon local. Il faudra donc trouver des façons de décentraliser les services d'établissement en les transférant aux échelons régionaux et locaux, en collaboration avec des partenaires qui sont mieux placés pour exécuter ces activités.

CIC a actuellement des discussions avec des partenaires éventuels, notamment des provinces, afin de s'entendre avec eux sur les priorités et le déroulement du renouvellement de l'Établissement.

Les consultations du Ministre ont fait ressortir la nécessité d'éliminer les chevauchements et le double emploi entre les paliers de gouvernement et les fournisseurs de services dans l'administration des services d'intégration. L'Examen des programmes a confirmé que la prestation des services d'établissement ne constituait pas un rôle essentiel du gouvernement fédéral.

D'ici deux ou trois ans, CIC se retirera des services d'établissement directs, après une période transitoire où il collaborera avec ses partenaires pour les rendre en mesure de fournir eux-mêmes les services.

CIC jouera toujours un rôle dans le domaine de l'intégration. Il continuera, pour le plus grand bien des nouveaux arrivants et du grand public, de faire profiter ses partenaires de ses connaissances et de son expérience en ce qui concerne l'intégration, les principes des programmes, les modes de prestation, les constatations des recherches, les profils des immigrants et les nouveaux besoins des immigrants.

FICHE DOCUMENTAIRE

SUBVENTIONS DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE À L'ÉTABLISSEMENT

Le programme de subventions à l'établissement de la Colombie-Britannique a vu le jour en 1992; il sert à verser des fonds à des organismes à but non lucratif qui fournissent des services d'établissement directement à des nouveaux arrivants un peu partout dans la province. Le programme vise à favoriser l'établissement et l'intégration fructueux des nouveaux résidents. À cette fin, on travaille avec les localités pour améliorer et faciliter le processus d'intégration.

Des consultations ont lieu chaque année, dans le cadre du programme de subventions à l'établissement de la C.-B., avec les fournisseurs de services d'établissement pour revoir les priorités en matière de financement et pour cerner les besoins non comblés ou nouveaux en matière de services communautaires. Tout en accordant une grande importance au suivi et à l'évaluation, le programme est souple et il tient compte des opinions formulées par les gens de la région; il axe les services sur la collectivité.

En 1994, 2,5 millions de dollars ont été versés à 52 organismes pour la réalisation de 94 projets dans la province. Les subventions ne peuvent dépasser 60 000 \$ par projet.

Des partenariats ont également été conclus avec d'autres paliers de gouvernement, de même qu'avec des fondations des services privé et public, pour le financement provisoire des projets mixtes. Il y a eu trente-cinq projets mixtes en 1994.

Voici des priorités pour lesquelles des fonds ont été accordés par le passé :

- Projets visant les jeunes immigrants qui ont besoin d'aide pour s'adapter à la collectivité;
- mesures visant à répondre aux besoins d'établissement particuliers des immigrantes et à des besoins ciblés d'immigrants mâles, comme l'initiation au travail, l'autonomie fonctionnelle, les cours de langue et la prévention de la violence familiale;
- mesures visant à répondre aux besoins d'établissement particuliers des immigrants âgés;
- programmes de services de counselling aux familles d'immigrants qui ont de la difficulté à s'adapter à la société canadienne;
- formation donnée à des parents pour les aider à régler les conflits intergénérationnels pendant la période d'établissement;
- projets destinés à accroître ou à améliorer les programmes et services d'établissement existants;
- aide consentie à des immigrants pour leur transport et la garde d'enfants afin d'améliorer leur accès aux programmes d'établissement.

CALENDRIER POUR LA GESTION MIXTE FÉDÉRALE-PROVINCIALE DU RENOUVELLEMENT DE L'ÉTABLISSEMENT

Avril - juin 1995

- ◆ Collecte d'information, sondages auprès de la collectivité, recours à des experts pour la rédaction de documents de travail en vue du renouvellement des services d'établissement en C.-B.

Juillet - août 1995

- ◆ Rédaction de documents de travail.

Septembre - novembre 1995

- ◆ Consultation auprès d'un large éventail de représentants de la collectivité, en fonction des documents de travail.

Décembre 1995 - février 1996

- ◆ Analyse et évaluation des résultats des consultations.
- ◆ Rédaction d'options de mise en oeuvre.

Mars 1996

- ◆ Décision mixte fédérale-provinciale sur le plan de mise en oeuvre.

Avril 1996 - mars 1997

- ◆ Exercice de transition pour l'utilisation des nouveaux modèles et le passage à la refonte intégrale du programme d'établissement.

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

June 15, 1995

95-11



NEW IMMIGRATION LEGISLATION RECEIVES ROYAL ASSENT

OTTAWA -- New immigration legislation (Bill C-44) tabled last June by the Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, received Royal Assent today. The legislation will streamline and improve management of Canada's immigration and refugee determination system.

The legislation amends the Immigration Act. It introduces measures which will prevent serious criminals from abusing the refugee determination system or from using the immigration appeal provisions to delay removal from Canada.

There are also measures in the legislation permitting immigration officers to stop the processing of citizenship while a person is under an immigration inquiry. The legislation will also permit officers to seize documents from the international mails if it is apparent that they are intended for illegal purposes. "This legislation reflects the concerns which we heard from Canadians when we held our cross Canada consultations last year. We listened to what people had to say and then we acted", noted the Minister.

"Our focus in immigration policy must be nation-building. The actions of a small criminal element have occupied our time and the public's attention for far too long. Canada is a welcoming country, but Canadians will not tolerate -- and I will not tolerate -- those who abuse our generosity and violate our laws", said Mr. Marchi.

A list of the major amendments passed in Bill C-44 and a summary of comments made by the Minister before the Senate Committee are attached.

-30-

For Information:

Minister's Office: Judy Morrison
(819) 994-2424

Public Affairs: Carole Soucis
(819) 994-4816



LEGISLATIVE CHANGES

The legislation passed in the House today, Bill C-44, amends the Immigration Act in 14 areas.

The following are the most significant provisions of the legislation:

- it prohibits those convicted of serious crimes (considered to be a danger to the public and punishable by a maximum term of imprisonment of 10 years or more) from claiming refugee status in order to delay their removal from Canada. For example, the Immigration and Refugee Board (IRB) will not have to go into the Kingston Penitentiary to hear refugee claims of a convicted killer;
- it removes the authority of the Immigration Appeal Division (IAD) of the IRB to stay or overturn the deportation of serious criminals who have committed a crime involving violence, weapons, sexual assault or drug offenses that are punishable with a sentence of 10 years or more;
- it cancels the right of appeal to the Immigration Appeal Division by non permanent residents certified by the Minister of Citizenship and Immigration and the Solicitor General to be a security risk. The Federal Court of Canada already examines the validity of the certificate;
- it eliminates the possibility for one person to have several refugee claims processed at the same time;
- it stops the processing of an application for citizenship pending the outcome of any immigration proceedings;
- it stipulates that persons are inadmissible to Canada if they have two summary convictions (non-serious crimes punishable by imprisonment of six months or less) regardless of whether one or both occur in Canada or abroad;
- it authorizes the Minister to approve requests for rehabilitation, with the possibility to delegate authority to officials for less serious crimes;
- it improves the cost effectiveness of the Immigration Program by eliminating the need for new immigration inquiries for people who have already been required to leave Canada;
- it will provide that when a permanent resident under any removal order (deportation order or departure order) leaves Canada, that person relinquishes permanent residence; and
- it gives immigration officers the authority to seize identity documents from international mail if it is clear they are meant to be used to circumvent immigration requirements.

**SUMMARY OF COMMENTS MADE BY MINISTER MARCHI
BEFORE THE SENATE COMMITTEE CONCERNING BILL C-44**

- "When we talk to those who are responsible for the UNHCR around the world, they say that what we are doing in this bill is absolutely compatible with the Geneva Convention. In fact, section 33 of the Geneva Convention permits member states to remove serious criminals from their midst even after they have received refugee status."
- "When we say 'no' properly to illegitimate claimants, it is analogous to saying 'yes' and standing up for the rights of those refugees who do have rights, regardless of what extreme opinion in any society says. If we cannot say 'no' we cannot say 'yes' either. If we know how to say 'no' it will define who we should be saying 'yes' to, and it will make it easier for those who believe in immigration to sell their view to other Canadians and other countries."
- "The amendment that we made concerning 'serious criminality' in the House of Commons standing committee was a sensible amendment. The original definition may have been unfairly broad. Someone writing fraudulent checks shouldn't be lumped in with murderers and drug dealers."
- "Overseas we engage RCMP and CSIS and the local police to perform security clearances. We do screen out undesirable elements. And that's one of the reasons that representation in our federal penitentiaries of people born outside the country is a lot lower than the native born population."
- "We have been aggressively working with foreign governments to make sure that when an individual is ordered removed, the order can be carried out quickly and effectively."
- "We cannot be foolproof. No country is. We do a credible job removing people. I do not think that is good enough, so we put together an immigration task force. I know we will learn to do enforcement better."

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 15 juin 1995
95-11

DE NOUVELLES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES EN MATIÈRE D'IMMIGRATION REÇOIVENT LA SANCTION ROYALE

OTTAWA -- De nouvelles dispositions législatives (Projet de loi C-44) déposées en juin dernier par l'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, ont reçu aujourd'hui la sanction royale. Elles permettront de simplifier et d'améliorer la gestion du processus d'immigration et de reconnaissance du statut de réfugié du Canada.

Ces dispositions constituent un amendement à la *Loi sur l'immigration*. Elles comprennent des mesures visant à empêcher les criminels coupables d'infractions graves d'abuser du processus de reconnaissance du statut de réfugié ou de recourir au processus d'appel de l'Immigration pour retarder leur renvoi du Canada.

Elles contiennent également des mesures qui permettent aux agents d'immigration d'interrompre les démarches visant l'obtention de la citoyenneté dans les cas où la personne est visée par une enquête de l'immigration. Elles leur permettent en outre de saisir des documents du courrier international qui leur paraissent destinés à des fins illicites. « Ces dispositions reflètent les préoccupations exprimées par les Canadiens au cours des consultations que nous avons tenues à travers le Canada l'année dernière, a déclaré le Ministre. Nous avons écouté ce que les gens avaient à dire et nous sommes passés à l'action.

« Notre but est de faire en sorte que la politique d'immigration soit un principe vital de l'édification de la nation. Les agissements d'une poignée de criminels ont trop longtemps retenu l'attention du public et nous ont fait perdre un temps précieux. Le Canada est une terre d'accueil, mais les Canadiens ne sauraient tolérer -- et je ne tolérerai pas -- que l'on abuse de notre générosité et que l'on passe outre à nos lois. »

Vous trouverez ci-joint la liste des principaux amendements apportés par l'adoption du projet de loi C-44 ainsi qu'un résumé des commentaires du Ministre devant le Comité du Sénat.

- 30 -

Renseignements :

Judy Morrison
Cabinet du Ministre
(819) 994-2424

Carole Soucis
Direction générale des Affaires publiques
(819) 994-4816



AMENDEMENTS À LA LOI

Les dispositions législatives adoptées par la Chambre aujourd'hui à la suite de la présentation du projet de loi C-44 amendent la *Loi sur l'immigration* dans 14 domaines.

Principalement les nouvelles dispositions :

- empêchent les personnes reconnues coupables de crimes graves (qui présentent un danger pour la société et sont passibles d'une peine maximale d'emprisonnement de 10 ans ou plus) de présenter une revendication du statut de réfugié en vue de retarder leur renvoi du Canada. Par exemple, les commissaires de la CISR n'auront plus à se rendre au pénitencier de Kingston pour procéder à l'audition de la revendication du statut de réfugié d'une personne reconnue coupable de meurtre;
- retirent à la Commission d'appel de l'immigration (CAI) de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) le pouvoir de suspendre ou de renverser l'ordonnance d'expulsion prononcée à l'endroit de personnes ayant commis des crimes graves (violence, utilisation d'armes, agression sexuelle ou trafic de stupéfiants) punissables d'une peine de 10 ans ou plus;
- suppriment le droit d'en appeler à la Commission d'appel de l'immigration pour les résidents non permanents qui ont été reconnus par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et le Solliciteur général comme présentant un risque pour la sécurité. La Cour fédérale du Canada procède déjà à l'examen de la validité des certificats;
- suppriment la possibilité pour une personne de présenter plusieurs revendications du statut de réfugié en même temps;
- interrompent les démarches visant l'obtention de la citoyenneté tant que la personne est sujette à une enquête de l'immigration;
- stipulent que les personnes sont inadmissibles au Canada si elles ont été déclarées coupables deux fois par procédure sommaire (délits mineurs punissables d'une peine d'emprisonnement d'au plus six mois), qu'un délit ou les deux aient eu lieu au Canada ou à l'étranger;
- autorisent le Ministre à approuver les demandes de réadaptation -- les cas de crime mineur pouvant être traités par des agents;
- améliorent la rentabilité du programme d'immigration notamment en supprimant la tenue d'une nouvelle enquête dans le cas des personnes qui ont déjà reçu l'ordre de quitter le Canada;
- stipulent qu'à son départ du Canada, le résident permanent frappé d'une mesure de renvoi (ordonnance d'expulsion ou interdiction de séjour) perd son statut de résident permanent;
- autorisent les agent d'immigration à saisir des pièces d'identité dans le courrier international s'il est manifeste qu'elles sont destinées à un usage contraire aux exigences en matière d'immigration.

RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES DU MINISTRE MARCHI
DEVANT LE COMITÉ DU SÉNAT
AU SUJET DU PROJET DE LOI C-44

● «Lorsque nous rencontrons les personnes qui sont responsables du HCNUR à travers le monde, elles nous confirment que ce que contient ce projet de loi est tout à fait compatible avec la Convention de Genève. En fait, l'article 33 de la Convention de Genève autorise les États membres à renvoyer les personnes coupables de crimes graves même après que le statut de réfugié leur a été accordé.»

«Refuser à bon droit de reconnaître un revendicateur dont la demande n'est pas fondée revient à dire <oui> et à se porter à la défense des droits des réfugiés qui effectivement ont des droits, peu importe ce que proclament les extrémistes, d'où qu'ils soient. Ne pouvoir dire <oui> nous empêche de dire <non>. Si nous savons dire <non>, nous saurons alors à qui dire <oui>, et il sera ainsi plus facile à ceux qui croient en l'immigration de faire valoir leurs idées devant d'autres Canadiens et d'autre citoyens du monde.»

● «L'amendement que nous avons apporté devant le Comité permanent de la Chambre des communes concernant les <crimes graves> était de nature délicate. La définition retenue au départ était injustement trop large. La production de faux chèques aurait été associée à la perpétration de meurtres ou au trafic des stupéfiants.»

«A l'étranger, nous recourons aux services de la GRC, du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) et de la police locale pour procéder à des vérifications de sécurité. Nous rejetons les éléments indésirables. Et c'est pourquoi, toutes proportions gardées, la population des pénitenciers fédéraux est davantage constituée de personnes nées au pays que de personnes nées à l'étranger.»

● «Nous avons travaillé avec acharnement de concert avec les gouvernements étrangers pour nous assurer que, lorsqu'une personne est frappée d'une ordonnance de renvoi, cette dernière peut-être exécutée rapidement et avec efficacité.»

● «Nous pouvons parfois être dupes. Comme tous les autres pays. Ce que nous accomplissons au chapitre des renvois est digne de foi. Je ne crois pas que ce soit suffisant, alors nous avons mis en place un groupe de travail sur l'immigration. Je suis convaincu que nous saurons mieux nous acquitter de nos responsabilités en matière d'exécution de la Loi.» . .

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

July 28, 1995
95-12

IMPOSITION OF A VISITOR VISA REQUIREMENT ON CITIZENS OF VENEZUELA

Ottawa -- The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today announced the immediate implementation of a visitor visa requirement for citizens of the Republic of Venezuela.

"This requirement is being imposed to control the movement of illegal migrants and manifestly unfounded refugee claims made inside Canada by Venezuelan nationals, as well as by nationals of other countries arriving in Canada using fraudulently obtained Venezuelan travel documents. This abuse cannot be allowed to continue," Mr. Marchi said.

Imposing a visa is an effective way to manage our immigration program by controlling a source of abuse. It is being done to counter persistent abuse of Canada's immigration laws, after thorough consideration of alternative measures.

Bona fide travellers will not be hindered by this requirement. The entry of *bona fide* Venezuelan visitors will be facilitated, both overseas and at ports of entry, as they will not be subject to lengthy examinations concerning the purpose of their visit, or by carriers concerning the integrity of their documents. As well, additional staff in the visa section of the Canadian Embassy in Caracas will be available to serve visitor visa applicants.

- 30 -

For information:

Judy Morrison
Minister's Office
(819) 994-2424

Carole Soucis
Public Affairs Branch
(819) 994-4816



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

28 juillet 1995 95-12

IMPOSITION DU VISA DE VISITEUR AUX CITOYENS DU VENEZUELA

OTTAWA - L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que les citoyens de la République du Venezuela sont tenus, à compter de maintenant, de se munir d'un visa de visiteur pour venir au Canada.

« Cette mesure vise à enrayer le mouvement des immigrants clandestins et à mettre un terme aux revendications du statut de réfugié manifestement non fondées, présentées par des ressortissants vénézuéliens au Canada de même que par des ressortissants d'autres pays qui tentent d'entrer au Canada, en se servant de titres de voyage vénézuéliens obtenus de façon frauduleuse, a déclaré M. Marchi. Nous ne saurions tolérer plus longtemps ces abus. »

Parce qu'elle contribue à éliminer une source d'abus, l'imposition du visa est un instrument efficace de gestion de notre programme d'immigration. Elle vise à contre les abus constants pratiqués à l'encontre des dispositions législatives canadiennes en matière d'immigration et n'a été décidé qu'après un sérieux examen des autres solutions possibles.

Les voyageurs de *bonne foi* ne seront pas gênés par cette mesure. L'admission des visiteurs vénézuéliens authentiques en sera facilitée, à l'étranger et aux points d'entrée, étant donné qu'ils ne seront pas soumis à de longs interrogatoires concernant le but de leur visite, ni inquiétés par les vérifications des transporteurs relativement à l'intégrité de leurs documents. Par ailleurs, la section des visas de l'ambassade canadienne à Caracas disposera d'un personnel plus nombreux pour traiter les demandes de visa de visiteur.

-30-

Renseignements :

Judy Morrison

Cabinet du Ministre

(819) 994-2424

Gouvernement
du Canada
Government
of Canada



Canada

(819) 994-4816

publiques, AC

Direction générale des affaires

Carole Soucis



News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

28 July 1995
95-13



Removal of the Visitor Visa Requirement for Slovenians

OTTAWA - The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, announced today that citizens of the Republic of Slovenia will no longer be required to obtain visitor visas to visit Canada. This change will come into effect 01 August 1995.

"The lifting of the visitor visa requirement is an important step in strengthening cooperation between Slovenia and Canada. It will encourage tourism, as well as business and cultural exchanges between our two countries," the Minister said.

Citizens of Slovenia are not posing immigration control problems in Canada and their visitor visa refusal rate remains low.

Approximately 2000 visas were issued last year to Slovenian citizens by the Canadian Embassy in Vienna.

Canadians do not require a visitor visa to travel to Slovenia.

Canadian and Slovenian officials are today also signing two bilateral arrangements - an arrangement to cooperate in combatting illegal migration, and an arrangement to facilitate removal of violators of Canadian or Slovenian immigration laws.

-30-

For information:

Judy Morrison
Minister's Office
(819) 994-2424

Roger White
Public Affairs Branch, NHQ
(819) 994-4624



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

28 août 1995
95-13

Abrogation de l'exigence du visa de visiteur pour les Slovénes

OTTAWA - L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que les citoyens de la République de Slovénie ne seront plus tenus de se procurer un visa pour venir en visite au Canada. Cette modification prendra effet le 01 août 1995.

«La levée de l'exigence du visa de visiteur va contribuer de façon importante à renforcer la coopération entre la Slovénie et le Canada, a déclaré le Ministre. Elle va favoriser le tourisme, de même que les échanges commerciaux et culturels entre nos deux pays.»

Les citoyens de la Slovénie ne constituent pas un problème en ce qui concerne les contrôles d'immigration et le taux de refus de leurs visas de visiteur demeure minime.

L'an dernier, environ 2 000 visas ont été émis à des citoyens slovénes par l'ambassade du Canada à Vienne.

Les Canadiens ne sont pas tenus de se procurer un visa de visiteur pour aller en voyage en Slovénie.

Les autorités canadiennes et slovénes ont par ailleurs signé aujourd'hui deux ententes bilatérales - l'une visant à enrayer l'immigration clandestine, l'autre, à faciliter le renvoi des personnes - contrevenant aux lois canadienne et slovéne en matière d'immigration.

-30-

Renseignements :

Judy Morrison
Cabinet du Ministre
(819) 994-2424

Roger White
Direction générale des affaires
publiques, AC
(819) 994-4624

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

August 9, 1995
95-15



Canada To Take More Refugees From Former-Yugoslavia

OTTAWA - The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today announced that Canada will respond generously to the recent appeal by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) to the international community to resettle 5,000 refugees from former-Yugoslavia.

"In response to this urgent request, Canada will welcome at least 500 more refugees," said Minister Marchi. "This is in addition to the 16,000 persons to whom Canada has already given a home from that troubled region. I know we can increase this commitment through private sponsorships. Many Canadians wish to help in this humanitarian effort and my officials are fully ready to facilitate this assistance."

Immigration officials are consulting with representatives of refugee sponsoring organizations and the Canadian Council for Refugees to discuss how private sponsorship can increase the impact of Canada's humanitarian response to this situation. Renewed efforts toward partnership between government, private individuals and concerned organizations have the potential to increase the number of refugees resettled in Canada through private sponsorship. This will go a long way to increase the impact of Canada's response to the humanitarian crisis caused by this war.



"We have proven that we can deliver on our international and humanitarian commitments to the world community, and this is especially true when government and citizens work hand in hand to respond to human tragedies," said Minister Marchi.

The UNHCR is convening a meeting in Geneva on August 11, 1995 of the 30 countries to which an appeal was made. Canadian officials will formally present Canada's offer at that time.

Backgrounders on Canada's response to the crisis in former-Yugoslavia and the Private Sponsorship of Refugees Program are attached.

- 30 -

For more information:

Pamela Cullum
Public Affairs
(819) 953-2812

CANADA PROTECTS REFUGEES FROM FORMER-YUGOSLAVIA

BACKGROUNDER

August 1995

REFUGEE PROTECTION

Canada is committed to assisting persons from former-Yugoslavia. Canada continues to grant immigrant visas to individuals who are adversely affected by the conflict and who have relatives in Canada who are willing and able to assist. Since the beginning of the conflict, Canada has accepted a total of 16,000 persons through refugee and humanitarian programs.

Since July 1992, **Special Measures** have provided for relaxed selection criteria for citizens of former-Yugoslavia who are adversely affected by the conflict and who have family willing to help them settle in Canada. About 5,800 immigrant visas have been issued to date and we expect to continue to help about 100 people per month in this way. An in-Canada component of this program was tailored to assist citizens of former-Yugoslavia who found themselves in Canada when hostilities began in 1992 and who were unable to return home. It has been a success. More than 1,570 citizens of former-Yugoslavia have received permanent residence as a result.

Persons who are not eligible under this program may be considered under other immigration programs. Those currently in Canada have access to the refugee determination system or may request consideration on humanitarian grounds.

Since 1993, 8,579 persons have come as **government-assisted refugees** (about 58% of that class for the period). This year, Canada's total target for government-assisted refugees is 7,300, of which 4,500 will come from former-Yugoslavia. Of this number, 3,300 have already arrived in Canada.

In addition, in the last two years, over 1,100 persons have come to Canada as **privately sponsored refugees**. It is through this program that the government hopes to work in partnership with Canadians to increase the effectiveness of the government's limited resources for refugee resettlement.

Unlike other countries which may offer only temporary asylum, refugees accepted by Canada are granted permanent residency and may ultimately apply for citizenship. Canada's immigration policies do not favour applicants of any particular race, nationality, ethnic origin, colour, religion or gender.

PRIVATE SPONSORSHIP OF REFUGEES

BACKGROUNDER

August 1995

What is the Private Sponsorship of Refugees?

The Private Sponsorship of Refugees is a program in which the government works together with private sector volunteers to help resettle refugees in Canada.

Who can sponsor a refugee?

Any group of five or more Canadian citizens or permanent residents who are at least 19 years of age may sponsor refugees. A corporation can also sponsor eligible refugees if representatives live in the community where the refugees are expected to settle. A wide range of religious organizations, service and cultural groups as well as many private individuals across Canada have sponsored refugees.

How can I apply to sponsor a refugee?

If you meet the above criteria you can sign a sponsorship undertaking at any Canada Immigration Centre. As part of that sponsorship undertaking, you must agree to provide lodging, care, maintenance and settlement assistance for the refugee and accompanying dependants for a period of one year or until the refugee becomes self-supporting, whichever comes first.

Keep in mind that an approved sponsorship is not a guarantee that a named individual will meet Canadian immigration criteria.

As a sponsor, what are my obligations?

As a sponsor, your responsibility begins on the date the refugee arrives in your community and will normally continue for a maximum period of one year, or until the refugee becomes continuously self-supporting, whichever comes first.

Sponsors must provide emotional and financial support to the sponsored refugees. As sponsors, you are expected to meet the refugee when he/she arrives in your community. You are responsible for providing the money that the refugee needs for suitable lodgings, food, clothing and incidental expenses for a maximum of one year.

A sponsor should also help the refugee find suitable accommodations, learn an official language, get a job, make friends, learn about Canadian culture and values, and learn about services in the community. Often, the friendships which develop between sponsors and sponsored refugees last a lifetime.

How long before the refugee arrives?

Processing varies from about 4 to 18 months depending on if the person is a named or unnamed refugee, which country the person is coming from, and the complexity of their immigrant application.

How are privately sponsored refugees different from government-assisted refugees?

Both privately sponsored and government-assisted refugees are selected abroad and must meet the same security, health and immigration requirements. Both must also demonstrate that they will be able to successfully establish in Canada within a year of arrival here.

The major difference between the two is the means through which financial assistance is provided to help such newcomers settle into the community. The federal government provides financial support for government-assisted refugees whereas the sponsoring group provides financial support for privately sponsored refugees.

How does the refugee selection process abroad work?

The selection process abroad, for both privately sponsored and government-assisted refugees, is a two-step process:

- First, a visa officer establishes if the applicant is a Convention refugee or qualifies under other immigration programs.
- Second, the visa officer assesses if the applicant will settle and establish well in Canada, and meet other requirements such as medical and security requirements.

What is the role of Citizenship and Immigration Canada in this process?

We will work with you to establish a sponsorship agreement. CIC provides loans to cover the cost of the right of landing fee, medical examinations, travel costs, and visa processing fees. Loans may be approved if a refugee can demonstrate the need for a loan and the potential to repay the accumulated debt load. Once in Canada, the refugee can access federally funded settlement services.

Where can I get more information?

For more information, contact your nearest office of Citizenship and Immigration Canada.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 9 août 1995
95-15

Le Canada va accepter plus de réfugiés de l'ancienne Yougoslavie

OTTAWA - Monsieur Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que le Canada répondrait généreusement à l'appel lancé récemment par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) à la communauté internationale en vue du rétablissement de 5 000 réfugiés de l'ancienne Yougoslavie.

«En réponse à cette demande pressante, le Canada va accueillir au moins 500 autres réfugiés, a déclaré le ministre Marchi. Ce nombre s'ajoute à celui des 16 000 personnes que nous avons déjà accueillies en provenance de cette région agitée. Je sais que nous pouvons renforcer cet engagement en recourant au parrainage par le secteur privé. Nombre de Canadiens désirent contribuer à cet effort humanitaire et mes collaborateurs sont prêts à aider tous ceux qui veulent y participer.»

Les hauts fonctionnaires de l'Immigration consultent des représentants des organismes de parrainage de réfugiés et le Conseil canadien pour les réfugiés pour voir comment, avec l'aide du secteur privé, le Canada peut répondre plus généreusement à l'appel du HCNUR. De nombreux Canadiens et Canadiennes compatissent avec ceux qui sont pris dans le conflit qui sévit dans l'ancienne Yougoslavie. Une collaboration accrue entre le gouvernement, des particuliers et des organismes concernés nous aidera à accueillir un plus grand nombre de réfugiés et à faciliter leur établissement au Canada, grâce à des parrainages privés. Le Canada pourra ainsi faire beaucoup plus pour soulager la misère causée par cette guerre.

«Nous avons prouvé que nous pouvions respecter nos obligations humanitaires et nos engagements pris devant la communauté des nations, et la démonstration en est encore plus éclatante lorsque le gouvernement et les citoyens joignent leurs efforts pour soulager le sort des victimes de grandes tragédies», a ajouté le Ministre.

Le HCNUR attend le 11 août 1995, à Genève, des représentants des 30 pays auxquels un appel a été lancé. L'offre du Canada sera formellement présentée à cette occasion.

Des documents d'information sur les mesures prises par le Canada en faveur des citoyens de l'ancienne Yougoslavie et sur le programme de parrainage de réfugiés par le secteur privé sont joints au présent communiqué.

- 30 -

Renseignements :

Pamela Cullum
Affaires publiques
(819) 953-2812

LE CANADA OFFRE SA PROTECTION AUX RÉFUGIÉS DE L'ANCIENNE YUGOSLAVIE

DOCUMENT D'INFORMATION

Août 1995

PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Le Canada s'est engagé à aider les ressortissants de l'ancienne Yougoslavie. Il continue de délivrer des visas d'immigrant à des victimes du conflit qui ont des parents au Canada, prêts à les aider et capables de le faire. Depuis le début du conflit, le Canada a accueilli un total de 16 000 personnes admises à titre de réfugiés ou en vertu de considérations humanitaires.

Depuis juillet 1992, des **mesures spéciales** ont été prises consistant à appliquer des critères de sélection plus souples à l'égard des citoyens de l'ancienne Yougoslavie, victimes du conflit et qui ont de la famille au Canada prête à les aider à s'établir ici. Environ 5 800 visas d'immigrant ont été délivrés à ce jour, et nous pensons pouvoir continuer d'aider environ 100 personnes par mois de cette façon. Ces mesures spéciales visaient également les citoyens de l'ancienne Yougoslavie qui se trouvaient au Canada au moment où les hostilités se sont déclenchées et qui étaient incapables de retourner chez eux. Plus de 1 570 autres personnes ont ainsi obtenu le statut de résident permanent.

Les personnes qui ne réunissent pas les conditions voulues pour bénéficier de ces mesures spéciales, peuvent présenter une demande dans le cadre d'autres composantes du programme d'immigration. Ceux qui sont actuellement au Canada peuvent demander le statut de réfugié ou demander à être admis en vertu de considérations humanitaires.

Depuis 1993, 8 579 personnes sont venues au Canada à titre de **réfugiés pris en charge par le gouvernement** (soit près de 58 % des réfugiés de cette catégorie admis depuis cette même année). Cette année-ci, l'objectif fixé pour les réfugiés pris en charge par le gouvernement est de 7 300, dont 4 500 de l'ancienne Yougoslavie. De ce dernier nombre, 3 300 sont déjà arrivés au Canada.

Par ailleurs, au cours des deux dernières années, plus de 1 100 personnes sont arrivées au Canada en tant que **réfugiés parrainés par le secteur privé**. C'est dans le cadre de ce programme que le gouvernement espère établir des partenariats avec des Canadiens et Canadiennes pour mettre à profit au maximum les ressources limitées dont dispose le gouvernement pour l'établissement des réfugiés.

Contrairement à d'autres pays qui n'offrent peut-être qu'un asile temporaire, le Canada accorde la résidence permanente aux réfugiés qu'il accepte et ces réfugiés pourront, par la suite, demander la citoyenneté. La politique d'immigration du Canada ne fait aucune distinction entre les requérants du fait de leur race, nationalité, origine ethnique, couleur, religion ou sexe.

PARRAINAGE DES RÉFUGIÉS PAR LE SECTEUR PRIVÉ

NOTE DOCUMENTAIRE

Août 1995

Qu'est-ce que le parrainage de réfugiés par le secteur privé?

Il s'agit d'un programme de collaboration entre le gouvernement et des bénévoles du secteur privé visant à aider des réfugiés sélectionnés à l'étranger à se rétablir au Canada.

Qui peut parrainer un réfugié?

Tout groupe de cinq citoyens ou résidents permanents du Canada ou plus, âgés d'au moins 19 ans, peut parrainer des réfugiés. Une personne morale peut également parrainer des réfugiés admissibles si elle a des représentants dans la collectivité où les réfugiés sont censés s'établir. Une vaste gamme d'organisations religieuses, d'organismes de services et de groupes culturels ainsi que de nombreux particuliers ont déjà parrainé des réfugiés.

Comment m'y prendre pour parrainer un réfugié?

Si vous répondez aux critères mentionnés ci-dessus, vous pouvez signer un engagement de parrainage dans n'importe quel Centre d'Immigration Canada. Vous devez vous engager à subvenir aux besoins de base du réfugié et des personnes à charge qui l'accompagnent, lui fournir un logement et l'aider à s'établir, pendant une période d'un an, ou moins si le réfugié devient autonome avant.

Il ne faut pas oublier qu'une demande de parrainage approuvée ne garantit pas l'admission de la personne nommée dans votre demande. Elle peut ne pas répondre aux critères d'immigration du Canada.

En tant que répondant, quelles sont mes obligations?

Le répondant commence à s'acquitter de ses responsabilités à partir de la date à laquelle le réfugié arrive dans la collectivité et il est normalement lié par son engagement pendant une période maximale d'un an, ou moins, si le réfugié devient entièrement autonome avant la fin de la première année.

Les répondants doivent fournir un soutien psychologique et financier aux réfugiés parrainés. Ils sont censés les accueillir au moment de leur arrivée. Ils doivent verser l'argent nécessaire pour le logement, la nourriture, les vêtements et les frais courants pendant un maximum d'un an.

Les répondants doivent également aider le réfugié à trouver un logement convenable, à apprendre

une des langues officielles, à trouver un emploi, à se faire des amis, à se familiariser avec la culture et les valeurs canadiennes et à connaître les services offerts dans la collectivité. Souvent, des liens d'amitié durables s'établissent entre les répondants et les réfugiés qu'ils parrainent.

Combien de temps cela prend-il pour que le réfugié arrive?

Le traitement de la demande peut prendre de 4 à 18 mois, selon la catégorie dans laquelle rentre le réfugié, le pays d'où il vient et la complexité de sa demande d'immigration.

Quelle différence y a-t-il entre les réfugiés parrainés par le secteur privé et ceux qui sont pris en charge par le gouvernement?

Les réfugiés parrainés par le secteur privé et ceux qui sont pris en charge par le gouvernement sont sélectionnés à l'étranger et doivent satisfaire aux mêmes exigences en matière de sécurité, de santé et d'immigration. Les réfugiés des deux catégories doivent pouvoir démontrer qu'ils pourront s'établir avec succès au Canada, en l'espace d'un an.

La principale différence vient de la source des fonds mis à la disposition de ces nouveaux arrivants pour s'établir dans la collectivité. Le gouvernement fédéral assume les frais dans le cas des réfugiés qu'il a pris en charge, alors que c'est le groupe de parrainage qui fournit les fonds nécessaires pour subvenir aux besoins des réfugiés qu'ils parrainent.

Comment fonctionne le processus de sélection des réfugiés à l'étranger?

La sélection des réfugiés à l'étranger, pris en charge par le gouvernement ou parrainés par le secteur privé, se fait en deux étapes :

- premièrement, un agent des visas établit si la personne concernée est un réfugié au sens de la Convention ou répond aux exigences imposées par d'autres programmes d'immigration;
- deuxièmement, un agent des visas détermine si le requérant pourra s'établir avec succès au Canada et s'il satisfait aux autres exigences, notamment sur le plan de la santé et de la sécurité.

Quel rôle joue Citoyenneté et Immigration dans ce processus?

Nous vous aiderons à rédiger un accord de parrainage. CIC accorde des prêts pour payer le droit exigé pour l'établissement, les frais médicaux, les frais de transport et les frais de traitement de la demande de visa. Un prêt peut être consenti si le réfugié peut démontrer qu'il en a besoin et qu'il est capable d'en rembourser le montant. Après leur arrivée au Canada, les réfugiés ont accès aux services d'aide à l'établissement financés par le gouvernement fédéral.

Où obtenir de plus amples renseignements?

Pour avoir plus de renseignements, adressez-vous à un bureau de Citoyenneté et Immigration Canada.

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

September 6, 1995
95 - 16



Government and NGOs Partner to Respond to UNHCR Refugee Appeal

OTTAWA - A joint plan of action to bring more refugees under the UNHCR Refugee Appeal, from the war torn former-Yugoslavia has been reached with non-government organizations (NGOs) and agencies, Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi announced today.

Officials and elected representatives of the *Canadian Council for Refugees* and the private sponsorship groups which form the NGO-Government Committee on Private Sponsorship have met with government officials to agree on a plan of action. Private sponsorship groups represented are the *Mennonite Central Committee*; *Jewish Immigrant Aid Services*; *Roman Catholic Diocese of London, Refugee Office*; *Diocese of British Columbia*; *Anglican Church*; *Action Réfugiés Montréal*; and the *Afghan Association of Ontario*.

"The Government of Canada is committed to helping a minimum of 500 refugees in response to the United Nations appeal," said Minister Marchi. "Canadians can continue to be justifiably proud of their outstanding humanitarian tradition which has seen Canada resettle over 700,000 refugees since World War II. This initiative complements other private sponsorship initiatives, and makes it easier for private citizens to make an active contribution to this humanitarian cause, enabling us to help even more families. Already a number of Canadians are showing an interest in sponsoring individuals and families from former-Yugoslavia."

Under this formula, the federal government will provide the first three months of financial assistance, which includes start-up costs, to the refugee family; and private sponsors will provide financial assistance for the next nine months, or until the family is self-sustaining, whichever comes first; for a total of one year's support. In addition, adults will be eligible for the Language Instruction for Newcomers to Canada (LINC) program. Funds for this initiative are being provided through existing budgets.



"As organizations with a long history of commitment to private sponsorship, we believe that this initiative can only help to increase the assistance that Canada can offer to help relieve the people in former-Yugoslavia from this humanitarian crisis," said Gloria Nafziger, Co-Chair of the NGO-Government Committee on Private Sponsorship.

Funding will be available for start-up assistance for the refugees during the 1995-1996 fiscal year. Refugees selected under this appeal must have their sponsorships completed by early November and must arrive in Canada by December 15, 1995. Therefore, it is urgent that private sponsors come forward immediately.

"Resettling refugee families through this sponsorship project is a concrete way for Canadians to make a difference for the victims of ethnic cleansing and civil war in former-Yugoslavia," said Nancy Worsfold, Executive Director of the Canadian Council for Refugees. "We call on all Canadians to take on this humanitarian challenge. Individuals can make a difference."

Anyone interested in sponsoring a refugee may contact their regional co-ordinator for Private Sponsorship, Citizenship and Immigration Canada for information.

Given its responsibilities under the Canada-Quebec Accord for the selection of refugees abroad and their settlement, Quebec has been considering its own strategy. The Quebec government will also participate in the response to the UNHCR appeal by accepting 100 refugees, all of them government assisted. Persons in Quebec who are interested in sponsoring a refugee may nonetheless contact the CIC regional coordinator for private sponsorship.

"I am especially pleased with the high degree of co-operation shown by the NGOs in working together with my officials to reach this important partnership which once again demonstrates that Canadians working together can respond generously," the Minister noted.

- 30 -

A list of Citizenship and Immigration Canada Regional Coordinators of Private Sponsorship is attached.

For more information, contact:

Pam Cullum
Citizenship and Immigration Canada
(819) 953-2812

Roger White
Minister's Office
(819) 994-2424

Nancy Worsfold
Executive Director
Canadian Council for Refugees
(514) 277-7223

Gloria Nafziger
Mennonite Central Committee and Chair,
NGO-Government Committee on Private
Sponsorship
(416) 921-3927

CIC PRIVATE SPONSORSHIP COORDINATORS

BRITISH COLUMBIA/YUKON

Adrian French
Citizenship and Immigration
1800 - 1188 West Georgia Street
Vancouver, British Columbia
V6E 4A2

Tel: 604-666-8546
Fax: 604-666-1977

ALBERTA

Ela Tuszyńska
Citizenship and Immigration
10032 - 103rd Street
Edmonton, Alberta
T5J 4K6

Tel: 403-495-2503
Fax: 403-495-6739

Dianne Michaelson
Citizenship and Immigration
Room 170, 220 4th Avenue South East
Calgary,
T2G 4X3

Tel: 403-292-4367
Fax: 403-292-6843

Louise Odland
Citizenship and Immigration
Room 204, 706 - 4th Avenue South Box 2050
Lethbridge, Alberta
T1J 4K6

Tel: 403-382-3140
Fax: 403-382-3163

SASKATCHEWAN

Irene Huculak
Citizenship and Immigration
Room 415, 2045 Broad Street
Regina, SK
S4P 3T8

Tel: 306-780-7786
or 1-800-667-9229
Fax: 306-780-8745

Cheryl Southgate
Citizenship and Immigration
Room 425 101-27nd Street Est
Saskatoon, SK
S7K 0E1

Tel: 306-975-5357
Fax: 306-975-4525

MANITOBA

Gisele Verrier
Citizenship and Immigration
Room 400, 25 Forks Market Road
Winnipeg, Manitoba
R3C 4S9

Tel: 204-983-4549
Fax: 204-983-3176

ONTARIO

Hille Schnier or Gerald Degenhardt
Citizenship and Immigration
438 University Avenue, Suite 1102, Box 14
Toronto, Ontario
M5G 2K8

Tel: 416-973-7961
Fax: 416-973-9027

QUEBEC

Rod Berezuik
Citizenship and Immigration Canada
1010 St. Antoine Street West
Post Office Box 748, Station A
Montreal, Quebec
H3C 2V2

Tel: 514-283-0228
Fax: 514-496-1881

Jocelyne Drapeau
Citizenship and Immigration Canada
365 Dorchester Street
Quebec City, Quebec
G1K 8P8

Tel: 418-648-3006
Fax: 418-648-8145

Daniel Bernard
Director, Canada Immigration Centre
Citizenship and Immigration Canada
2665 King Street West, Suite 300
Sherbrooke, Quebec
J1L 2G5

Tel: 819-564-5686
Fax: 819-564-5723

Michel Ferreira
Citizenship and Immigration Canada
259 St. Joseph Blvd.
Rez-de-chaussée, Suite 109
Hull, Quebec
J8Y 6T1

Tel: 819-997-3739
Fax: 819-953-8505

ATLANTIC REGION

W. (Bill) Stewart
Citizenship and Immigration Canada
15th Floor, 99 Wyse Road
P.O. Box 1350
Dartmouth, NS
B2Y 4B9

Tel: 902-426-1418
Fax: 902-426-7987

Mary Fifield
Citizenship and Immigration Canada
15th Floor, 99 Wyse Road
P.O. Box 1350
Dartmouth, NS
B2Y 4B9

Tel: 902-426-1419
Fax: 902-426-7987

COORDINATEURS REGIONAUX: PARRAINAGE DU SECTEUR PRIVÉ

COLUMBIE BRITANNIQUE ET YUKON

Adrian French
Citoyenneté et Immigration Canada
1800 - 1188 rue Georgia Ouest
Vancouver (C. - B.)
V6E 4A2

ALBERTA

Ela Tuszyńska
Citoyenneté et Immigration Canada
10032, 103^e Rue
Edmonton (Alberta)
T5J 4K6

Dianne Michalson
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 170, 220 4^e Rue Sud-Ouest
Calgary (Alberta)
T2G 4X3

Louise Odland
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 204, 706 4^e Avenue Sud
Case postale 2050
Lethbridge (Alberta)
T1J 4K6

Tél : 403-382-3140
Fax: 403-382-3163

SASKATCHEWAN

Irene Huculak
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 415, 2045 rue Broad
Regina (Saskatchewan)
S4P 3T8

Tél : 306-780-7786
or 1-800-667-9229
Fax: 306-780-8745

Cheryl Southgate

Citoyenneté et Immigration
Canada
Bureau 425, 101, 27^e Rue Est
Saskatoon (Saskatchewan)
S7K 0E1

Tél : 306-975-5357
Fax: 306-975-4525

MANITOBA

Gisèle Verrier
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 400, 25 chemin Forks Market
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4S9

Tél : 204-983-4549
Fax: 204-983-3176

ONTARIO

Hilte Schnier / Gerald Degenhardt
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 1102, 438, rue Université

Case postale 14

M5G 2K8
Toronto (Ontario)

Tél : 416-973-7961
Fax: 416-973-9027

QUEBEC

Rod Berzduk
Citoyenneté et Immigration Canada
1010, rue Saint-Antoine
Case postale 748, Succ. A
Montréal (Québec)
H3C 2V2

Tél : 514-283-0228
Fax: 514-96-1881

Jocelyne Drapeau
Citoyenneté et Immigration Canada
365, rue Dorchester
Québec (Québec)
G1K 8P8

Tél : 418-648-3006
Fax: 418-648-8145

Daniel Bernard
Citoyenneté et Immigration Canada
2665, rue King Ouest, bureau 300
Sherbrooke (Québec)
J1L 2G5

Tél : 819-564-5686
Fax: 819-564-5723

Michel Perreira
Citoyenneté et Immigration Canada
259 boul. Saint-Joseph
Rez-de-chaussée, Bureau 109
Hull (Québec)
J8Y 6T1

Tél : 819-997-3739
Fax: 819-953-8505

ATLANTIQUE

W. (Bill) Stewart
Citoyenneté et Immigration Canada
15 étage, 99, rue Wyse
Case postale 1350
Dartmouth (N.-É.)
B2Y 4B9

Tél : 902-426-1418
Fax: 902-426-7987

Mary Fifeild
Citoyenneté et Immigration Canada
15 étage, 99, rue Wyse
Case postale 1350
Dartmouth (N.-É.)
B2Y 4B9

Tél : 902-426-1419
Fax: 902-426-7987

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 6 septembre 1995
95 -16

Le gouvernement et les ONG répondront à l'appel du HCNUR concernant les réfugiés

OTTAWA - «Nous nous sommes entendus avec des organisations non gouvernementales (ONG) et d'autres organismes pour mettre en oeuvre, dans le cadre de l'appel du HCNUR, un plan d'action qui nous permette d'accueillir davantage de réfugiés provenant de ce pays déchiré par la guerre qu'est l'ex-Yougoslavie», déclare le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi.

Les responsables et les représentants élus du *Conseil canadien pour les réfugiés* et les groupes de parrainage privés qui composent le comité ONG/gouvernement sur le parrainage par le secteur privé ont rencontré les responsables du gouvernement pour convenir d'un plan d'action. Les groupes de parrainage du secteur privé représentés étaient les suivants : *Comité central mennonite; Services d'assistance aux immigrants juifs; Roman Catholic Diocese of London, Refugee Office; Diocese of British Columbia, Anglican Church; Action Réfugiés Montréal et Afghan Association of Ontario.*

«Le gouvernement du Canada s'est engagé à accueillir au moins 500 réfugiés en réponse à l'appel des Nations Unies, a indiqué le ministre Marchi. Les Canadiens peuvent toujours, à juste titre, être fiers de la tradition humanitaire remarquable de notre pays grâce à laquelle le Canada a rétabli chez lui 700 000 réfugiés depuis la Deuxième Guerre mondiale. Ce geste s'inscrit dans la foulée des autres initiatives de parrainage par le secteur privé et facilite la démarche des citoyens désireux d'apporter leur contribution à cette cause humanitaire, ce qui nous permettra d'aider encore plus de familles. Certains citoyens canadiens se sont montrés intéressés à parrainer des particuliers et des familles en provenance de l'ex-Yougoslavie.»

En vertu de ces modalités, le gouvernement fédéral assurera le soutien financier de la famille de réfugiés, ce qui inclut les frais d'installation, pendant les trois premiers mois, et les répondants du secteur privé prendront la relève jusqu'à ce que la famille soit en mesure de subvenir à ses besoins ou jusqu'à concurrence d'une période de neuf mois, ce qui représente, au total, une période d'un an. En outre, les réfugiés adultes seront admissibles au programme des Cours de langue pour les immigrants au Canada (CLIC). Le financement de cette mesure est prévu dans les budgets établis.



«En tant qu'organismes engagés depuis longtemps dans le parrainage privé, nous croyons que cette initiative ne peut qu'accroître l'aide offerte par le Canada en vue de soulager les populations de l'ex-Yougoslavie dans le présent contexte de crise», a déclaré M^{me} Gloria Nafziger, coprésidente du Comité ONG/gouvernement sur le parrainage par le secteur privé.

Des fonds seront affectés à l'aide à l'installation des réfugiés au cours de l'exercice 1995-1996. Les réfugiés sélectionnés dans le cadre de cette initiative devront avoir complété les démarches relatives à leur parrainage au début de novembre et ils devront arriver au Canada au plus tard le 15 décembre 1995. Aussi importe-t-il que les répondants du secteur privé se manifestent dès aujourd'hui.

«Le rétablissement de familles de réfugiés dans le cadre de ce projet de parrainage constitue pour les Canadiens une façon concrète d'améliorer le sort des victimes du nettoyage ethnique et de la guerre civile en ex-Yougoslavie», affirmait M^{me} Nancy Worsfold, directrice exécutive du Conseil canadien pour les réfugiés. «Nous faisons appel à tous les Canadiens afin qu'ils s'engagent dans cette action humanitaire. Tous et chacun, nous pouvons changer les choses.»

Toute personne intéressée à parrainer un réfugié peut communiquer avec le coordonnateur du parrainage privé des réfugiés de sa région pour obtenir de l'information.

Compte tenu des responsabilités de sélection des réfugiés à l'étranger et de leur établissement qui lui incombent en vertu de l'Entente Canada-Québec, le Québec élabore actuellement sa propre stratégie. Le gouvernement du Québec répondra également à l'appel du HCNUR en accueillant 100 réfugiés et en leur accordant une aide financière. Néanmoins, les personnes qui résident au Québec et qui sont intéressées à parrainer un réfugié peuvent communiquer avec le coordonnateur régional du parrainage privé de CIC.

«Je suis tout particulièrement heureux de voir l'intense esprit de coopération manifesté par les ONG dans leurs démarches avec mes hauts fonctionnaires en vue de créer cet important partenariat qui, encore une fois, témoigne que les Canadiens peuvent, dans une action commune, répondre généreusement aux appels qui leur sont lancés», a souligné le Ministre.

- 30 -

Vous trouverez ci-joint une liste des coordonnateurs régionaux du parrainage privé de Citoyenneté et Immigration Canada.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Pam Cullum
Citoyenneté et Immigration Canada
(819)953-2812

Roger White
Cabinet du Ministre
(819)997-1483

Nancy Worsfold
Directrice exécutive
Conseil canadien pour les réfugiés
(514)277-7223

Gloria Nafziger
Comité central mennonite
Présidente, comité ONG/
gouvernement sur le parrainage
par le secteur privé
(416)921-3927

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

September 29, 1995

95-17



PROCEDURAL ASSESSMENT

OTTAWA - The Department of Citizenship and Immigration today announced that Roger Tassé, O.C., Q.C., a counsel with Gowling, Strathy and Henderson and a former deputy minister of Justice and deputy Attorney General of Canada, has been engaged to provide an assessment of the operational environment, departmental procedures and practices in the removal of persons from Canada.

In describing Mr. Tassé's assignment the Deputy Minister of the Department, Mr. V. Peter Harder, noted that, "Our staff working in this area face a challenging job, in an environment characterised by public scrutiny and, at times, controversy. However, public confidence is indispensable for the successful performance of our duties. It is clear that recent cases, such as the incident involving the manager of the Winnipeg office, have focused concern on departmental conduct and performance. It is important that any flaws in our procedures be corrected."

.../2



- 2 -

Mr. Tassé has been asked to complete his assessment and to report by the end of the year so that his recommendations may be taken into account in the implementation of a plan for the renewal of processes in the removals area and as part of a Department-wide re-engineering of its core business processes.

A copy of Mr. Harder's letter engaging Mr. Tassé is attached.

- 30 -

For information:

Public Affairs
Carole Soucis
(819) 994-4816

Derik Hodgson
(819) 994-4328



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Deputy Minister

Sous-ministre

Ottawa, Canada
K1A 1L1

SEP 29 1995

Me Roger Tassé, O.C. Q.C.
Gowling, Strathy and Henderson
160 Elgin Street
Ottawa, Ontario
K2P 2C4

Dear Mr. Tassé,

Citizenship and Immigration Canada is presently at an important stage in a Department-wide re-engineering of its core business processes. For the past ten months teams of officials from across the organization have analyzed the way in which our services are delivered and have identified new approaches involving significantly changed processes.

The teams have identified a number of process issues in the way the Department enforces compliance with Immigration legislation, the resolution of which will result in significant improvements in efficiency and in productivity. We are now at the point of beginning to implement these quite far-reaching changes.

Recently, for example, we announced permanent arrangements for the removal of foreign criminals from Canada which involves a new approach to partnership between this Department, the RCMP and local police in our major cities. The arrangements benefitted significantly from advice we received from Norman D. Inkster, President of Investigation and Security Inc., KPMG-Peat Marwick Thorne and former Commissioner of the RCMP.

These changes will help us create a more effective enforcement program. It will be equally important that these changes are supported by equally careful attention to the working environment and organizational culture in which they are introduced.

Our vision of the Department's enforcement activity in the future does not only involve changes to the work processes; it also involves these changed processes being carried out in a professional manner which reflects the underlying values of the new Department of Citizenship and Immigration. These values include fairness, respect and due process.

.../2

Canada

Removals are presently carried out through three Central Removal Units, located in Vancouver, Toronto and Montreal. Staff engaged in this work face a difficult challenge, often under significant operational pressures, and in an environment characterised by constant public scrutiny and, at times, controversy.

However, public confidence is indispensable for the successful performance of our duties. It is clear that recent cases, such as the incident involving the manager of the Winnipeg office, have focused concern on departmental conduct and performance. It is important that any flaws in our procedures be corrected forthwith.

Accordingly, I would like you to examine present procedures and practices in the Department's three Central Removal Units and, if warranted, to also examine removal related procedures and practices in other offices which liaise with these Central Removal Units.

In particular, I would welcome your assessment of the extent to which the implementation of re-engineered processes could be enhanced through complementary work in the area of professional values, standards and practices.

You will be given full access to all our files and procedure manual and, of course, I am requesting that our staff give you their full cooperation as you carry out your work.

In order to ensure that the results of this assessment are effectively incorporated into the implementation of the Department's program of renewal, I would appreciate an early start to this work with a report to me before the end of the year.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'V. Peter Harder', with a stylized flourish at the end.

V. Peter Harder

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

29 septembre 1995

95-17

ÉVALUATION DES PROCÉDURES

OTTAWA - Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a annoncé aujourd'hui que M. Roger Tassé, OC, c.r., avocat chez Gowling, Strathy and Henderson et ancien sous-ministre de la Justice et gouverneur général adjoint du Canada, a accepté d'évaluer le contexte opérationnel ainsi que les règles et méthodes du Ministère en matière de renvoi du Canada.

En exposant le mandat confié à M. Tassé, le sous-ministre du Ministère, M. V. Peter Harder, a indiqué : «Nos employés n'ont pas la tâche facile, ils travaillent dans un contexte caractérisé par l'examen rigoureux du public et, parfois, la controverse. Cependant, pour bien accomplir nos fonctions, il est indispensable que nous ayons la confiance du public. Il est évident que des incidents récents comme celui impliquant le gestionnaire du bureau de Winnipeg ont fait converger tous les regards sur la conduite et le rendement du Ministère. Il importe de corriger sur-le-champ les défaillances de nos procédures.»

.../2



M. Tassé devrait terminer son évaluation et présenter son rapport d'ici la fin de l'année pour que ses recommandations puissent être considérées dans la mise en oeuvre du plan de renouvellement des processus de renvoi qui fait partie de la restructuration des grands processus administratifs de l'ensemble du Ministère.

Une copie de la lettre de M. Harder retenant les services de M. Tassé est jointe.

Renseignements :

Affaires publiques
Carole Soucis
(819) 994-4816

Derik Hodgson
(819) 994-4328



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Deputy Minister

Sous-ministre

Ottawa, Canada
K1A 1L1

Roger Tassé, OC, c.r.
Gowling, Strathy and Henderson
160, rue Elgin
Ottawa (Ontario)
K2P 2C4

SEP 29 1995

Monsieur,

Citoyenneté et Immigration Canada se trouve actuellement à une étape importante de la restructuration de ses grands processus administratifs dans tout le Ministère. Pendant les dix derniers mois, des équipes de fonctionnaires de l'organisation ont analysé notre façon d'offrir les services et ont défini de nouvelles méthodes qui supposent des processus sensiblement modifiés.

Les équipes ont cerné certains problèmes dans la façon dont le Ministère fait appliquer la législation en matière d'immigration; la résolution de ces problèmes aboutira à d'importantes améliorations de l'efficacité et de la productivité. Nous sommes maintenant sur le point de commencer à opérer ces changements d'une très grande portée.

Récemment, par exemple, nous avons annoncé des ententes permanentes pour le renvoi des criminels étrangers du Canada, lesquelles sont fondées sur un nouveau partenariat entre notre ministère, la GRC et la police locale dans les grandes villes. Pour la mise en place de ces ententes, nous avons beaucoup tiré profit des conseils de Norman D. Inkster, président de Investigation and Security Inc. chez KPMG-Peat Marwick Thorne et ancien commissaire de la GRC.

Ces changements nous aideront à créer un programme d'exécution de la Loi plus efficace. Il sera tout aussi important que, dans la mise en oeuvre de ces changements, il soit tenu compte du milieu de travail et de la culture organisationnelle.

Notre vision des futures activités coercitives du Ministère ne suppose pas uniquement de modifier les processus de travail, mais aussi d'opérer ces changements d'une manière professionnelle qui témoigne des valeurs sous-jacentes du nouveau ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Ces valeurs comprennent l'équité, le respect et l'application régulière de la loi.

.../2

Les renvois sont actuellement exécutés par trois Sections du renvoi, situés à Vancouver, Toronto et Montréal. Les employés qui sont chargés de ces tâches font face à un enjeu de taille, sont souvent soumis à d'énormes pressions opérationnelles et travaillent dans un contexte caractérisé par l'examen rigoureux du public et, parfois, la controverse.

Cependant, pour bien accomplir nos fonctions, il est indispensable que nous ayons la confiance du public. Il est évident que des incidents récents comme celui impliquant le gestionnaire du bureau de Winnipeg ont fait converger tous les regards sur la conduite et le rendement du Ministère. Il importe de corriger sur-le-champ les défaillances de nos procédures.

En conséquence, j'aimerais que vous examiniez les règles et méthodes actuelles des trois Sections du renvoi du Ministère et, si cela est justifié, que vous étudiiez aussi les règles et méthodes en matière de renvoi des autres bureaux qui ont des liens avec les trois Sections du renvoi.

En particulier, je serais heureux que, grâce à un travail complémentaire à réaliser dans le domaine des valeurs, des normes et des méthodes professionnelles, vous puissiez nous donner votre avis sur l'ampleur de l'amélioration dont pourrait profiter la mise en oeuvre des processus restructurés.

Vous aurez accès à tous nos dossiers et guides de procédures et, bien entendu, vous pouvez compter sur l'entière collaboration des employés dans l'accomplissement de vos tâches.

Pour faire en sorte que les résultats de cette étude soient bien intégrés à la mise en place du programme de renouvellement du Ministère, je vous saurais gré de vous attaquer rapidement à la tâche et de me présenter un rapport avant la fin de l'année.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes plus sincères salutations.

Le sous-ministre,

V. Peter Harder

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

November 1, 1995
95-19

Canada's Immigration Levels in Line with 10-Year Plan

Ottawa — The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today tabled, in the House of Commons, the 1996 Immigration Plan and reported on overall arrivals anticipated for 1995. Mr. Marchi announced that by the end of this year, Canada will have welcomed almost 200,000 new immigrants and refugees.

"A balanced policy is key. We are attracting more independent immigrants who are able to settle in and contribute quickly to the economic and social fabric of Canada," said Minister Marchi. "At the same time, we are also helping to re-unite families and extending our hand to refugees in need."

The Immigration Plan for 1996 sets 195,000 - 220,000 as the overall range of immigrants and refugees, up 5,000 from last year's projections for 1995. The 1996 number includes 171,000 - 187,700 immigrants and 24,000 - 32,300 refugees. Within the immigrant category, 50 percent are in the independent economic class and 46 percent are in the Family Class.

The immigration levels for 1996 represent a range that is consistent with *Into the 21st Century, A Strategy for Immigration and Citizenship*, the 10-year strategy that was announced in November 1994, following extensive consultations with Canadians.

"We are meeting our goals," said Minister Marchi. "But we are not resting on our laurels. We have a long term plan and we are moving on it in concert with the needs and aspirations of Canadians."

- 30 -

The attached table shows 1996 range breakdowns by category.



For more information, contact:

Roger White
Minister's Office
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-2424

Pam Cullum (English)
Public Affairs
Citizenship and Immigration Canada
(819) 953-2812

Carole Soucis (French)
Public Affairs
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-4816

BACKGROUNDER

1996 IMMIGRATION PLAN

Immigrant Category		
Skilled Worker	66,500 - 73,000	50%
Business	18,000 - 20,500	
Provincial/Territorial Nominees*	1,000	
Spouses, Fiancé(e)s and Children	47,000 - 51,000	46%
Parents and Grandparents	31,000 - 34,700	
Live-in Caregiver Program	3,000 1,000	2%
- Principal Applicants		
- Dependants		
Deferred Removal Orders Class and Humanitarian and Compassionate	3,500	2%
Total Immigrant	171,000 - 187,700	100%

Refugee Category			
Government Assisted	7,300		
Privately Sponsored**	2,700	-	4,000
Refugees Landed In Canada and Dependants Abroad	12,000 2,000	- -	18,000 3,000
Total Refugee	24,000	-	32,300

Total Immigrant and Refugee	195,000	-	220,000
-----------------------------	---------	---	---------

* Subject to negotiation with provinces/territories.

** The joint government/NGO pilot project to respond to the United Nations High Commissioner for Refugee's appeal for citizens of former-Yugoslavia, a new Resettlement from Abroad Class, and a new framework for group sponsorships should result in a revitalized private sponsorship program.

DOCUMENT D'INFORMATION

PLAN D'IMMIGRATION POUR 1996

Immigrants		
50%	Travailleurs qualifiés	66 500 - 73 000
	Gens d'affaires	18 000 - 20 500
46%	Candidats d'une province ou d'un territoire*	1 000
	Conjoints, fiancé(e)s, enfants, parents et grands-parents	47 000 - 51 000
2%	Aides familiaux résidents	3 000
	- Requérants principaux	1 000
2%	- Personnes à charge	3 500
	Immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée et admis pour raisons humanitaires	171 000 - 187 700
100%	Total immigrants	

Réfugiés		
Prix en charge par le gouvernement		
7 300		
Parraïnés par le secteur privé**		
2 700		
Réfugiés reconnus comme tels au Canada		
Personnes à charge à l'étranger		
12 000		
2 000		
- -		
18 000		
3 000		
- -		
32 300		
Total réfugiés		
24 000		

Total immigrants et réfugiés		
195 000		
-		
220 000		

Sous réserve de négociations avec les provinces/territoires

** Le projet pilote conjoint gouvernement/ONG mis en place pour répondre à l'appel du HCNUR en faveur des citoyens de l'ancienne Yougoslavie, la création d'une nouvelle catégorie de personnes outre-frontières en voie de réinstallation et de nouvelles modalités pour les parraïnages de groupe devraient redonner de la vigueur au programme de parraïnage par le secteur privé.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

1^{er} novembre 1995
95-19

Les niveaux d'immigration sont conformes au plan décennal

Ottawa — Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a déposé aujourd'hui, à la Chambre des communes, le plan d'immigration pour 1996 et un rapport sur les niveaux que l'on prévoit atteindre en 1995. M. Marchi a annoncé que d'ici la fin de l'année le Canada aura accueilli près de 200 000 nouveaux immigrants et réfugiés.

«Il est primordial d'appliquer une politique équilibrée. Nous attirons de plus en plus d'immigrants indépendants qui sont capables de s'établir et de contribuer rapidement à la vie économique et sociale du Canada, a déclaré le Ministre. Nous continuons par ailleurs à faciliter la réunion des familles et à apporter notre aide aux réfugiés dans le besoin.»

Le plan d'immigration pour 1996 prévoit une fourchette globale entre 195 000 et 220 000 immigrants et réfugiés, soit une augmentation de 5 000 par rapport aux projections faites l'année dernière pour l'année 1995. En 1996, le Canada prévoit donc accueillir de 171 000 à 187 700 immigrants et de 24 000 à 32 300 réfugiés. Parmi les immigrants, 50 p. 100 appartiennent à la catégorie économique des immigrants indépendants et 46 p. 100, à la catégorie de la famille.

Les niveaux annoncés pour 1996 sont de l'ordre de ceux prévus dans *Vers le 21^{ème} siècle : Une stratégie pour l'immigration et la citoyenneté*, la stratégie décennale annoncée en novembre 1994, à la suite de la grande consultation menée auprès des Canadiens et des Canadiennes.

«Nous atteignons nos objectifs, a déclaré le Ministre. Mais nous ne comptons pas en rester là. Nous avons établi un plan à long terme et nous l'exécutons en prenant en compte les besoins et les aspirations des Canadiennes et des Canadiens.»

- 30 -



Le tableau ci-joint montre les niveaux pour 1996, ventilés par catégorie.

Pour plus de renseignements, communiquer avec :

Roger White
Cabinet du Ministre
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 994-2424

Pam Cullum
Affaires publiques
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 953-2812

Carole Soucis
Affaires publiques
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 994-4816

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

November 27, 1995
95-21

Canada and US Release Draft Agreement on Refugee Claimants

OTTAWA — The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today announced significant progress on a joint Agreement between Canada and the United States, concerning responsibility-sharing for asylum seekers. The draft Agreement is part of the Canada/United States Accord on Our Shared Border announced in February 1995 by Prime Minister Chrétien and President Clinton.

"We are working in cooperation with our neighbours to protect the twin pillars of our refugee systems — the protection of genuine refugees and the integrity of our North American refugee determination systems," said Minister Marchi.

A draft Agreement, initialed by officials, is being made available today, to parliamentarians, key non-governmental organizations (NGOs) and other stakeholders for their consideration. The draft takes into account the known views of interested groups.

The key provision of the draft Agreement is that persons seeking asylum must normally apply for protection in the first of the two signatory countries that they reach, where they can find effective protection. This concept, when necessary safeguards are in place, is endorsed by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the 50 member countries of its Executive Committee - including Canada and the US.

"Canada and the US are among a handful of countries in the world that have an open immigration system," said Minister Marchi. "However, domestic approaches are not enough. We need international agreements to deal with the global challenge of refugee movements."



The next forum for a discussion of the draft Agreement is an international symposium. It will be scheduled for next month and sponsored by the Carnegie Endowment for International Peace in Washington, D.C. Representatives of key refugee-serving NGOs, the UNHCR, the academic and legal community, government and the media are being invited.

- 30 -

For a copy of the Preliminary Draft Agreement for Cooperation in Examination of Refugee Status Claims from Nationals of Third Countries, please contact Heather O'Brien, Citizenship and Immigration Canada, Refugee Branch (819) 953-2460 or fax (819) 994-2680 .

For more information, contact:

Roger White
Minister's Office
(819) 994-2424

Craig Goodes
Refugee Branch
(819) 953-2408

Pam Cullum
Public Affairs
(819) 953-2812

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 27 novembre 1995
95-21

Le Canada et les É.-U. annoncent un projet d'entente sur les demandeurs du statut de réfugié

OTTAWA -- Monsieur Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui que les travaux sur une entente Canada-États-Unis visant le partage des responsabilités en ce qui concerne les demandeurs d'asile ont considérablement progressé. Ce projet d'entente s'inscrit dans l'Accord entre le Canada et les États-Unis sur la frontière commune qu'ont annoncé le Premier ministre Chrétien et le Président Clinton en février 1995.

«Nous travaillons avec nos voisins pour maintenir les deux éléments centraux de nos systèmes de reconnaissance du statut de réfugié : la protection des réfugiés authentiques et la protection des processus de reconnaissance du statut de réfugié de nos deux pays contre les abus», a déclaré le Ministre.

Un projet d'entente, paraphé par des représentants des deux gouvernements, a été soumis aujourd'hui aux députés, à des organismes non gouvernementaux clés et à d'autres intervenants. Le projet d'entente prend en compte les opinions exprimées par les groupes intéressés.

La principale clause du projet d'entente concerne l'obligation faite normalement aux demandeurs d'asile de présenter une demande de statut de réfugié dans le premier des deux pays signataires qu'ils atteignent et où ils pourront trouver protection. Ce principe, s'il s'accompagne des mesures de protection nécessaires, est admis par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) et par les 50 pays membres de son Comité exécutif, dont font partie le Canada et les États-Unis.

«Le Canada et les États-Unis font partie des quelques rares pays qui ont un programme d'immigration accessible, a déclaré le Ministre. Toutefois, les mesures prises par un pays ne sont pas toujours suffisantes. Il faut des ententes internationales pour prendre en compte l'ensemble du problème des mouvements de réfugiés.»

Le prochain forum international où le projet d'entente sera examiné est prévu le mois prochain. Il est organisé par le Carnegie Endowment for International Peace, à Washington, D.C. Des



représentants des principaux ONG qui soutiennent la cause des réfugiés, le HCNUR, les milieux universitaire et juridique, le gouvernement et les médias sont invités.

- 30 -

Pour recevoir un exemplaire du premier texte de l'avant-projet d'entente entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis d'Amérique pour la coopération en matière d'examen des revendications du statut des réfugié présentées par des ressortissants de tiers pays, veuillez communiquer avec Heather O'Brien, Citoyenneté et Immigration Canada, Direction générale des réfugiés. Tél. : (819) 953-2460; fax : (819) 994-2680.

Pour de plus amples renseignements :

Roger White
Cabinet du Ministre
(819) 994-2424

Craig Goodes
Direction générale des réfugiés
(819) 953-2408

Pam Cullum
Affaires publiques
(819) 953-2812

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

December 1, 1995
95-22

Reappointments Made to Immigration and Refugee Board

OTTAWA - The Honourable Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, today announced the first reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the new Ministerial Advisory Committee process.

Announced formally by the Minister March 2, 1995, *the Ministerial Advisory Committee for the Selection of IRB Members* is responsible for assessment of applications to the Board. The Committee submits its recommendations to the Minister, who then recommends the candidates whose names will be submitted to the Governor-in-Council for appointment or reappointment.

The Committee is chaired by Gordon Fairweather, and is composed of representatives of the IRB, non-governmental organizations, the bar and the general public.

- 30 -

A Backgrounder containing names and biographies of those reappointed to the Refugee and Appeal Divisions of the IRB is attached.

For more information, contact:

Roger White
Minister's Office
(819) 994-2424

David Austin
IRB
(819) 943-0201



**IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD
REAPPOINTMENTS**

BACKGROUND

November, 1995

The Governor in Council has made the following reappointments to the Refugee Division of the Immigration and Refugee Board:

Stéphane Handfield

Stéphane Handfield is a practising lawyer specializing in criminal law and criminal rights. He is a member of the Quebec Bar and a former Quality Control Technician with Statistics Canada.

Abdol Kafai

Abdol Kafai, a member of the Refugee Status Advisory Committee since 1984, is also the Chairperson of the Media-Communications Committee of the Ottawa-Carleton Immigrant Services. In 1984 he became President of the Multilingual Media Association of Ottawa, and a member of the Board of Directors of the Ottawa-Carleton Immigrant Services. From 1956 to 1980 he served as a career diplomat for the Government of Iran, and served in Geneva, Kaboul, Vienna, Moscow, Milan, Rome, Paris and Ottawa. He received his B.A. in Law at Teheran University.

Flora Liebich

Flora Liebich has worked for the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) in both Geneva and Canada since 1980. She has an Honours B.A. from McGill University, and M.Sc. from the London School of Economics and has studied in Geneva and the Hague. At present, Ms. Liebich is on a secondment from the United Nations to the Government of Canada.

Harriet Wolman

Harriet Wolman was the Managing Director of a retirement residence in East York, Ontario. For over 20 years, she has been involved in social planning and policy development areas, including her role as special assistant to provincial and federal cabinet ministers with responsibilities for education, social development, immigration and the status of women. Ms. Wolman was a school trustee for six years for the City of York, served two years as its Chairman, and was a member of the Metropolitan Toronto School Board for three years. She has also chaired Task Forces related to the curriculum side of education with emphasis on literacy, multiculturalism, women's issues and outdoor education.

Pia Zambelli

Pia Zambelli, a practising lawyer with a private firm specializing in immigration case law, has several appearances as counsel before the Federal Court in immigration and appellate cases, and as Counsel before the UNHCR. The firm focuses on Charter litigation, immigration and refugee law and its human rights implications.

The Governor in Council has made the following reappointments to the Appeal Division of the Immigration and Refugee Board:

Paul Aterman

Paul Aterman is a practising lawyer specializing in the areas of refugee and immigration law. He is a former Protection Officer with the UNHCR, and a past Member of the Board of Directors for the Centre for Spanish Speaking Peoples. He is a winner of the Ting Sum Tang Memorial Prize for the highest standing in Immigration Law at the University of Toronto in 1986.

Nirmal Singh

Nirmal Singh, with an M.Sc. in Physics and a B.Ed. in Mathematics and Science, was a teacher at Selkirk College from 1967 to 1986.

Ethel Teitelbaum

Ethel Teitelbaum is a Past Member of the Canadian Civil Liberties Association, and Chair of the Toronto Jewish Film Society.

Errol W.A. Townshend

Errol W.A. Townshend, a Toronto lawyer and journalist, was a Member of the Task Force on the National Black Coalition of Canada and served as a Vice-President of the Jamaican-Canadian Association. He was a Member of the Canadian Consultative Council on Multiculturalism and legal counsel to Tropicana of Scarborough and the Council of Jamaicans in Ontario.

Communiqué

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Le 1^{er} décembre 1995
95-22

Renouvellements de mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA – L'honorable Sergio Marchi, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, a annoncé aujourd'hui les premiers renouvellements de mandat à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) suite aux recommandations du nouveau comité consultatif ministériel.

Le *Comité consultatif ministériel pour la nomination des commissaires à la CISR*, dont la création avait été annoncée par le ministre le 2 mars 1995, est chargé d'évaluer les candidats pour les postes de commissaire à la CISR. Le Comité présente ses recommandations au ministre qui les soumet à son tour au gouverneur en conseil. Ce dernier nomme les commissaires ou renouvelle leur mandat.

Le Comité, présidé par Gordon Fairweather, comprend des représentants de la CISR, d'organismes non gouvernementaux et du Barreau ainsi que de simples citoyens.

- 30 -

Les noms des commissaires des sections d'appel et du statut de réfugié dont le mandat a été renouvelé figurent en annexe avec des notes biographiques.

Pour renseignements, veuillez communiquer avec

Roger White
Cabinet du Ministre
(819) 994-2424

David Austin
CISR
(819) 943-0201



RENOUVELLEMENTS DE MANDATS À LA CISR

FICHE DOCUMENTAIRE

Novembre 1995

Le gouverneur en conseil a renouvelé le mandat des commissaires suivants à la Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié :

Stéphane Handfield

Stéphane Handfield est un juriste praticien spécialisé en droit criminel et en droits des criminels. Membre du Barreau du Québec, il a déjà été technicien en contrôle de la qualité à Statistique Canada.

Abdol Kafai

Abdol Kafai est membre du Comité consultatif du statut de réfugié depuis 1984 et préside le comité des communications avec les médias de l'Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton. En 1984, il est devenu président de la Multilingual Media Association d'Ottawa et membre du conseil d'administration de l'Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton. De 1956 à 1980, il a assumé les fonctions de diplomate de carrière pour le gouvernement iranien à Genève, à Kaboul, à Vienne, à Moscou, à Milan, à Rome, à Paris et à Ottawa. Il détient un baccalauréat en droit de l'Université de Téhéran.

Flora Liebich

Flora Liebich travaille auprès du Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR), à Genève et au Canada, depuis 1980. Elle détient un baccalauréat spécialisé de l'Université McGill et une maîtrise en sciences du London School of Economics. Elle a également étudié à Genève et à La Haye. Elle est actuellement détachée des Nations Unies auprès du gouvernement du Canada.

Harriet Wolman

Harriet Wolman était directrice générale d'une maison de retraite à East York (Ontario). Pendant plus de 20 ans, elle a participé à la planification sociale et à l'établissement de politiques, exerçant notamment les fonctions d'adjointe spéciale de ministres provinciaux et fédéraux, dans les domaines de l'éducation, du développement social, de l'immigration et de la condition de la femme. Mme Wolman a été conseillère scolaire pendant six ans dans la ville de York; elle a occupé pendant deux ans le poste de présidente et a été membre du Conseil scolaire de la Communauté urbaine de Toronto pendant trois ans. Elle a également été présidente du groupe de travail relié aux programmes d'études, s'occupant en particulier de l'alphabétisation, du multiculturalisme, des questions relatives aux femmes et de l'enseignement en plein air.

Pia Zambelli

Pia Zambelli pratique le droit dans un cabinet privé spécialisé en droit de l'immigration. Elle a exercé les fonctions de conseil devant la Cour fédérale dans des causes en matière d'immigration et d'appels et auprès du HCNUR. Son cabinet s'occupe surtout de litiges touchant la Charte des droits et des libertés, le droit de l'immigration, le droit des réfugiés et les droits de la personne.

Le gouverneur en conseil a renouvelé le mandat des commissaires suivants a la Section d'appel de l'immigration de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié :

Paul Aterman

Paul Aterman est un juriste praticien spécialisé en droit des réfugiés et en droit de l'immigration. Il a déjà été agent de protection au HCNUR et membre du conseil d'administration du Centre for Spanish Speaking Peoples. Il a mérité la bourse commémorative Ting Sum Tang pour avoir obtenu les meilleures notes en droit de l'immigration à l'Université de Toronto en 1986.

Nirmal Singh

Nirmal Singh, titulaire d'une maîtrise en physique et d'un baccalauréat en mathématiques et en sciences, a enseigné au collège Selkirk de 1967 à 1986.

Ethel Teitelbaum

Ethel Teitelbaum a déjà été membre de l'Association canadienne des libertés civiles et présidente de la Toronto Jewish Film Society.

Errol W.A. Townshend

Errol W.A. Townshend, avocat et journaliste de Toronto, a été membre du groupe de travail de la Ligue nationale des Noirs du Canada. Il a assumé la vice-présidence de la Jamaican-Canadian Association. Il a été membre du Conseil canadien du multiculturalisme et conseiller juridique auprès du Tropicana of Scarborough et du Council of Jamaicans in Ontario.

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

December 14, 1995
95-23

STRENGTHENING FAMILY SPONSORSHIP

OTTAWA - Minister of Citizenship and Immigration, Sergio Marchi, today unveiled proposals to strengthen family class sponsorship and reduce the cost of sponsorship breakdown.

"For newcomers to Canada, the emotional and practical support of their families is often crucial, but Canadians are concerned about the costs incurred when sponsors fail to meet their obligations. I am confident the measures I am announcing today, which were developed in consultation with the provinces, will effectively address the legitimate concerns of Canadians," Minister Marchi said.

A new three-part strategy will tighten sponsorship eligibility criteria, target abusers of Canada's social programs and benefits, and toughen enforcement if default occurs.

"When Canadian citizens or permanent residents sponsor family members to immigrate to Canada, they take on an important responsibility," Minister Marchi said. "The vast majority of sponsors fulfil their responsibilities but we must take precautions against the few who fail to honour their end of the bargain."

The Minister said that the government had carefully considered introducing a financial guarantee but is not proceeding at this time. "A financial guarantee could make it difficult for many responsible Canadians and permanent residents seeking to reunite their families," he added, stating that the provinces shared these concerns.

Preliminary results obtained from the Peel pilot project on sponsorship obligations, which began in June of this year, are encouraging. The project is testing various means of ensuring that sponsors resume their obligations. The partners will continue monitoring this project until its conclusion in the spring of 1996. The government will implement approaches learned from the pilot project. It will also consider the need for additional measures as the impact of these sponsorship initiatives is assessed.



The government recognizes that there are sometimes legitimate reasons for sponsorship breakdown. There may be cases of spousal abuse, for example. The federal government and the provinces will work together to establish guidelines to ensure that no one is denied essential support and that the enforcement of sponsorship obligations does not worsen any situation of abuse or hardship.

The regulatory amendments necessary to effect these changes will be pre-published in the *Canada Gazette* on December 23, 1995. Implementation is expected in March, 1996, following the public input period and final publication in the *Canada Gazette*.

- 30 -

The attached backgrounders provide additional details about the new sponsorship initiatives. A booklet entitled "Strengthening Family Sponsorship" is available on request by calling (819) 953-5118 or faxing (819) 953-3541.

For information:

Minister's Office: Roger White
(819) 994-2424

Public Affairs: Pam Cullum
(819) 953-2812

Policy: Laura Chapman
(819) 953-9077



BACKGROUNDER

Strengthening Family Sponsorship

A sponsored immigrant is permitted to come to Canada on the basis of the family relationship and the sponsor's commitment to support that immigrant. Sponsors have an obligation to look after their families once they arrive here.

Relatives eligible for sponsorship in the family class include the sponsor's wife / husband, fiancé(e), dependent sons or daughters and parents or grandparents.

The majority of sponsors fulfil their responsibilities. It has become clear, however, that in a limited number of cases, sponsorship obligations are not honoured and family class immigrants turn to social assistance. National data produced by Human Resources Development Canada showed that in 1992, about 10% of family class immigrants who had arrived since 1979 received social assistance.

A Three-Part Strategy

A new three-part strategy, developed in consultation with the provinces, will significantly reduce the number and cost of defaults by:

1. **Tightening eligibility criteria** to ensure that sponsors have the resources necessary to meet their obligations to family members. A new sponsorship agreement will clearly describe both the sponsor's and the sponsored immigrant's obligations.
2. **Minimizing abuse** of Canada's social programs and benefits by ensuring that claims on social assistance programs by sponsored immigrants are a last resort after efforts to encourage sponsors to resume their obligations have been exhausted or considered inappropriate.
3. **Improving enforcement** with stronger sanctions and more efficient measures to recover costs incurred as a result of sponsors failing to fulfil their obligations to the sponsored family member.

1. Tightening eligibility criteria

New eligibility and financial criteria will provide a more realistic determination of a potential sponsor's financial ability to support the sponsored family member(s):

- Applicants who have received social assistance benefits or other social benefits such as subsidized housing within the twelve months prior to the application would not be eligible to sponsor.

- People who are incarcerated would not be eligible to sponsor; those who are the subject of a criminal justice or immigration enforcement action which could lead to their removal from Canada would not be eligible to have their sponsorships processed.
- People in default on a financial debt, such as a Citizenship and Immigration Canada transportation loan or a debt incurred through a previous sponsorship agreement, would not be eligible to become sponsors.
- Prospective sponsors of parents, grandparents or fiancé(e)s would be subjected to a detailed financial assessment based on Statistics Canada's Low Income Cut-Off to ensure that their disposable income is sufficient to meet both their needs and the needs of the sponsored family member(s) and of any other relatives sponsored previously. For example, a family of four in Toronto who wished to sponsor the husband's mother would be required to have \$41,527 in available income.
- Married applicants would be required to have their spouse co-sign the application.

The new sponsorship agreement will clarify what is expected of sponsors, and of the family members they bring to Canada:

- It will fully explain the sponsor's obligation to support family members and dependants by providing the basic necessities of life, either through income support or goods and services.
- It will explain that social welfare is to be accessed only as a last resort -- sponsored immigrants as well as sponsors are expected to put forward their best efforts to assist in the economic well-being of the family.
- Sponsors and the family member(s) they sponsor will be required to sign a contract that confirms their understanding of their mutual obligations.
- All sponsorship agreements will be binding for ten years to reflect the seriousness of the sponsorship commitment.

2. Minimizing abuse

The federal government is working with the provinces to expand and enhance the exchange of information relevant to sponsorship agreements. Procedures for tracking sponsorship default will be improved. This will allow provincial and municipal governments to deny eligibility or reduce the social assistance payable. Citizenship and Immigration Canada (CIC) will be informed when a sponsor defaults. Upon such notification, CIC will use an improved data system to record default and deny any future sponsorship.

Procedures developed and tested in the Peel pilot project to reinforce sponsorship obligations including reminder letters, interviews and counselling of sponsors and their sponsored family members will be applied in other areas experiencing significant rates of default.

3. Improving enforcement

The federal government will have the ability to:

- Deny future sponsorship in the event of a default.
- Pursue legislative changes to allow recovery through measures such as wage garnishments or referral of the account to a collection agency.
- Take recovery action through the courts where collection efforts are unsuccessful.

This federal approach will allow the provinces to take their own actions to deal with default. For example, by early 1996, federal regulations will be in place to allow all provinces to litigate against defaulting sponsors.

LEGITIMATE BREAKDOWN

There are, of course, legitimate reasons for sponsorship breakdown. There may be cases of spousal abuse, for example. The government and the provinces will establish administrative guidelines to deal with cases of legitimate breakdown. This will ensure that no one is denied essential support and that enforcement of sponsorship obligations does not worsen any situation of abuse or hardship.

Next steps

This strategy is meant to reduce the costs to Canadian taxpayers of sponsorship default. This is an ongoing challenge that requires close federal-provincial cooperation. Measures aimed at ensuring sponsors and their family members rely on their own resources will continue to be developed.

As the impact of these measures is assessed, the government will consider the need for additional steps including a possible financial guarantee, such as a bond, when sponsoring family members.

BACKGROUNDER

PROPOSED CHANGES TO SPONSORSHIP ELIGIBILITY REQUIREMENTS

Current Requirements	Proposed Requirements
Sponsor must be a Canadian citizen or permanent resident	Same
Sponsor must be at least 19 years old	Same
Sponsor must be residing in Canada	Same
No requirement	Sponsor must not have been in receipt of social assistance or other social benefit during the twelve months before the application
No requirement	Married applicants required to have their spouse co-sign the sponsorship
No requirement	People who are incarcerated are not eligible to sponsor and those who are the subject of a criminal justice or immigration enforcement action which could lead to their removal from Canada will have sponsorship put in abeyance
The sponsorship agreement is binding for a period of up to ten years as determined by the immigration officer	All federally-administered sponsorship agreements binding for ten years
No requirement	The sponsor and spouse must not be in default on any sponsorship agreement or any other debt to Citizenship and Immigration Canada such as a transportation loan
No requirement	Sponsors and the family member(s) they sponsor must sign a contract confirming understanding of their mutual obligations and responsibilities

ELIGIBILITY REQUIREMENTS, Cont'd

Current Requirements	Proposed Requirements
Minimal financial data required (sponsors of parents, grandparents and fiancé(e)s)	Detailed financial assessment (sponsors of parents, grandparents and fiancé(e)s)
Low income level (based on Low Income Cut-Off) applied for sponsors of parents, grandparents and fiancé(e)s	Higher income level (based on adjusted Low Income Cut-Off) applied to ensure that sponsors' income is sufficient to meet their needs as well as those of sponsored family member(s) and any previously sponsored family

MINIMIZING ABUSE OF CANADA'S SOCIAL ASSISTANCE PROGRAMS

Current Situation	Proposed Changes
Information exchanges exist with provinces and some Ontario municipalities	Expand agreements to exchange information on default and to enhance research
Limited capacity	Improve tracking systems to record instances of default and deny future sponsorship
Limited Citizenship and Immigration Canada contact with sponsors who have defaulted	Peel pilot project testing whether direct contact with defaulters leads them to resume obligations

IMPROVING ENFORCEMENT

Current Situation	Proposed Changes
Limited capacity	Expanded capacity through legislative changes to allow recovery of social assistance payments through measures such as wage garnishments or referral to a collection agency
Limited litigation against defaulting sponsors	Expanded litigation in appropriate cases where required; option to litigate for all provinces by early 1996

Communiqué

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

14 décembre 1995
95-23

CONSOLIDER LE PARRAINAGE DE PARENTS

OTTAWA -- Le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi, a dévoilé aujourd'hui des propositions visant à consolider le parrainage de parents et à réduire les coûts qu'entraînent les ruptures d'engagement de parrainage.

«Pour de nouveaux arrivants au Canada, a indiqué le ministre Marchi, le soutien émotif et matériel de leur famille est souvent crucial, mais les Canadiens s'inquiètent des coûts qui sont engagés quand le répondant ne s'acquitte pas de ses obligations. Je suis persuadé que les mesures que j'annonce aujourd'hui, qui ont été élaborées en collaboration avec les provinces, dissiperont efficacement les inquiétudes légitimes des Canadiens.»

Une nouvelle stratégie en trois volets permettra de resserrer les critères d'admissibilité, de réduire le recours abusif aux programmes et aux avantages sociaux du Canada et de renforcer l'application de la Loi en cas de manquement à l'engagement de parrainage.

«Le citoyen ou le résident permanent du Canada qui parraine des membres de sa famille pour les faire immigrer au Canada assume une grande responsabilité, a indiqué le ministre Marchi. La grande majorité des répondants s'acquittent de leurs responsabilités, mais nous devons prendre des précautions contre les rares personnes qui ne respectent pas le marché conclu.»

Le Ministre a déclaré que le gouvernement avait analysé avec soin la possibilité d'exiger une garantie financière, mais qu'il l'écartait pour l'instant. «Une garantie financière pourrait imposer un fardeau indu à bon nombre de Canadiens et de résidents permanents responsables cherchant à réunir leur famille», a-t-il ajouté, indiquant que les provinces étaient aussi de cet avis.

Les résultats préliminaires du projet pilote de Peel sur les obligations de parrainage, lequel a commencé en juin de cette année, sont encourageants. Ce projet met à l'essai divers moyens de faire en sorte que le répondant assume de nouveau ses obligations. Les partenaires continueront d'assurer le suivi du projet jusqu'à sa conclusion, au printemps de 1996. Le gouvernement mettra en oeuvre les méthodes qui auront donné de bons résultats pendant le



projet pilote. Il envisagera également la possibilité d'apporter des mesures additionnelles quand ces méthodes auront été évaluées.

Le gouvernement reconnaît qu'il peut y avoir des raisons légitimes de rompre l'engagement de parrainage. Il peut y avoir, par exemple, des cas de violence conjugale. Le gouvernement fédéral et les provinces collaboreront pour établir des directives afin de veiller à ce que personne ne soit privé du soutien essentiel et assurer que le respect de certaines obligations de parrainage n'empire pas certaines situations de violence ou de grande difficulté.

Les modifications réglementaires nécessaires pour opérer ces changements seront publiées au préalable dans la *Gazette du Canada*, le 23 décembre 1995. La mise en oeuvre est prévue pour mars 1996, après la période réservée aux observations du public et la publication définitive dans la *Gazette du Canada*.

- 30 -

Les documents d'information ci-joints donnent des précisions additionnelles sur les nouvelles mesures de parrainage. Une brochure intitulée «Consolider le parrainage de parents» est aussi disponible sur demande, en téléphonant au (819) 953-5118 ou au (819) 953-3541 (fax).

Pour de plus amples renseignements :

Cabinet du Ministre : Roger White
(819) 994-2424

Affaires publiques : Pam Cullum
(819) 953-2812

Politique : Laura Chapman
(819) 953-9077

DOCUMENT D'INFORMATION

Consolider le parrainage de parents

L'immigrant parrainé est autorisé à venir au Canada parce qu'il y a de la famille et parce que son répondant s'est engagé à subvenir à ses besoins. Le répondant a l'obligation de s'occuper des membres de sa famille dès leur arrivée au Canada.

Les membres de la catégorie des parents qui peuvent être parrainés comprennent le conjoint du répondant, son (sa) fiancé(e), ses fils et filles à charge, son père et sa mère ou ses grands-parents.

La majorité des répondants s'acquittent de leurs responsabilités. Il est devenu évident toutefois que les obligations de parrainage ne sont pas respectées dans un nombre considérable de cas et que les immigrants de la catégorie des parents se tournent alors vers l'aide sociale. D'après des données nationales produites par Développement des ressources humaines Canada, environ 10 % des immigrants de la catégorie des parents arrivés au Canada depuis 1979 recevaient de l'aide sociale en 1992.

Stratégie en trois volets

Une nouvelle stratégie en trois volets, élaborée en collaboration avec les provinces, réduira de façon appréciable le nombre des manquements aux engagements de parrainage et les coûts qui en découlent. Cette stratégie permettra de :

1. **Resserrer les critères d'admissibilité** afin que le répondant dispose des ressources nécessaires pour s'acquitter de ses obligations envers les membres de sa famille. Une nouvelle entente de parrainage précisera clairement les obligations du répondant et celles de l'immigrant parrainé.
2. **Minimiser les abus** à l'égard des programmes et des avantages sociaux du Canada en veillant à ce que les demandes d'aide sociale présentées par des immigrants parrainés constituent le dernier recours, après que les moyens pour inciter le répondant à assumer de nouveau ses obligations de parrainage auront été épuisés ou jugés insuffisants.
3. **Améliorer l'application de la Loi** en adoptant des sanctions plus sévères et des mesures plus efficaces pour recouvrer les coûts engagés quand le répondant ne s'acquitte pas de ses obligations à l'égard du parent parrainé.

1. Resserrer les critères d'admissibilité

De nouveaux critères sur l'admissibilité et la situation financière permettront de déterminer avec plus de réalisme la capacité d'un répondant éventuel de subvenir aux besoins du parent parrainé.

- Les personnes ayant touché des prestations d'aide sociale, ou d'autres avantages sociaux, comme un logement subventionné, dans les douze mois précédant la présentation d'une demande ne pourraient agir comme répondants.
- Les personnes incarcérées ne pourraient agir comme répondants; celles qui font l'objet de poursuites au criminel ou de mesures coercitives de l'Immigration, qui pourraient aboutir à leur renvoi du Canada, ne pourraient faire traiter leur demande de parrainage.
- Les personnes en défaut ou qui ont une dette financière, comme un prêt de transport de Citoyenneté et Immigration Canada ou une dette contractée au cours d'une entente de parrainage antérieure, ne pourraient pas agir comme répondants.
- Les répondants éventuels désirant parrainer leur père ou mère, leurs grands-parents ou leur fiancé(e) devront subir une évaluation financière détaillée axée sur le seuil de faible revenu de Statistique Canada, afin de veiller à ce qu'ils disposent du revenu suffisant pour subvenir à leurs propres besoins ainsi qu'à ceux des parents parrainés et de tout autre parent parrainé antérieurement. Par exemple, une famille de quatre personnes vivant à Toronto et désirant parrainer la mère du mari devrait avoir un revenu disponible de 41 527 \$.
- Les personnes mariées seraient tenues de faire cosigner la demande par le conjoint.

La nouvelle entente de parrainage clarifiera ce qu'on attend des répondants et des parents qu'ils font venir au Canada.

- Elle expliquera pleinement l'obligation du répondant de subvenir aux besoins des parents et des personnes à charge en dispensant les nécessités de la vie, soit au moyen d'un soutien du revenu ou par des biens et services.
- Elle expliquera que l'aide sociale ne constitue qu'un dernier recours et que l'immigrant parrainé et le répondant doivent faire tous les efforts voulus pour contribuer au bien-être économique de la famille.
- Le répondant et les parents parrainés doivent signer un contrat qui confirme qu'ils comprennent leurs obligations mutuelles.
- Toutes les ententes de parrainage seront obligatoires pendant dix ans afin de faire comprendre le caractère sérieux de l'engagement.

2. Minimiser les abus

Le gouvernement fédéral collabore avec les provinces pour enrichir et améliorer l'échange de renseignements portant sur les ententes de parrainage. Les méthodes de suivi des manquements aux engagements de parrainage seront améliorées. Les administrations provinciales et municipales pourront ainsi refuser des demandes de parrainage ou réduire les prestations d'aide sociale. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) sera informé quand un répondant manquera à son engagement. Une fois avisé, CIC se servira d'un système de données amélioré pour consigner le manquement et refuser toute autre demande future.

Des méthodes élaborées et mises à l'essai dans le projet pilote de Peel, visant à renforcer les obligations de parrainage et comprenant des lettres de rappel, des entrevues et du counselling destinés aux répondants et aux parents parrainés, seront appliquées dans d'autres régions aux prises avec un taux élevé de manquements.

3. Améliorer l'application de la Loi

Le gouvernement fédéral pourra :

- refuser tout parrainage ultérieur en cas de manquement;
- continuer d'apporter des modifications législatives pour autoriser le recouvrement grâce à des mesures comme la saisie du salaire ou le renvoi du compte à une agence de recouvrement;
- prendre des mesures de recouvrement devant les tribunaux quand les efforts de recouvrement n'ont pas donné les résultats escomptés.

Cette stratégie fédérale permettra aux provinces de prendre leurs propres mesures pour venir à bout des manquements aux engagements de parrainage. Par exemple, au début de 1996, la réglementation fédérale sera en vigueur pour autoriser toutes les provinces à poursuivre les répondants en défaut.

RUPTURES LÉGITIMES

Il y a, bien sûr, des raisons légitimes de rompre l'engagement de parrainage. Il peut y avoir, par exemple, des cas de violence conjugale. Le gouvernement et les provinces établiront des directives administratives afin de traiter les cas de rupture légitime. Ils veilleront ainsi à ce que personne ne soit privé du soutien essentiel et veilleront à ce que le respect de certaines obligations de parrainage n'empire pas certaines situations de violence ou de difficulté.

Prochaines étapes

Cette stratégie vise à réduire les coûts qu'entraînent, pour les contribuables canadiens, les manquements aux engagements de parrainage. Il s'agit là d'un enjeu permanent qui exige l'étroite collaboration du fédéral et des provinces. Des mesures destinées à inciter le répondant et les parents parrainés à compter sur leurs propres ressources pour subvenir à leurs besoins continueront d'être élaborées.

À mesure que les résultats de la stratégie seront évalués, le gouvernement envisagera l'opportunité d'ajouter d'autres mesures, y compris le dépôt d'une garantie financière, comme un cautionnement, au moment de parrainer un parent.

DOCUMENT D'INFORMATION

PROJET DE MODIFICATION DU PROGRAMME DE PARRAINAGE CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Critères actuels	Critères proposés
Le répondant doit être citoyen canadien ou résident permanent.	Même critère
Le répondant doit être âgé d'au moins dix-neuf ans.	Même critère
Le répondant doit résider au Canada.	Même critère
N'est pas un critère actuellement.	Le répondant ne doit pas avoir reçu de prestations d'aide sociale ou autres prestations d'aide au cours des douze mois précédant la demande.
N'est pas un critère actuellement.	Le répondant marié doit faire signer la demande par son conjoint.
N'est pas un critère actuellement.	Les personnes emprisonnées n'ont pas le droit de parrainer, et la demande de ceux qui font l'objet d'une procédure pénale ou d'une mesure d'application de la <i>Loi sur l'immigration</i> pouvant entraîner leur renvoi sera mise en attente.
L'entente de parrainage est exécutoire pendant une période maximale de dix ans, selon ce qu'aura décidé l'agent d'immigration.	Toutes les ententes de parrainage administrées par le gouvernement fédéral sont exécutoires pendant dix ans.
N'est pas un critère actuellement.	Le répondant et son conjoint ne doivent avoir manqué à leurs obligations en vertu d'aucune autre entente de parrainage ni être en défaut de paiement d'une dette envers CIC (prêt de transport, par ex.).
N'est pas un critère actuellement.	Le répondant et les membres de la famille qu'il parraine doivent signer un contrat confirmant qu'ils comprennent leurs obligations et responsabilités mutuelles.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ (suite)

Critères actuelles	Critères proposés
Minimum de renseignements sur la situation financière [parrainage de parents, grands-parents et fiancé(e)]	Évaluation financière détaillée [parrainage de parents, grands-parents et fiancé(e)]
Principe du seuil de faible revenu appliqué aux répondants [parrainage de parents, grands-parents et fiancé(e)]	Application du principe du seuil de faible revenu ajusté (revenu plus élevé) pour garantir que les répondants ont un revenu suffisant pour subvenir à leurs besoins ainsi qu'à ceux des membres de la famille qu'ils veulent parrainer ou ont déjà parrainés.

MINIMISER LE RECOURS ABUSIF AUX PROGRAMMES CANADIENS D'AIDE SOCIALE

Situation actuelle	Changements proposés
Échange de renseignements avec les provinces et certaines municipalités de l'Ontario	Conclure plus d'ententes pour échanger des renseignements sur les répondants en défaut et pour améliorer les recherches
Capacité limitée	Améliorer les systèmes de suivi pour enregistrer les cas de manquement et rejeter toute nouvelle demande de parrainage
Contacts limités de Citoyenneté et Immigration Canada avec les répondants en défaut	Projet pilote de Peel - permet de vérifier si le fait de communiquer directement avec les répondants en défaut les amène à respecter à nouveau leurs obligations.

AMÉLIORER L'APPLICATION DE LA LOI

Situation actuelle	Changements proposés
Moyens limités	Nous donner plus de moyens en modifiant la Loi pour pouvoir recouvrer les paiements d'aide sociale grâce à des mesures comme la saisie du salaire ou en s'adressant à une agence de recouvrement
Possibilités limitées de poursuites contre les répondants en défaut	Plus grandes possibilités de poursuite dans certains cas; possibilité pour toutes les provinces de poursuivre les répondants en défaut à partir du début de 1996

CAI
CIC
-N26

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

December 21, 1995
95 - 24



Canadians Help former-Yugoslav Refugees

OTTAWA - As a result of Canada's response to a special United Nations appeal, Canadians have already committed to resettle over 350 refugees from the former-Yugoslavia as part of a joint sponsorship arrangement with non-governmental organizations, Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi said today.

Another 300 persons will have arrived in Canada by Christmas, as government assisted refugees. This brings to over 19,000 the number of persons from the former-Yugoslavia accepted under other refugee and humanitarian programs, since hostilities began in 1992.

"Canadian generosity has a special meaning for refugee families during the holiday season as the world reaches out for symbols of peace and good will," said the Minister. "As a nation, Canadians responded to the humanitarian crisis in the former-Yugoslavia with compassion and innovative solutions."

Earlier this year, the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) issued an urgent international special appeal for help in resettling large numbers of refugees from the former-Yugoslavia. Citizenship and Immigration Canada (CIC) took the initiative by announcing that Canada would welcome a minimum of 500 UNHCR-referred refugees from this region. In addition to those assisted by the Government of Canada, the Government of Quebec offered to assist 100 additional refugees.

To address this humanitarian challenge, CIC consulted with the Canadian Council for Refugees and the federal NGO / Government Committee on Private Sponsorship. The department then went into partnership with refugee sponsoring groups across the country, with the goal of sponsoring additional refugee families under a new pilot program that combines the benefits of government assistance and private sponsorship.



"We knew that we could do more by working together than by acting alone," added Minister Marchi. "Many people wanted to help but lacked some of the resources for such a commitment. As partners, we can share the costs and help more people in need."

Under the terms of the pilot project, CIC provides UNHCR-referred refugee families with the first three months of financial assistance. Sponsors - members of humanitarian and community organizations - agree to provide financial assistance, guidance and emotional support for the next nine months, or until the family is self-sustaining, whichever comes first.

The pilot project has helped Canada to meet its commitment and applications for sponsorships under the pilot project are continuing.

"This project is not over," said Minister Marchi. "The numbers are changing daily and as these refugees arrive in their new homes, they will be welcomed by people who have made personal and financial commitments to help them start a new life in Canada. This is what community building and nation building are all about."

Anyone interested in sponsoring a refugee may contact their Regional Coordinator for Private Sponsorship, Citizenship and Immigration Canada, on the attached list.

For more information, contact:

Roger White
Minister's Office
(819) 994-2424

Pam Cullum
Public Affairs
(819) 953-2812

CIC PRIVATE SPONSORSHIP COORDINATORS

BRITISH COLUMBIA/YUKON

Adrian French
Citizenship and Immigration
1800 - 1188 West Georgia Street
Vancouver, British Columbia
V6E 4A2

Tel: 604-666-8546
Fax: 604-666-1927

ALBERTA

Ela Tuszynska
Citizenship and Immigration
10032 - 103rd Street
Edmonton, Alberta
T5J 4K6

Tel: 403-495-2503
Fax: 403-495-6739

Dianne Michaelson
Citizenship and Immigration
Room 170, 220 4th Avenue South Est
Calgary,
T2G 4X3

Tel: 403-292-4367
Fax: 403-292-6843

Louise Odland
Citizenship and Immigration
Room 204, 706 - 4th Avenue South Box 2050
Lethbridge, Alberta
T1J 4K6

Tel: 403-382-3140
Fax: 403-382-3163

SASKATCHEWAN

Irene Huculak
Citizenship and Immigration
Room 415, 2045 Broad Street
Regina, SK
S4P 3T8

Tel: 306-780-7786
or 1-800-667-9229
Fax: 306-780-8745

Cheryl Southgate
Citizenship and Immigration
Room 425 101-27nd Street Est
Saskatoon, SK
S7K 0E1

Tel: 306-975-5357
Fax: 306-975-4525

MANITOBA

Gisele Verrier
Citizenship and Immigration
Room 400, 25 Forks Market Road
Winnipeg, Manitoba
R3C 4S9

Tel: 204-983-4549
Fax: 204-983-3176

ONTARIO

Hille Schnier or Gerald Degenhardt
Citizenship and Immigration
438 University Avenue, Suite 1102, Box 14
Toronto, Ontario
M5G 2K8

Tel: 416-973-7961
Fax: 416-973-9027

QUEBEC

Rod Berezuk
Citizenship and Immigration Canada
1010 St. Antoine Street West
Post Office Box 748, Station A
Montreal, Quebec
H3C 2V2

Tel: 514-283-0228
Fax: 514-496-1881

Jocelyne Drapeau
Citizenship and Immigration Canada
365 Dorchester Street
Quebec City, Quebec
G1K 8P8

Tel: 418-648-3006
Fax: 418-648-8145

Daniel Bernard
Director, Canada Immigration Centre
Citizenship and Immigration Canada
2665 King Street West, Suite 300
Sherbrooke, Quebec
J1L 2G5

Tel: 819-564-5686
Fax: 819-564-5723

Manuel Perreira
Citizenship and Immigration Canada
259 St. Joseph Blvd.
Rez-de-chaussée, Suite 109
Hull, Quebec
J8Y 6T1

Tel: 819-997-3739
Fax: 819-953-8505

ATLANTIC REGION

W. (Bill) Stewart
Citizenship and Immigration Canada
15th Floor, 99 Wyse Road
P.O. Box 1350
Dartmouth, NS
B2Y 4B9

Tel: 902-426-1418
Fax: 902-426-7987

Mary Fifield
Citizenship and Immigration Canada
15th Floor, 99 Wyse Road
P.O. Box 1350
Dartmouth, NS
B2Y 4B9

Tel: 902-426-1419
Fax: 902-426-7987

COORDINATEURS REGIONAUX: PARRAINAGE DU SECTEUR PRIVE

COLUMBIE BRITANNIQUE ET YUKON

Adrian French
Citoyenneté et Immigration Canada
1800 - 1188 rue Georgia Ouest
Vancouver (C.-B.)
V6E 4A2

ALBERTA

Ela Tuszyńska
Citoyenneté et Immigration Canada
10032, 103^e Rue
Edmonton (Alberta)
T5J 4K6

Dianne Michaelson
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 170, 220 4^e Rue Sud-Ouest
Calgary (Alberta)
T2G 4X3

Louise Odland

Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 204, 706 4^e Avenue Sud
Case postale 2050
Leithbridge (Alberta)
T1J 4K6

SASKATCHEWAN

Irene Huculak
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 415, 2045 rue Broad
Regina (Saskatchewan)
S4P 3T8

Cheryl Southgate

Citoyenneté et Immigration
Canada
Bureau 425, 101, 27^e Rue Est
Saskatoon (Saskatchewan)
S7K 0E1

MANITOBA

Gisèle Vertier
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 400, 25 chemin Forks Market
Winnipeg (Manitoba)
R3C 4S9

Tél : 204-983-4549
Fax: 204-983-3176

Tél : 306-975-5357
Fax: 306-975-4525

Tél : 306-780-7786
or 1-800-667-9229
Fax: 306-780-8745

Tél : 403-382-3140
Fax: 403-382-3163

Tél : 403-292-4367
Fax: 403-292-6843

Tél : 403-495-2503
Fax: 403-495-6739

Tél : 604-666-8546
Fax: 604-666-1927

ONTARIO

Hille Schmitz / Gerald Degenhardt
Citoyenneté et Immigration Canada
Bureau 1102, 438, rue Université
Case postale 14
Toronto (Ontario)
M5G 2K8

QUEBEC

Rod Bereznik
Citoyenneté et Immigration Canada
1010, rue Saint-Antoine
Case postale 748, Succ. A
Montréal (Québec)
H3C 2V2

Jocelyne Drapeau
Citoyenneté et Immigration Canada
365, rue Dorchester
Québec (Québec)
G1K 8P8

Daniel Bernard
Citoyenneté et Immigration Canada
2665, rue King Ouest, bureau 300
Sherbrooke (Québec)
J1L 2G5

Manuel Pereira
Citoyenneté et Immigration Canada
259 boul. St-Joseph
Rez-de-chaussée, suite 109
Hull (Québec)
J8Y 6T1

ATLANTIQUE

W. (Bill) Stewart
Citoyenneté et Immigration Canada
15 étage, 99, rue Wyse
Case postale 1350
Dartmouth (N.-E.)
B2Y 4B9

Mary Fifield
Citoyenneté et Immigration Canada
15 étage, 99, rue Wyse
Case postale 1350
Dartmouth (N.-E.)
B2Y 4B9

COORDINATEURS REGIONAUX: PARRAINAGE DU SECTEUR PUBLIC

Tél : 416-973-7961
Fax: 416-973-9027

Tél : 514-283-0228
Fax: 514-496-1881

Tél : 418-648-3006
Fax: 418-648-8145

Tél : 819-564-5686
Fax: 819-564-5723

Tél : 819-997-3739
Fax: 819-953-8505

Tél : 902-426-1418
Fax: 902-426-7987

Tél : 902-426-1419
Fax: 902-426-7987

Communiqué

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

21 décembre 1995
95-24

Des Canadiens viennent en aide à des réfugiés de l'ancienne Yougoslavie

OTTAWA - Par suite de la réponse du Canada à l'appel lancé spécialement en leur faveur par l'Organisation des Nations Unies, les Canadiens se sont déjà engagés à réinstaller plus de 350 réfugiés de l'ancienne Yougoslavie dans le cadre d'un projet de parrainage réalisé conjointement avec des organismes non gouvernementaux, a indiqué aujourd'hui le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, M. Sergio Marchi.

Par ailleurs, 300 autres personnes auront aussi été admises au Canada avant Noël à titre de réfugiés parrainés par le gouvernement. Ainsi, plus de 19 000 personnes en provenance de l'ancienne Yougoslavie auront été réinstallées au Canada dans le cadre de divers programmes humanitaires depuis le début des hostilités en 1992.

«La générosité des Canadiens revêt un sens tout particulier pour les familles de réfugiés en ce temps des fêtes où le monde entier est à la recherche de la paix et de la bonne volonté, a dit le ministre. En tant que nation, les Canadiens ont répondu avec compassion et de façon innovatrice à l'appel à l'aide de l'ancienne Yougoslavie.»

Plus tôt cette année, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) avait lancé un urgent appel à la communauté des nations spécialement pour aider à rétablir un grand nombre de réfugiés de l'ancienne Yougoslavie. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) y a répondu en annonçant que le Canada accepterait au moins 500 réfugiés de cette région dont les cas lui seraient adressés par le HCNUR. En outre, le gouvernement du Québec a accepté de parrainer la venue de 100 autres réfugiés.

Pour mettre en oeuvre ce programme d'aide humanitaire, CIC a consulté le Conseil canadien pour les réfugiés ainsi que le Comité mixte (ONG-gouvernement) sur le parrainage des réfugiés par le secteur privé. Le Ministère s'est ensuite associé à des groupes de parrainage privés un peu partout au Canada pour parrainer d'autres familles de réfugiés dans le cadre d'un projet pilote qui permet de tirer le meilleur parti des diverses formes d'aide fournie par le gouvernement et le secteur privé.



«Nous savions que nous pouvions en faire plus en nous unissant plutôt qu'en agissant seuls, de part et d'autre, a ajouté le ministre. Beaucoup de gens voulaient contribuer, mais ne disposaient pas de ressources suffisantes pour assumer toutes les responsabilités. En tant que partenaires, nous pouvons répartir les coûts et venir en aide à un plus grand nombre.»

Selon ce projet pilote, CIC fournit aux réfugiés qui lui sont adressés par le HCNUR l'aide financière nécessaire pendant les trois premiers mois. Les répondants du secteur privé – qui sont des membres d'organismes communautaires ou d'organisations humanitaires – s'engagent à fournir à ces familles l'aide financière, des conseils et un soutien moral durant les neuf mois suivants ou jusqu'à ce que les réfugiés soient autonomes, selon la première éventualité.

Ce projet pilote, qui continue à susciter de nouvelles demandes de parrainage, aide le Canada à remplir son engagement.

«Et ce projet n'est pas terminé, de conclure M. Marchi. De nouvelles demandes sont présentées chaque jour, de sorte que, lorsque les nouveaux réfugiés arrivent pour se réinstaller au Canada, ils sont accueillis par des gens qui se sont engagés sur les plans personnel et financier à les aider. Voilà ce que j'appelle une contribution au développement d'un esprit de solidarité communautaire et à l'édification de la nation.»

Pour obtenir des renseignements sur la façon de parrainer un réfugié, on peut communiquer avec un des coordonnateurs régionaux des parrainages privés de Citoyenneté et Immigration Canada dont les noms figurent en annexe.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec :

Roger White
Cabinet du ministre
(819) 994-2424

Pam Cullum
Affaires publiques
(819) 953-2812

News Release



For Immediate Release

January 18, 1996
96-01

TASSÉ ASSESSMENT EXTENDED: INVESTIGATION INTO ILLEGALS

OTTAWA - The Department of Citizenship and Immigration (CIC) announced today that an assessment of removals operations is being extended to include the department's immigration control system at airports and land border points.

Roger Tassé, O.C., Q.C., a counsel with Gowling, Strathy and Henderson and a former Deputy Minister of Justice and Deputy Attorney General of Canada, was retained to assess removal issues on September 29, 1995. His report is to be submitted to the department at the end of this month.

In extending Mr. Tassé's assignment, CIC Deputy Minister Janice Cochrane said, "Today's announcement by the RCMP concerning charges laid against two part-time CIC employees also involves an area of the department's work that is of great concern to the public. CIC has close to 500 dedicated people working at our borders, and I have utmost faith in those who work the front lines of immigration."

"However, without prejudging the cases now before the courts, I believe that Canadians should be reassured from a respected source outside the department that our border entry procedures, screening methods, training and personnel selection are second to none, and for this reason, Mr. Tassé's mandate has been extended," Ms Cochrane said.



Relating to the charges laid against the employees, they have been suspended without pay effective today. Immigration Investigators will work with the RCMP on a priority basis to identify any persons who entered Canada by fraudulent or illegal means and take appropriate action under the Immigration Act, Ms. Cochrane noted.

With today's extension of his mandate to assess the immigration control function at our borders, Mr. Tassé has been asked to report these findings to the Deputy Minister by Spring, 1996.

For Information contact:

Derik Hodgson
Public Affairs
(819) 994-4328

Carole Soucis
Public Affairs
(819) 994-4816

Communiqué

Pour diffusion immédiate

18 janvier 1996
96-01

ÉVALUATION DE M. TASSÉ PROLONGÉE: ENQUÊTE SUR LES CLANDESTINS

OTTAWA - Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration a annoncé aujourd'hui l'élargissement d'une évaluation portant sur les activités de renvoi afin qu'elle englobe les contrôles effectués aux fins de l'immigration dans les aéroports et les passages frontaliers terrestres.

Roger Tassé, OC, CR, conseiller chez Gowling, Strathy and Henderson, anciennement sous-ministre de la Justice et sous-solliciteur général du Canada, a été choisi le 29 septembre 1995 pour évaluer les activités de renvoi. Il doit présenter son rapport au Ministère à la fin de ce mois-ci.

En élargissant le mandat de M. Tassé, la sous-ministre, M^{me} Janice Cochrane, a eu ces mots : L'annonce faite aujourd'hui par la GRC au sujet des accusations portées contre deux employés à temps partiel de CIC concerne également un secteur du travail du Ministère auquel le public s'intéresse de très près. CIC compte près de 500 employés dans les points frontaliers, et j'ai la plus grande confiance dans les gens qui oeuvrent auprès de la population.

«Je crois cependant sage, sans préjuger de l'issue des causes actuellement devant les tribunaux, qu'une source respectée à l'extérieur du Ministère vienne rassurer les Canadiens en leur confirmant que nos procédures d'admission à la frontière, nos méthodes de sélection, notre formation et la sélection de notre personnel n'ont rien à envier à quelque organisme que ce soit; voilà pourquoi le mandat de M. Tassé a été élargi», de poursuivre M^{me} Cochrane.



Quant aux employés accusés, ils sont suspendus sans rémunération à compter d'aujourd'hui. Les investigateurs de l'Immigration s'occuperont en priorité, avec la GRC, de repérer toute personne étant entrée au Canada par des moyens frauduleux ou illégaux et ils prendront les mesures qui s'imposent conformément à la Loi sur l'immigration.

À la suite de l'élargissement du mandat de M. Tassé afin qu'il évalue les contrôles effectués à nos frontières, celui-ci doit présenter ses constatations à la sous-ministre d'Ici le printemps de 1996.

Pour information :

Carole Soucis
Affaires publiques
(819) 994-4816

Derik Hodgson
Affaires publiques
(819) 994-4328

CAI
CI
-N26

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

February 22, 1996

96-02

Tassé Review of Immigration Removals Released

OTTAWA — Citizenship and Immigration Canada (CIC) needs a greater emphasis on "people issues," if its Renewal Agenda is to succeed, according to a report released today by Deputy Minister, Janice Cochrane. Entitled *Removals: Processes and People in Transition*, the report was prepared by Mr. Roger Tassé, O.C., Q.C., in response to concern about recent charges of wrongdoing by some enforcement staff.

"We welcome Mr. Tassé's report as a significant contribution to the renewal of the department," said Ms. Cochrane. "Through this report, and the Renewal Agenda to which it contributes, we are taking decisive steps in raising professional values, standards and practices. This includes improving communications with our staff and stakeholders about all key elements of the department's mission."

The Tassé report focuses on attitudes within, and toward the department's removals function. It is based on extensive discussions with CIC removals staff and representatives of non-government organizations (NGOs) and the legal community. In the report, NGO representatives present highly generalized descriptions of questionable behaviour by removals staff, although no one took advantage of Mr. Tassé's offer to identify and report actual incidents to the department.

"Because I am seriously concerned that these rumours could cast a shadow over our removals staff, and the integrity of our enforcement function, I am inviting anyone with documented allegations of misconduct to come forward," said the Deputy Minister. "CIC Regional Directors General will then investigate and act appropriately."



The Deputy Minister also assigned Pierre Bourget, Director General of Enforcement, with following up on the Tassé report. He will report regularly to her on how Mr. Tassé's recommendations are being applied with respect to the department's enforcement re-engineering initiative.

Mr. Tassé will also prepare a report focusing on some aspects of the Port of Entry Management function. It is due later in the spring.

CIC is in the midst of an ambitious renewal and restructuring initiative, to deliver its key business lines more cost-effectively and in tune with the needs of Canadians. Improvements to date have included consolidating the enforcement function within one branch, reviews of the safety and security practices of enforcement staff, and enhancing partnerships with law enforcement agencies.

An Executive Summary of Mr. Tassé's Report is attached. The complete report, entitled Removals: Processes and People in Transition, is available on request by calling (819) 953-5118.

For more information, contact:

Carole Soucis
Public Affairs
(819) 994-4816

REMOVALS: PROCESSES AND PEOPLE IN TRANSITION

EXECUTIVE SUMMARY

Report prepared by:

Roger Tassé, O.C., Q.C.
Gowling, Strathy and Henderson

for

Citizenship and Immigration Canada

February 1996

Executive Summary

This report is the result of an examination of the current operating environment of the Department of Citizenship and Immigration (CIC) and departmental procedures and practices relating to the removal of individuals from Canada under the *Immigration Act*. It assesses "the extent to which the implementation of re-engineered processes could be enhanced through complementary work in the area of professional values, standards and practices."

The examination includes a review of departmental material (guidelines, policies, manuals, news releases, etc.) relating to the removal function. It also includes a series of meetings across Canada with immigration lawyers, non-governmental organizations (NGOs), the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees as well as departmental management and employees involved in the removal of individuals. The discussions with removal staff and NGO and legal community representatives were general in nature. For that reason, caution should be used to avoid drawing firm conclusions from specific observations outlined in Parts 4 and 5 of the report that could not be attested as to their accuracy or reliability because of time or mandate constraints.

Before documenting the results of this examination, the report explains, in a general way, the broad context within which the removal function takes place and the legislation and policy rules by which it is governed. This not only provides a background for the examination but also places in context the complexities involved in carrying out the removal function.

The report summarizes the key comments made at meetings with both staff, NGO and legal community representatives before setting out CIC's recent initiatives for change particularly as they relate to the removal function.

CIC is undertaking an ambitious Renewal Agenda. Its efforts to improve processes and procedures address some concerns and preoccupations expressed by participants in the examination process. **The main conclusion of the report is that the success of CIC's renewal initiative requires greater emphasis on people.** In fact, the views and concerns expressed by staff, NGOs and the legal community strikingly point to an underlying and profound malaise regarding the purpose of the removal function and the "core values" that should guide the staff in performing the function. It is important that CIC work towards a better and more broadly shared understanding of the removal function and revitalize its "core values" so that they become the guiding lights that have real impact on the way the function is executed.

As part of its Renewal Agenda, CIC should spell out its approach to “team work” and “empowerment” and ensure that all staff, particularly management, receive proper training and education regarding these organization concepts.

Several suggestions are made concerning the accountability of removal officers, including the need for clear identification of the person(s) responsible for examining and resolving complaints about removal cases. It is also recommended that a mechanism be established for the independent review of complaints. Each removal officer should be required to report on the conditions involved in each removal and these reports should be made available to persons having a clear interest in the person removed.

A Code of Conduct for CIC is currently being prepared; however, the report recommends adding the development of a Code of Ethics for removal officers to CIC’s Renewal Agenda. There should also be mechanisms to allow officers to discuss and seek advice on difficult ethical matters.

Flowing from the recommendation that core values be re-examined, the report recommends that the recruitment and selection of removals staff be done with these values always in mind. In view of the changes taking place in the renewal process and the new emphasis on team work, empowerment and risk management, the report supports a review of the existing job descriptions of removal staff. To ensure that these changes are understood and implemented, training and educational opportunities should be provided to all staff. The report also recommends that removal officers be rotated to other positions in the immigration programs both inside and outside Canada.

While the review revealed recent improvement in the department’s internal and external communications policy, the report suggests that staff and NGOs meet regularly to exchange information on policy and program matters. To facilitate communication both within CIC and between CIC and NGOs, CIC should improve access to clients’ files, case tracking and general file management. External communications could be further enhanced if CIC were to examine its communications strategy with a view to becoming more proactive in providing information to the public on the removals function. Statistical data about removal activities should be collected and made publically available.

Finally, the report recommends that a review of the legislative, regulatory and policy rules that apply to removals should be an important part of CIC’s Renewal Agenda.

CIC is actively pursuing an ambitious Renewal Agenda for change. This is an opportune time for the manner in which CIC is carrying out its Renewal Agenda in regard to the removals function to be re-examined in light of the people issues identified in this report to ensure the success of this initiative.

The following is a summary of the recommendations of the Report:

General

1. The success of CIC's Renewal Agenda requires greater emphasis on "people".

Mission

2. The mission of the removals function needs to be more clearly defined. CIC should strive towards a better and clearer, common understanding and broader consensus on the *raison d'être* or purpose of the function.

Values

3. "Core values" must be revisited and revitalized in tandem with the mission statement so that they both become guiding lights that have real impact on the way the function is executed.

Team Work

4. Team work is a powerful instrument that has the potential to profoundly affect the way the removal function is executed and has implications for all aspects of the organization. CIC needs to spell out what its approach to "team work" is, and to discuss and debate it with staff and stakeholders' representatives.

Empowerment

5. CIC must spell out its approach to empowerment and discuss it with staff and stakeholders representatives.

Accountability

6. Statistical data about removal activities should be collected and made available to the public.
7. Removals officers should prepare reports on the conditions in which removal was carried out for each removal and these reports should be made available to anyone having a clear interest in the fate of the person removed.
8. CIC should identify the departmental person or persons responsible for looking into and dealing with complaints about the handling of removals.
9. Annual reports on complaints should be made public.

10. Consideration should be given to expanding the authority of the RCMP Public Complaints Commission to review complaints made against removal officers.
11. The current service standards for removals should be re-examined by CIC in light of the recommendations of this report.

Ethics

12. CIC should add the question of ethics to its Renewal Agenda.
13. A code of ethics for removals officers should be developed.
14. There should be mechanisms for discussing or seeking advice on more difficult ethical matters.

Selection, Training and Deployment of Removal Staff

15. Recruitment and selection of removals staff need to be done with the core values in mind.
16. Existing job descriptions should be reviewed.
17. Training and education opportunities should be provided to staff on all matters critical to the success of renewal and re-engineering.
18. A policy of rotation of removal staff should be adopted.
19. It is essential that all staff "sign on" the Renewal initiative and "core values" and genuinely undertake the venture to change they are invited to join.

Communications

Internal Communications

20. There is no magic way of responding to the challenge of information proliferation. The key is that all staff, particularly managers, in all of their communications, be honest, sincere, caring, transparent, and, above all, display a persistent and profound commitment to the "core values" of the organization. Internal communications should be an important part of CIC's Renewal Agenda.
21. Involving the staff in the decision-making process leading to change, especially in their immediate area of responsibility, is key to the success of the Renewal Agenda.

Communications with NGOs

22. Removals staff and NGOs should meet on a regular basis to exchange information on general policy and program matters.
23. Access to clients' files, case tracking and general file management should be improved to facilitate communications between CIC and NGOs, as well as within CIC.

Communications with the Media

24. CIC should examine its communications strategy with a view to being more proactive in providing information to the public on the removals function.

Policies and Procedures

25. Concerns raised regarding the lack of uniformity in the application and interpretation of national policies and procedures (i.e., escorting decisions, travel guidelines for escorting personnel, DROC regulations, LIFO) should be addressed by CIC as part of the continuing implementation of CIC's Renewal initiative.
26. Consideration should be given to the development of criteria for the release of persons in detention and guidelines to ensure the safe arrival of persons removed in the country of destination.
27. Keeping a proper balance between regional autonomy and national policies and procedures should be carefully kept in mind as national policies and programs come under review.

Legislative and Policy Rules Governing Removals

28. A review of the legislative, regulatory and policy rules that apply to removals should be an important part of CIC's Renewal Agenda.

25.

Dans le cadre de son initiative de Renouvellement, CIC devrait s'occuper des incohérences exprimées au sujet du manque d'uniformité dans l'interprétation et l'application des politiques et procédures nationales (c.-à-d. décisions concernant l'escorte, directives de voyage pour le personnel d'escorte, règles de l'IMRED, DEPS).

26.

Il faudrait également élaborer des critères pour la libération des personnes détenues et des directives pour garantir la sécurité des personnes à leur arrivée dans leur pays de destination.

27.

Il faudrait s'attacher à conserver un bon équilibre entre l'autonomie des régions et les directives et procédures nationales au moment de l'examen des politiques et des programmes nationaux.

Législation et politiques régissant les renvois

28.

L'examen de la législation, de la réglementation et des politiques qui régissent les renvois devrait occuper une place importante dans le programme de Renouvellement de CIC.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 22 février 1996
96-02

Publication du rapport Tassé, sur les renvois en immigration

OTTAWA — Selon un rapport rendu public aujourd'hui par la sous-ministre Janice Cochrane, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) doit accorder plus d'importance aux «questions concernant les gens», si le Ministère veut mener à bien son programme de Renouveau. Ce rapport, intitulé *Les renvois : un processus et un personnel en évolution*, a été préparé par M. Roger Tassé, OC, c.r., en réaction à l'inquiétude suscitée par des accusations d'actes illicites portées récemment contre des membres du personnel chargé de l'exécution de la Loi.

Selon Mme Cochrane, le rapport Tassé constitue une contribution majeure au processus de renouvellement du Ministère. Elle a aussi déclaré que : «Grâce à ce rapport et au programme de Renouveau auquel il contribue, nous prenons des mesures énergiques pour hausser le niveau de nos valeurs, de nos normes et de nos méthodes professionnelles. Celles-ci comprennent notamment l'établissement de meilleures communications avec notre personnel et les intervenants concernant toutes les composantes de la mission du Ministère».

Le rapport Tassé met donc l'accent sur les attitudes qui existent face à la fonction de renvoi et les attitudes du personnel qui est chargé de l'exécuter. Il repose sur des discussions approfondies avec des agents des renvois de CIC ainsi qu'avec des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et du milieu juridique. Selon le rapport, les représentants des ONG ont décrit en termes très généraux les comportements répréhensibles de certains agents, mais personne n'a profité de l'invitation lancée par M. Tassé pour signaler des incidents réels.

«Puisque je crains sérieusement que ces rumeurs fassent planer des soupçons sur le personnel de nos services chargé des renvois et sur l'intégrité de notre fonction d'exécution de la Loi, j'invite quiconque peut étayer des allégations de conduite répréhensible à se manifester, à déclarer la sous-ministre. Les directeurs généraux des régions de CIC enquêteront sur tous les cas signalés et prendront les mesures qui s'imposent».



La sous-ministre a confié à Pierre Bourget, directeur général de l'Exécution de la Loi, la responsabilité d'assurer le suivi du rapport Tassé. Il lui fera régulièrement rapport sur la mise en oeuvre des recommandations dans le cadre du programme de restructuration de la fonction exécution de la Loi au Ministère.

M. Tassé produira également un rapport sur certains aspects de la fonction de gestion des points d'entrée. Ce rapport devrait paraître au printemps.

Soucieux de fournir ses principaux programmes et services à moindre coût et de mieux les adapter aux besoins des Canadiens, CIC s'est lancé dans un ambitieux programme de renouvellement et de restructuration. Les améliorations apportées à ce jour comprennent le regroupement de la fonction exécution de la Loi au sein d'une seule direction générale, l'examen des pratiques en matière de sécurité appliquées par le personnel de l'exécution de la Loi, et le renforcement des partenariats avec les organismes chargés de l'exécution de la loi.

Un sommaire du rapport de M. Tassé est joint en annexe. On peut se procurer copie du rapport complet, intitulé Les renvois : un processus et un personnel en évolution, en téléphonant au (819) 953-5118.

Pour plus de détails, communiquez avec

Carole Soucis
Affaires publiques
(819) 994-4816

LES RENVOIS : UN PROCESSES ET UN PERSONNEL EN EVOLUTION

SOMMAIRE

Rapport préparé par :

Roger Tassé, OC., c.r.
Gowling, Strathy et Henderson

pour

Citoyenneté et Immigration Canada

Février 1996

SOMMAIRE

Le présent rapport fait suite à l'examen du fonctionnement interne de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) ainsi que des procédures et des pratiques relatives au renvoi d'individus aux termes de la *Loi sur l'immigration*. Il offre une évaluation de «l'ampleur de l'amélioration dont pourrait profiter la mise en oeuvre des processus restructurés si un travail complémentaire était entrepris dans le domaine des valeurs, des normes et des méthodes professionnelles.»

L'examen comportait notamment l'étude des documents ministériels sur le renvoi (lignes directrices, directives, manuels, communiqués, etc.) ainsi qu'une série de réunions, tenues à différents endroits au Canada, avec des avocats de l'immigration, des organisations non gouvernementales, des représentants du bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés ainsi que des gestionnaires et des employés du ministère associés à la fonction de renvoi. Les discussions avec les employés chargés des renvois, les représentants des ONG et les avocats ont été de nature générale. Il ne faudrait donc pas tirer de conclusions catégoriques de certaines constatations spécifiques contenues dans les parties 4 et 5 du rapport parce que l'exactitude de celles-ci n'a pu être établie hors de tout doute en raison des contraintes imposées par les délais et par le mandat.

Avant les constatations proprement dites de l'examen, on trouvera dans le rapport une description générale du contexte dans lequel ont lieu les renvois ainsi que des textes législatifs et des règles administratives qui les régissent. Ces explications ne servent pas uniquement de toile de fond à l'examen, mais elles situent en contexte les complexités de l'exécution de la fonction de renvoi.

On présente ensuite un abrégé des principaux commentaires entendus lors des réunions avec le personnel, les ONG et les représentants des avocats, puis on décrit les changements survenus récemment à CIC, particulièrement ceux qui touchent la fonction de renvoi.

Le programme de Renouveau mis en oeuvre par CIC est ambitieux, et les efforts déployés par le Ministère pour améliorer ses processus et ses procédures répondent à certaines des préoccupations exprimées par les personnes qui ont participé à l'examen. La principale conclusion du rapport, c'est qu'il faudra mettre davantage l'accent sur les «personnes» pour assurer le succès du programme de Renouveau de CIC. En fait, les opinions et les préoccupations exprimées par le personnel, les ONG et les avocats dénotent clairement l'existence d'un profond malaise face à l'objectif de la fonction de renvoi et aux «valeurs essentielles» qui devraient guider le personnel chargé des renvois. Il est important que CIC s'efforce de clarifier la mission fondamentale de la fonction de renvoi et ravive ses «valeurs essentielles» pour qu'elles deviennent des principes ayant un effet senti dans la manière d'exécuter la fonction.

Dans le cadre de son programme de Renouveau, CIC devrait préciser sa conception du «travail d'équipe» et de l'«habilitation» et faire en sorte que tout le personnel, surtout les cadres, reçoivent une formation appropriée sur ces concepts organisationnels.

Quelques suggestions concernent la responsabilisation des agents chargés des renvois. Ainsi, il est suggéré de désigner clairement la ou les personnes responsables d'étudier les plaintes, formulées par les personnes renvoyées, contre les agents de renvois et de rendre des décisions. Il est également recommandé d'établir un mécanisme indépendant d'examen des plaintes. Tous les agents chargés de renvois devraient être tenus de produire un rapport sur chaque cas et toutes les personnes clairement liées à un individu renvoyé devraient pouvoir consulter le rapport qui le concerne si elles le désirent.

Un code de conduite des employés de CIC est actuellement en préparation, néanmoins, il est recommandé d'élaborer aussi, dans le cadre du programme de Renouvellement, un code d'éthique pour les agents chargés des renvois. De plus, il faudrait mettre en place des mécanismes permettant aux agents aux prises avec ces questions d'éthique épineuses d'en discuter et, au besoin, de demander des conseils.

Puisqu'il a été recommandé de réexaminer les valeurs essentielles, il est aussi recommandé de toujours garder ces valeurs à l'esprit dans le recrutement des agents chargés des renvois. Compte tenu des changements amenés par le processus de renouvellement et de l'importance accrue qui est accordée au travail d'équipe, à l'habilitation et à la gestion du risque, on préconise un examen des descriptions de poste actuelles des agents chargés des renvois. Pour que les changements soient bien compris et mis en oeuvre, on devrait offrir des séances de formation à tout le personnel. Le rapport recommande également d'instaurer une rotation permettant aux agents chargés des renvois d'effectuer d'autres fonctions au sein des programmes d'immigration, tant au Canada qu'à l'étranger.

L'examen a permis de constater l'amélioration récente de la politique des communications internes et externes, mais il est tout de même suggéré que le personnel et les ONG se rencontrent régulièrement pour échanger de façon générale sur les questions concernant la politique et les programmes. Afin de faciliter la communication, tant à l'intérieur de CIC qu'entre CIC et les ONG, le Ministère devrait améliorer l'accès aux dossiers des clients, le suivi des dossiers et la gestion générale des dossiers. Les communications externes pourraient être améliorées si CIC modifiait sa stratégie de communication en y ajoutant une dimension proactive dans l'information du public. CIC devrait aussi produire et publier des statistiques sur les activités de renvoi.

Enfin, selon le rapport, l'examen des textes législatifs et réglementaires ainsi que des règles s'appliquant aux renvois devrait occuper une place importante dans le programme de Renouvellement de CIC.

CIC est actuellement en train de mettre en oeuvre un ambitieux programme de Renouvellement. Le moment est donc tout indiqué pour procéder à un réexamen de la façon dont le Ministère exécute la fonction de renvoi en tenant compte des aspects humains dégagés dans le rapport. Cela pourra que contribuer au succès du programme de Renouvellement.

Voici un résumé des recommandations du rapport.

Généralités

1. Le succès de l'initiative de Renouvellement nécessite de donner plus d'importance aux questions touchant aux «personnes».

Mission

2. Il est nécessaire de définir plus clairement la mission de la fonction de renvoi. CIC doit s'efforcer de susciter l'éclosion d'une perception générale plus claire et un consensus plus vaste au sujet de la raison d'être ou de l'objectif de la fonction.

Valeurs essentielles

3. Il faut revoir les «valeurs essentielles» en même temps que l'énoncé de mission pour qu'ils deviennent des principes dont l'application aura des répercussions senties sur la façon d'exécuter la fonction.

Travail d'équipe

4. Le travail d'équipe est un instrument puissant pouvant modifier profondément et positivement la façon d'exécuter la fonction de renvoi et ayant des répercussions sur tous les aspects de l'organisation de CIC. CIC doit énoncer clairement sa conception du «travail d'équipe» et en discuter avec son personnel et les représentants des intervenants.

Habilitation

5. CIC doit énoncer clairement sa démarche concernant l'habilitation et en discuter avec son personnel et les représentants des intervenants.

Responsabilisation

6. Des données statistiques sur les activités de renvoi devraient être recueillies et publiées.
7. Les agents de renvoi devraient préparer un rapport sur les conditions dans lesquelles s'est déroulé chaque renvoi et ce rapport devrait être mis à la disposition de quiconque s'intéresse de façon authentique au sort de la personne renvoyée.
8. CIC devrait désigner clairement la personne ou les personnes chargées d'examiner les plaintes formulées contre les agents chargés des renvois.
9. Des rapports annuels devraient être publiés sur les plaintes.
10. Il faudrait envisager d'élargir la compétence de la Commission des plaintes du public contre la GRC aux plaintes concernant les agents de renvoi.
11. CIC devrait réexaminer ses Normes de service applicables à la fonction de renvoi pour tenir compte des recommandations du présent rapport.

Éthique

12. CIC devrait ajouter la question de l'éthique à son programme de Renouvellement.
13. Il faudrait élaborer un code d'éthique à l'intention des agents de renvoi.

14. Il faudrait implanter des mécanismes permettant la discussion de questions d'éthique et permettant de demander des conseils externes en cas de questions plus épineuses.

Sélection, formation et déploiement des agents de renvoi

15. Il faudrait tenir compte des valeurs essentielles lors du recrutement et de la sélection de tout nouvel agent de renvoi.
16. Il faudrait réviser les descriptions d'emploi actuelles.
17. Il faudrait donner au personnel de renvoi de la formation sur toutes les questions essentielles à la réussite du renouvellement et de la restructuration.
18. Il faudrait adopter une politique de rotation du personnel de renvoi.
19. Il est indispensable que tout le personnel «adhère» à l'initiative de renouvellement ainsi qu'aux «valeurs essentielles» et s'engage sérieusement dans l'aventure du changement à laquelle il est convié.

Communications

Communications internes

20. Il n'existe pas de méthode magique pour relever le défi de la prolifération de l'information. Le facteur le plus important, c'est que tous les employés, et surtout les cadres, fassent preuve d'honnêteté, de sincérité, d'humanité et de transparence dans toutes leurs communications, et, par-dessus tous, qu'ils montrent un attachement solide et profond aux «valeurs essentielles» de l'organisation. Les communications internes devraient être un élément important du programme de Renouvellement de CIC.
21. Pour mener à bien le programme de renouvellement, il faut absolument faire participer le personnel à la prise des décisions entraînant des changements, surtout dans le domaine de responsabilité qui les concerne directement.

Communications avec les ONG

22. Le personnel des renvois et les ONG devraient se rencontrer régulièrement pour échanger des renseignements généraux sur la politique et les programmes.
23. Il faudrait améliorer l'accès aux dossiers des clients, le suivi des cas et la gestion générale des dossiers pour faciliter les communications entre CIC et les ONG, et au sein même de CIC.

Communications avec les médias

24. CIC devrait examiner sa stratégie des communications pour fournir activement au public plus de renseignements sur la fonction de renvoi.

CAI
CI
NSC

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 13, 1996
96-03



Canada Lifts Visitor Visa Requirement for Citizens of Czech Republic

OTTAWA -- The Minister of Citizenship and Immigration Canada, Lucienne Robillard announced today that citizens of the Czech Republic will no longer be required to obtain visitor visas in order to travel to Canada. The announcement was made simultaneously in the Czech Republic by Art Eggleton, Minister of Trade. This change will come into effect April 1, 1996.

"This amendment to the Immigration Regulations will enhance business and economic transactions, and promote tourism and cultural exchanges, between Canada and the Czech Republic" said Minister Robillard.

This decision was made possible because the Czech authorities have agreed to co-operate with the Canadian government in combatting illegal migration from the region and in accepting the return of any Czech citizens not permitted to stay in Canada.

"The lifting of visas for Czechs travelling to Canada represents another step in the removal of barriers to trade and the free exchange of people," said Minister Eggleton.



About 8,500 visitor visas were issued to Czech citizens in 1995. The refusal rate for visitor visas was very low and Czech citizens are not considered to pose an immigration control concern in Canada.

*More information about Citizenship and Immigration is available at our Internet site at:
<http://cicnet.ingenia.com>*

For information:

Benoit Chiquette
Press Secretary
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-2424

Carole Soucis
Media Relations
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-4816

Media Relations Office
Department of Foreign Affairs and International Trade
(613) 995-1874

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 13 mars 1996
96-03

Le Canada dispense du visa de visiteur les citoyens de la République tchèque

OTTAWA -- La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Mme Lucienne Robillard, a annoncé aujourd'hui que les citoyens de la République tchèque ne seront plus obligés d'obtenir un visa de visiteur pour venir au Canada. L'annonce a été faite simultanément dans la République tchèque par l'honorable Art Eggleton, ministre du Commerce international. Ce changement prendra effet le 1^{er} avril 1996.

«Cette modification du Règlement sur l'immigration stimulera les transactions économiques et commerciales et favorisera le tourisme ainsi que les échanges culturels entre le Canada et la République tchèque», a souligné Mme Robillard.

Nous avons pu prendre cette décision parce que les autorités tchèques ont accepté de collaborer avec le gouvernement canadien pour lutter contre l'émigration clandestine dans leur pays et pour accepter le retour de tout citoyen tchèque qui n'a pas été autorisé à rester au Canada.



Environ 8 500 visas de visiteur ont été délivrés à des citoyens tchèques en 1995. Le nombre de visas de visiteur refusés a été minime, et l'on considère que les citoyens tchèques ne posent pas de problèmes pour le contrôle de l'immigration au Canada.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur Citoyenneté et Immigration Canada sur notre site Internet: <http://cicnet.ingenia.com>.

Pour renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 994-2424

Carole Soucis
Relations avec les médias
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 994-4816

Bureau des relations avec les médias
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
(613) 995-1874

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 20, 1996
96-04



REAPPOINTMENTS TO IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD ANNOUNCED

OTTAWA... Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Two persons are being redesignated to the positions of Assistant Deputy Chair of the IRB. They are:

Paul Aterman, a practising lawyer specializing in refugee and immigration law, he is a former UNHCR Protection Officer and past-Director of the Centre for Spanish Speaking Peoples. He is a winner of the Ting Sum Tang Memorial Prize for the highest standing in Immigration Law at the University of Toronto in 1986.

Shehni Dossa, an associate of Hean Wylie, a Vancouver law firm specializing in civil and criminal litigation. She is a former Director of the Burnaby Chamber of Commerce and member of the BC Trial Lawyers Association.

Seven persons are being reappointed to their positions with the Board. They are:

Eunice Harker, a former freelance consultant for the United Nations Association of Canada and the Canadian International Development Agency. She has also worked as a Program Officer for Amnesty International.

Edith Nee, Vice-Chairperson of the Advisory Committee to the President of the Treasury Board on the Employment of Visible Minorities in the Public Service, member of the United Way Task Force on Multiculturalism and past-Vice-President of the Asian Canadian Association.



Layne Daggett, an ordained Minister of the Baptist Church, a founding member of the Vancouver Refugee Council and the 1987 recipient of the Refugee Community Service Award.

Jean-Pierre Gaboury, a former University of Ottawa political science professor, former member of the Administrative Council of Canadians and author of a several publications on Canadian politics.

Auguste Choquette, a lawyer, journalist and former parliamentarian.

Queenie Hum, former Assistant Director of the Chinese Family Service of Greater Montreal, former ESL teacher and Social Program Officer in Toronto. She was a Member of the Board of Directors of National Organization of Immigrant and Visible Minority Women, and the Chinese Canadian National Council.

Taya di Pietro, a lawyer, fluent in English, French, Italian, with knowledge of Spanish and Hungarian.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: convention refugee determination, immigration appeals and inquiries and detention review.

- 30 -

FOR FURTHER INFORMATION:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-2424

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

20 mars 1996

96-04

RECONDUCTION DU MANDAT DE COMMISSAIRES - CISR

Ottawa -- **Lucienne Robillard**, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé la reconduction du mandat de commissaires de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) après recommandation du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Deux personnes sont renommées aux postes de vice-président adjoint de la CISR. Il s'agit de :

Paul Aterman, avocat spécialiste du droit des réfugiés et de l'immigration, ancien agent de protection pour le HCNUR et ancien directeur du Centre pour les peuples hispanophones. Il est le récipiendaire de la bourse commémorative Ting Sum Tang pour la plus haute mention en droit de l'immigration à l'université de Toronto en 1986.

Shehni Dossa, associée chez Hean Wylie, cabinet d'avocats de Vancouver spécialistes des affaires civiles et criminelles. Ex-directrice de la Chambre de commerce de Burnaby, elle est membre de l'Association des avocats plaidants de la Colombie-Britannique.

Sept personnes ont été reconduites dans leur poste à la CISR. Il s'agit de :

Eunice Harker, ancienne consultante indépendante pour l'Association canadienne pour les Nations Unies et l'Agence canadienne de développement international. Elle a aussi travaillé comme agente de programme pour Amnistie internationale.

Edith Nee, vice-présidente du Comité consultatif auprès du président du Conseil du Trésor sur l'emploi des membres des minorités visibles dans la fonction publique, membre du groupe de travail de Centraide sur le multiculturalisme et ancienne vice-présidente de l'Association asiatique canadienne.



Layne Daggett, ministre de l'Église baptiste, membre fondateur du Conseil pour les réfugiés de Vancouver et récipiendaire de 1987 de la récompense pour services aux réfugiés.

Jean-Pierre Gaboury, ancien professeur de sciences politiques à l'Université d'Ottawa, ancien membre du Conseil administratif des Canadiens et auteur d'un certain nombre d'ouvrages sur la politique canadienne.

Auguste Choquette, avocat, journaliste et ancien parlementaire.

Queenie Hum, ancienne directrice adjointe du Service à la famille chinoise du Grand Montréal, ancien professeur d'anglais langue seconde et agente de programmes sociaux à Toronto. Elle a fait partie du conseil d'administration de l'Organisation nationale des femmes immigrantes et des femmes appartenant à une minorité visible ainsi que du Conseil national des canadiens chinois.

Taya di Pietro, avocate, maîtrise l'anglais, le français et l'italien et parle l'espagnol et le hongrois.

La CISR est un tribunal indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte à ce dernier par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grands responsabilités : la détermination du statut de réfugié, les appels en matière d'immigration et les enquêtes de l'immigration et enfin la révision des motifs de la détention.

POUR DE PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Citoyenneté et Immigration Canada
(819)994-2424

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 4, 1996
96-08



Minister Robillard to visit New Delhi and Hong Kong

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, will visit New Delhi and Hong Kong from April 10-18.

In New Delhi (April 10-13), M^{me} Robillard will address the Indo-Canada Business Council and meet with officials of India's Ministry of Foreign Affairs. As well, the Minister will personally observe for the first time our immigrant and visitor operations abroad. India is Canada's second largest source of immigrants – 14,000 in 1995. This number includes an ever increasing group of highly skilled information technology workers.

In Hong Kong (April 14-18), M^{me} Robillard's key objective is to get a better sense of the realities "on the ground" before reaching crucial decisions which may impact on the flow of immigrants and visitors from Hong Kong. The Minister will meet with Mr. Chris Patten, Governor of Hong Kong; Mr. Peter Lai, Secretary for Security and other officials. As well, M^{me} Robillard will address the 7th Annual Board of Governors Dinner organized by the Canadian Chamber of Commerce in Hong Kong. The Minister will also officially open the Asia Pacific Foundation's Canadian Educational Centre whose objective is to attract more local students to study in Canada. A visit to the Canadian International School is also planned.

The key topics at the meetings will include Hong Kong's transition to Chinese rule and Canada's positions including our immigrant and visitor policies and their impact on Hong Kong. In the coming months Canada will need to reach decisions on whether or not to require a visitor visa for Hong Kong Special Administrative Region passports available after July 1, 1997. As well, we will need to consider how our redesign and refocusing of business immigrant and skilled worker criteria will affect immigration from Hong Kong.



Hong Kong has been the top source of immigrants to Canada since 1987 – 31,000 in 1995 and more than 250,000 since 1987. About 17,000 Hong Kong students are studying in Canada this year. As well, last year Canada received more than 183,000 visitors from Hong Kong.

- 30 -

Additional information on Citizenship and Immigration Canada may be obtained on our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

John Oliver
Public Affairs
Citizenship and Immigration Canada
(819) 994-3763

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 4 avril 1996

96-08

La ministre Robillard se rendra à New Delhi et à Hong Kong

OTTAWA - Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, se rendra à New Delhi et à Hong Kong du 10 au 18 avril.

À New Delhi (du 10 au 13 avril), M^{me} Robillard s'adressera au conseil indo-canadien des affaires (*Indo-Canada Business Council*) et s'entretiendra avec des représentants du ministère des Affaires étrangères de l'Inde. De même, elle pourra constater pour la première fois la façon dont nous traitons les dossiers des immigrants et des visiteurs à l'étranger. L'Inde vient au deuxième rang des pays sources d'immigrants pour le Canada. En 1995, 14 000 Indiens ont immigré au Canada dont un nombre toujours croissant de professionnels hautement spécialisés en technologie de l'information.

À Hong Kong (du 14 au 18 avril), M^{me} Robillard cherchera surtout à mieux saisir les réalités «sur le terrain» avant de prendre des décisions cruciales qui pourraient avoir une incidence sur le mouvement d'immigrants et de visiteurs venant de Hong Kong. La ministre rencontrera M. Chris Patten, gouverneur de Hong Kong; M. Peter Lai, secrétaire à la Sécurité et d'autres représentants du gouvernement. De même, M^{me} Robillard prendra la parole lors du 7^e dîner annuel du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Canada à Hong Kong. En outre, elle inaugurera le centre canadien de l'éducation de la Fondation Asie-Pacifique, dont l'objectif consiste à inciter un plus grand nombre d'étudiants locaux à faire des études au Canada. Une visite de l'école internationale canadienne figure aussi au programme.

Parmi les points clés des réunions prévues, il faut mentionner la transition de Hong Kong au régime chinois et les positions du Canada, notamment pour ce qui touche les politiques d'admission des immigrants et des visiteurs ainsi que leur incidence sur Hong Kong. Au cours des mois à venir, le Canada devra décider s'il exigera ou non un visa des visiteurs titulaires de passeports de la zone administrative spéciale de Hong Kong qui seront émis après le premier juillet 1997. Il nous faudra aussi envisager comment notre remaniement et notre mise au point des critères appliqués aux travailleurs spécialisés et aux gens d'affaires immigrants se répercuteront sur l'immigration en provenance de Hong Kong.



Hong Kong représente la principale source d'immigrants pour le Canada depuis 1987 : 31 000 en 1995 et plus de 250 000 depuis 1987. Quelque 17 000 étudiants de Hong Kong fréquentent un établissement d'enseignement canadien cette année. L'an dernier, le Canada a accueilli plus de 183 000 visiteurs venus de Hong Kong.

- 30 -

On peut obtenir de plus amples renseignements sur Citoyenneté et Immigration Canada sur notre site Internet: <http://cicnet.ingenia.com>

Pour renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(819) 954-1064

John Oliver
Affaires publiques
Citoyenneté et Immigration Canada
(819) 994-3763

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 25, 1996
96-09

Interim Immigrant Investor Program

OTTAWA — Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount today announced plans to implement an interim Immigrant Investor Program. The regulatory amendment will extend offering periods for new or existing government-administered funds to June 30, 1997, by which time the new Immigrant Investor Program will be in place.

"The interim program will maintain the flow of business immigrants and investment capital while we continue with the redesign of the current program. In addition, this transition period will allow us, among other things, to fully consult with our partners, particularly all provincial governments," Minister Robillard said.

Proposed amendments to the regulations will partially lift the current moratorium by restoring the Minister's authority to approve new government-administered funds and extending offering periods for existing government-administered funds.

Without the proposed regulations, there would be a break in the federal program when offering periods for businesses and funds expire on June 30, 1996. "These proposals ensure that in the meantime, there will continue to be an adequate supply of investment options for investors through government-administered funds," the Minister added.

The current rules governing the approval and operation of government-administered funds will continue to apply. There are no other changes: minimum investment amounts, hold periods and the tier system will remain the same. Offering periods for privately-administered venture capital funds and businesses will expire on June 30, 1996 as required by the current regulations. Restricting the interim program to government-administered funds will significantly reduce the number of funds on the market, control monitoring costs and allow for a smoother transition to the new program.



The new regulations and interim Investor Program do not apply to the Quebec investor program. Quebec operates its own investor program under the terms of the 1991 Canada-Quebec Accord. Immigrant investors can continue to invest in the Quebec program.

This regulation will be prepublished in the *Canada Gazette* on April 27, 1996. A public comment period will follow; implementation of the regulation is expected before June 30, 1996.

The Minister expects to announce this fall the new Immigrant Investor Program which will be in effect by July, 1997.

- 30 -

<http://cicnet.ingenia.com>

For more information, contact:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

John Oliver
Public Affairs
(819) 953-2812

Communiqué

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

25 avril 1996
96-09

Programme provisoire d'immigration des investisseurs

OTTAWA — M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des projets visant à mettre en place un programme provisoire d'immigration des investisseurs. Le Règlement sera modifié de façon à prolonger les périodes de validité de l'offre pour ce qui est des fonds nouveaux ou existants administrés par un gouvernement jusqu'au 30 juin 1997, date à laquelle le nouveau programme d'immigration des investisseurs sera en place.

«Le programme provisoire va permettre de maintenir l'arrivée de gens d'affaires immigrants et de capitaux d'investissement pendant que nous poursuivrons le remaniement du programme actuel. En outre, cette période de transition va nous permettre notamment de mener des consultations poussées avec nos partenaires, particulièrement tous les gouvernements provinciaux», a déclaré M^{me} Robillard.

Les modifications proposées au Règlement vont lever en partie le moratoire actuel en rétablissant le pouvoir de la ministre d'approuver de nouveaux fonds administrés par un gouvernement et en prolongeant les périodes de validité de l'offre pour ce qui est des fonds existants administrés par un gouvernement.

Sans ces modifications, le programme fédéral connaîtrait une interruption à la date d'expiration des périodes de validité de l'offre pour constituer des entreprises ou des fonds, soit le 30 juin 1996. «Ces propositions permettront le maintien, dans l'intervalle, d'une offre suffisante de possibilités d'investissement pour les investisseurs sous la forme de fonds administrés par un gouvernement», a ajouté la ministre.

Les règles actuelles régissant l'approbation et l'exploitation des fonds administrés par un gouvernement vont continuer de s'appliquer. Il n'y a aucune autre modification : les montants des placements minimums, les périodes minimales de placement et le système de catégories de placement vont demeurer inchangés. Pour ce qui est des fonds de capital-risque administrés par le secteur privé, et des entreprises, les périodes de validité de l'offre vont prendre fin le



30 juin 1996 conformément aux dispositions actuelles du Règlement. Le fait de restreindre le programme provisoire aux fonds administrés par un gouvernement va permettre de réduire considérablement le nombre de fonds sur le marché, de limiter les coûts du contrôle et d'assurer, sans trop de heurts, la transition vers le nouveau programme.

Le nouveau règlement et le programme d'immigration des investisseurs provisoire ne s'appliquent pas au programme d'immigration des investisseurs du Québec. Le Québec a son propre programme d'immigration des investisseurs en vertu des dispositions de l'Accord Canada-Québec de 1991. Les investisseurs immigrants peuvent continuer d'investir dans le cadre du programme du Québec.

Il y aura publication préalable du Règlement dans la *Gazette du Canada* le 27 avril 1996. Puis, une période sera prévue pour permettre au public de formuler des observations. Le Règlement devrait être mis en oeuvre au plus tard le 30 juin 1996.

La ministre prévoit annoncer à l'automne le nouveau programme d'immigration des investisseurs, qui entrera en vigueur d'ici juillet 1997.

- 30 -

<http://cicnet.ingenia.com>

Pour de plus amples renseignements, s'adresser à :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

John Oliver
Affaires publiques
(819) 953-2812

News Release

April 29, 1996

96-10

Canada and Israel sign agreement to share research on immigration

Ottawa -- Citizenship and Immigration Minister Lucienne Robillard and Mr. Yair Tsaban, Israeli Minister of Immigrant Absorption, today signed a Memorandum of Understanding concerning cooperation on the Metropolis Project. The Memorandum between Canada and Israel commits both countries to close cooperation in developing immigration research-related initiatives.

The Metropolis Project will bring together researchers from Canada, Israel and other countries who share a common purpose -- to examine the effects of immigration on cities. Participants include Australia, Denmark, France, Germany, Italy, the Netherlands, Norway, Sweden, the United Kingdom, and the U.S.A., as well as the European Commission, the Organization for Economic Co-operation and Development, and UNESCO.

The research will enable governments and other stakeholders to work together in identifying the best ways to promote integration. In supporting the project, Canada and Israel agree to participate in annual international conferences on immigration issues and promote public education.

"We need to get a better understanding of how immigration affects our cities, our country, and the world. The Metropolis Project will help us get answers to these questions," Minister Robillard said. "This partnership between governments, universities and international agencies presents a unique opportunity to engage in comparative, multi-disciplinary research. We shall have the opportunity to exchange information with our international colleagues and to learn from each other."

"The purpose of my coming to Canada, on the invitation of the Canadian government, and signing the Memorandum of Understanding is to formalize cooperation in studying the impact of immigration on urban centres" said Mr. Tsaban. "I am sure that pooling our knowledge and carrying out comparative research, will make a contribution facilitating 'stakeholders' to formulate better policies, in our respective countries, which will enable the successful integration of new immigrants as well as the continued development of our cities for the benefit of all their residents."



"I am happy that Israel has decided to join us in this important initiative. Each additional international partner who joins the project helps get us one step closer to developing effective strategies to deal with the challenges which confront us all," added Mme. Robillard.

Canada's major contribution to Metropolis is the establishment of four Centres of Excellence for Research on Immigration and Integration. These Centres, located in Montreal, Toronto, Edmonton and Vancouver, were announced by Minister Robillard on 22 March.

- 30 -

See attached backgrounder.

Additional information on Citizenship and Immigration Canada may be obtained on our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>

For information:

John Oliver
Citizenship & Immigration, Public Affairs
(819) 953-2812

Benoît Chiquette
Press Secretary, Minister's Office
(613) 954-1064

THE METROPOLIS PROJECT

BACKGROUNDER

April 1996

PROJECT OBJECTIVE

Metropolis is a cooperative, international research project that seeks to stimulate multidisciplinary research on the effects of international migration on urban centres.

The project has two overarching objectives:

- First, it will provide policy makers at all levels of government, as well as community and business leaders with solid information on which to anchor their policy ideas -- thus integrating research more systematically into policy development.
- Second, it will develop an inventory of "best international practices" that identifies the most effective solutions to the many practical challenges that face all countries which have significant numbers of foreign-born persons in their large urban centres.

To accomplish these objectives, Metropolis proposes to encourage major academic institutions to engage in systematic research supported, in the initial stages, by the public and private sectors.

CONTEXT

Migration is driven by numerous social, economic, and political factors that are increasingly beyond the ability of individual states to influence effectively. This has led to substantial migration movements and has made migration one of the most powerful agents of social change.

In addition to its scale, contemporary migration is also distinguished by its ethnic, cultural, religious, and social diversity. Such diversity produces extremely complex interactions between and among newcomers and established communities in the large urban centres where they concentrate. Understanding these interactions and devising ways to better manage the resulting social and economic transformations is a critical public policy challenge shared by all advanced industrial societies.

The challenge is intensified by the many other forces that are simultaneously bearing down on the advanced democracies' largest cities. These forces include social and economic restructuring resulting from economic globalization, increasing physical infrastructure needs of cities and the social infrastructure demands of their residents in the midst of fiscal woes, and citizen demands for better protection and increased fiscal responsibility.

Accomplishing these goals will require extraordinary creativity, the commitment of significant public and private sector resources, and the support of key societal institutions -- a challenge that Metropolis is designed to meet.

PROJECT AIMS

The project's strategic aims are to:

- Identify policies that are able to accommodate and manage the social change produced by migration with minimal tension;
- Understand better the links between migration and economic restructuring and propose ways to manage the inter-action between these two forces;
- Foster policies that ensure fair and equal treatment and improved living standards for all members of society, thus avoiding further marginalization of disadvantaged groups;
- Encourage the development of dynamic, receptive and culturally vibrant societies that are equipped to integrate newcomers as full and equal members and encourage them to make the most of their talents; and
- To balance the rights of migrants with those of the host population in a manner that ensures support for the policies needed to integrate newcomers within the host society.

RESEARCH PARAMETERS

Variables in national immigration levels typically mask the degrees to which immigration is transforming urban systems. Consequently, a knowledge of how immigration affects the most cosmopolitan cities of the advanced industrial world offers the most appropriate analytical platform from which to understand immigration's impact on our societies.

- The research will use the metropolis as the fundamental unit of analysis.
- The research will examine the **context** in which immigration takes place; the **institutions** (formal and informal) which mediate the process of social change; the **processes** themselves; and their **outcomes**, focusing on the newcomers' social and economic integration, on social cohesion and intergroup relations.
- The research will be **multidisciplinary**. Immigration is too complex and too dynamic to be examined in terms of discrete, stand-alone academic or policy "towers" without affecting the analysis adversely and losing track of associative effects.

- While each research group will focus on the city(ies) it chooses, the project will also seek to **compare cities internationally**. Such comparisons will permit the evaluation of the importance of idiosyncratic economic, institutional, historical, and cultural factors, as well as policies toward newcomers, and broad public governance issues.
- Wherever possible, the research will **compare several cities within a country** in order to identify national differences and control for city-specific effects.

PROJECT SCOPE AND INTERNATIONAL CONFERENCES

- The project will feature a series of major, annual conferences to be hosted by "partner" countries. Italy will host the first such event in November, 1996. The conferences will focus on distinct policy themes and challenges requiring strategic management.
- The conferences will bring together senior researchers, members of the policy community and private sector "stakeholders". They will provide a focal point for the discussion of existing research and a venue for unveiling new "state of the art" work, commissioned expressly for the Metropolis project.
- A selection of papers presented at the annual conferences will be published in a journal of proceedings.

- La recherche permettra d'examiner le **contexte** ou s'insère l'immigration; les **institutions** (officielles et officielles) qui se trouvent au coeur de l'évolution sociale; les **processus** eux-mêmes et les **résultats** qu'ils produisent, l'accent étant mis sur l'intégration sociale et économique du nouvel arrivant, sur la cohésion sociale et sur les relations entre les groupes.
- La recherche se vaudra **multidisciplinaire**. L'immigration est une question trop complexe et trop dynamique : son étude ne saurait se borner aux sous-domaines bien délimités des chercheurs et des décideurs, sans que l'analyse fasse défaut et que les effets corollaires s'y perdent.

- Si chacun des groupes de chercheurs se concentrera sur la ville ou les villes de son choix, le projet visera à **comparer des villes d'un pays à l'autre**. Les comparaisons de cette nature permettront de déterminer l'importance de facteurs propres à chaque cas sur le plan économique, institutionnel, historique et culturel, de même que celle des politiques à l'égard des nouveaux arrivants et des grandes orientations touchant la conduite des affaires publiques.

- Dans la mesure du possible, la recherche visera à **comparer plusieurs villes à l'intérieur d'un même pays** de façon à faire ressortir les différences nationales et à cerner les effets propres à chaque ville.

ENVERGURE DU PROJET ET CONFÉRENCES INTERNATIONALES

- Le projet sera associé à une série de conférences annuelles bien courues animées par les pays «partenaires». L'Italie animera la première manifestation du genre en novembre 1996. Les conférences porteront sur des thèmes précis et sur les défis exigeant une gestion stratégique.
- Les conférences permettront de réunir des chercheurs de haut rang, des décideurs et des intervenants du secteur privé. Elles donneront l'occasion de discuter des projets en cours et d'exposer les «trouvailles» du domaine commandées expressément par les responsables du projet Metropolis.
- Les conférences annuelles comprendront une série d'exposés dont le contenu figurera dans les actes publiés.

Communiqué

le 29 avril 1996

96-10

Le Canada et Israël signent une entente de partage des résultats de leurs recherches en immigration

Ottawa -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, et M. Yair Tsaban, ministre israélien de l'Intégration des immigrants, ont signé aujourd'hui un protocole d'entente visant la coopération dans le cadre du projet Metropolis. Par ce document, le Canada et Israël s'engagent à collaborer étroitement à mettre sur pied des projets dans le domaine de la recherche en immigration.

Le projet Metropolis va amener des chercheurs du Canada, d'Israël et d'autres pays à oeuvrer dans un but commun : étudier les répercussions de l'immigration sur les villes. Les participants comprennent l'Allemagne, l'Australie, le Danemark, les États-Unis, l'Italie, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède, ainsi que la Commission européenne, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques et l'UNESCO.

La recherche va permettre aux gouvernements et aux autres intervenants de collaborer à la recherche des meilleurs moyens de promouvoir l'intégration. En appuyant le projet, le Canada et Israël conviennent de participer à des conférences annuelles internationales sur l'immigration et à promouvoir l'information du public.

«Il est essentiel que nous comprenions mieux comment l'immigration agit sur nos villes, notre pays et le monde. Le projet Metropolis va nous aider à trouver des réponses à ces questions, a déclaré la ministre Robillard. Ce partenariat entre les gouvernements, les universités et les organismes internationaux constitue l'occasion unique de s'engager dans des recherches comparatives et multidisciplinaires. Il nous sera possible d'échanger de l'information avec nos collègues de l'étranger et de dégager des enseignements mutuels.»

«Ma visite au Canada, à l'invitation du gouvernement canadien, ainsi que la signature du protocole d'entente visent à donner un caractère officiel à notre collaboration à l'étude des répercussions de l'immigration sur les grands centres urbains, a déclaré monsieur Tsaban. Je suis convaincu que la mise en commun de nos connaissances et la réalisation de recherches



comparatives vont aider les 'intervenants' à formuler de meilleures politiques, dans nos pays respectifs. Cela, en retour, va permettre à nos nouveaux arrivants de réussir leur intégration et à nos villes de connaître un essor continu pour le plus grand bien de tous leurs résidents.»

«Je suis très heureuse qu'Israël ait décidé de se joindre à cet important projet. Chaque nouveau partenaire étranger nous amène progressivement vers la définition de stratégies efficaces en vue de régler les problèmes que nous devons tous affronter a poursuivi Mme Robillard.»

La contribution principale du Canada au projet Metropolis réside dans la création de quatre Centres d'excellence pour la recherche en immigration et en intégration. L'annonce de ces centres, situés à Montréal, Toronto, Edmonton et Vancouver, a été faite le 22 mars par la ministre Robillard.

-30-

Voir la fiche documentaire ci-jointe.

On peut obtenir de plus amples renseignements sur Citoyenneté et Immigration Canada sur notre site Internet : <http://cicnet.ingenia.com>

Pour renseignements :

John Oliver
Citoyenneté et Immigration
Affaires publiques
(819) 953-2812

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

LE PROJET METROPOLIS

DOCUMENT D'INFORMATION

Avril 1996

OBJECTIF DU PROJET

Le projet Metropolis est un projet coopératif de recherche à vocation internationale qui vise à stimuler la recherche multidisciplinaire concernant les effets de la migration internationale sur les centres urbains. Les deux grands objectifs du projet sont les suivants :

- D'abord, donner aux décideurs de tous les paliers de gouvernement, de même qu'aux chefs de file de la collectivité et du monde des affaires, une information solide sur laquelle ils puissent faire reposer leurs idées -- ce qui permettra d'intégrer la recherche de façon plus systématique à l'élaboration des politiques; et
- ensuite, recenser les «meilleures pratiques internationales», c'est-à-dire consigner les solutions qui permettent le mieux de régler les nombreux défis concrets que rencontrent tous les pays dont les grands centres urbains comptent un nombre notable de personnes nées à l'étranger.

Pour y arriver, les responsables du projet proposent d'encourager les principaux établissements à entreprendre des recherches systématiques bénéficiant, aux étapes initiales, de l'appui des secteur public et privé.

CONTEXTE

Les migrations ont pour origine de nombreux facteurs sociaux, économiques et politiques qui échappent de plus en plus à l'influence des États individuels. Cela a conduit à d'importants mouvements de population, de sorte que le phénomène est devenu l'un des plus importants facteurs dans l'évolution des sociétés.

Outre qu'elles sont d'envergure, les migrations de nos jours se distinguent par leur diversité sur le plan ethnique, culturel, religieux et social. Cette diversité est à l'origine d'interactions extrêmement complexes parmi et entre les nouveaux arrivants et les membres des collectivités établies des grands centres urbains où les premiers se concentrent. Toutes les sociétés avancées des pays industrialisés ont pour défi, dans le domaine de la politique publique, de comprendre ces interactions et de trouver des façons de mieux prendre en charge les transformations sociales et économiques qui en résultent.

Le défi est d'autant plus difficile que de nombreuses autres forces agissent simultanément sur les grandes villes des démocraties des pays avancés. Parmi ces forces, il faut compter la restructuration sociale et économique attribuable à la mondialisation de l'économie, l'accroissement des besoins à l'égard de l'infrastructure matérielle des villes et celui des exigences en matière d'infrastructure sociale des citoyens en proie à des difficultés financières, et l'appel des citoyens en faveur d'une meilleure protection et d'une plus grande responsabilité financière.

Pour y arriver, il va falloir faire preuve d'une créativité extraordinaire, engager d'importantes ressources tant du côté du secteur public que de celui du secteur privé et disposer du soutien d'institutions clés de la société -- défi que le projet Metropolis est conçu pour relever.

BUTS DU PROJET

Les buts stratégiques du projet sont les suivants :

- Trouver des politiques qui permettent de bien assumer, en réduisant les tensions au minimum, l'évolution sociale qu'occasionnent les migrations;
- mieux comprendre les liens entre les migrations et la restructuration économique, et proposer des façons de régir l'interaction entre ces deux forces;
- favoriser des politiques qui garantissent un traitement juste et équitable et un meilleur niveau de vie à tous les membres de la société, ce qui évite de marginaliser davantage les groupes défavorisés;
- encourager l'édification de sociétés réceptives et culturellement dynamiques qui disposent des moyens nécessaires pour intégrer les nouveaux arrivants en tant que membres égaux et à part entière et les encouragent à exploiter au maximum leurs talents;
- concilier les droits des migrants et ceux de la population du pays hôte de manière à garantir l'appui des politiques nécessaires pour intégrer les immigrants.

PARAMÈTRES DE RECHERCHE

Les variables associées aux niveaux d'immigration à l'échelle nationale occupent habituellement le degré de transformation du maillage urbain attribuable à l'immigration. Par conséquent, connaître la façon dont l'immigration touche les villes les plus cosmopolites du monde industrialisé offre les meilleures possibilités d'analyse pour qui veut comprendre les effets de l'immigration sur nos sociétés.

- La recherche aura pour unité analytique de base la métropole.

News Release

April 30, 1996

96-11

Success of the "3/9 pilot project" to sponsor refugees from former Yugoslavia

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, announced today that a pilot sponsorship project to help resettle refugees from former Yugoslavia will, as of May 1, be suspended to permit an evaluation of its advantages and disadvantages. To date, 389 refugees have arrived in Canada and another 259 have been sponsored for a total of 648 refugees. Posts in the region are working with substantial backlogs which will be cleared during the hiatus.

"This pilot project has exceeded our initial expectations," said Minister Robillard. "It has demonstrated the depth and breadth of compassionate feelings among Canadians and has been a model of successful partnership between the government and non-governmental organizations. It may well provide a model for our approach to refugee resettlement from all parts of the world. I personally wish to thank all those who sponsored or helped to sponsor this particular group of refugees," added Minister Robillard.

The refugees have settled all over Canada, including dozens of towns – places like Sydney, Nova Scotia, Biggar, Saskatchewan, and Courtney, British Columbia, to mention just a few.

The pilot project was initiated last September in response to an urgent appeal by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) to resettle 5,000 refugees from war torn former Yugoslavia. Under the 3/9 sponsorship arrangement the government provides the first three months of financial assistance for refugees and a sponsoring group provides the following nine months, or until the refugee family is self-sufficient, whichever comes first.

Since the hostilities began in 1992, more than 21,000 persons from the former Yugoslavia have been resettled in Canada under refugee and humanitarian programs.

– 30 –

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary, Office of the Minister
(613) 954-1064

Pam Cullum
Public Affairs Branch
(819) 953-2812



Communiqué

Le 30 avril 1996

96-11

Succès du «projet-pilote 3/9» pour parrainer des réfugiés de l'ex-Yougoslavie

OTTAWA - M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui que le projet-pilote pour parrainer l'admission au Canada de réfugiés de l'ex-Yougoslavie sera interrompu temporairement à compter du 1er mai pour permettre d'en apprécier les avantages et les inconvénients. À ce jour, 389 réfugiés sont arrivés au Canada, et les cas de 259 autres sont en cours de traitement, pour un total de 648. Les bureaux dans cette région doivent composer avec des arriérés importants qui pourront être éliminés durant l'interruption.

«Les résultats de ce projet-pilote ont été au-delà de nos espérances, a indiqué la Ministre. Ces résultats témoignent de l'ampleur de l'élan de générosité des Canadiens, et la réalisation de ce projet est un exemple d'association fructueuse entre le gouvernement et des organismes non gouvernementaux. Il pourra nous servir de modèle pour le rétablissement de réfugiés de tous les coins du monde. Je tiens spécialement à remercier tous ceux et celles qui ont parrainé ou aidé à parrainer des réfugiés de ce groupe en particulier», a ajouté M^{me} Robillard.

Les réfugiés se sont établis dans des dizaines de localités à travers le Canada -- notamment à Sydney, en Nouvelle-Écosse, Biggar, en Saskatchewan, et Courtney, en Colombie-Britannique.

Ce projet avait été mis sur pied en septembre 1995 suite à un appel urgent lancé par le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR) pour rétablir 5 000 réfugiés de l'ex-Yougoslavie ravagée par la guerre. Aux termes de la formule 3/9, le gouvernement fournit aux réfugiés une aide financière durant leurs trois premiers mois au Canada et un groupe de répondants prend la relève pour les neuf mois suivants ou jusqu'à ce que la famille soit autonome, selon la première éventualité.

Depuis le début des hostilités en 1992, plus de 21 000 personnes originaires de l'ex-Yougoslavie se sont réétablies au Canada dans le cadre de divers programmes pour réfugiés ou à caractère humanitaire.

- 30 -

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>

Pour renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse, Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Pam Cullum
Direction générale des affaires publiques
(819) 953-2812



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

News Release

CAI
22
-N26
May 10, 1996

96-12

"Canadian Language Benchmarks" Unveiled

Winnipeg -- Officials from the Department of Citizenship and Immigration today unveiled the "Canadian Language Benchmarks", a landmark document in the history of English as a Second Language (ESL) instruction for adult immigrants to Canada. The "Canadian Language Benchmarks" were developed in partnership with ESL teachers and administrators, immigrant serving agencies, ESL learners and provincial governments. For the first time Canada will have a national set of standards for describing an immigrant's language learning level.

Mr. Georges Tsai, Assistant Deputy Minister, Partnerships, made the announcement this morning at the National Conference of English as a Second Language Teachers (TESL). "These Benchmarks were developed to meet the needs of students and teachers alike", said Mr. Tsai. "They will also provide the federal and provincial governments, as well as training deliverers, the means by which to gauge the effectiveness of ESL training programs".

The Canadian Language Benchmarks are a set of twelve language proficiency standards which can be used to describe the language skills of ESL students in three areas: speaking and listening, reading and writing. Two sets of Benchmarks have currently been developed, one for adult ESL learners and one for literacy learners. The Benchmarks represent an attempt to move away from grammatically based testing towards a more comprehensive assessment of communicative ability. As the Benchmarks are working documents, Citizenship and Immigration Canada will continue to seek input from the ESL community for future improvements. CIC is also looking into developing a similar project for French as a Second Language training.

-30-

For information:

John Oliver
Public Affairs
(613) 941-7035



Communiqué

Le 10 mai 1996

96-12

Publication des « niveaux de compétence linguistique canadiens »

Winnipeg -- Des représentants du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration ont rendu public aujourd'hui un document intitulé « Niveaux de compétence linguistique canadiens », qui fera époque dans l'histoire de l'enseignement de l'anglais langue seconde (ALS) aux adultes immigrants au Canada. Les « niveaux de compétence linguistique canadiens » ont été établis en collaboration avec des professeurs de l'ALS et des administrateurs, des fournisseurs de services aux immigrants, des apprenants de l'ALS et des gouvernements provinciaux. Pour la première fois, le Canada disposera d'un ensemble de normes nationales pour définir le niveau de connaissance linguistique d'un immigrant.

M. Georges Tsai, sous-ministre adjoint, Partenariats, en a fait l'annonce ce matin à l'occasion de la National Conference of English as a Second Language Teachers (TESL). « Ces niveaux de compétence linguistique ont été établis pour satisfaire aux besoins des étudiants et des professeurs, a indiqué M. Tsai. Ils permettront aussi aux gouvernements fédéral et provinciaux, ainsi qu'aux responsables de la formation, d'évaluer l'efficacité des programmes d'enseignement de l'anglais langue seconde. »

Il s'agit d'un ensemble de douze critères pouvant servir à définir la compétence linguistique des apprenants de l'ALS pour l'écoute et l'élocution, l'écriture et la lecture. Deux ensembles de niveaux de compétence linguistique ont été établis, le premier s'adressant aux apprenants adultes de l'ALS et le deuxième aux apprenants débutants. L'adoption des niveaux de compétence linguistique a pour but de remplacer l'évaluation linguistique fondée sur la connaissance de la grammaire par une évaluation plus complète de la capacité de communiquer. Puisqu'il s'agit d'un document de travail, Citoyenneté et Immigration Canada continuera à solliciter la participation du milieu de l'enseignement de l'ALS en vue d'y apporter des améliorations. CIC songe aussi à élaborer un projet semblable pour le français langue seconde.

- 30 -

Renseignements :

John Oliver
Affaires publiques
(613) 941-7035



News Release

For Immediate Release

June 4, 1996

96-13

CHILE: Minister Robillard Announces Reimposition of Visitor Visa Requirement

OTTAWA- The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration Canada (CIC) and MP for Saint-Henri-Westmount, announced today that citizens of Chile will again be required to obtain a Visitor Visa in order to travel to Canada.

"This measure should not be interpreted as ill-will towards the Chilean people. It does not alter our commitment to improving economic and cultural ties between our two countries," said Minister Robillard. "Despite efforts taken in cooperation with airlines and Chilean officials, we must now re-impose the visa requirement for the short term, in order to address the serious control and enforcement problems which now exist."

At the same time, Canadian and Chilean officials will continue to work together on other strategies that will make the flow of illegal migration to Canada less attractive. Since the Canadian Visitor Visa requirement was suspended 15 months ago, Chile has become Canada's largest source of refugee claimants. In the last six months over 2,000 Chilean citizens have made refugee claims in Canada. In cases heard to date, the Immigration and Refugee Board has found the majority of Chilean refugee claimants not to be *bona fide* refugees.

"Canada remains committed to assisting genuine refugees," said Minister Robillard. "We are taking this step reluctantly, in response to specific cases of organized abuse of our immigration laws by a small number of people."

The Canadian Visitor Visa requirement will come into effect at 12:01 a.m., EST, June 5, 1996. As of that date, all Chilean citizens travelling to Canada will be required to have a visa. Travellers, notably businesspersons coming to Canada regularly may apply for long-term, multiple entry visas.

- 30 -

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>

For information:

Benoît Chiquette, Press Secretary, (613) 954-1064

Carole Soucis, Media Relations, (613) 941-7042



Communiqué

Pour publication immédiate

4 juin 1996

96-13

CHILI : Lucienne Robillard annonce le rétablissement de l'exigence relative au visa de visiteur

OTTAWA - Madame Lucienne Robillard, ministre de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui que les citoyens du Chili devront de nouveau obtenir un visa de visiteur pour être autorisés à venir au Canada.

«Il ne faudrait voir dans cette mesure aucune mauvaise intention à l'endroit de la population chilienne. Elle modifie en rien l'engagement du Canada à travailler au renforcement des liens économiques et culturels entre nos deux pays, a déclaré Mme Robillard. Malgré tout ce que nous avons tenté en collaboration avec les transporteurs aériens et les autorités chiliennes, nous nous voyons forcés de rétablir à court terme l'exigence du visa afin de lutter contre les problèmes qui se posent en matière de contrôle et d'exécution de la Loi.»

Par ailleurs, les autorités canadiennes et chiliennes vont continuer de collaborer à mettre au point d'autres stratégies en vue de régler le problème de l'immigration illégale nombreuse au Canada. Depuis que le Canada a levé, il y a 15 mois, l'exigence relative au visa de visiteur à l'égard du Chili, ce dernier constitue le plus important pays source de revendicateurs du statut de réfugié. Au cours des six derniers mois, plus de 2 000 citoyens chiliens ont revendiqué le statut de réfugié au Canada. En ce qui concerne les dossiers déjà traités, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié a jugé que la majorité des demandeurs chiliens ne sont pas de véritables réfugiés.

«Le Canada maintient son engagement à venir en aide aux réfugiés authentiques, a indiqué la ministre Robillard. C'est à regret que nous prenons cette mesure, pour contrer des cas particuliers d'abus systématiques à l'endroit de notre législation sur l'immigration pratiqués par un nombre restreint de personnes.»

L'exigence relative au visa de visiteur entrera en vigueur, à 0 h 01, hne, le 5 juin 1996. A compter de cette date, tous les citoyens chiliens à destination du Canada devront être munis d'un visa. Les voyageurs, notamment les gens d'affaires qui désirent venir au Canada régulièrement peuvent demander un visa pour séjours multiples, valide pour une longue période.

- 30 -

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>

Pour information :

Benoît Chiquette, secrétaire de presse, (613) 954-1064

Carole Soucis, Relations avec les médias, (613) 941-7042



News Release

June 4, 1996

96-14

Appointments to Immigration and Refugee Board Announced

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Three new members have been appointed at the Montreal office of the IRB. They are:

Emmanuel Didier, a former associate professor of law at University of Moncton and author of numerous books and articles on law;

Raymonde Folco, a former teacher, communications consultant, and past President, Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec;

Suzanne Gilbert, a lawyer and former senior administrator with the Department of Cultural Communities and Immigration of Quebec, and administrator with the City of Montreal.

Five former members of the Board have been appointed as part-time members also at the Montreal office. They are:

Jean Bruneau, a lawyer and former municipal court judge in Montreal who served with IRB 1990-96;

Patricia Davey, a former social worker, teacher and human rights investigator who served with IRB 1989-96;

Fernand Gauthier, a former professor of social psychology at the University of Montreal and the University of Quebec who served with IRB 1988-96;

Dominique Lamarche, a lawyer and translator who served with IRB 1989-94;

S.S. Kofi Sordzi, a teacher of French to new Canadians who served with IRB 1990-94.

At the Toronto office of the IRB, **Elda Thomas** has been reappointed to the Board. Ms Thomas is a community chaplain working with prisoners and ex-offenders, a former consultant with Solicitor General of Canada and a prison psychologist and probation officer.

All of the above appointees, except Ms Thomas, are part of a process to augment the staff complement at the IRB regional office in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information:

Benoît Chiquette

Press Secretary, Office of the Minister

(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué de presse

4 juin 1996

96-14

Annnonce de nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA - Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui la nomination de commissaires à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à la suite des recommandations formulées par le Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Les trois nouveaux commissaires suivants ont été nommés au bureau de Montréal de la CISR :

Emmanuel Didier, ancien professeur agrégé de droit de l'Université de Moncton et auteur de nombreux ouvrages et articles de droit;

Raymonde Folco, ex-enseignante, consultante en communications et ancienne présidente du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec;

Suzanne Gilbert, avocate et ancienne administratrice principale au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration du Québec, et administratrice pour la Ville de Montréal.

Cinq ex-commissaires de la CISR ont aussi été nommés commissaires à temps partiel au bureau de Montréal. Ce sont :

Jean Bruneau, avocat et ancien juge de la cour municipale à Montréal, en poste à la CISR de 1990 à 1996;

Patricia Davey, ex-travailleuse sociale, enseignante et investigatrice en matière de droits de la personne, en poste à la CISR de 1989 à 1996;

Fernand Gauthier, ex-professeur de psychologie sociale à l'Université de Montréal et à l'Université du Québec, en poste à la CISR de 1988 à 1996;

Dominique Lamarche, avocate et traductrice, en poste à la CISR de 1989 à 1994;

S.S. Kofi Sordzi, professeur de français pour les nouveaux citoyens canadiens, en poste à la CISR de 1990 à 1994.

Au bureau de la CISR à Toronto, le mandat de commissaire d'**Elda Thomas** a été renouvelé. M^{me} Thomas est une aumônière communautaire qui travaille auprès des prisonniers et des ex-détenus, une ancienne consultante auprès du Solliciteur général du Canada et une ancienne psychologue et agente de probation en milieu carcéral.

Toutes ces nominations, à l'exception de celle de M^{me} Thomas, s'inscrivent dans un processus visant à augmenter l'effectif au bureau régional de Montréal de la CISR.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte à ce dernier par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut de réfugié, les appels en matière d'immigration et les enquêtes de l'immigration, et la révision des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette

Secrétaire de presse, bureau de la Ministre

(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

News Release

June 25, 1996

96-16

Appointments to Immigration and Refugee Board Announced

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

The following twelve individuals are being appointed for the first time or are being reappointed. They are:

Anita Fuoco Boscariol, a lawyer, a former senior official at the Department of Indian Affairs and Northern Development, a former Chair, Special Advisory Committee on Race Relations for the City of Vancouver.

Raymond Boulet, a former municipal court judge, a former Deputy Ombudsman for the Province of Québec.

Robert Colavecchio, a lawyer and current President of the Saint-Léonard Chamber of Commerce.

Jean-Marc Demers, a lawyer, a former Chair of the Québec Telecommunications Board, a former member of the Québec Public Services Board and a former Director of Legal Services, Québec Ministry of Communications.

Diane Doray, a family and immigration lawyer and former Director of Legal Information Services at Concordia University who has been serving with IRB since 1988.

Léon Graub, a French teacher and past President of the Regional Council of B'nai Brith.

Jacques La Salle, a law graduate, a former policy advisor at departments of Justice, International Affairs, Cultural Communities and Immigration (Québec) and has served with IRB since 1990.

Martine Lavoie, a lawyer and former policy advisor in the departments of International Affairs, Cultural Communities and Immigration (Québec).

Dominique Leclercq, a former Director-General with the "Ligue des droits et libertés" in Montréal as well as former Assistant Coordinator with the "Regroupement Montréalais pour la qualité de l'air".

Aimable Ndejuru, a former professor of kinanthropology at University of Québec at Montréal and past President of the Francophone Africa and the Maghreb Committee who has served with IRB since 1989.

John Pisciueneri, a former Refugee Hearing Officer with IRB.

Jean-Christophe Sénosier, a law graduate, a former multiculturalism policy advisor and past Refugee Hearing Officer with the IRB in Montréal.

All of the above appointees, except Ms Boscariol who will serve at the IRB Vancouver office, are part of a process to augment the staff complement at the IRB regional office in Montréal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette, Press Secretary
Office of the Minister, (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Communiqué

Le 25 juin 1996

96-16

Annnonce de nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA... **Lucienne Robillard**, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Les 12 personnes présentées ci-après font l'objet d'une première nomination ou d'une reconduction de mandat.

Anita Fuoco Boscariol, avocate et ancienne haut fonctionnaire au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Mme Boscariol a été présidente du Comité consultatif spécial de la Ville de Vancouver chargé des relations raciales.

Raymond Boulet, ancien juge de cour municipale, arbitre en matière de travail et ancien ombudsman adjoint de la province de Québec.

Robert Colavecchio, avocat et actuel président de la Chambre de commerce de Saint-Léonard.

Jean-Marc Demers, avocat, ancien président du Conseil des télécommunications du Québec et ancien membre de la Régie des services publics du Québec. M. Demers est également l'ancien directeur des Affaires juridiques au ministère des Communications du Québec.

Diane Doray, avocate en droit de la famille et en droit de l'immigration et ancienne directrice des Services d'information juridique à l'Université Concordia. Mme Doray travaille à la CISR depuis 1988.

Léon Graub, professeur de français et ancien président du Conseil régional B'nai Brith.

Jacques La Salle, licencié en droit et ancien cadre supérieur au ministère québécois de la Justice et à celui des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

M. LaSalle travaille à la CISR depuis 1990.

Martine Lavoie, avocate et ancienne conseillère en politiques au ministère québécois des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles.

Dominique Leclercq, ancienne directrice générale de la Ligue des droits et libertés à Montréal et ancienne coordonnatrice adjointe du Regroupement montréalais pour la qualité de l'air.

Aimable Ndejuru, ancien professeur de kinanthropologie à l'Université du Québec à Montréal et ancien président du Comité de l'Afrique et du Maghreb francophones. M. Ndejuru travaille à la CISR depuis 1989.

John Piscuneri, ancien agent d'audience à la CISR.

Jean-Christophe Sénosier, licencié en droit, ancien conseiller en politiques en matière de multiculturalisme et ancien agent d'audience intérimaire à la CISR à Montréal.

Toutes les personnes précitées, à l'exception de M^{me} Boscariol qui travaillera au bureau de la CISR à Vancouver, sont nommées dans le cadre d'un processus visant à augmenter l'effectif du bureau régional de la CISR à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant qui a été créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration* et qui rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois fonctions principales : la détermination du statut de réfugié au sens de la Convention, les appels et enquêtes en matière d'immigration, et la révision des motifs de la garde.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette, Secrétaire de presse
Bureau de la Ministre, (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada

News Release

- N 26

96-17

June 28, 1996

THE NUMBER OF NEW CITIZENS IN BRITISH COLUMBIA INCREASED SIGNIFICANTLY DURING THE FIRST QUARTER OF 1996

MONTREAL - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Saint-Henri-Westmount, announced today that 44,768 immigrants received their Canadian citizenship during the period from January to March 1996. If this period is compared with the last quarter of 1995, British Columbia is the only province where the number of new certificates issued increased this year. As the Minister has already pointed out, this increase can be explained in part by the efforts made by CIC to reduce the backlog in processing citizenship applications before the provincial election.

For the whole of Canada, in 1995, 222,951 people obtained Canadian citizenship, which gives them the right, among other things, to apply for a passport, to live in Canada and to enter and leave it freely, as well as to vote and seek nomination as a candidate in federal and provincial elections. It should be noted that the time for processing a citizenship application was shortened from 18 months in 1994 to an average of 10 months in February 1996. The Minister indicated that she was pleased with these results.

"I am also proud of the fact that, on the eve of our Canada Day celebrations, so many new Canadians will be able to join us in the festivities to mark this event". Ms Robillard pointed out as well that, along with rights, Canadian citizenship carries with it certain responsibilities such as obeying the laws, respecting the rights of others and defending Canada's ideals.

Ms Robillard today took part in a citizenship awards ceremony organized with the Chinese Community Centre in Montreal where nearly forty new citizens took the oath of allegiance. This ceremony, part of the Canada Day festivities, was one of about fifty citizenship ceremonies that will be held across Canada. The Minister will take part in another citizenship ceremony in Sherbrooke on July 1.

The following are the statistics by region for 1995 and interim statistics for 1996.



Region	Certificates issued in 1995	Certificates issued during the 4th quarter of 1995	Certificates issued during the 1st quarter of 1996 (interim data)
Atlantic	970	242	173
Quebec	43 268	13 161	2 640
Ontario	124 647	31 968	28 234
Prairies	18 830	5 215	3 363
British Columbia	35 236	8 596	10 358
National total	222 951	59 182	44 768

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Carole Soucis
Media Relations
CIC
(613) 941-7042

We are also on the Internet: <http://cicnet.ingenia.com>

CAI
CH
-N26

News Release

96-18

June 28, 1996

Interim Immigrant Investor Program in Place

OTTAWA — Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount today announced the implementation of the interim Immigrant Investor Program effective June 24, 1996. The regulatory amendment provides an opportunity for new or existing government-administered funds to accept new immigrant investment up to June 30, 1997, when the new Immigrant Investor Program will be in place.

The amendments to the regulations partially lift the current moratorium by restoring the Minister's authority to approve new government-administered funds and extending offering periods for existing government-administered funds.

"We have already approved government-administered funds from four provinces (Prince Edward Island, Saskatchewan, Nova Scotia and British Columbia) participating in the interim program," Minister Robillard said. "In addition, most other provinces are actively considering participation in the program and we expect to have more approvals shortly."

The current rules governing the approval and operation of government-administered funds continue to apply. There are no other changes: minimum investment amounts, hold periods and the tier system will remain the same.

The new regulations and interim Investor Program do not apply to the Quebec investor program. Quebec operates its own investor program under the terms of the 1991 Canada-Quebec Accord. Immigrant investors can continue to invest in the Quebec program.

This regulation will be published in the *Canada Gazette, Part II* on July 10, 1996.

The Minister expects the redesigned Immigrant Investor Program to be in place by July, 1997.

- 30 -

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

John Oliver
Media Relations
CIC
(613) 941-7035



We are also on the Internet: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué

96-18

Le 28 juin 1996

Le programme provisoire d'immigration des investisseurs est en place

OTTAWA — Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount a annoncé aujourd'hui que le programme provisoire d'immigration des investisseurs était en place depuis le 24 juin 1996. En vertu des nouvelles dispositions réglementaires, les fonds administrés par un gouvernement existants ou nouvellement établis peuvent accepter des capitaux d'immigrants investisseurs jusqu'au 30 juin 1997, date à laquelle le nouveau programme d'immigration des investisseurs sera en place.

Les modifications apportées au Règlement lèvent partiellement le moratoire imposé en donnant à la Ministre le pouvoir d'approuver de nouveaux fonds administrés par un gouvernement et de prolonger la période de validité des offres dans le cas des fonds existants.

«Nous avons déjà approuvé les fonds administrés par le gouvernement de quatre provinces (Île-du Prince-Édouard, Saskatchewan, Nouvelle-Écosse et Colombie-Britannique), qui participent au programme provisoire, a déclaré Madame Robillard. En outre, la plupart des autres provinces envisagent sérieusement de participer au programme et nous pensons approuver d'autres fonds sous peu.»

Les règles actuelles d'approbation et d'exploitation des fonds administrés par un gouvernement continuent de s'appliquer. Il n'y a pas d'autres changements : le montant du placement minimal, les périodes de retenue et les catégories d'investissement restent les mêmes.

Les nouvelles dispositions réglementaires et le programme provisoire ne s'appliquent pas au programme d'immigration des investisseurs du Québec. Le Québec administre son propre programme en vertu de l'Accord Canada-Québec de 1991. Les immigrants investisseurs peuvent continuer d'investir au Québec.

Les dispositions réglementaires visant le programme provisoire seront publiées dans la *Partie II de la Gazette du Canada*, le 10 juillet 1996.

La Ministre s'attend à ce que le programme restructuré d'immigration des investisseurs soit en place d'ici juillet 1997.

- 30 -

Renseignements:

Benoît Chiquette
Attaché de presse
Cabinet du Ministre - (613) 954-1064

John Oliver
Relations avec les médias
CIC - (613) 941-7035

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada

News Release

August 8, 1996

96-19

Minister Announces Appointments to Immigration and Refugee Board

OTTAWA... Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

The following 11 individuals are being appointed for the first time or are being reappointed. They are:

Dick Sai-Chu Chan, an engineer, was a former director for the Jasmine Non-Profit Homes, chair for the Toronto Association for Democracy in China, director of the Urban Alliance on Race Relations and secretary for the Ad Hoc Committee to study the Immigration Green Paper.

Larry Colle, an editor/writer and citizenship teacher, has served on the Immigration and Refugee Board since 1990. He was co-founder of the New Canada community group.

Danielle Debbas, a communications advisor and journalist, has assisted in organizing the Global Forum of Women Conferences. She was former vice-president of the "Regroupement de journalistes du Québec" as well as co-founder and former vice-president of the "Regroupement des femmes entrepreneures du Québec."

Robert Gaudet, a former director of the Canadian Jesuit International Office and of the Concordia Campus Ministry, has served as a member of the Immigration and Refugee Board since 1990.

Azhar Ali Khan, a journalist who has served as chief of media relations with the Department of Canadian Heritage and as a media relations officer for the Department of Multiculturalism and Citizenship. He was a Senior Policy Advisor and Director with the Multiculturalism Citizen's Forum on Canada's Future, president of the Multilingual Media Association of Ottawa and former President, Vice-President and Secretary of the Ottawa Muslim Association.

Susan Kitchener, a writer/director, has also managed public policy for the Alzheimer Association of Ontario. She was a policy advisor with the Ontario government, coordinator of Government Relations and director of Government and Community Relations for the Ontario March of Dimes.

Teresa Janina Maziarz, a lawyer who has been a member of the Immigration and Refugee Board since 1990.

Margarita Okhovati, is a former Citizenship Court Judge and director of the Advisory Council of the Christian Children's Fund.

Susan Rowsell, a family and immigration lawyer, is a volunteer for the Heart and Stroke Foundation and a mentor with the York Board of Education.

Yasmeen Siddiqui, a race relations consultant, is also the volunteer coordinator for the Islamic Social Services Referral Association and founding member of Runnymede Parents Race Relations Committee.

Doreen Winkler, has served with the Immigration and Refugee Board in Toronto since 1988 and is a former member of the Canadian Human Rights Commission.

All of the above appointees have been chosen to augment the staff complement at the IRB regional office in Toronto, with the exception of Mr. Khan who will serve the Ottawa office and Ms. Debbas who has been appointed to the Montréal office.



The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary, Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>

News Release

Health care for refugee claimants

LUCIENNE ROBILLARD ANNOUNCES A FINANCIAL ADJUSTMENT TO THE FEDERAL PROGRAM

Ottawa, September 6, 1996— Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Saint-Henri-Westmount, this morning informed her Quebec counterpart, André Boisclair, that the Government of Canada will assume responsibility on November 1, 1996, under the Interim Federal Health Program, for the medical expenses of refugee claimants living in Quebec who are awaiting a decision by the Immigration and Refugee Board (IRB). This program will also cover those individuals whose refugee claims has been refused, but who have not departed Canada.

This Program, which is already in force in all other Canadian provinces, covers essential health and hospital care, as well as emergency treatment. Funding for this program is expected to top \$30 million annually for all of Canada. Quebec already receives some \$3.5 million under existing arrangements. In the future, this amount will be approximately \$9.5 million.

Ms Robillard also indicated that, like all other provinces, Quebec will have to decide which other services will be available to refugee claimants.

The Minister pointed out that the package of services available to claimants, like the rest of the public, varies from one province to another. The Canadian government is accepting responsibility for ensuring that, during the period that people are waiting for a final decision on their status, their basic health care needs are covered.

The Ministers also discussed several issues of interest to both governments. Ms Robillard assured Mr. Boisclair that everything that could be done to speed up the processing of refugee claims before the IRB, such as the appointment of members, has been or is being done. She pointed out that, since her arrival in office, more than 60% of new IRB members have been assigned to the Montreal regional office, and that a bill tabled in the Canadian Parliament last June will enable the IRB to process more cases per year.

Ms Robillard reiterated the commitment that had already been made to step up and intensify exchanges of information between the two governments. The Minister believes that the Quebec government is entitled to be informed whenever measures to enforce the Act are taken with respect to individual cases. She moreover applauded the Quebec government's support with regard to the Draft Agreement between Canada and the United States for Cooperation in the Examination of Refugee Status Claims.



.../2



In a different vein, the Minister of Citizenship and Immigration expressed concern over the decreasing number of immigrants received by Quebec in recent years. She said that, given that immigration contributes significantly to Canadian society and our economy, it would be a shame if Quebec did not take full advantage of this potential. "I am convinced that the new Quebec Minister for Relations with citizens and Immigration will continue to make every effort necessary to achieve this goal. I should add that I found the immigration regionalization policy which my counterpart spoke about very interesting."

Ms. Robillard also expressed satisfaction concerning the spirit of cooperation that exists between the two governments in the area of immigration. "Our meeting will, I hope, have helped to identify clear directions which will contribute not only to maintaining, but to enriching the productive relations between our respective teams."

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>

Communiqué

Coûts des soins de santé pour les revendicateurs du statut de réfugié au Québec

LUCIENNE ROBILLARD ANNONCE UN AJUSTEMENT FINANCIER AU PROGRAMME FÉDÉRAL

Ottawa, le 6 septembre 1996 -- La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, madame Lucienne Robillard, a confirmé ce matin à son homologue québécois, monsieur André Boisclair, que le gouvernement du Canada prendra à sa charge, à compter du 1er novembre prochain, les frais médicaux des revendicateurs du statut de réfugié en attente d'une décision de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) résidant sur le territoire du Québec, dans le cadre du programme fédéral de santé intérimaire. Ce programme couvre également ceux qui ont vu leur demande refusée et qui n'ont pas encore quitté le territoire canadien.

Ainsi, ce programme qui s'applique déjà dans toutes les autres provinces canadiennes, couvre les soins de santé et les soins hospitaliers essentiels, ainsi que les soins d'urgence. On estime que les sommes allouées à ce programme s'élèveront à plus de 30 millions de dollars annuellement pour l'ensemble du Canada. Le Québec reçoit déjà quelque 3,5 millions de dollars en vertu des arrangements existants. Ce montant s'élèvera dorénavant à environ 9,5 millions de dollars.

Madame Robillard a par ailleurs indiqué que, comme pour l'ensemble des autres provinces, il revient au gouvernement du Québec de déterminer quels autres services sont accessibles aux revendicateurs du statut de réfugié.

"Le panier de services offerts aux revendicateurs, comme à l'ensemble de la population, varie d'une province à l'autre, a souligné la ministre. Le gouvernement du Canada accepte la responsabilité d'assurer que, pendant la période où des personnes sont en attente d'une décision finale concernant leur statut, leurs besoins de base en matière de santé soient couverts".

Les ministres ont également abordé un certain nombre de sujets intéressant les deux ordres de gouvernement. Madame Robillard a assuré le ministre Boisclair que des mesures pour accélérer le traitement des demandes des revendicateurs devant la CISR, comme la nomination des commissaires, étaient soit réalisées, soit en voie de l'être. À titre d'exemples, la ministre a indiqué que depuis son entrée en fonction, plus de 60% des nouveaux commissaires de la CISR ont été affectés au bureau régional de Montréal et qu'un projet de loi déposé au Parlement canadien en juin dernier permettra à la CISR de traiter annuellement un plus grand nombre de demandes.

.../2



Madame Robillard a réitéré l'engagement déjà formulé visant à renforcer et à intensifier les échanges d'informations entre les deux gouvernements. La ministre considère justifié que le gouvernement du Québec soit informé de la mise en exécution des mesures d'application de la Loi propre à chaque dossier. Elle s'est aussi réjouie de l'appui du gouvernement du Québec dans le dossier du projet d'entente avec les Etats-Unis sur le partage des responsabilités en matière d'examen des demandes d'asile.

Par ailleurs, la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration a exprimé sa préoccupation quant au nombre décroissant d'immigrants accueillis par le Québec ces dernières années. Rappelant que l'immigration constitue un apport social et économique important pour tout le Canada, la ministre a souligné qu'il serait dommage que le Québec n'en tire pas pleinement profit. "Je suis convaincue que le ministre délégué aux Relations avec les citoyens et à l'Immigration continuera de déployer tous les efforts nécessaires pour atteindre cet objectif. D'ailleurs, j'ai trouvé fort intéressante la politique de régionalisation de l'immigration dont mon homologue m'a entretenue".

Enfin, madame Robillard a tenu à exprimer sa satisfaction quant à l'esprit de collaboration qui anime les deux gouvernements dans le dossier de l'immigration. "Notre rencontre aura permis de dégager des orientations claires qui contribueront non seulement à maintenir mais à enrichir les relations fructueuses que nos équipes respectives entretiennent".

Pour renseignements:

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

September 24, 1996

96-21

Second Tassé Review Praises Dedication of Port of Entry Employees

OTTAWA — Citizenship and Immigration Canada Port of Entry employees deserve praise for their "genuine care for the effective delivery of the Immigration program", according to a report prepared by Mr. Roger Tassé, O.C., Q.C., which was released today by Deputy Minister, Janice Cochrane.

"I am happy to report that Mr. Tassé received no information to suggest that CIC staff are, or have been, involved in illicit activities for personal gain or reward," said the Deputy Minister. "This report eliminates any doubt about the nearly 500 dedicated CIC employees who handle the challenging responsibilities of managing our borders.

Entitled *Operational Controls at Ports of Entry*, the report was requested in response to the arrest by the R.C.M.P. of two CIC Port of Entry employees. It is the second of two independent reports by Mr. Tassé on the enforcement function at CIC.

The Report identifies a range of enhanced procedural and administrative controls which the department will consider as it adapts CIC's enforcement activities to meet Canada's immigration objectives in a competent, effective and efficient manner.

The Deputy Minister has assigned Pierre Bourget, Director General of Enforcement, with following up on the second Tassé report. The department plans to implement, or study the feasibility of, most of Mr. Tassé's recommendations for improving operational controls.

"We welcome Mr. Tassé's report as a significant contribution to the renewal of the department," said Ms. Cochrane. "Through Mr. Tassé's reports, and the Renewal Agenda to which they contribute, we are taking decisive steps in raising professional values, standards and practices."

CIC is in the midst of an ambitious renewal and restructuring initiative, to deliver its key business lines more cost-effectively and in tune with the needs of Canadians. Improvements to date have included consolidating the enforcement function within one branch, reviews of the safety and security practices of enforcement staff, and enhancing partnerships with law enforcement agencies.

- 30 -

For a copy of the complete report, entitled *Operational Controls at Ports of Entry*, call (613) 954-9019.

For more information, contact:

Carole Soucis,
Public Affairs, (613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada



Canada



Communiqué

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

24 septembre 1996

96-21

Le deuxième rapport Tassé loue le dévouement des employés des points d'entrée

OTTAWA - Les employés de Citoyenneté et Immigration Canada affectés aux points d'entrée méritent des louanges parce qu'ils "ont vraiment à coeur d'exécuter de façon efficace le programme d'immigration", peut-on lire dans un rapport préparé par M. Roger Tassé, O.C., c.r., et rendu public aujourd'hui par la sous-ministre, Janice Cochrane.

"Je suis heureuse de dire que M. Tassé n'a reçu aucune information pouvant indiquer que des employés de CIC participent, ou ont participé, à des activités illicites afin d'en retirer un gain ou une récompense, a commenté la sous-ministre. Ce rapport élimine tout doute au sujet des 500 employés dévoués de CIC qui s'acquittent de la difficile responsabilité de contrôler nos frontières."

Intitulé *Contrôles opérationnels aux points d'entrée*, à la suite de l'arrestation par la GRC de deux employés de CIC affectés à un point d'entrée. C'est le deuxième de deux rapports indépendants préparés par M. Tassé sur la fonction "exécution de la loi" à CIC.

M. Tassé précise une série de contrôles procéduraux et administratifs améliorés que le Ministère analysera au fur et à mesure qu'il adaptera les activités d'exécution de la loi de CIC en vue de réaliser les objectifs du Canada en matière d'immigration avec compétence, efficacité et efficience.

La sous-ministre a confié à Pierre Bourget, directeur général de l'Exécution de la loi, la tâche de donner suite au deuxième rapport Tassé. Le Ministère compte mettre en oeuvre la plupart des recommandations de M. Tassé visant l'amélioration des contrôles opérationnels ou en étudier la faisabilité.

"Nous accueillons le rapport de M. Tassé comme une contribution importante au renouvellement du Ministère, a ajouté M^{me} Cochrane. Avec les rapports Tassé et le programme de renouvellement auxquels ils contribuent, nous agissons résolument pour hausser les valeurs, les normes et les pratiques professionnelles."

CIC a entrepris un ambitieux projet de renouvellement et de restructuration pour exécuter ses principales activités de façon plus rentable et mieux adaptée aux besoins des Canadiens et Canadiennes. Au nombre des améliorations apportées, nous avons fusionné la fonction "exécution de la loi" en une seule direction générale, révisé les pratiques de sécurité et de protection des employés de l'Exécution de la loi et accru les partenariats avec les organismes d'application de la loi.

Pour un exemplaire du rapport intitulé *Contrôles opérationnels aux points d'entrée*, téléphoner au (613) 954-9019.

Pour de plus amples renseignements : Carole Soucis, Affaires publiques (613)941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



News Release

October 15, 1996

96-22

Minister Announces Appointments to Immigration and Refugee Board

OTTAWA... Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments and reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

They are:

Barbara Berger has served as Director of Intercultural Affairs with the City of Montreal and Policy Advisor in the Department of Cultural Communities and Immigration (Quebec).

Mr. Samuel Mark Berman has been a Member of the Convention Refugee Determination Division for the Immigration and Refugee Board (Toronto) since 1993. He previously practiced law at Berman, Millar, Roche. In 1995, he co-wrote *Refugee Determination Proceedings*.

Mr. Yves Bourbonnais is a lawyer and member of the Québec Bar Association who, since 1990, has been a Hearing Officer with the Immigration and Refugee Board. He formerly worked for the Ministry of Justice (Quebec).

Mr. George H. Cram has been a member of the Convention Refugee Determination Division of the Immigration and Refugee Board (Toronto) since 1994. He was a former Executive Director for the Horn of Africa Policy Group (1992-1994) and is a founding member and Chairperson of the Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America.

Mr. Jean Prévost has been a Communication and Public Relations Advisor and a Communication Executive. He is a former member of the Board of the Canadian Media Corporation, a member of the Association of International Advertising Agencies as well as of Le Publicité Club de Montreal. He has also headed the Communication Committee for fundraising campaigns of the Canadian Red Cross Society (Quebec).

Mr. Emer Robles is currently Assistant Deputy Chairperson for the Immigration Refugee Board in Vancouver and was a Board Member before this. He has taught both in Canada and the Philippines. Among his many awards, he received one for Outstanding and Dedicated Services from the Immigrant Services Society of British-Columbia in 1992.

Mr. Andrew M. Rozdilsky has been a Legal Officer in Australia and a Legal Consultant in Malaysia with the United Nations High Commissioner for Refugees. He will be joining the IRB office in Calgary.

Mr. Najib Tahiri has been a member of the Convention Refugee Determination Division of the Immigration and Refugee Board (Toronto) since 1994. He has been Executive Director for the Afghan Association of Ontario and has served as a Steering Committee Member on the Cross Cultural Committee and the Multicultural Coalition for Access to Family Services.

Ms Sherry D. Wiebe, B.N., LL.B. has been a member of the Immigration and Refugee Board, Appeal Division (Winnipeg) since 1994. She has practiced law, been Executive Director of the Manitoba Association of Registered Nurses and has worked as a General Staff Nurse

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette, Press Secretary, Office of the Minister, (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada



Communiqué

15 octobre 1996

96-22

La Ministre annonce la nomination de commissaires à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA... Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui la nomination et le renouvellement de mandat de commissaires à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), suite aux recommandations du Comité consultatif ministériel mis sur pied en mars 1995.

Il s'agit des personnes suivantes :

Barbara Berger est directrice des Affaires interculturelles de la ville de Montréal et a été conseillère en politiques au ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration (Québec).

Samuel Mark Berman est membre de la Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (Toronto) depuis 1993. Avant, il a exercé le droit dans le cabinet Berman, Millar et Roche. En 1995, il a participé à la rédaction des Procédures de détermination du statut de réfugié.

Yves Bourbonnais est avocat et membre du Barreau du Québec et, depuis 1990, il est agent d'audience à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Il est aussi un ancien employé du Ministère de la Justice du Québec.

George H. Cram est membre de la section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (Toronto) depuis 1994. Il a été directeur exécutif du Horn of Africa Policy Group (1992-1994) et est membre fondateur et président du Comité inter-Églises sur les droits humains en Amérique latine.

Jean Prévost est conseiller en communications et en relations publiques et a travaillé comme cadre responsable des communications. Il est un ancien membre du conseil d'administration de la Compagnie de média du Canada, et membre de l'Association des organismes internationaux de publicité et du Publicité Club de Montréal. Il a aussi dirigé le comité des communications pour des campagnes de collecte de fonds de la Croix-Rouge canadienne (Québec).

Emer Robles est maintenant vice-président adjoint de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié à Vancouver et, antérieurement, il faisait partie du conseil d'administration de la commission. Il a enseigné au Canada et aux Philippines. Il a reçu de nombreuses récompenses, dont une pour services loyaux et exceptionnels de l'Immigrant Services Society of British Columbia en 1992.

Andrew M. Rozdilsky a occupé les postes de conseiller juridique en Australie (1991-1994) et de consultant juridique en Malaysia (1990) pour le compte du Haut-commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés. Il va se joindre au bureau de la CISR à Calgary.

Najib Tahiri est membre de la Section du statut de réfugié de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (Toronto) depuis 1994. Il a été directeur exécutif de l'Afghan Association of Ontario et a aussi été membre du Comité d'orientation du Comité interculturel et de la Coalition multiculturelle pour l'accès aux services à la famille.

Sherry D. Wiebe, B.N., LL.B. occupe, depuis 1994, le poste de commissaire à la Section d'appel de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. Elle a exercé la profession d'avocate, a occupé le poste de directrice administrative de l'Association des infirmières du Manitoba, et a également travaillé comme infirmière.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement aux termes de la *Loi sur l'immigration* et qui rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut des réfugiés au sens de la Convention, les appels et enquêtes de l'immigration, et l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette, Secrétaire de presse, Cabinet de la Ministre, (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



News Release/Communiqué

FOR IMMEDIATE RELEASE

October 22, 1996

96-23

Canada and Manitoba Sign First Immigration Agreement

WINNIPEG -- Canada and Manitoba will increase their cooperation on immigration issues under the terms of an agreement signed today by Manitoba Minister of Culture, Heritage and Citizenship, Harold Gilleshammer and Citizenship and Immigration Canada Minister Lucienne Robillard.

"This immigration agreement is the first of its kind between Canada and Manitoba," said Minister Robillard. "It reflects a mutual commitment to continued and enhanced cooperation between the federal government and the province."

The agreement is intended to ensure Manitoba's needs are better reflected in setting immigration levels and in decisions relating to selection and recruitment. Canada will continue to determine national policy, annual plans for immigration and standards for the admission and selection of immigrants. The agreement will also enhance the province's opportunities to contribute to the development of immigration policies and programs. The Ministers have also agreed to work cooperatively on promotional and recruitment efforts that Manitoba hopes will increase the province's immigration numbers.

"Manitoba has grown and prospered with the contribution of immigrants. As a province we recognize that contribution and in fact, we want to continue building on that contribution," said Minister Gilleshammer. "This agreement paves the way for more cooperation and consideration of Manitoba's needs when immigration policies are formed."

Federal-provincial agreements have demonstrated their value in managing the shared jurisdiction of immigration. They provide a framework for eliminating overlap and duplication with other levels of government through the coordination of policies and activities.

- 30 -

For information:

Citizenship and Immigration Canada
Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister (613) 954-1064

Anne Lawler
Media Relations (204) 984-7814

Manitoba Ministry of Culture, Heritage and Citizenship
Doris Mae Oulton
Assistant Deputy Minister, Citizenship
(204) 945-8174

Debbie MacKenzie
Communications Coordinator
(204) 945-8174





Communiqué/News Release

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

22 octobre 1996

96-23

Le Canada et le Manitoba signent un premier accord sur l'immigration

WINNIPEG -- Le Canada et le Manitoba collaboreront davantage dans le domaine de l'immigration par suite de la signature, aujourd'hui, d'un accord par le ministre de la Culture, du Patrimoine et de la Citoyenneté du Manitoba, M. Harold Gilleshammer, et la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada, M^{me} Lucienne Robillard.

«C'est le premier accord du genre signé entre le Canada et le Manitoba, a dit M^{me} Robillard. Il témoigne d'une volonté commune de poursuivre et d'améliorer la collaboration entre le gouvernement fédéral et la province.»

L'Accord permettra notamment de mieux tenir compte des besoins du Manitoba dans les processus d'établissement des niveaux d'immigration et de prise de décision concernant la sélection et le recrutement. Le gouvernement fédéral continuera à établir la politique nationale, les plans annuels d'immigration et les critères de sélection et d'admission des immigrants. Avec cet accord, la province pourra davantage participer au développement des politiques et des programmes. Les ministres sont par ailleurs convenus de collaborer pour appuyer les mesures de promotion et de recrutement sur lesquelles compte le Manitoba pour accroître l'immigration dans sa province.

«Le Manitoba s'est développé et est devenu prospère grâce aux immigrants. La province reconnaît cela et, en fait, veut continuer à profiter de leurs apports, a précisé M. Gilleshammer. Cet accord ouvre la voie à une coopération accrue et permettra de mieux prendre en compte les besoins du Manitoba dans le développement des politiques d'immigration.»

Les accords fédéraux-provinciaux ont fait leurs preuves en ce qui concerne la gestion de l'immigration en tant que compétence conjointe. Ils servent de cadre pour l'élimination du double emploi et du chevauchement avec d'autres ordres de gouvernement, car ils permettent de coordonner les politiques et les activités.

- 30 -

Pour information :

Citoyenneté et Immigration Canada

Benoît Chiquette

Secrétaire de presse

Cabinet de la Ministre, (613) 954-1064

Anne Lawler

Relations avec les médias, (204) 984-7814

Ministère de la Culture, du Patrimoine
et de la Citoyenneté du Manitoba

Doris Mae Oulton

Sous-ministre adjointe

Citoyenneté, (204) 945-8174

Debbie MacKenzie

Coordonnatrice des communications, (204) 945-8174

News Release

October 29, 1996

96-24

Immigration Levels for 1997: Government Stays the Course

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today tabled the 1997 Immigration Plan in the House of Commons.

"Immigration is necessary for Canada's growth. At the same time, we must be sensitive to the need to balance our demographic and economic needs with our capacity to settle and absorb immigrants," said Minister Robillard. "We want to maintain a strong family reunification program and encourage the immigration of skilled workers while keeping our commitment to be compassionate and fair."

The Immigration Plan for 1997 sets 195,000 - 220,000 as the overall range of immigrants and refugees. The 1997 number includes 168,900 - 187,700 immigrants and 26,100 - 32,300 refugees. Within the immigrant category, 102,000 to 113,000 are in the economic class (including their dependants) and 58,400 to 66,200 are in the family class.

The immigration levels for 1997 represent a range that is consistent with the Strategic Framework that was announced in November 1994, following extensive consultations with Canadians. The Government remains committed to its election promise that "we should continue to target immigration levels of approximately one percent of the population each year... within the limit of our ability to absorb and settle immigrants."

"The 1997 Immigration Plan is a tangible example of this government's pro-immigration philosophy. This government - and the Canadians that it serves -- recognizes the importance of promoting immigration as an instrument of positive social and economic development," Madame Robillard said. "Yet we take very seriously our international commitment to respond to refugees and people in need: last year we met and even exceeded our refugee resettlement targets," the Minister added.

The Minister also reported on the number of newcomers to Canada in 1996. Madame Robillard announced that by the end of this year, Canada will have welcomed just over 200,000 new immigrants and refugees which is within the range forecast in the 1996 Immigration Plan.

The attached tables show 1997 range breakdowns by category.

- 30 -

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Carole Soucis
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

BACKGROUND

1997 IMMIGRATION PLAN

Immigrant Category	
Economic Skilled Worker Business	82,000 - 90,000 20,000 - 23,000
Family Spouses, Fiancé(e)s and Children Parents and Grandparents	35,000 - 40,000 23,400 - 26,200
Other Live-in Caregiver Program Special Categories Humanitarian and Compassionate Provincial/Territorial Nominees	8,500
Total Immigrant	168,900 - 187,700

Refugee Category	
Government Assisted	7,300
Privately Sponsored	2,800 - 4,000
Refugees Landed In Canada and Dependants Abroad	14,000 - 18,000 2,000 - 3,000
Total Refugee	26,100 - 32,300

Total Immigrant and Refugee	195,000 - 220,000
-----------------------------	-------------------

BACKGROUNDER

IMMIGRATION LEVELS, 1997 CANADA, QUEBEC* AND OTHER PROVINCES

Immigrant

	Other Provinces	Quebec	Canada
Total Family	50,400 – 58,200	8,000	58,400 – 66,200
Total Economic	90,000 – 101,000	12,000	102,000 – 113,000
Total Other**	8,500		8,500
Total	148,900 – 167,700	20,000	168,900 – 187,700

Refugee

	Other Provinces	Quebec	Canada
Total Refugee	19,100 – 25,300	7,000	26,100 – 32,300

Total

	Other Provinces	Quebec	Canada
Total	168,000 – 193,000	27,000	195,000 – 220,000

*The *Immigration Act* requires that the government's annual immigration plan include separate numbers for provinces with selection powers. At this time, Quebec is the only province with this responsibility.

**Includes members of the Live-in Caregiver Class, Special Categories, Provincial/Territorial Nominees, and those landed on Humanitarian and Compassionate grounds.

NIVEAU D'IMMIGRATION POUR LE CANADA, LE QUÉBEC* ET LES AUTRES PROVINCES, 1997

DOCUMENT D'INFORMATION

Immigrants

	Autres provinces	Québec	Canada
Total composante familiale	50 400 – 58 200	8 000	58 400 – 66 200
Total économique	90 000 – 101 000	12 000	102 000 – 113 000
Total autres **	8 500		8 500
Total immigrants	148 900 – 167 700	20 000	168 900 – 187 700

Réfugiés

	Autres provinces	Québec	Canada
Total réfugiés	19 100 – 25 300	7 000	26 100 – 32 300

Total

	Autres provinces	Québec	Canada
Total	168 000 – 193 000	27 000	195 000 – 220 000

* Aux termes de la *Loi sur l'immigration*, le plan d'immigration annuel du gouvernement doit indiquer séparément les données numériques dans le cas des provinces disposant de pouvoirs en matière de sélection. À l'heure actuelle, le Québec est la seule province à exercer de tels pouvoirs.

** Comprend les aides familiaux résidents, les catégories spéciales, les candidats d'une province ou d'un territoire, et les personnes ayant obtenu le droit d'établissement pour des considérations humanitaires.

Communiqué

Le 29 octobre 1996

96-24

Niveaux d'immigration pour 1997 : Le gouvernement maintient le cap

OTTAWA -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount a déposé aujourd'hui le Plan d'immigration de 1997 à la Chambre des communes.

(L'immigration est nécessaire à la croissance du Canada. Nous devons toutefois chercher à concilier nos besoins démographiques et économiques et notre capacité d'établir et d'intégrer des immigrants, a indiqué la Ministre. Nous voulons garder un programme fortement axé sur la famille et favoriser l'immigration de travailleurs qualifiés, tout en continuant de faire preuve d'humanité et d'équité.)

Le Plan d'immigration de 1997 prévoit que le nombre global d'immigrants et de réfugiés se situera entre 195 000 et 220 000. Le niveau de 1997 se répartit comme suit : 168 900 à 187 700 immigrants et 26 100 à 32 300 réfugiés. Dans la catégorie des immigrants, 102 000 à 113 000 font partie de la composante économique (y compris les personnes à leur charge) et 58 400 à 66 200 font partie de la composante familiale.

Le niveau d'immigration de 1997 représente une fourchette conforme au Cadre stratégique annoncé en novembre 1994, à la suite d'une vaste consultation des Canadiens. Le gouvernement respecte donc son engagement électoral selon lequel (nous devons continuer à fixer les seuils d'immigration à environ 1% de notre population par an... dans la limite de nos possibilités d'intégration et d'accueil).

(Le plan d'immigration pour 1997 traduit concrètement la philosophie du gouvernement actuel, laquelle est favorable à l'immigration. Le présent gouvernement, tout comme les Canadiens et Canadiennes au bien-être desquels il se dévoue, reconnaît qu'il est important de promouvoir l'immigration en tant qu'instrument de développement positif sur les plans social et économique, a ajouté madame Robillard. Nous prenons par ailleurs très au sérieux notre engagement international à répondre aux réfugiés et aux personnes dans le besoin ; l'an dernier, nous avons atteint, voire dépassé, nos objectifs de rétablissement de réfugiés.)

De plus, la Ministre a rendu compte du nombre de personnes que le Canada est en voie d'accueillir en 1996. Madame Robillard a annoncé que, d'ici à la fin de l'année, le Canada aura accueilli un peu plus de 200 000 nouveaux immigrants et réfugiés, ce qui se situe dans la fourchette prévue dans le Plan d'immigration de 1996.

Les tableaux ci-joints donnent la répartition par catégorie pour 1997.

- 30 -

Pour information :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse, Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Carole Soucis
Relations avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>

DOCUMENT D'INFORMATION

PLAN D'IMMIGRATION POUR 1997

Immigrants	
Composante économique	
Travailleurs qualifiés	82 000 - 90 000
Gens d'affaires	20 000 - 23 000
Composante familiale	
Conjoints, fiancé(e)s et enfants	35 000 - 40 000
Parents et grands-parents	23 400 - 26 200
Autres	
Aides familiaux résidants	
Catégories spéciales	8 500
Considérations humanitaires	
Candidats d'une province ou d'un territoire	
Total immigrants	168 900 - 187 700

Réfugiés	
Pris en charge par le gouvernement	7 300
Parrainés par le secteur privé	2 800 - 4 000
Réfugiés reconnus comme tels au Canada et personnes à charge à l'étranger	14 000 - 18 000 2 000 - 3 000
Total réfugiés	26 100 - 32 300

Total immigrants et réfugiés	195 000 - 220 000
------------------------------	-------------------

News Release

October 30, 1996

96-25

Minister Announces Appointments to Immigration and Refugee Board

OTTAWA... Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. All seven candidates are being appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto. They are:

- **Roger E. Boire** has served since 1987 as a Member and Adjudicator with the Rent Review Hearings Board, Ontario Ministry of Housing. From 1982 to 1987, he worked as Treasurer, Director and President of Bridlemanor Co-operative. He has also worked as an Executive Search Consultant in Real Estate Development with Hyman, McKenzie and Partners.
- **Janice N. Dembo** has been Coordinator, Toronto Mayor's Committee on Community and Race Relations since 1985. Among her publications, she has edited Myths & Facts on Race Relations (3rd ed, 1993) and has written Minority Population Growth in the City of Toronto: How the City has met the Challenge (1988).
- **Daniele Antony D'Ignazio** has served as Director of Community Relations with the Ontario Ministry of Citizenship, Culture and Recreation since 1993. He is a former Senior Manager (Field Operations) with the Ontario Ministries of Labour and Citizenship and a former Human Rights Officer with the Ontario Human Rights Commission.
- **Lubomyr Yaroslav Luciuk** has been an Adjunct Associate Professor in the Department of Geography at the University of Toronto since 1994. He has organized a number of panels addressing refugee issues, including the Refugee Atlas Project, The Geography of Refugees: An Historical Atlas (1993), Ethnic Minorities in Times of Crisis (1993) and Refugees and Human Rights: A Question of Global Dimensions" (1992).
- **Puttaveeraiah Prabhakara** has been employed by Ontario Hydro in various positions since 1971. He has also taught Electrical Engineering to undergraduate engineering students and has received the Government of Canada Award for Development of Canadian Citizenship.
- **Reid Rossi** has been Senior Analyst, Documentation, Information and Research Branch with the Immigration and Refugee Board since 1990. He is the author of Soviet Legislation and Judicial Public Policy (1987), Characteristics of Indo-Soviet Relations (1984) and has been contributor to the Oxford International Journal of Refugee Law (1989 and 1990).
- **Egya N. Sangmuah** is a lawyer and former member of the Liquor License Board of Ontario who has worked as Counsel with the Ontario Ministry of Citizenship, Culture and Recreation. He has also worked as a consultant for the Ontario Native Affairs Secretariat.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette, Press Secretary
Office of the Minister, (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Communiqué

Le 30 octobre 1996

96-25

La Ministre annonce la nomination de commissaires à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA... Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), suite aux recommandations du comité consultatif ministériel mis sur pied en mars 1995. Les sept commissaires suivants sont nommés à la Section du statut de réfugié à Toronto:

- **M. Roger E. Boire**, membre et arbitre de la Commission de révision des loyers du ministère du Logement de l'Ontario depuis 1987. De 1982 à 1987, il a été trésorier, administrateur et président de la *Bridlemanor Co-operative*. Il a également été consultant en recrutement de cadres dans le domaine de l'immobilier auprès de *Hyman, McKenzie and Partners*.
- **M^{me} Janice N. Dembo**, coordonnatrice du Comité du maire de Toronto sur les relations raciales et communautaires depuis 1985. M^{me} Dembo est l'auteur des ouvrages *Myths & Facts on Race Relations* (3^e édition, 1993) et *Minority Population Growth in the City of Toronto : How the City has met the Challenge* (1988).
- **M. Daniele Antony D'Ignazio**, directeur des relations communautaires auprès du ministère des Affaires civiles et culturelles de l'Ontario depuis 1993. Il a été directeur principal (Opérations régionales) aux ministères du Travail et des Affaires civiles de l'Ontario et a déjà été spécialiste des droits de la personne (1981-1985) auprès de la Commission ontarienne des droits de la personne.
- **M. Lubomyr Yaroslav Luciuk**, professeur agrégé auxiliaire au département de géographie de l'Université de Toronto depuis 1994. Il a organisé divers panels traitant de questions relatives aux réfugiés, dont le *Refugee Atlas Project*, «*The Geography of Refugees: An Historical Atlas*» (1993), «*Ethnic Minorities in Times of Crisis*» (1993) et «*Refugees and Human Rights: A Question of Global Dimensions*» (1992).
- **M. Puttaveeraiah Prabhakara**, qui a occupé divers postes à Hydro-Ontario depuis 1971. Il a également enseigné le génie électrique aux étudiants en génie du premier cycle et a reçu le prix du gouvernement du Canada pour le développement de la citoyenneté canadienne.
- **M. Reid Rossi**, analyste principal, Direction générale de la documentation, de l'information et de la recherche, à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié depuis 1990. Il est l'auteur des ouvrages intitulés *Soviet Legislation and Judicial Public Policy* (1987), *Characteristics of Indo-Soviet Relations* (1984), et il a participé à la rédaction de l'ouvrage *Oxford International Journal of Refugee Law* (1989 et 1990).
- **M. Egya N. Sangmuah**, qui a déjà été membre de la Commission des permis de vente d'alcool de l'Ontario et a travaillé comme avocat auprès du ministère des Affaires civiles et culturelles de l'Ontario. Il a également travaillé comme consultant auprès du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario.

La CISR est un tribunal administratif indépendant qui a été créé par le Parlement aux termes de la *Loi sur l'immigration* et qui relève du Parlement, par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut des réfugiés au sens de la Convention, les appels et enquêtes de l'Immigration ainsi que l'examen des motifs de détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette, secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre, (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



News Release

November 8, 1996

96-26

Appointments to Immigration and Refugee Board Announced

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March, 1995:

Lawrence Lang, an International Student Advisor with McGill University since 1983, a recipient of the National Award of Merit from the Canadian Bureau for International Education for the promotion of international education in Canada. He is a former member of the National Advisory Committee on International Students and Immigration with the Department of Citizenship and Immigration. He has been appointed for the first time to the Refugee Determination Division, in the regional office in Montreal.

Lorenne Clark, a lawyer, a former Associate Professor in the Faculty of Law and Executive Director of Legal Aid Services at Dalhousie University. She served as Deputy Minister of Justice for the Yukon Territorial Government, and has been reappointed to the IRB, Immigration Appeal Division in Vancouver, where she has served since 1994.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

-30-

For information: Benoît Chiquette, Press Secretary
Office of the Minister, (613) 954-1064



Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué de presse

8 novembre 1996

96-26

Annonce de nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA - Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) par suite des travaux du Comité consultatif ministériel constitué en mars 1995.

Lawrence Lang, conseiller pour l'Université McGill en ce qui concerne les étudiants étrangers, récipiendaire du prix d'excellence du Bureau canadien de l'éducation internationale pour la promotion de l'éducation internationale au Canada. Il a fait partie du Comité consultatif national sur les étudiants internationaux et l'immigration, au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. M. Lang est nommé pour un premier mandat à la Section du statut de réfugié au bureau régional de Montréal.

Lorene Clark, avocate, anciennement professeure agrégée de la faculté de droit et directrice exécutive des services d'aide juridique à l'université Dalhousie. Elle a été sous-ministre de la Justice dans le gouvernement territorial du Yukon et a été reconduite dans les fonctions qu'elle occupe à la Section d'appel de l'immigration, à la CISR, depuis 1994, à Vancouver.

La CISR est un tribunal administratif indépendant que le Parlement a créé en vertu de la *Loi sur l'immigration* et qui rend compte au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : détermination du statut de réfugié au sens de la Convention, appels et enquêtes concernant l'immigration, et révision des motifs de la détention.

-30-

Pour information : Benoît Chiquette, secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre, (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

News Release

November 13, 1996

96-27

Minister Robillard Announces Measures for Refugees Lacking ID to Become Permanent Residents

TORONTO - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced draft Regulations to resolve the situation, affecting refugees from certain specified countries, who have been unable to apply for permanent resident status, because they do not have satisfactory proof of identity.

"The Regulations proposed by the Government will enable these Convention refugees to get on with their lives and to participate fully in Canadian society," said the Minister. "At the same time, we are instituting necessary precautions to prevent abuse of Canada's generosity."

Since February 1, 1993, the Immigration Act has required Convention refugees in Canada to provide a satisfactory identity document in order to obtain permanent resident status. However, among refugees from Somalia and Afghanistan, there are some who cannot obtain such identification because of sustained civil war, and because authorities are unable to issue identity documents. Citizenship and Immigration Canada (CIC) has calculated that about 7,500 Convention refugees are in this situation.

"This does not change our commitment to protecting the security of Canada and the integrity of the immigration system," added Minister Robillard. "Because they have no ID, we will not grant these people permanent resident status until they have had time to demonstrate respect for the laws of Canada and for us to detect those who may be guilty of crimes against humanity or acts of terrorism." They will also be required to complete a solemn declaration concerning their identity as part of their application for permanent residence. "The message is clear--fraud will not be tolerated," said the Minister.

The Regulations require those from specified countries, without satisfactory identification, to reside in Canada for five years after becoming a Convention refugee. As the situation in a country can change, a sunset clause has been included. The Regulations would therefore no longer apply to citizens of Somalia and Afghanistan two years after they come into effect, unless the Governor in Council extends their status. It is expected that about half of these people will be able to proceed with their applications for permanent residence during the first two years of these Regulations.

At the Minister's request, officials of her Department are focusing on more effective ways to deal with people who do not reveal their true identities and routing to Canada when claiming refugee status. Since most claimants do cooperate, CIC staff are devoting greater attention to those who do not.

Similarly, CIC officials are also refining procedures to provide the Immigration and Refugee Board with case information to assist the Board when considering refugee claims.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister (613) 954-1064

Joanne John
Public Affairs
(613)941-7040

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué

13 novembre 1996

96-27

La ministre Robillard annonce des mesures pour permettre aux réfugiés sans pièces d'identité d'obtenir le statut de résident permanent

TORONTO - M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a dévoilé aujourd'hui de nouvelles dispositions réglementaires proposées pour régulariser la situation de réfugiés de certains pays visés, qui ne pouvaient obtenir le statut de résident permanent parce qu'ils n'avaient pas les pièces d'identité requises.

«Les dispositions réglementaires proposées par le gouvernement permettront à ces réfugiés au sens de la Convention de reprendre une vie normale et de devenir des membres à part entière de la société canadienne, a précisé la Ministre. Parallèlement, nous prendrons aussi les précautions nécessaires pour éviter qu'on abuse de la générosité du Canada.»

Depuis le 1^{er} février 1993, la *Loi sur l'immigration* oblige les réfugiés au sens de la Convention au Canada à fournir une pièce d'identité satisfaisante pour pouvoir obtenir le statut de résident permanent. Cependant, certains réfugiés en provenance de la Somalie et de l'Afghanistan ne pouvaient obtenir une telle pièce d'identité parce que la guerre civile y perdure et que les autorités ne sont plus en mesure de délivrer des documents d'identité. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) estime à environ 7 500 le nombre des réfugiés au sens de la Convention se trouvant dans cette situation.

«Cela ne nous empêchera pas de continuer à assurer la sécurité du Canada et à faire respecter les règles du programme d'immigration, a ajouté M^{me} Robillard. Comme ces personnes n'ont pas de pièces d'identité, nous ne leur accorderons le statut de résident permanent qu'après un certain temps, lorsqu'elles auront démontré qu'elles respectent effectivement les lois du Canada; cette période nous permettra d'identifier ceux qui pourraient s'être rendus coupables de crimes contre l'humanité ou d'actes de terrorisme». Ces réfugiés devront faire une déclaration sous serment sur leur identité lorsqu'ils demanderont le statut de résident permanent. «Le message est clair, a bien précisé la Ministre, la fraude ne sera absolument pas tolérée.»

En vertu des nouvelles dispositions réglementaires, les personnes sans pièces d'identité satisfaisantes et provenant des pays visés devront avoir résidé au Canada cinq années après avoir obtenu le statut de réfugié au sens de la Convention. Comme la situation dans un pays peut changer, une clause crépusculaire est prévue. En effet, dans deux ans, les dispositions réglementaires ne s'appliqueront plus aux citoyens de la Somalie et de l'Afghanistan à moins qu'elles ne soient reconduites par le gouverneur-en-conseil. On estime qu'environ la moitié des réfugiés sans pièces d'identité pourront présenter leur demande de résidence permanente au cours des deux premières années pendant lesquelles la réglementation doit être en vigueur.

À la demande de la Ministre, les fonctionnaires du Ministère se concentrent sur des moyens plus efficaces de traiter les cas des personnes qui refusent de révéler leur identité et viennent au Canada pour revendiquer le statut de réfugié. Comme la plupart des demandeurs coopèrent entièrement, les fonctionnaires de CIC consacrent davantage de temps à ceux qui posent problème.

En outre, les fonctionnaires de CIC s'emploient à améliorer les procédures afin de pouvoir fournir à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié des renseignements sur chaque cas pour l'aider à évaluer le bien-fondé de la revendication.

Renseignements : Benoît Chiquette,
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre (613) 954-1064

Joanne John,
Affaires publiques
(613) 941-7040

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada

News Release

November 15, 1996

96-28

Fee changes at Citizenship and Immigration Canada

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, announced proposed fee changes today for several citizenship and immigration services.

"There are three objectives we want to achieve with our amended fees," said Minister Robillard. "We want to simplify the current fee structure, recover a greater portion of the cost of services from users and generate revenue to contribute to Program Review budget reductions."

The reorganized fee schedule is easier to use. The number of different fee levels will be reduced from 50 to 25. As a result, Citizenship and Immigration Canada (CIC) will offer better service to its clients as fewer applications will be returned because of incorrect fees.

Fees for those individuals wishing to immigrate to Canada will not change, with the exception of business immigrants. The fees for visitor services and employment authorizations will see an increase. However, the fee increase for visitor visas will have little impact on tourism because citizens of the top twelve visiting countries do not need a visa to visit Canada. In fact, only 1% of visitors to Canada require a visa. The student authorization fee will not change. On December 1, 1995 there were 89,524 valid student authorizations. (The attached table shows the current and revised fees.)

Presently, CIC's projected revenue is approximately \$330 million. Under the new fee schedule, CIC forecasts it will generate an additional \$24.6 million per year. Even so, the amended fees will not cover the actual cost of administering the citizenship and immigration program which is \$615 million.

CIC's amended fees will be pre-published on November 16, 1996. The general public will have 30 days to make comments or propose modifications to the amended fee schedule. These fees are planned to come into effect in January 1997.

The amended fees remain comparable to those in Australia and the United States.

-30-

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047



Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

FEE SCHEDULE

Citizenship and Immigration Canada
Effective January 2, 1997

SERVICE OR PRIVILEGE	CURRENT FEE	REVISED FEE
CITIZENSHIP FEES		
Right of Citizenship	\$100	\$100
<u>Change of Citizenship</u>		\$100
Grant of Citizenship	\$100	
Retention of Citizenship	\$60/\$30*	
Resumption of Citizenship	\$60	
Renunciation of Citizenship	\$100	
<u>Citizenship Status Documents</u>		\$75
Proof of Citizenship	\$60/\$30*	
Search for Record of Citizenship	\$100	
IMMIGRATION FEES		
Right of Landing Fee	\$975	\$975
<u>Application for Permanent Residence</u>		
Applicant	\$500	\$500
Business Applicant	\$825	\$1,000
Spouse	\$500	\$500
Dependant 19 years and over	\$500	\$500
Dependant less than 19 years	\$100	\$100
Order in Council - A38(1) Landing	\$275	\$275
Family Business	\$275	\$400
<u>Immigration Status Documents</u>		\$75
Returning of Resident Permit	\$85	
Visitor Status Extension	\$65	
Visitor Visa - Single Entry	\$55	
Visitor Visa - Multiple Entry	\$85	\$150
Visitor Visa - Family Rate	\$350	\$400
Employment Authorization	\$125/\$350**	\$150
Employment Authorization - Group of Performing Artists	\$250	\$450
Student Authorization	\$125/\$350**	\$125
<u>Minor Violation of Immigration Act</u>		\$200
Reinstatement of Visitor Status	\$125	
Minister's Permit	\$175/\$350**	
Minister's Permit Extension	\$175/\$350**	
Discretionary Entry	\$125/\$250**	
Rehabilitation - Request to the Minister	\$380	
Rehabilitation - Request to Governor-in-Council	\$650	\$1,000
Minister's Consent to Return to Canada	\$380	\$400
<u>Replacement or Certification of a Document</u>		\$30
Certification of Record of Landing	\$30	
Replacement of Immigration Record	\$30	
Assessment of Eligible Business or Fund	\$6,000	\$6,000
Amendment of Eligible Business or Fund	\$1,650	\$1,650
<u>General Services</u>		\$100
Call Out/Overtime ***	\$125	
File Transfer	\$55	
Sale of Data ****	\$30	
Alternate Manner of Examination	\$25/\$10*	\$30
<u>Repayment of Deportation</u>		
USA / St. Pierre & Miquelon	\$750	\$750
Other Destinations	\$1,500	\$1,500

* Adult/Minor

** Maximum rate

*** Fee is set for first 4 hours

**** Fee is set for first 10 minutes of central processor unit time

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

November 25, 1996

96-30

ADVISORY GROUP APPOINTED TO REVIEW IMMIGRATION ACT

OTTAWA -- The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration Canada and M.P. for Saint-Henri-Westmount today announced the appointment of an advisory group to conduct an independent review of Canada's *Immigration Act*, and make recommendations with a view to modernizing it for the 21st Century.

The advisory group will be chaired by:

Robert Trempe, former Assistant Deputy Minister with Quebec's former *Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles*. He has also served as Assistant Secretary for Budgetary Policy with the *Conseil du Trésor du Québec* and as Assistant Deputy Minister for the *Ministère de l'Éducation*.

The other members of the group are:

Susan Davis, lawyer and, since 1989, National Executive Director for the Jewish Immigrant Aid Services of Canada, based in Toronto. Ms. Davis has also worked as a Program Officer and a Protection Officer with the United Nations High Commissioner for Refugees and provided consulting expertise to CIC.

Dr. Roslyn Kunin, Executive Director with the Laurier Institution and President of Roslyn Kunin & Associates, an economic consulting firm. She has 20 years' experience as a regional economist with the former Employment and Immigration Canada and is a former Visiting Assistant Professor at the University of British Columbia and Simon Fraser University, having published several papers on business immigration issues.

The current *Immigration Act* was developed following a program-wide policy review that occurred 20 years ago. Since the *Act* came into force in 1978, it has been amended more than 30 times to adapt it to a rapidly changing environment. This has resulted in legislation which is complex both for the public and for those who administer it.

The Immigration Legislative Review will examine the suitability of the immigration and refugee legislation to continue to provide the flexibility and direction needed to respond to emerging issues and migration trends in the 21st Century.



"The Review is a logical next step for the immigration program because it takes into consideration the 1994 Strategic Framework that resulted from broad-based public consultations on major issues related to Canada's immigration program and its future direction," said Minister Robillard.

The advisory group will consult within the government and with outside stakeholders and will submit its final report and recommendations to the Minister in December 1997.

-30-

Attached are biographic notes and the Terms of Reference of the Advisory group.

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Carole Soucis
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>

Immigration Legislative Review Advisory Group

TERMS OF REFERENCE

The current *Immigration Act* was developed following a program-wide policy review that occurred 20 years ago. Since the *Act* came into force in 1978, it has been amended more than 30 times to adapt it to a rapidly changing environment. This has resulted in legislation which is complex both for the public and for those who administer it.

The Immigration Legislative Review will examine the suitability of the immigration and refugee legislation to continue to provide the flexibility and direction needed to respond to emerging issues and migration trends in the 21st Century.

The Review is a logical next step for the immigration program in that it builds upon the broad direction for the future set by the 1994 Strategic Framework. This Framework was the result of a major public consultation exercise that touched upon many of the most important policy issues of the day. The Immigration Legislative Review will build upon the Strategic Framework by conducting a comprehensive study of current immigration and refugee legislation to ensure that it is an appropriate vehicle to take the program in the established direction. The Review will guide future legislative and policy adjustments and position us to better face the challenges of the 21st Century.

The Review will consist of a re-evaluation of current immigration and refugee legislation through:

- ▶ review and analysis of Canadian social, economic and demographic trends and their implications;
- ▶ comparative review and analysis of other countries' experiences with immigration policy, including the results of their own research and reviews;
- ▶ conducting interviews of key partners; and
- ▶ developing a series of options and recommendations to strengthen the legislative framework for dealing with immigration and refugee matters.

The following outlines the structure and mandate for the Immigration Legislative Review Advisory Group.

STRUCTURE OF THE ADVISORY GROUP

The Advisory Group is composed of Susan Davis, Roslyn Kunin and Robert Trempe, who report to the Minister of Citizenship and Immigration. The members of the Group have been appointed until December 31, 1997. The group will be chaired by Mr. Trempe.

The Advisory Group is supported by a Secretariat located within the Department of Citizenship and Immigration. The Secretariat works under the direction of the Advisory Group in an administrative capacity to carry out the tasks and initiatives of the Review.

Mandate

Canada has a tradition of fair and generous immigration and refugee programs. Based on its review, the Advisory Group will provide a series of recommendations to guide and update future immigration and refugee legislation in a way that will maintain this tradition. The review will include, but is not restricted to:

- ▶ facilitating access by legitimate visitors and immigrants to Canada
- ▶ ensuring the integrity and efficiency of our refugee determination process
- ▶ treating people with dignity and respect, and ensuring that their cases are completed in a fair and expeditious manner
- ▶ enhancing the coherence of the process
- ▶ denying access to Canada by those who would abuse our generous system
- ▶ streamlining processes to improve client service
- ▶ studying the scope and depth of ministerial discretion and the framework whereby exceptions are made to regulatory processes.

The Advisory Group will submit its report with the options and recommendations it has developed to the Minister of Citizenship and Immigration by December 31, 1997.

Immigration Legislative Review Advisory Group

BIOGRAPHICAL NOTES

Susan Davis

Susan Davis is a lawyer and since 1989, has been the National Executive Director for the Jewish Immigrant Aid Services of Canada, based in Toronto. From 1983 to 1988, she served as a member of the Minister of State for Immigration's Refugee Status Advisory Committee. Ms. Davis has also worked as a Program Officer and a Protection Officer with the United Nations High Commissioner for Refugees.

Dr. Roslyn Kunin

Dr. Roslyn Kunin is Executive Director with the Laurier Institution and President of Roslyn Kunin & Associates, an economic consulting firm. From 1973 to 1993 she worked as a Regional Economist with the former Employment and Immigration Canada. She is a former Visiting Assistant Professor at the University of British Columbia and Simon Fraser University, and has published several papers on business immigration issues.

Robert Trempe

Robert Trempe recently retired as Assistant Deputy Minister with Quebec's former *Ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles*. He was formerly Assistant Secretary for Budgetary Policy with the *Conseil du Trésor du Québec*, and has been Deputy Minister for Linguistic Policy and Assistant Deputy Minister for the *Ministère de l'Éducation*.

Groupe consultatif pour la révision de la législation sur l'immigration

NOTES BIOGRAPHIQUES

Susan Davis

Susan Davis est avocate. Depuis 1989, elle agit à titre de directrice exécutive nationale des Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs, situé à Toronto. De 1983 à 1988, elle a fait partie du Comité consultatif du statut de réfugié du ministre d'Etat (Immigration). Madame Davis a également exercé les fonctions d'agent de programme et d'agent de protection auprès du Haut - commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.

Roslyn Kunin, Ph.D

Roslyn Kunin est la directrice exécutive de l'Institution Laurier et présidente de la société *Roslyn Kunin & Associates*, une maison d'experts-consults en économie. De 1973 à 1993, elle a travaillé en tant qu'économiste régionale à Emploi et Immigration Canada. Elle a été également professeure adjointe invitée de l'Université de Colombie-Britannique et de l'Université Simon Fraser. Elle a par ailleurs publié plusieurs articles sur des sujets liés à l'immigration des gens d'affaires.

Robert Trempe

Lorsque Robert Trempe a pris sa retraite, dernièrement, il exerçait les fonctions de sous-ministre adjoint à l'ancien ministère québécois des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles. Il avait précédemment agi à titre de secrétaire adjoint aux politiques budgétaires au Conseil du Trésor, de sous-ministre chargé à la politique linguistique, et de sous-ministre adjoint au ministère de l'Éducation.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

25 novembre 1996

96-30

CONSTITUTION D'UN GROUPE CONSULTATIF POUR RÉVISER LA LOI SUR L'IMMIGRATION

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui la constitution d'un groupe consultatif impartial de trois membres qui examinera en profondeur la *Loi sur l'immigration* du Canada en vue de la moderniser pour l'adapter au 21^e siècle.

Le Groupe consultatif sera présidé par :

Robert Trempe, ancien sous-ministre adjoint à l'ex-ministère des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles du Québec. M. Trempe a également occupé le poste de secrétaire adjoint à la politique budgétaire au Conseil du Trésor du Québec ainsi que celui de sous-ministre adjoint de l'Éducation.

Les autres membres du Groupe sont :

Susan Davis, avocate et, depuis 1989, directrice exécutive nationale des Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs, situé à Toronto. Mme Davis a également rempli les fonctions d'agent de programmes et d'agent de la protection au Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Roslyn Kunin, Ph.D., directrice exécutive de l'Institution Laurier et présidente de *Roslyn Kunin & Associates*, une société d'experts-conseils en économie. Elle a vingt ans d'expérience en qualité d'économiste régionale auprès de l'ancien ministère de l'Emploi et de l'Immigration. Mme Kunin a publié plusieurs documents sur les questions relatives à l'immigration des gens d'affaires et a été professeure adjointe invitée à l'Université de la Colombie-Britannique et de l'Université Simon Fraser.

La *Loi sur l'immigration* en vigueur a été rédigée par suite d'une étude de la politique pour tout le programme d'immigration, exécutée il y a maintenant 20 ans. Elle a, depuis son adoption en 1978, été modifiée à plus de 30 reprises pour correspondre à l'évolution rapide du contexte. Voilà pourquoi la législation est complexe et manque souvent de cohérence aux yeux du public et des gens chargés de l'appliquer.

Dans le cadre de cette révision, le groupe consultatif déterminera notamment si les dispositions législatives concernant l'immigration et les réfugiés continuent toujours d'offrir la souplesse et l'orientation nécessaires pour faire face aux nouvelles réalités et aux mouvements migratoires du 21^e siècle.



"L'exercice de révision constitue une prochaine étape logique pour le programme d'immigration. Cet exercice s'inspirera du cadre stratégique de 1994 qui a été le fruit de vastes consultations publiques au sujet des grandes questions touchant à la fois l'immigration au Canada et l'orientation à donner à notre programme", a indiqué Madame Robillard.

Le groupe consultatif mènera des consultations au sein de l'administration publique et auprès d'intervenants de l'extérieur et il présentera son rapport définitif et ses propositions de solutions en décembre 1997.

-30-

Vous trouverez ci-joint les notes biographiques et le mandat du groupe consultatif.

Pour renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Carole Soucis
Relations avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>

Groupe consultatif pour la révision de la législation sur l'immigration

MANDAT

La *Loi sur l'immigration* en vigueur a été rédigée par suite d'une étude de la politique pour tout le programme d'immigration, exécutée il y a maintenant 20 ans. Elle a, depuis son adoption en 1978, été modifiée à plus de 30 reprises pour correspondre à l'évolution rapide du contexte. Voilà pourquoi la législation est complexe pour le public et les gens chargés de l'appliquer.

Dans le cadre de la révision de la législation, on déterminera si les dispositions législatives concernant l'immigration et les réfugiés continuent toujours d'offrir la souplesse et l'orientation nécessaires pour faire face aux nouvelles réalités et aux mouvements migratoires du 21^e siècle.

L'exercice de révision constitue une prochaine étape logique pour le programme d'immigration, car il met à profit l'orientation générale adoptée pour l'avenir dans le cadre stratégique de 1994. Ce cadre était le fruit de vastes consultations publiques portant sur un certain nombre des principales questions de principe de l'heure. Aux fins de la révision de la législation sur l'immigration, on mettra à profit le cadre stratégique en étudiant exhaustivement la législation actuelle touchant l'immigration et les réfugiés afin de s'assurer qu'elle est un outil approprié pour donner au programme l'orientation choisie. L'exercice de révision orientera les modifications futures de la législation et de la politique et nous équipera pour mieux relever les défis du 21^e siècle.

La révision consistera en une réévaluation de la législation actuelle visant l'immigration et les réfugiés, grâce à :

- l'examen et l'analyse des tendances au Canada sur les plans social, économique et démographique ainsi que de leurs conséquences;
- un examen et une analyse comparatifs de l'expérience des autres pays en matière de politique d'immigration, y compris les résultats de leurs propres recherches et études;
- des entrevues avec des partenaires clés;
- l'élaboration d'une série d'options et de recommandations pour renforcer le cadre législatif de façon à régler les problèmes concernant l'immigration et les réfugiés.

Suivent ci-après la structure, le mandat et la composition pour la révision de la législation sur l'immigration.

STRUCTURE DU GROUPE CONSULTATIF

Le Groupe consultatif est composé de Susan Davis, Roslyn Kunin et Robert Trempe, qui relèvent de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Les membres du Groupe ont été nommés jusqu'au 31 décembre 1997. Monsieur Trempe présidera ce groupe.

Le Groupe profite des services d'un secrétariat, qui se trouve au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Ce secrétariat relève du Groupe consultatif, sur le plan administratif et exécute les tâches et les projets dans le cadre de l'exercice de révision.

Mandat

Les programmes du Canada relativement à l'immigration et aux réfugiés sont traditionnellement justes et généreux. Le Groupe consultatif s'appuiera sur les résultats de ses travaux pour formuler une série de recommandations en vue de guider et de mettre à jour la législation relative à l'immigration et aux réfugiés, de manière à perpétuer cette tradition. Sans limiter l'étendue de la révision, il est demandé au groupe de travail d'examiner la recherche de moyens pour :

- ▶ faciliter l'accès des visiteurs et des immigrants légitimes au Canada;
- ▶ assurer l'intégrité et l'efficacité de notre processus de détermination du statut de réfugié;
- ▶ traiter les gens avec dignité et respect et faire en sorte que leur cas soit traité de façon juste et expéditive;
- ▶ améliorer la cohérence du processus;
- ▶ refuser l'accès au Canada aux personnes qui abuseraient de notre généreux processus;
- ▶ simplifier les processus pour améliorer le service aux clients;
- ▶ étudier l'envergure et l'étendue de la discrétion ministérielle ainsi que la structure à l'intérieur de laquelle des exceptions au processus réglementaire seront faites.

Le Groupe consultatif exposera les options et les recommandations qu'il aura élaborées dans un rapport qu'il présentera à la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration d'ici le 31 décembre 1997.

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

December 19, 1996

96-31

MINISTER ROBILLARD ANNOUNCES AN INITIATIVE TO CREATE A NEW RESETTLEMENT FROM ABROAD CLASS AND TWO OTHERS AIMED AT TIGHTENING UP THE REMOVAL PROCESS

MONTREAL — The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration Canada and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced three proposed reforms to Canada's humanitarian immigration programs. These proposed regulatory changes will:

1. strengthen Canada's flexibility in responding to emerging refugee crises abroad;
2. promote faster decision-making in the reviews available to failed refugee claimants in Canada; and
3. reinforce the legal requirement for failed refugee claimants to leave Canada.

"We are striking a balance by improving the efficiency of Canada's humanitarian immigration programs while ensuring that the program rules are respected," said Minister Robillard. "We are adopting a more flexible and inclusive approach to helping people overseas who do need our humanitarian consideration. At the same time we are taking away obstacles to the removal of persons in Canada who have been found not to need our protection."

1. A New Resettlement from Abroad Class (RAC)

Citizenship and Immigration Canada (CIC) proposes to create a new Resettlement from Abroad Class (RAC) which will establish generic criteria for the resettlement of persons who are in refugee-like situations overseas, such as those who are affected by civil war or armed conflict. The new class represents a more flexible approach that will allow Canadians and permanent residents to more effectively assist persons for whom resettlement is the best durable solution to their humanitarian needs.

In the past, each humanitarian intervention that Canada wished to make required the drafting and implementation of its own set of regulations. The proposed RAC will serve as an umbrella class to eliminate this time consuming process that reduces Canada's ability to make timely responses to international crises.

Applicants for RAC must still pass Canada's medical, criminality and security screening.

A sunset clause has been included to enable us to review and assess the impact of the new regulations. The regulations will cease to be in effect after a period of one year, unless they are renewed by the Governor in Council.



2. Streamlining the Post-Determination Refugee Claimants in Canada Class (PDRCC)

CIC also proposes to streamline the Post-Determination Refugee Claimants in Canada Class. Failed refugee claimants will be required to apply in order to benefit from a risk review and the eligibility criteria will be tightened to exclude persons who do not warrant Canada's protection, in particular those with serious criminal backgrounds. The post-determination review will therefore not be automatic. An application will have to be made within fifteen days after a claim was refused, at the same time as the application for judicial review. This measure is expected to reduce current processing times.

"We will continue to review the situations of those eligible persons who believe they require special consideration because their personal safety would be at risk if they were removed from Canada," said Minister Robillard. "They will be examined on a case-by-case basis."

3. Eliminating the Deferred Removal Orders Class (DROC)

Under these proposed regulatory changes, Citizenship and Immigration Canada (CIC) will cancel the Deferred Removal Orders Class (DROC). The current immigration regulations permit certain persons to apply for the DROC, if their refugee claim has been refused by the Immigration and Refugee Board, and they have been in Canada under an unexecuted removal order for more than three years. Members of this class may apply for permanent resident status to remain in Canada.

These proposed changes will eliminate regulations which have had the unintended effect of encouraging failed refugee claimants to try to delay their removal from Canada until they can qualify for the DROC.

Persons who qualified for the DROC immediately prior to the cancellation of the regulation will still be allowed to apply for permanent resident status.

These proposed regulatory changes are being supplemented by a number of administrative measures that CIC will undertake to improve the effectiveness of the removals process. For example, better coordination in the field between officials conducting risk reviews and those whose job it is to carry out removal orders will help ensure that persons who do not require our protection are promptly removed from Canada.

However, we recognize that some people who have been ordered removed because they failed to make a case for refugee status cannot be removed through no fault of their own. Such individuals will continue to be eligible for an individual review of their case based on humanitarian and compassionate considerations as set out in the *Immigration Act*.

CIC expects to republish the proposed regulatory changes in the *Canada Gazette Part I* in January 1997. The new regulations are scheduled to come into effect on March 1, 1997.

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Carole Soucis
Media Relations
(613) 941-7042

Resettlement from Abroad Class (RAC)

BACKGROUNDER

Canada has a long history of responding generously to help persons from countries that experience adverse natural (earthquakes, floods) or human events (wars, revolutions).

In the past, Canada has introduced special measures and designated classes in response to such situations. For example, Canada's Indochinese Designated Class Regulations were created in 1979, in response to the first large-scale outflows of Vietnamese "boat people". Later, other programs were developed to help people from El Salvador and Guatemala during the 1980's; and former Yugoslavia, in 1992.

There is no doubt that these designated classes and special measures were successful. However, a more effective tool is now needed to help protect those who require permanent resettlement outside their country of origin, even though they may not fully meet the definition of refugee.

By introducing the principle of universality into the current system, the proposed Resettlement from Abroad Class (RAC) is a more flexible and comprehensive approach to assisting a broader range of persons affected by humanitarian emergencies. To respond to the differing nature of refugee or "refugee-like" situations which occur abroad, the RAC will have three categories:

1. The **Convention refugee category** will continue to be selected according to the definition of Convention refugee in Canada's *Immigration Act and Regulations*.
2. The **Asylum Country category** will meet the needs of those suffering from massive violations of human rights. Persons selected under this category will be required to be outside their country of citizenship or habitual residence and must be sponsored under the Private Sponsorship of Refugees Program. There is no schedule of countries for this category.
3. The **Source Country category** will meet the needs of those suffering serious deprivation of their civil rights and who have been detained or imprisoned as a result. Persons who qualify may be selected under government assistance or private sponsorship.

In addition, both the Asylum Country and the Source Country categories will also apply to individuals who find themselves in "refugee-like" situations, such as those who have been, and continue to be, seriously and personally affected by civil war or armed conflict and for whom there is no possibility, within a reasonable period of time, of a durable solution.

The countries whose residents are eligible for consideration under the Source Country category will be listed on a schedule. Any changes that are needed to the Source Country Schedule will be made in consultation with representatives of non-governmental organizations (NGOs) and other stakeholders, including the Department of Foreign Affairs and International Trade.

Each year, the number of persons to be accepted under the RAC will be announced as part of the annual immigration plan. This figure will be arrived at in consultation with provinces, NGOs and other interested parties.

The RAC was developed in consultation with NGOs such as the Canadian Council for Refugees, the office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), provincial governments and the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT), all of whom have expressed their support.

Provisions have been made to include a sunset clause for the Asylum Country and Source Country categories which comes into effect one year after the date of proclamation. This will allow for a review and assessment of the impact of these new regulations.

Post-Determination Refugee Claimants in Canada Class (PDRCC)

BACKGROUND

The Post-Determination Refugee Claimants in Canada class (PDRCC) is an assessment of the potential risk that failed refugee claimants may face should they be returned to their country of origin. Potential risk, as assessed by an immigration officer, includes inhumane treatment or a threat to a person's life.

Currently, persons found not to be Convention refugees by the Immigration and Refugee Board (IRB) are deemed as applicants for PDRCC. Some persons, such as those who have abandoned their refugee claim with IRB, are ineligible for this review.

In fiscal year 1995-1996, Citizenship and Immigration Canada (CIC) officers conducted 7,277 reviews. Of these applicants, 6.5% were successful and allowed to apply for permanent residence in Canada.

Under the proposed regulatory changes, this review will no longer be automatic. Rather, the onus will be on the failed refugee claimant to apply for this review and present submissions to CIC within a specified time frame. This change will allow CIC to focus its resources on those persons who believe that they require Canada's consideration. The proposed regulatory changes will also exclude certain groups, such as those convicted of serious criminal offenses.

In addition, administrative measures will be implemented to improve coordination between officials conducting risk reviews and those who carry out removal orders. This will help ensure that persons who do not require our protection are promptly removed from Canada.

These changes are a needed refinement, based on the experience of the last three years with the PDRCC program. By implementing these changes, we will ensure that applicants in real need are dealt with quickly and can get on with their lives. No additional government resources will be required for these regulatory and administrative changes. In the longer term, these measures will lead to a reduced case load and resource savings.

Imposing certain restrictions on eligibility will in no way diminish Canada's international obligations. We will continue to meet our obligations under international conventions (e.g. *Convention on Torture*) as well as the Canada's *Charter of Rights and Freedoms*. Persons who are ineligible for a risk review, for example, those who have abandoned their refugee claim with IRB, will continue to have the opportunity to seek special consideration through an application based on Humanitarian and Compassionate circumstances.

Deferred Removal Orders Class (DROC)

BACKGROUNDER

The Government of Canada proposes to cancel the Deferred Removal Orders Class (DROC). Under the current regulations governing this class, certain persons may apply for the DROC, if, among other things:

- ▶ their refugee claim has been refused by the Immigration and Refugee Board, and
- ▶ they have been in Canada under an unexecuted removal order for more than three years.

Membership in the DROC enables failed refugee claimants to apply for permanent resident status and to remain in Canada if they pass the landing requirements which include Canada's medical, criminality and security screening.

Since its inception, in November 1994, about 6,244 applications have been received. Of this number, 4,716 applications were approved (76%), 873 were refused (14%) and the balance is awaiting decision.

The DROC is increasingly seen as an alternative immigration stream rather than a means of dealing with exceptional cases, as was originally envisaged. The decision to cancel the DROC was taken to eliminate any incentive for failed refugee claimants to delay their removal.

While efforts are made to effect removals in a timely manner, there are certain challenges - such as the obtaining of travel documents, locating individuals and multiple reviews/appeals - which have contributed to case processing times being longer than anticipated when DROC was originally developed.

A number of administrative practices will also be introduced in order to improve the efficiency of removals. These include:

- ▶ Developing better information systems to manage removals activities more effectively, such as fostering better coordination in the field between officials who conduct risk reviews and those who carry out removal orders;
- ▶ Increasing information exchanges between regions particularly in the area of best-practices; and
- ▶ Improving international cooperation including the fostering of greater cooperation on the part of foreign countries in issuing travel documents for persons facing removal from Canada.

However, we recognize that some people who have been ordered removed because they failed to make a case for refugee status cannot be removed through no fault of their own. Such individuals will continue to be eligible for an individual review of their case based on humanitarian and compassionate considerations as set out in the *Immigration Act*.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

19 décembre 1996

96-31

LA MINISTRE ROBILLARD ANNONCE UNE INITIATIVE VISANT À CRÉER UNE NOUVELLE CATÉGORIE DE PERSONNES OUTRE-FRONTIÈRES EN VOIE DE RÉINSTALLATION ET DEUX AUTRES VISANT À RENDRE PLUS EFFICACE LE PROCESSUS DE RENVOI

MONTREAL -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui qu'elle propose trois changements concernant les programmes d'immigration à caractère humanitaire. Les nouvelles dispositions réglementaires proposées visent à :

- 1) donner au Canada plus de latitude pour intervenir en cas d'événements provoquant des mouvements de réfugiés;
- 2) accélérer la prise de décision dans le processus de révision auquel ont accès les demandeurs du statut de réfugié déboutés;
- 3) renforcer les dispositions de la loi pour que les demandeurs du statut de réfugié déboutés quittent le Canada.

"Nous réalisons un juste équilibre en améliorant l'efficacité de nos programmes d'immigration à caractère humanitaire tout en assurant que leurs règles soient respectées, a déclaré Mme Robillard. Nous adoptons une approche plus souple et plus universelle pour aider des personnes à l'étranger qui ont besoin d'aide, en même temps que nous éliminons des obstacles qui nous empêchent de renvoyer rapidement les personnes dont on a établi qu'elles n'avaient pas besoin de notre protection."

1. Nouvelle catégorie de personnes outre-frontières en voie de réinstallation (CPOR)

Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) propose de créer une nouvelle catégorie, celle des personnes outre-frontières en voie de réinstallation (CPOR), qui prévoit des critères génériques d'admissibilité au rétablissement pour les personnes à l'étranger qui se trouvent dans des situations semblables à celle des réfugiés, notamment les personnes victimes d'une guerre civile ou d'un conflit armé. Cette nouvelle catégorie représente une approche plus souple qui permettra à des Canadiennes et des Canadiens et à des résidents permanents de mieux aider des personnes pour lesquelles le rétablissement est la meilleure solution durable sur le plan humanitaire.

Dans le passé, chaque fois que le Canada souhaitait intervenir en faveur de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire, il fallait rédiger et adopter des dispositions réglementaires spéciales. La catégorie des personnes outre-frontières en voie de réinstallation représentera une catégorie globale permettant d'éliminer ce processus réglementaire qui prend beaucoup de temps et empêche le Canada d'intervenir rapidement lorsque des situations de crise se produisent dans le monde.

Les personnes de cette catégorie devront toujours répondre aux exigences du Canada en matière de santé, de sécurité et de criminalité.

Une clause crépusculaire est prévue afin de nous permettre de revoir et d'évaluer l'impact de ces nouveaux règlements. Après un an, ces dispositions réglementaires cesseront d'être en vigueur à moins qu'elles soient reconduites par le Gouverneur en conseil.



2. **Simplification du processus de révision concernant les demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada (DNRSRC)**

CIC propose également de simplifier les modalités concernant les demandeurs du statut de réfugié déboutés. Ces personnes devront présenter une demande pour bénéficier d'une évaluation des risques qu'ils courent en cas de renvoi, et les critères d'admissibilité seront resserrés pour exclure les personnes dont le cas ne justifie pas la protection du Canada, notamment celles ayant des antécédents criminels graves. C'est donc dire que cette révision (DNRSRC) ne sera plus automatique. De plus, la demande devra être présentée dans les quinze jours suivant le rejet et ce, en même temps que la demande de contrôle judiciaire. Cette mesure devrait avoir pour effet de réduire les délais actuels de traitement.

"Nous continuerons d'évaluer la situation des personnes qui pensent avoir besoin de mesures spéciales parce que leur vie serait en danger si elles étaient renvoyées du Canada, a déclaré Mme Robillard. Ces cas seront examinés individuellement."

3. **Suppression de la catégorie des immigrants visés par une mesure de renvoi différée (IMRED)**

Les nouvelles dispositions réglementaires proposées prévoient la suppression de la catégorie des immigrants visés par une mesure de renvoi différée (IMRED). En vertu des dispositions réglementaires actuelles, certaines personnes dont la revendication a été rejetée par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié peuvent demander à être reconnues comme membre de la catégorie des IMRED si elles se trouvent au Canada depuis plus de trois ans et font l'objet d'une mesure de renvoi non exécutée. Les membres de cette catégorie peuvent demander la résidence permanente pour demeurer au Canada.

Les nouvelles dispositions suppriment celles qui ont des effets non voulus par le législateur dans la mesure où elles ont incité des demandeurs du statut de réfugié déboutés à essayer de retarder leur renvoi jusqu'à ce qu'ils réunissent les conditions voulues pour faire partie de la catégorie des IMRED.

Les personnes qui remplissaient les conditions pour être reconnues comme des IMRED tout juste avant la suppression de cette catégorie seront autorisées à demander la résidence permanente.

La modification du Règlement s'accompagne d'un certain nombre de mesures administratives que CIC va prendre pour améliorer le processus de renvoi. Par exemple, une meilleure coordination entre les agents des bureaux locaux effectuant les évaluations du risque en cas de renvoi et ceux qui sont chargés de l'exécution des mesures de renvoi, contribuera au renvoi rapide de ceux qui n'ont pas besoin de notre protection.

Toutefois, nous reconnaissons que certaines personnes contre lesquelles une mesure de renvoi a été prise parce qu'elles n'ont pas obtenu le statut de réfugié ne peuvent pas être renvoyées sans que cela soit de leur faute. Ces personnes continueront d'avoir droit à un examen individuel de leur cas en fonction de considérations humanitaires conformément aux dispositions de la *Loi sur l'immigration*.

La publication préalable de ces nouvelles dispositions réglementaires dans la *Partie I de la Gazette du Canada* devrait avoir lieu en janvier 1997 et il est prévu qu'elles seront en vigueur le 1er mars 1997.

-30-

Renseignements :

Benoît Chiquette	Carole Soucis
Secrétaire de presse	Relations avec les médias
Cabinet de la ministre	(613) 941-7042
(613) 954-1064	

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>

Catégorie des personnes outre-frontières en voie de réinstallation (CPOR)

DOCUMENT D'INFORMATION

Depuis toujours, le Canada fait preuve d'une grande générosité en venant en aide aux ressortissants de pays victimes de catastrophes naturelles (tremblements de terre, inondations) ou de drames d'origine humaine (guerres, révolutions).

Dans le passé, CIC a mis de l'avant des mesures spéciales et établi diverses catégories d'immigrants pour réagir à de telles situations, par exemple, le Règlement sur la catégorie désignée d'Indochinois, adopté en 1979, à la première arrivée massive de «réfugiés de la mer» vietnamiens. Par la suite, d'autres programmes spéciaux ont été adoptés, pour le Salvador et le Guatemala dans les années 1980, et pour l'ex-Yougoslavie, en 1992.

Ces catégories désignées et ces mesures spéciales ont bien rempli leur fonction. Toutefois, il nous faut un moyen plus efficace maintenant pour aider à protéger ceux qui ont besoin d'être réétablis de façon permanente en dehors de leur pays d'origine, même s'ils ne répondent pas tout à fait à la définition de réfugié.

La catégorie des personnes outre-frontières en voie de réinstallation (CPOR) proposée, qui introduit le principe de l'universalité dans le système actuel, représente une méthode plus souple et plus globale pour aider un plus grand nombre de personnes confrontées à des situations d'urgence sur le plan humanitaire. Pour nous permettre d'intervenir dans les différentes situations à l'origine de mouvements de réfugiés et de quasi-réfugiés, c'est-à-dire de personnes qui se trouvent dans des situations semblables à celles des réfugiés, trois sous-catégories sont prévues :

1. **La catégorie des réfugiés au sens de la Convention** - ces personnes continueront d'être choisies selon la définition de réfugié au sens de la Convention énoncée dans la *Loi et le Règlement sur l'immigration* du Canada;
2. **La catégorie des personnes de pays d'accueil**, qui nous permettra de répondre aux besoins de ceux qui sont victimes de violations massives des droits de la personne. Les personnes entrant dans cette catégorie devront être à l'extérieur de leur pays de citoyenneté ou de résidence habituelle et doivent être parrainées dans le cadre du programme de parrainage privé de réfugiés. Il n'y aura pas de liste de pays annexée au Règlement pour cette catégorie.
3. **La catégorie des personnes de pays source**, qui nous permettra de répondre aux besoins de ceux qui sont privés de leurs droits civils et qui sont détenus ou emprisonnés pour cette raison. Les personnes admissibles peuvent être choisies dans le cadre d'un programme d'aide gouvernemental ou de parrainage privé.

Par ailleurs, la catégorie des personnes de pays d'accueil et la catégorie des personnes de pays source comprendront également les personnes qui se trouvent dans des situations semblables à

celle de réfugiés, ou «quasi-réfugiés», notamment celles qui ont été et qui continuent d'être sérieusement et personnellement touchées par une guerre civile ou un conflit armé et pour lesquelles il n'existe aucune possibilité de solution durable dans un délai raisonnable.

Une liste des pays dont les citoyens pourront être admissibles dans la catégorie des personnes de pays source sera annexée au Règlement. Tout changement qui devra être apporté à cette liste sera fait après consultation de représentants des organisations non-gouvernementales (ONG) et d'autres intervenants, dont le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAÉCI).

Le nombre de personnes admises dans la CPOR sera annoncé chaque année dans le plan d'immigration. Ce nombre sera établi après consultation des provinces, des ONG et d'autres parties concernées.

La CPOR a été créé après consultation et avec l'appui d'ONG comme le Conseil canadien pour les réfugiés, du bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCNUR), des gouvernements provinciaux et du MAÉCI.

On a prévu l'établissement d'une clause de temporarisation permettant de réviser les catégories des personnes des pays d'accueil et des pays source. Elle entrera en vigueur un an après la date de proclamation. Elle permettra d'examiner et d'évaluer l'impact de ces nouvelles règles.

Catégorie des demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada (DNRSRC)

DOCUMENT D'INFORMATION

Le processus de révision visant la catégorie des demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada (DNRSRC), consiste en une évaluation des risques que pourraient courir des demandeurs du statut de réfugié déboutés s'ils retournaient dans leur pays d'origine. Les risques éventuels qu'évaluent les agents d'immigration comprennent le risque de subir un traitement inhumain et le danger de mort.

Actuellement, les personnes auxquelles la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) n'a pas reconnu le statut de réfugié sont réputées avoir fait une demande de révision pour être reconnues comme DNRSRC. Certaines personnes, notamment celles qui n'ont pas poursuivi leur revendication devant la CISR, n'ont pas droit à cette révision.

Au cours de l'année budgétaire 1995-1996, les agents de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) ont révisé 7 277 revendications. De ce nombre, 6,5 % des requérants ont été autorisés à demander la résidence permanente au Canada.

En vertu des nouvelles dispositions réglementaires proposées, cette révision ne sera plus automatique. Ce sera au demandeur du statut de réfugié débouté d'en faire la demande et de présenter des observations à CIC, dans un délai prescrit. Grâce à ce changement, CIC pourra consacrer ses ressources aux personnes qui estiment que leur cas devrait être reconsidéré. Ces changements permettront également d'exclure certains groupes, notamment les criminels condamnés pour des infractions graves.

Par ailleurs, des mesures administratives seront prises pour améliorer la coordination entre les agents qui effectuent l'évaluation des risques et ceux qui sont chargés d'exécuter les renvois. Le renvoi des personnes qui n'ont pas besoin de la protection du Canada devrait pouvoir être accéléré.

L'expérience des trois dernières années a montré que le programme concernant les DNRSRC avait besoin d'ajustements. En apportant les changements proposés, nous pourrions traiter plus rapidement le cas des personnes qui ont réellement besoin d'aide pour reprendre le cours normal de leur vie. Le gouvernement n'aura pas à utiliser des ressources supplémentaires du fait de ces changements. À long terme, ces mesures se traduiront par une réduction de notre charge de travail et par des économies.

En imposant certaines restrictions à l'admissibilité à la DNRSRC nous ne diminuons en rien les obligations internationales du Canada. Nous continuerons de respecter nos engagements en tant que signataires de conventions internationales (par exemple la *Convention internationale contre la torture*) ainsi que les dispositions de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Les personnes qui ne sont pas admissibles à une évaluation des risques, par exemple, celles qui n'ont pas poursuivi leur revendication devant la CISR, peuvent toujours demander que leur cas soit examiné en fonction de considérations humanitaires.

Catégorie des immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée (IMRED)

DOCUMENT D'INFORMATION

Le gouvernement du Canada propose de supprimer la catégorie des immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée (IMRED). En vertu des dispositions réglementaires actuelles, certaines personnes peuvent demander à faire partie de la IMRED si, entre autres :

- ▶ leur revendication du statut de réfugié a été rejetée par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié;
- ▶ si elles sont au Canada et font l'objet d'une mesure de renvoi non exécutée depuis au moins trois ans.

Le fait d'être classées dans cette catégorie permet à ces personnes de demander le statut de résident permanent et de demeurer au Canada si elles satisfont aux critères d'admissibilité établis, lesquels comprennent l'examen de l'état de santé, des antécédents criminels et des dangers pour la sécurité.

Depuis la création de cette catégorie, en novembre 1994, près de 6 244 demandes ont été reçues. De ce nombre, 4 716 ont été approuvées (soit 76 %), 873 ont été rejetées (soit 14 %) et une décision n'a pas encore été rendue pour les autres.

La IMRED est de plus en plus perçue comme une solution de rechange à l'immigration régulière et non comme un moyen de traiter les cas exceptionnels, tel que prévu au départ. Nous supprimons cette catégorie afin d'éliminer toute mesure pouvant encourager un demandeur du statut de réfugié dont la revendication est refusée à retarder son renvoi.

Nous nous efforçons d'exécuter les renvois rapidement, mais certaines difficultés que posent, par exemple, l'obtention des documents de voyage, la recherche de la personne et les nombreux examens et appels, ont contribué à prolonger le temps de traitement des cas au-delà de ce qui était prévu au moment de l'établissement de la IMRED.

Un certain nombre de mesures administratives seront également prises pour améliorer l'efficacité du processus de renvoi, notamment :

- ▶ élaboration de meilleurs systèmes d'information de façon à gérer plus efficacement les activités de renvoi, par exemple, encourager une plus grande collaboration au niveau local, entre les agents chargés de l'évaluation des risques et ceux chargés de l'exécution des mesures de renvoi;
- ▶ échange accru de renseignements entre les régions, surtout en ce qui concerne les meilleurs procédés;
- ▶ collaboration accrue à l'échelle internationale, notamment chercher à encourager une plus grande collaboration de la part des pays étrangers en ce qui concerne la délivrance des documents de voyage aux personnes visées par une mesure de renvoi au Canada.

Toutefois, nous reconnaissons que certaines personnes contre lesquelles une mesure de renvoi a été prise parce qu'elles n'ont pas obtenu le statut de réfugié ne peuvent pas être renvoyées sans que cela soit de leur faute. Ces personnes continueront d'avoir droit à un examen individuel de leur cas en fonction de considérations humanitaires conformément aux dispositions de la *Loi sur l'immigration*.

News Release

For Immediate Release January 2, 1997

97-01

Minister Robillard Announces the Celebration of the 50th Anniversary of Canadian Citizenship

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration, and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced the beginning of a year long celebration to commemorate the 50th anniversary of Canadian citizenship.

In January 1947, the Canadian *Citizenship Act* first came into effect. Prior to this event, people living in our country were considered British subjects, residing in Canada. The passage of this Act signified that Canada was at last a full-fledged and equal member of the community of nations.

"I would like to invite all Canadians to get involved in this special celebration", said Minister Robillard, "It is an opportunity to reflect on the successes our country has enjoyed over the last five decades. It is also a chance to think about the rights we share as Canadian citizens, and the responsibilities which go with this distinction".

Special citizenship ceremonies will be held across the country in January to commemorate the historical events of January 1947. These will be followed by the annual "Canada -- Take it to Heart Week" (February 10-17). This week offers Canadians an opportunity to celebrate our country's citizenship and heritage. Special events will continue throughout the year, notably during the coast to coast Canada Day celebrations on July 1.

"I encourage all of you, as Canadians, to find out what is taking place in your communities, and get involved. Take the opportunity in 1997 to attend a citizenship ceremony and to think about your commitment to this country," said Mme Robillard.

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Carole Soucis
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué

Diffusion immédiate le 2 janvier 1997

97-01

La ministre Robillard annonce les célébrations du cinquantenaire de la citoyenneté canadienne

OTTAWA — M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui le début d'une année de célébrations devant marquer le cinquantenaire de la citoyenneté canadienne.

C'est en janvier 1947 que la *Loi sur la citoyenneté* du Canada est entrée en vigueur. Auparavant, les habitants de notre pays étaient considérés comme des sujets britanniques vivant au Canada. L'adoption de la loi signifiait que le Canada était enfin un membre égal et à part entière de la communauté des nations.

«Je voudrais inviter toutes les Canadiennes et tous les Canadiens à participer à ces célébrations spéciales, a déclaré Mme Robillard. L'occasion nous est donnée de nous remémorer les succès remportés par notre pays depuis cinquante ans. C'est également le moment de réfléchir à nos droits communs de citoyennes et de citoyens canadiens, ainsi qu'aux responsabilités qu'ils impliquent.»

En janvier, des cérémonies spéciales de citoyenneté se dérouleront dans l'ensemble du pays pour commémorer les événements historiques de janvier 1947. Elles seront suivies de la semaine annuelle «Le Canada, une affaire de coeur» (du 10 au 17 février). Durant cette semaine, nous, Canadiennes et Canadiens, aurons l'occasion de célébrer notre citoyenneté ainsi que le patrimoine de notre pays. Des manifestations spéciales se poursuivront tout au long de l'année, notamment dans le cadre des festivités du Jour du Canada, le 1^{er} juillet, qui se tiendront d'un bout à l'autre du pays.

«J'encourage tous les Canadiens et toutes les Canadiennes à s'informer des manifestations qui auront lieu dans leur collectivité et à y participer. Ne manquez pas l'occasion en 1997 d'assister à une cérémonie de remise des certificats de citoyenneté et de réfléchir à votre engagement à l'endroit de votre pays», a déclaré M^{me} Robillard.

Renseignements:

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Carole Soucis
Relations avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada



The 50th Anniversary of Canadian Citizenship — Backgrounder

During 1997, Canadians from coast to coast to coast will be commemorating a special milestone in the history of this country. January 1, 1997 is the 50th anniversary of the Canadian *Citizenship Act*. Prior to the passage of this important legislation, there was legally no such thing as a "Canadian". Men and women from this country were considered British subjects residing in Canada. When travelling abroad, they used British passports. The passage of the first *Citizenship Act* changed all this.

In February 1945, a Canadian Cabinet Minister, Paul Martin Sr., visited a military cemetery in Dieppe, France. As he walked among the wooden crosses, he was moved by the terrible sacrifice that Canadian soldiers had made in the fight for peace. He was also struck by the varied origins of the names on the graves. These soldiers had come from different ethnic and religious backgrounds. They had come from different parts of the country. The one thing that had united them all was that they were Canadians. They had also fought and died to defend the country they loved. Martin felt he must do something to honour their memory and their sacrifice. It was here in the cold winter of France that the idea of Canadian citizenship was born.

Martin, supported by Prime Minister William Lyon Mackenzie King, drafted a Canadian *Citizenship Act* and presented it to the House of Commons in 1946. After much debate, it passed with overwhelming support. The Act received Royal Assent in July 1946 and came into effect January 1, 1947. Shortly afterwards, at a citizenship ceremony in Ottawa, Prime Minister Mackenzie King had the honour of being the first person ever to say "I speak to you as a citizen of Canada", after he received the first citizenship certificate.

Over the past five decades, this country has grown and developed into a leader among nations. Canada is respected and envied as a prosperous and compassionate country. A Canadian passport is welcomed with a smile in countries around the world. This 50th anniversary is an opportunity to think about how precious our citizenship is. It is also a chance to reflect with pride on how much we have accomplished as a country.

It Means The World To Us • Une ouverture sur le monde!



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Canada



Cinquantenaire de la citoyenneté canadienne — Fiche documentaire

En 1997, les Canadiennes et les Canadiens d'une extrémité du pays à l'autre célébreront un grand événement dans l'histoire de leur pays. Le 1^{er} janvier 1997 marquera en effet le cinquantenaire de la *Loi sur la citoyenneté* du Canada. Avant l'adoption de cette importante mesure législative, les « Canadiens » n'avaient aucune existence légale. Les femmes et les hommes du pays étaient considérés comme des sujets britanniques vivant au Canada. Lorsqu'ils voyageaient à l'étranger, ils utilisaient un passeport britannique. L'adoption de la *Loi sur la citoyenneté* a tout changé.

En février 1945, un ministre du cabinet canadien, Paul Martin père, a visité un cimetière militaire à Dieppe, en France. Tandis qu'il marchait parmi les croix de bois, il a été ému par le terrible sacrifice des soldats canadiens dans la lutte pour la paix. Il a également été frappé par les diverses origines des noms figurant sur les tombes. Ces soldats avaient des antécédents ethniques et religieux différents. Ils étaient venus de diverses régions du pays, mais avaient une chose en commun : ils étaient tous Canadiens. Ils avaient également combattu et étaient morts pour défendre le pays qu'ils aimaient. Le ministre Martin estimait qu'il devait faire quelque chose pour honorer leur mémoire et leur sacrifice. C'est là, dans la froidure de l'hiver français, qu'est née l'idée d'une citoyenneté canadienne.

Paul Martin, appuyé par le premier ministre William Lyon Mackenzie King, a rédigé une *Loi sur la citoyenneté* du Canada qu'il a présentée à la Chambre des communes en 1946. Après de longs débats, le projet de loi a été adopté avec une majorité écrasante. La loi a reçu la sanction royale en juillet 1946 et est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1947. Peu après, au cours d'une cérémonie qui s'est déroulée à Ottawa, le premier ministre Mackenzie King a eu l'honneur d'être la première personne à jamais prononcer ces mots « Je m'adresse à vous en tant que citoyen du Canada », après avoir reçu le premier certificat de citoyenneté.

Au cours des cinquante dernières années, notre pays a grandi et s'est développé pour devenir un chef de file à l'échelle internationale. Le Canada est en effet respecté et envié pour sa prospérité et sa philosophie humanitaire. Le passeport canadien reçoit un accueil chaleureux partout au monde. Le cinquantenaire de la citoyenneté nous donne l'occasion de réfléchir à la valeur de notre citoyenneté et de regarder avec fierté tout ce que nous avons accompli en tant que pays.

Une ouverture sur le monde! • It Means The World To Us



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Canada



50th Anniversary of Canadian Citizenship — Fact Sheet

Historical Perspective

- On January 1, 1947, the first Canadian *Citizenship Act* came into force.
- Prior to 1947, Canadians were legally classified simply as British subjects.
- The sponsor of the first Canadian *Citizenship Act* was the Honourable Paul Martin Sr., a Minister in the Mackenzie King Cabinet. He was inspired to seek distinct citizenship for Canadians after visiting the graves of fallen Canadian soldiers in Dieppe, France. He felt that the sacrifice Canada had made during the Second World War clearly showed that this country had matured into a full-fledged and equal member of the international community.
- Prime Minister William Lyon Mackenzie King was the first person to officially become a "Citizen of Canada".
- With the passage of the *Citizenship Act*, Canada became the first nation in the Commonwealth to create a national identity other than that of the British subject. For other member nations of the Commonwealth, the Canadian *Citizenship Act* provided a framework in which they could form their own citizenship legislation.
- Since 1947, over 4.2 million new Canadians have been granted citizenship under the Canadian *Citizenship Act*.
- According to the 1991 Census, 395,275 Canadians have dual citizenship.

Rights and Responsibilities

- Citizenship is the bond which unites Canadians from every background and every part of this country.
 - Canadian citizens have a responsibility to build a stronger Canada, and to make sure our common values, dreams and goals are reflected in our institutions, laws and society.
 - Canadians place a high value on respecting the law. As citizens, we have a responsibility to live our lives in a law abiding manner.
- The *Canadian Charter of Rights and Freedoms* sets out the democratic rights and freedoms of all those in this country. All Canadian citizens enjoy several fundamental rights:
 - the right to vote and be a candidate in federal and provincial elections;
 - the right to enter, remain or leave Canada;
 - the right to earn a living and reside in any province or territory;
 - minority language education rights (in English or French);
 - the right to apply for a Canadian passport.
- Citizenship is about getting involved and making a difference in communities and neighbourhoods across the country. It is about taking responsibility to build on the successes of the past.

It Means The World To Us • Une ouverture sur le monde!



Citizenship and
Immigration Canada

Citoyenneté et
Immigration Canada

Canada

Leadership in the Community of Nations

- The Canadian passport is one of the most respected passports in the world. When travelling abroad, the Maple Leaf is greeted with a smile. This reaction has been earned. Canada has been a good global citizen over the last five decades and has taken its responsibilities as an international leader seriously.
- United Nations peacekeeping is, in many respects, a Canadian invention. It was a Canadian Prime Minister, Lester B. Pearson, who developed the original idea. Since that time, Canada has been involved in numerous peacekeeping missions, bringing peace and hope to war-torn regions around the globe.
- Canada's refugee resettlement record speaks for itself. We are the only country in the world to ever win the prestigious Nansen medal for dedication to helping refugees. Since 1945, we have helped resettle 700,000 people fleeing devastation and terror.
- Canada continues to have an eloquent and respected voice among nations. Canada is represented on numerous international organizations. This country has earned world-wide recognition for its dedication to offering humanitarian aid to the developing world and for promoting sustainable development around the globe.

50 Years of Canadian Accomplishments

- Canadian citizens are this country's most visible and valued ambassadors. Individual Canadians have excelled in all aspects of human endeavour. Canadian innovators and scientists have helped transform the world and how we view ourselves in it. Our athletes are internationally recognized for their sportsmanship and excellence, and our artists are respected world-wide for their vision and daring.
- Many of Canada's accomplishments can be traced to our willingness to develop and to accept new ideas and new beliefs. This has allowed us to broaden our perspectives as individuals and as a nation. Canadians have shown that people of diverse faiths and backgrounds can live together peacefully and prosperously.
- Canada has earned a reputation as a welcoming country. People from around the world have immigrated to this country, bringing with them the skills, capital and links to foreign markets which are crucial to our social and economic development.

International Recognition

- It is often easy to take for granted the special country we have inherited. It is always informative to look at how the rest of the world views us. The accolades come from all quarters.
- The United Nations has named this country the best place in the world to live three out of the last four years. This decision was based on a variety of factors including standard of living, literacy and infant mortality rate. Can there be any higher praise?
- In 1995, a private sector panel ranked the 118 best cities in the world to live in. Canada had four cities in the top 12. Our three biggest cities, Vancouver, Toronto and Montreal were all in the top 10. No other country came even close to that.

50th Anniversary of the Canadian Passport

- In ancient times, passports were letters signed by Kings requesting safe passage for the bearer through foreign lands. Today's Canadian passports still carry such a letter of request on the inside front cover.
- Before 1862, Canadians, as British subjects, could travel freely to the U.S. without passports. To travel to Europe or elsewhere, though, a Canadian had to get a British passport at the Foreign Office in London.
- In 1862, Governor General Viscount Monck introduced a centralized system for issuing passports, which meant that for the next 50 years, a Canadian passport was really a letter of request signed by the Governor General.
- In 1921, Canada began issuing a booklet style passport.
- Canada introduced its first bilingual passport in 1926.
- With the passage of the Canadian *Citizenship Act* in 1947, came the creation of a new uniquely Canadian passport. It was essentially the same document we use today with the blue cover and the pale pink pages.



Cinquantenaire de la citoyenneté canadienne — Fiche de renseignements

Contexte historique

- La première *Loi sur la citoyenneté* du Canada est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1947.
- Avant 1947, les Canadiens étaient simplement des sujets britanniques selon la loi.
- C'est l'honorable Paul Martin père, ministre du cabinet de Mackenzie King, qui a été le parrain de la première *Loi sur la citoyenneté* du Canada. Il a eu l'idée d'une citoyenneté distincte pour les Canadiens après avoir visité les tombes des soldats canadiens morts à Dieppe, en France. Il estimait que le sacrifice des Canadiens durant la Seconde Guerre mondiale montrait clairement que le pays était devenu un membre égal et à part entière de la communauté internationale.
- Le premier ministre William Lyon Mackenzie King a été la première personne à obtenir officiellement la citoyenneté canadienne.
- Avec l'adoption de la *Loi sur la citoyenneté*, le Canada devenait le premier pays du Commonwealth à créer une identité nationale autre que celle de sujet britannique. Pour diverses nations membres du Commonwealth la *Loi sur la citoyenneté* canadienne fournissait une structure grâce à laquelle elles pouvaient former leur propre *Loi sur la citoyenneté*.
- Depuis 1947, plus de 4,2 millions de personnes ont obtenu la citoyenneté canadienne en vertu de la *Loi sur la citoyenneté* du Canada.
- Selon le recensement de 1991, 395 275 Canadiennes et Canadiens possédaient la double citoyenneté.

Droits et responsabilités

- La citoyenneté est le lien qui unit les Canadiens et les Canadiennes de toutes origines et de tous les coins du pays.
 - Les citoyens canadiens ont la responsabilité de construire un Canada plus fort et de veiller à ce que nos institutions, nos lois et notre société reflètent nos valeurs, nos rêves et nos buts.
 - Les Canadiens accordent une très grande importance au respect de la loi. En tant que citoyens, il nous incombe de vivre notre vie en conformité avec le droit.
- La *Charte canadienne des droits et libertés* énonce les droits démocratiques et les libertés fondamentales de tous ceux et celles qui vivent au Canada. Tous les citoyens canadiens ont des droits fondamentaux :
 - le droit de voter et de se porter candidats aux élections fédérales et provinciales;
 - le droit d'entrer au Canada, d'y rester ou d'en sortir;
 - le droit de gagner leur vie et de résider dans n'importe quel territoire ou province;
 - le droit à l'instruction dans la langue de la minorité (en anglais ou en français);
 - le droit de demander un passeport canadien.
- Avoir la citoyenneté, c'est participer à la vie de la collectivité et du quartier, dans toutes les régions du pays, et contribuer à faire changer les choses. C'est prendre la responsabilité de s'inspirer des succès du passé.

Une ouverture sur le monde! • It Means The World To Us



Citoyenneté et
Immigration Canada

Citizenship and
Immigration Canada

Canada

Un chef de file dans la communauté des nations

- Le passeport canadien est l'un des plus respectés du monde. Lorsque l'on voyage à l'étranger, la feuille d'érable reçoit toujours un accueil chaleureux, par ailleurs bien mérité. Le Canada a été un bon citoyen du monde au cours des cinquante dernières années et a assumé avec sérieux ses responsabilités de chef de file à l'échelle internationale.
- À de nombreux égards, le Canada peut réclamer la paternité des forces de maintien de la paix des Nations Unies. C'est un premier ministre du Canada, Lester B. Pearson, qui en a conçu l'idée originale. Depuis lors, le Canada a participé à de nombreuses missions de maintien de la paix, apportant conciliation et espoir à des régions dévastées par la guerre sur toute la planète.
- Le dossier du Canada en matière de rétablissement des réfugiés est éloquent. Nous sommes le seul pays au monde à avoir reçu la prestigieuse Médaille Nansen pour notre engagement à aider les réfugiés. Depuis 1945, nous avons aidé au rétablissement de 700 000 personnes fuyant la dévastation et la terreur.
- Le Canada continue de se faire entendre et d'être respecté parmi les nations. Il est représenté dans de nombreuses organisations internationales. Son engagement à offrir une aide humanitaire aux pays en développement et à favoriser un développement durable à l'échelle de la planète lui a valu une reconnaissance mondiale.

Cinquante ans de réalisations canadiennes

- Les citoyennes et citoyens canadiens sont les ambassadeurs les plus visibles et les plus précieux du pays. Des Canadiens et des Canadiennes ont excellé dans tous les domaines. Des innovateurs et des scientifiques canadiens ont contribué à transformer le monde et notre perception de la place que nous y occupons. Nos athlètes ont acquis une renommée mondiale grâce à leur esprit sportif et à leur excellence, tandis que la vision et l'audace de nos artistes leur a valu un respect mondial.
- Nombre des réalisations du Canada sont attribuables à notre volonté de trouver et d'accepter de nouvelles idées et de nouvelles croyances. Nous avons ainsi pu élargir nos perspectives individuelles et collectives. La population canadienne a montré que des personnes ayant divers antécédents et diverses confessions peuvent cohabiter dans la paix et la prospérité.
- Le Canada a acquis une réputation de pays d'accueil. Des personnes de tous les coins du monde y ont immigré, apportant avec elles des compétences, des

capitaux et des liens avec les marchés étrangers, essentiels à notre développement social et économique.

Reconnaissance internationale

- Nous avons souvent tendance à tenir pour acquis le pays extraordinaire qui nous a été donné en partage. Il est toujours révélateur de voir comment le reste du monde nous perçoit. Nous recevons des éloges de partout.
- Au cours des quatre dernières années, les Nations Unies ont désigné à trois reprises le Canada comme le premier pays du monde pour la qualité de la vie. Ce jugement s'appuyait sur divers facteurs, notamment le niveau de vie, le taux d'alphabétisme et le taux de mortalité infantile. Pouvait-on recevoir plus belle appréciation?
- En 1995, un groupe de travail du secteur privé a dressé une liste des 118 meilleures villes où vivre au monde. Quatre villes canadiennes figuraient parmi les 12 premières. Nos trois villes les plus importantes, soit Vancouver, Toronto et Montréal, étaient au nombre des 10 premières. Le Canada dépassait largement tous les autres pays.

Cinquantenaire du passeport canadien

- Autrefois, les passeports étaient des lettres signées par le roi demandant le passage sûr du titulaire en terre étrangère. Aujourd'hui, le passeport canadien contient encore une lettre rogatoire du même genre, à l'endos de la couverture.
- Avant 1862, les Canadiens pouvaient se rendre aux États-Unis sans passeport, parce qu'ils étaient sujets britanniques. Pour voyager en Europe ou ailleurs, ils devaient se procurer un passeport britannique au Foreign Office, à Londres.
- En 1862, le vicomte Monck, alors gouverneur général, adopta un système centralisé pour la délivrance de passeports. Ainsi, durant les cinquante années qui suivirent, le passeport canadien était-il en réalité une lettre rogatoire signée par le gouverneur général.
- En 1921, le Canada a commencé à délivrer un passeport sous forme de brochure.
- Le Canada a délivré son premier passeport bilingue en 1926.
- L'adoption de la *Loi sur la citoyenneté* du Canada, en 1947, a donné lieu à la création d'un nouveau passeport exclusivement canadien. C'était essentiellement le document à la couverture bleue et aux pages rose pâle que nous connaissons aujourd'hui.

CAI
CI
-NDG

News Release

January 6, 1997

97-02

Minister Robillard Announces International Adoption Regulatory Amendment

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced the pre-publication in the *Canada Gazette* of measures relating to international adoption.

The proposed amendment would require that the central authority for adoption in the province of destination and the central authority in the child's country of origin mutually agree to an adoptive child's placement, and that immigration requirements are met before a visa officer may issue an immigrant visa. This amendment is part of the process in allowing Canada to comply with the terms of *The Hague Convention on Protection of Children and Cooperation in Respect of Intercountry Adoption*. The *Convention* also requires that the child's country of destination decide that the child will be allowed to live in that country permanently before the adoption can be completed and the child is entrusted to the adoptive parents.

"These measures will allow Canada to be sure that the child will be given permanent residence in Canada based on evidence that all parties agree that the adoption is in the child's best interests," Minister Robillard said. "The result will be better protection for children who are adopted between states that are party to the *Convention*," she added.

Current immigration regulations require a provincial assessment and statement of no objection to the placement as a prerequisite for issuing an immigrant visa. This does not reflect the *Convention's* safeguards which require that before the adoption can go ahead, both the sending and receiving states agree to the adoption proposal.

Eleven countries (Costa Rica, Romania, Mexico, Burkina Faso, Ecuador, Sri Lanka, Peru, Cyprus, Spain, Poland and the Philippines) have implemented the *Convention* and five provinces (British Columbia, Manitoba, New Brunswick, Prince Edward Island and Saskatchewan) will be ready to implement the *Convention* once it is ratified by Canada. All adoption cases involving countries which have not ratified and implemented *The Hague Convention* and/or which are destined to a province which has not implemented the *Convention* will not be affected by these amendments and will continue to be governed by the Immigration regulations currently in place.

Adoptions currently in progress will not be affected. The new regulations are expected to come into force effective April 1, 1997.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary, Office of the Minister
(613) 954-1064

Carole Soucis
Media Relations
(613) 941-7042



Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué

Le 6 janvier 1997

97-02

La ministre Robillard annonce des modifications aux dispositions réglementaires concernant l'adoption internationale

OTTAWA -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui la publication préalable dans la *Gazette du Canada* de nouvelles mesures concernant l'adoption internationale.

Selon les modifications proposées, l'autorité centrale en matière d'adoption dans la province de destination et l'autorité centrale du pays d'origine de l'enfant seront tenues de s'entendre réciproquement sur le placement de l'enfant adoptif, et les exigences en matière d'immigration devront être satisfaites avant qu'un agent des visas soit autorisé à délivrer un visa d'immigrant. Ces modifications font partie des mesures que prend le Canada dans le but de se conformer aux dispositions de *La Convention de La Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale*. Cette Convention exige également que le pays de destination décide que l'enfant sera autorisé à demeurer dans ce pays en permanence, avant que les procédures d'adoption soient complétées et que l'enfant soit confié aux parents adoptifs.

«Grâce à ces mesures, le Canada garantira que l'enfant se verra octroyer la résidence permanente au Canada, étant donné que toutes les parties auront convenu que l'adoption répond le mieux aux intérêts de celui-ci, a indiqué M^{me} Robillard. L'adoption entre pays parties à la Convention assurera une meilleure protection aux enfants.»

Aux termes des dispositions réglementaires actuelles sur l'immigration, les provinces doivent procéder à une évaluation du cas et déclarer qu'elles ne s'objectent pas au placement de l'enfant, avant qu'un visa d'immigrant puisse être délivré. Cela ne reflète pas les mesures de protection que porte la Convention, selon lesquelles le pays d'origine et le pays de destination doivent tous les deux approuver la proposition d'adoption, avant même que soient entamées les procédures d'adoption.

Onze pays (Costa Rica, Roumanie, Mexique, Burkina Faso, Équateur, Sri Lanka, Pérou, Chypre, Espagne, Pologne et les Philippines) ont mis la Convention en vigueur et cinq provinces (Colombie-Britannique, Saskatchewan, Manitoba, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard) seront prêtes à le faire lorsque le Canada l'aura ratifiée. Tous les cas d'adoption impliquant des pays qui n'ont pas ratifié ou mis en vigueur la Convention de La Haye, dont les enfants concernés sont destinés à une province qui n'a pas encore mis en vigueur la Convention, ne seront aucunement touchés par ces modifications et continueront d'être régis par les dispositions réglementaires actuelles.

Les procédures d'adoption déjà en cours ne seront pas touchées non plus. Les nouvelles dispositions réglementaires entreront en vigueur le 1^{er} avril 1997.

- 30 -

Pour information : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Carole Soucis
Relations avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



CAI
C3
-N26

News Release

January 7, 1997

97-03

Minister Announces Appointments to Immigration and Refugee Board (Toronto)

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments and reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). All 12 candidates who have received positive recommendation under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995, are being appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto. They are:

- **Gladys MacPherson**, a lawyer, former Information Officer with Amnesty International and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1994, has been reappointed to the Board.
- **John Morrison**, a communications and management consultant and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1991, has been reappointed to the Board.
- **Janice Chappell-Traimer**, a high school teacher and counsellor who holds a Masters Degree in Social Work, has been appointed to her first mandate with the IRB.
- **David R. Cooke**, a lawyer, former Member of the Ontario Legislature and past Parliamentary Secretary to the Ontario Minister of Citizenship, has been appointed to his first mandate with the IRB.
- **Deborah M. R. Coyne**, a lawyer and policy analyst specializing in political and social affairs, has been appointed to her first mandate with the IRB.
- **Suparna Ghosh**, former Vice-Chair of the Social Assistance Review Board (Province of Ontario) and past member of the Rent Review Hearings Board, has been appointed to her first mandate with the IRB.
- **Rhea Mary Janet Hoare**, a lawyer and former counsel with the Department of Justice's Civil Litigation Section and former Senior Refugee Hearing Officer with the IRB, has been appointed to her first mandate with the IRB.
- **Clive Joakim**, former Assistant Deputy Minister, Program Management Division with the Ontario Ministry of Citizenship, Culture and Recreation and former Director, Citizenship Development/Field Services with the Ontario Ministry of Citizenship, has been appointed to his first mandate with the IRB.
- **Sylvia Roy**, former Vice-Chair of the Social Assistance Review Board for the Province of Ontario and past Executive Director of the Sudbury and District United Way/Centraide, has been appointed to her first mandate with the IRB.
- **Diane C. Smith**, a lawyer and former Associate Editor of the Immigration Law Reporter and past member of the Executive, Canadian Bar Association (Citizenship and Immigration Law Section), has been appointed to her first mandate with the IRB.
- **Nina Stanwick**, a lawyer and former member of the Rent Review Hearings Board and Ontario Insurance Commission, has been appointed to her first mandate with the IRB.
- **Julie Taub**, a lawyer, and former secondary school teacher with the Ottawa Board of Education and le Conseil scolaire de la langue française d'Ottawa-Carleton, has been appointed to her first mandate with the IRB.



- 2 -

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site : <http://cicnet.ingenia.com>

CAI
CE
-NDG

News Release

January 9, 1997

97-04

Minister Announces Appointments to Immigration and Refugee Board

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments and reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. Two candidates are being appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal, two are being appointed in Ottawa, and two in Vancouver. They are:

Montreal:

Normand Longchamps, a former teacher and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1989, has been reappointed to the IRB.

Pierre Fortin, a lawyer who has worked for the Federal Department of Justice, the Quebec Ministry of Justice and Employment and Immigration Canada, has been appointed to his first mandate with the Immigration and Refugee Board.

Ottawa:

Peter Showler, a lawyer and former Director of Community Legal Services (Ottawa) and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1994, has been reappointed to the Board.

Dale Noseworthy, an immigration lawyer formerly with the Newfoundland Legal Aid Commission and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since February 1994, has been reappointed to the Board.

Vancouver:

Ian William Clague, a lawyer and former Vice-Chair of the Vancouver Refugee Council and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1994, has been reappointed to the Board.

Ed Lam, former Program Director of the Affiliation of Multicultural Societies and Immigrant Service Agencies of British Columbia and member of the Immigration Appeal Division of the IRB since 1994, has been reappointed to the Board.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site : <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué

Le 9 janvier 1997

97-04

La Ministre annonce des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des nominations et des renouvellements de nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR), à la suite des recommandations faites par le Comité consultatif ministériel mis sur pied en mars 1995. Deux commissaires sont nommés à la Section du statut de réfugié à Montréal, deux à Ottawa et deux à Vancouver.

Montréal

Normand Longchamps, ancien enseignant et membre de la Section du statut de réfugié de la CISR depuis 1989, a été nommé de nouveau à la Commission.

Pierre Fortin, avocat ayant travaillé au ministère fédéral de la Justice, au ministère québécois de la Justice ainsi qu'à Emploi et Immigration Canada, a été nommé pour son premier mandat à la Commission.

Ottawa

Peter Showler, avocat et ancien directeur de la Clinique juridique communautaire d'Ottawa et commissaire de la Section du statut de réfugié de la CISR depuis 1994, a été nommé de nouveau à la Commission.

Dale Noseworthy, avocate spécialiste de l'immigration ayant travaillé auparavant pour la Newfoundland Legal Aid Commission et commissaire de la Section du statut de réfugié de la CISR depuis 1994, a été nommée de nouveau à la Commission.

Vancouver

Ian William Clague, avocat et ancien vice-président du Conseil pour les réfugiés de Vancouver et commissaire de la Section du statut de réfugié de la CISR depuis 1994, a été nommé de nouveau à la Commission.

Ed Lam, ancien directeur de programme de l'*Affiliation of Multicultural Societies and Immigrant Service Agencies* de la Colombie-Britannique et commissaire de la Section d'appel de l'immigration de la CISR depuis 1994, a été nommé de nouveau à la Commission.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte à ce dernier par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut de réfugié au sens de la Convention, les appels en matière d'immigration et les enquêtes de l'immigration, ainsi que la révision des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

January 22, 1997

97-05

Lucienne Robillard Announces the Introduction of the Undocumented Convention Refugees in Canada Class

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced that the new Undocumented Convention Refugees in Canada Class Regulations (UCRCC) will take effect January 31, 1997.

The Regulations will allow Convention refugees in Canada, from specified countries who are unable to obtain satisfactory proof of identity, to proceed with applications to become permanent residents five years after a positive decision by the Immigration and Refugee Board. An estimated 7,500 refugees from Somalia and Afghanistan have been unable to obtain proper documentation due to sustained civil war and lack of an effective government authority to issue identity documents.

"I have carefully reviewed all the comments received during the pre-publication period. I understand and share the humanitarian concerns expressed by certain organizations, which argued that we should find a more generous solution to the difficult situation that Somali and Afghan refugees are experiencing in Canada. I certainly would respond differently to these representations if my only concern was the specific circumstances of the affected communities. As the minister responsible for immigration to Canada, I must ensure that every effort is made to discern the background and character of applicants for permanent residence. At the same time, the asylum system must not be abused by those who may choose to conceal their identity as Canada continues to be generous to those who really deserve protection. Consequently, we have decided that the action plan contained in the proposals I presented earlier this fall, which were pre-published on November 16, is the best solution," said Minister Robillard.

Since February 1, 1993, the Immigration Act has required Convention refugees in Canada to provide a satisfactory identity document in order to obtain permanent resident status. Experience to date has shown that only refugees from Somalia and Afghanistan have been unable, in large numbers, to satisfy this requirement. Citizenship and Immigration Canada (CIC) retains the ability to use a case-by-case approach for refugees from elsewhere in the world, who cannot, for good reason, approach their governments to obtain identity documents.

It is estimated that, this year, nearly 2,000 people will be eligible to apply for permanent residence as members of this class. By the end of 1998, almost half of the refugees affected will be eligible to apply. The Minister added: "I invite all persons eligible for this program to contact their local CIC telecentre for additional information and application kits as of January 31."

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Joanne John
Public Affairs
(613) 941-7040

Visit our Internet site : <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

22 janvier 1997

97-05

Lucienne Robillard annonce l'instauration de la catégorie des réfugiés au sens de la Convention se trouvant au Canada sans pièces d'identité

OTTAWA - M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui que les dispositions réglementaires de la nouvelle catégorie des réfugiés au sens de la Convention se trouvant au Canada sans pièces d'identité entreront en vigueur le 31 janvier 1997.

Ces dispositions permettront à des réfugiés au sens de la Convention se trouvant au Canada, originaires de pays désignés et incapables d'obtenir des pièces d'identité satisfaisantes, de présenter une demande de résidence permanente cinq ans après avoir obtenu une décision favorable de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié. On estime à 7 500 le nombre de réfugiés de la Somalie et de l'Afghanistan, qui n'ont pu obtenir de pièces d'identité acceptables en raison de guerres civiles qui perdurent et de l'absence de services gouvernementaux pouvant délivrer des documents officiels.

«J'ai examiné soigneusement l'ensemble des commentaires reçus au cours de la période de publication préalable. Je comprends et partage les inquiétudes d'ordre humanitaire exprimées par certains organismes, qui ont fait valoir que nous devrions trouver une solution plus généreuse à la situation difficile des réfugiés somaliens et afghans au Canada. Si je ne me souciais que des circonstances propres aux communautés touchées, je réagis sans doute différemment à ces représentations. En ma qualité de ministre responsable de l'immigration au Canada, je dois m'assurer que toutes les dispositions nécessaires sont prises pour établir les antécédents et la moralité des personnes qui demandent la résidence permanente. Par ailleurs, il faut faire en sorte que nos pratiques en matière d'asile ne fassent l'objet d'abus de la part de ceux qui cherchent à dissimuler leur identité et que le Canada continue de faire preuve de générosité à l'endroit de ceux qui méritent notre protection. Pour ces raisons, nous avons décidé que le plan d'action que reflètent les propositions que j'ai présentées plus tôt cet automne, et qui ont fait l'objet d'une publication préalable le 16 novembre, est le mieux indiqué», a dit la ministre Robillard.

Depuis le 1^{er} février 1993, la *Loi sur l'immigration* exige des réfugiés au sens de la Convention se trouvant au Canada de fournir une pièce d'identité satisfaisante pour obtenir le statut de résident permanent. Jusqu'à ce jour, seuls les réfugiés originaires de la Somalie et de l'Afghanistan n'ont pu, en grand nombre, se plier à cette exigence. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) conserve la capacité d'étudier au cas par cas le dossier des réfugiés d'ailleurs dans le monde qui ne peuvent, pour des motifs raisonnables, contacter leur gouvernement afin d'obtenir une pièce d'identité.

On estime que près de 2 000 personnes pourront demander la résidence permanente à titre de membres de cette catégorie dès cette année. D'ici la fin de 1998, c'est près de la moitié des réfugiés concernés qui auront eu le droit de présenter leur demande. «J'invite les personnes admissibles à ce programme à contacter leur télécentre local du CIC pour de plus amples renseignements et pour obtenir la trousse de demande dès le 31 janvier prochain», a ajouté la Ministre.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Joanne John
Affaires publiques
(613) 941-7040

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.com>



Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada

CAI
-NDG

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

February 19, 1997

97-08

Minister Announces Appointments to the Immigration and Refugee Board

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal, Vancouver, and Toronto. These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Montreal

Patricia Davey, a former social worker, teacher and human rights investigator and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1989, has been reappointed as a part-time member.

Madeleine Dupont-Lévesque, a nurse and lawyer, has been appointed to her first mandate with the IRB.

Vancouver

Marcelle Brisson, a former social worker and counsellor, past Secretary General of the International Social Service (Geneva) and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1989, has been reappointed to the Board.

Barbara Louise Hodgins, a public policy consultant and independent documentary film-maker, former director of the Western Resources Program with the Institute for Research on Public Policy and past Vice-President, Western Division and Senior Economist with the C.D. Howe Institute (Calgary), is appointed for a first IRB mandate.

Toronto

Heytram Maraj, a legal researcher, former administrator with the Government of Guyana and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1989, has been reappointed to the Board.

Judith Ramirez, a former social worker with the Ontario Ministry of Justice, past Program Director of the Immigrant Women's Centre, founder of Intercede--a community-based immigrant advocacy group--and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1989, has been reappointed to the Board.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

19 février 1997

97-08

La Ministre annonce des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal, Vancouver et Toronto. Ces nominations s'inscrivent dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Elles se répartissent comme suit :

Montréal

Patricia Davey, ancienne travailleuse sociale, enseignante et investigatrice en matière de droits de la personne, et membre de la Section du statut de réfugié à la CISR depuis 1989, est nommée à nouveau à la Commission, à temps partiel.

Madeleine Dupont-Lévesque, infirmière et avocate, est nommée pour un premier mandat auprès de la CISR.

Vancouver

Marcelle Brisson, ancienne travailleuse sociale et conseillère, ex-secrétaire générale du Service social international (Genève) et membre de la Section du statut de réfugié à la CISR depuis 1989, est nommée à nouveau à la Commission.

Barbara Louise Hodgins, conseillère en politiques publiques et documentariste indépendante, ancienne directrice du Western Resources Program auprès de l'Institute for Research on Public Policy et ancienne vice-présidente de la Western Division, et économiste principale auprès de l'Institut C.D. Howe (Calgary), est nommée pour un premier mandat auprès de la CISR.

Toronto

Heytram Maraj, chargé de recherche en droit, ancien administrateur auprès du gouvernement de la Guyana et membre de la Section du statut de réfugié à la CISR depuis 1989, est nommé à nouveau à la Commission.

Judith Ramirez, ancienne travailleuse sociale au ministère de la Justice de l'Ontario, ex-directrice des programmes au Centre de préparation à l'emploi pour les immigrantes, fondatrice d'Intercede -- un groupe d'intervention auprès des immigrantes dans la collectivité -- et membre de la Section du statut de réfugié à la CISR depuis 1989, est nommée à nouveau à la Commission.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par le biais de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut de réfugié au sens de la Convention, les appels et les enquêtes de l'immigration, et l'examen des motifs de détention.

- 30 -

Pour renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

February 20, 1997

97-09

Amendments to the *Citizenship Act* and the *Immigration Act*

OTTAWA-- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Saint-Henri-Westmount, has just introduced a Bill to amend the *Citizenship Act* and the *Immigration Act*. These legislative amendments are designed to protect Canada's national security.

The amendments will make it possible for the Governor in Council to appoint a judge to replace the Security Intelligence Review Committee (SIRC) when the Committee is of the opinion that it cannot fulfil its mandate because of the appearance of bias, a conflict of interest or any other reason. Without these amendments, the Minister could be obliged to grant citizenship to a person who might be a threat to our national security.

"Canada is a welcoming country, but Canadians would not tolerate -- and I will never tolerate -- anyone abusing their generosity or endangering their health and safety. We cannot and we must not grant Canadian citizenship to people who pose a threat to national security," Ms. Robillard stated.

These legislative changes guarantee the protection of basic human rights under the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

Attached is a list of the highlights of the Bill.

-30-

Contact: Benoît Chiquette
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site : <http://cicnet.ingenia.com>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada

Amendments to the *Citizenship Act* and the *Immigration Act*

HIGHLIGHTS

The key highlights of the Bill are:

If the Security Intelligence Review Committee (SIRC) is of the opinion that it cannot fulfil its mandate, it terminates its investigation and informs the Minister and the person being investigated.

A retired judge of an upper level jurisdiction may be appointed to act in place of the SIRC when the Committee cannot fulfil its mandate as set out in the *Citizenship Act* or the *Immigration Act*.

The Governor in Council may appoint a retired higher court judge for a period of three to five years to perform the functions set out in subsections 19(4), (5) and (6) of the *Citizenship Act*, and in subsections 39 (5) and (6) to (10), as well as in subsections 81 (4) and (5) to (8) of the *Immigration Act*.

The Minister may assign cases for which the SIRC has terminated its investigation to the appointed person.

The Bill contains an interim provision to cover court decisions regarding the SIRC's ability to perform its functions, rendered before the Bill came into effect. However, the decision must be final and without appeal.

Similar amendments are being made to sections of the *Immigration Act* to correct situations in which SIRC may be unable to fulfil its role in the issuance of security certificates in cases of permanent residents who pose serious security threats to Canada and persons of serious security concern who are making appeals against removal decisions or family reunification visa decisions on the basis of special circumstances.

News Release

CAI
92
-126

Publication (1000)

FOR IMMEDIATE RELEASE

February 21, 1997

97-10

Minister Robillard to Visit Paris and London

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, will make a working visit to Paris and London from February 24 to February 28.

In Paris (February 24-25), Madame Robillard will discuss a variety of immigration issues with the Minister of the Interior, Monsieur Jean-Louis Debré, with the Minister of *l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration*, Monsieur Jean-Claude Gaudin, and with the Minister of State for *la Ville et de l'Intégration*, Monsieur Eric Raoult. She will also meet officials responsible for France's refugee determination process and the integration of immigrants, as well as officials of the Canadian Embassy and the Quebec Delegation.

In London (February 26-28), the Minister will hold talks with the Rt. Hon. Jeremy Hanley, M.P., Minister of State for Foreign and Commonwealth Affairs, and with the Rt. Hon. Ann Widdicombe, M.P., Senior Home Office Minister for Immigration, Nationality and Refugees, on topics of mutual concern. There will also be discussions with senior representatives of the Home Office, with the spokesperson for the Labour Party on immigration matters, Mr Douglas Henderson, M.P., and with officials of the Canadian High Commission.

As 1997 represents the 50th Anniversary of Canadian citizenship, Minister Robillard will attend a citizenship ceremony in Paris to mark the granting of citizenship to people who were born outside of Canada of a Canadian parent and have chosen to identify themselves with our country.

-30-

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Joanne John
Media Relations
(613) 941-7040

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

21 février 1997

97-10

La ministre Robillard se rendra à Paris et à Londres

OTTAWA - Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, ira en mission à Paris et à Londres du 24 au 28 février.

À Paris (du 24 au 25 février), madame Robillard s'entretiendra de diverses questions concernant l'immigration avec le ministre de l'Intérieur, monsieur Jean-Louis Debré, avec le ministre de l'Aménagement du territoire, de la Ville et de l'Intégration, monsieur Jean-Claude Gaudin, et avec le ministre d'État à la Ville et à l'Intégration, monsieur Eric Raoult. Elle rencontrera aussi des hauts fonctionnaires s'occupant du processus français de détermination du statut de réfugié et de l'intégration des immigrants, ainsi que des dirigeants de l'Ambassade canadienne et de la Délégation du Québec.

À Londres (du 26 au 28 février), la Ministre aura des entretiens sur des sujets d'intérêt commun avec le Très honorable Jeremy Hanley, député, ministre d'État aux Affaires étrangères du Royaume-Uni, et avec la Très honorable Ann Widdicombe, députée, ministre principale du Home Office pour l'Immigration, la Nationalité et les Réfugiés. Elle aura également des discussions avec des dirigeants du Home Office, avec le porte-parole du Parti travailliste pour l'immigration, monsieur Douglas Henderson, député, et avec des dirigeants du Haut-commissariat du Canada.

Comme le 50^e anniversaire de la citoyenneté canadienne est célébré en 1997, madame Robillard participera à Paris à une cérémonie soulignant l'attribution de la citoyenneté à des personnes nées à l'étranger d'un parent canadien et ayant choisi de s'identifier à notre pays.

-30-

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Joanne John
Relations avec les médias
(613) 941-7040

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

February 28, 1997

97-11

Appointments to the Immigration and Refugee Board

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Montreal. These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Jean-Pierre Beauquier, former member of Quebec's *Régie des alcools, des courses et des jeux*, past member of the administrative committee of the Order of Pharmacists, and from 1989 to 1990, Executive Vice-President of *Le Secrétariat de l'enseignement professionnel du Québec*. He has been appointed to his first mandate with the IRB.

Yves Boisrond, a lawyer and former teacher, and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1994 has been reappointed to the Board.

Charles DeBlois is a former journalist and Member of Parliament. He is a member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1994 and has been reappointed to the Board.

Luciano Del Negro, a lawyer, former member of the Quebec Parole Board and Coordinator with the *Office des ressources humaines, Bureau d'égalité en emploi* (Government of Quebec), has been appointed to his first mandate with the IRB.

Giuseppe Manno, a former teacher who holds a doctorate in law, past president of the Italian-Canadian National Congress (Quebec Region) and member of the Convention Refugee Determination Division of the IRB since 1994, has been reappointed to the Board.

Joel Moss, a social worker, counsellor and former Executive Director of the Jewish Immigrant Aid Services (Montreal), has been appointed to his first mandate with the IRB.

Ludmila Pergat, a communications specialist and former policy advisor on cultural affairs with the Government of Quebec, has been appointed to her first mandate with the IRB.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

28 février 1997

97-11

Nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Montréal. Ces nominations s'inscrivent dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Elles se répartissent comme suit :

Jean-Pierre Beauquier, ancien membre de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec, ainsi que du comité administratif de l'Ordre des pharmaciens, il a occupé le poste de vice-président directeur du Secrétariat de l'enseignement professionnel du Québec de 1989 à 1990. Il entreprend son premier mandat à la CISR.

Yves Boisrond, avocat et ancien enseignant, il est membre de la Section du statut de réfugié de la CISR depuis 1994. Il voit son mandat reconduit à la Commission.

Charles DeBlois, anciennement député et journaliste, il est membre de la Section du statut de réfugié de la CISR depuis 1994. Il voit son mandat reconduit à la Commission.

Luciano Del Negro, avocat, il a été membre de la Commission des libérations conditionnelles du Québec et coordonnateur du Bureau d'égalité en emploi de l'Office des ressources humaines (gouvernement du Québec). Il entreprend son premier mandat à la CISR.

Giuseppe Manno, ancien enseignant, il détient un doctorat en droit. Il a déjà occupé le poste de président du Congrès national des Italo-Canadiens (Québec). Il est membre de la Section du statut de réfugié de la CISR depuis 1994. Il voit son mandat reconduit à la Commission.

Joel Moss, travailleur social et conseiller, et ex-directeur exécutif des Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs (Montréal), il entreprend son premier mandat à la CISR.

Ludmila Pergat, spécialiste en communications et anciennement conseillère en politique relativement aux affaires culturelles pour le gouvernement du Québec, elle entreprend son premier mandat à la CISR.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par le biais de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut de réfugié au sens de la Convention, les appels et les enquêtes de l'immigration, et l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064



Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ingenia.com>



Gouvernement du Canada
Government of Canada

Canada

CAI
-N26

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 7, 1997

97-12

MINISTER ROBILLARD ANNOUNCES AN ADDITIONAL \$63 MILLION FOR THE SETTLEMENT OF IMMIGRANTS

OTTAWA — The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount today announced that an additional \$63 million will be made available for immigrant settlement activities in 1996/97 and in each of the three following years.

The additional funding will be divided among the provinces (except Quebec which signed the Canada-Québec Accord in 1991) and territories based largely on the number of immigrants they receive.

"We recognize the importance of immigrant settlement services and the additional \$63 million will allow us to better meet the settlement needs of newcomers," said Minister Robillard. "These services help newcomers to contribute more quickly to Canada's economic, political and social life."

Minister Robillard is also formally inviting all the provinces and territories to begin discussions that could lead to the realignment of the administration of settlement services. Currently, both federal and provincial governments administer these services, such as language training for adult immigrants. Under the realignment the provinces and territories would administer all settlement services on behalf of the federal government, thereby eliminating administrative overlap and duplication.

The federal government will continue to have the flexibility to respond to international humanitarian appeals and to ensure income support and immediate essential services for government-assisted refugees.

Settlement services include language training for adult newcomers, orientation services, interpretation and translation services and job counselling.

-30-

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ingenia.com>



Current and Proposed Allocations by Province and Territory
(excluding grant to Quebec, special programs for resettled refugees and other national initiatives)

Province	Initial 1996/97 allocations	Additional funds 1996-97	Proposed allocations 1997/98,1998/99,1999/00
Newfoundland	\$385,000	\$175,000	\$560,000
PEI	\$283,000	\$0	\$283,000
Nova Scotia	\$1,587,000	\$1,700,000	\$3,287,000
New Brunswick	\$519,000	\$70,000	\$589,000
Ontario	\$67,417,000	\$35,300,000	\$102,717,000
Manitoba	\$2,825,000	\$730,000	\$3,555,000
Saskatchewan	\$2,938,000	\$0	\$2,938,000
Alberta	\$10,302,000	\$2,900,000	\$13, 202,000
NWT	\$0	\$0	\$150,000
British Columbia	\$23,373,000	\$22,400,000	\$45,773,000
Yukon	\$0	\$0	\$150,000
Total	\$109,629,000	\$63,275,000	\$173,204,000

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 14, 1997

97-13

Reappointments to the Immigration and Refugee Board

Ottawa -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Toronto and Ottawa. These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Michele Antemia, a former translator, librarian and language teacher, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Renée Marcelle Bourassa, a lawyer specialising in administrative law and civil litigation, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Milagros Eustaquio, former Executive Director of the Peel Multicultural Council and past Director (Business Planning) with the Urban Transportation Development Corporation, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Elke Homsí, a former research supervisor (McMaster University), language teacher and businessperson, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Ian Kagedan, former Director of Government Relations with B'nai Brith Canada and author specialising in immigration, human rights and foreign policy issues, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Ottawa.

Ninette Kelly, a lawyer, and former consultant with the Anglican Church of Canada (Primate's World Relief and Development Fund) and the International NGO Working Group on Refugee Women, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Felix Mora, former National President of the Canadian Hispanic Congress, host and producer with the Telelatino TV Network and CHIN Radio and past Member of the Board of Presidents with the Canadian Ethnocultural Council, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Elena Schlanger, a former Program Specialist (Operations Officer) and Case Presenting Officer with Citizenship and Immigration Canada, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

Jose Andres Sotto, former Co-ordinator with Global Youth Leadership Development Network and past Director of the International Facilitating Committee for the Earth Summit (United Nations Conference on Environment and Development), has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division of the IRB in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette, Press Secretary
Office of the Minister (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

14 mars 1997

97-13

Renouvellements de nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

Ottawa -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des renouvellements de nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à Toronto et à Ottawa, par suite des recommandations du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Ce sont :

Michele Antemia, ex-traductrice, bibliothécaire et professeure de langue, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Renée Marcelle Bourassa, avocate spécialisée en droit administratif et en instances civiles, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Milagros Eustaquio, ex-directeur exécutif du «Peel Multicultural Council» et ancien directeur (planification opérationnelle) de la «Urban Transportation Development Corporation», a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Elke Homs, ancienne directrice de recherches (Université McMaster), professeure de langue et femme d'affaires, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Ian Kagedan, ex-directeur des relations gouvernementales pour B'nai Brith Canada et auteur se spécialisant dans l'immigration, les droits de la personne et la politique étrangère, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Ottawa.

Ninette Kelly, avocate et ex-consultante de l'Église anglicane du Canada (Le Fonds du Primat pour le secours et le développement) et du Groupe international de travail sur les revendicatrices du statut de réfugié, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Felix Mora, ex-président national du Canadian Hispanic Congress, animateur et producteur du Teletatino TV Network et de Radio CHIN et ancien membre du conseil des présidents pour le Canadian Ethnocultural Council, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Elena Schlanger, ex-spécialiste de programme (agente des opérations) et agente chargée de présenter les cas pour Citoyenneté et Immigration Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

Jose Andres Sotto, ex-coordonnateur au «Global Youth Leadership Development Network» et ancien directeur du comité international de facilitation au Sommet de la Terre (Comité des Nations Unies sur l'environnement et le développement), a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié de la CISR à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par le biais de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités : la détermination du statut de réfugié au sens de la Convention, les appels et les enquêtes de l'immigration, et l'examen des motifs de la détention

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette, Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre, (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI
CI
- N&L

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 17, 1997

97-14

Canada Exceeds Immigration Levels Plan for 1996

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced that actual immigrant landings for 1996 have exceeded the forecast for that year.

"Our actual figures for 1996 as compared to the forecast are tangible proof that the government does not follow a quota system in our immigration planning," said Minister Robillard. "The level of economic immigrants who came to Canada in 1996 shows that Canada remains an attractive destination for well trained workers with the necessary skills to perform in our labour market," the Minister added.

The Immigration Plan for 1996 set 195,000 - 220,000 as the overall range of immigrants and refugees. That number included 171,000 - 187,700 immigrants and 24,000 - 32,300 refugees. The actual number of landings exceeds the plan: a total of 225,313 immigrants and refugees in a breakdown of 196,998 immigrants and 28,315 refugees.

"Although the numbers are highest among economic immigrants, this does not mean that we have lessened our commitment to the family class," Minister Robillard stated. "It simply means that more economic immigrants have come forward and we must remember that they are often accompanied by family members (who are not counted as members of the family class) and will be sponsoring other family members in future to come to Canada," she added.

"We have also exceeded our humanitarian and compassionate objectives as is evidenced by the number of government assisted refugees who came to Canada in 1996: 7,846 set against the planned 7,300," Minister Robillard also noted.

The attached table shows the 1996 plan and actual range breakdowns by category.

- 30 -

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



1996 Landings by Immigrant Category

Immigrant Category	1996 PLAN	Actual
Skilled Workers	66,500 - 73,000	97,623
Business	18,000 - 20,500	22,387
Provincial/Territorial Nominees	1,000	223
Total Economic	85,500 - 94,500	120,233
Spouses, Fiancé(e)s and Children	47,000 - 51,000	43,615
Parents/Grandparents	31,000 - 34,700	24,550
Total Family	78,000 - 85,700	68,165
LCP - Principal Applicants	3,000	2,987
- Dependants	1,000	1,761
Deferred Removal Orders Class and Humanitarian and Compassionate	3,500	3,852
Total Other	7,500	8,600
Total Immigrant	171,000 - 187,700	196,998
Refugee		
Government Assisted	7,300	7,846
Privately Sponsored	2,700 - 4,000	3,073
Refugees Landed in Canada	12,000 - 18,000	13,842
Dependants Abroad	2,000 - 3,000	3,554
Total Refugee	24,000 - 32,300	28,315
TOTAL IMMIGRANT AND REFUGEE	195,000 - 220,000	225,313

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

17 mars 1997

97-14

Le Canada dépasse ses objectifs pour 1996 en matière d'immigration

OTTAWA -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui que le nombre réel d'immigrants admis en 1996 a été supérieur à ce qui était prévu.

« Les chiffres réels pour 1996, comparés aux prévisions, démontrent de façon concrète que le gouvernement n'a pas de quotas lorsqu'il planifie l'immigration, a indiqué M^{me} Robillard. Le nombre des immigrants de la composante économique arrivés en 1996 montre que le Canada demeure une destination de prédilection pour les travailleurs qualifiés qui possèdent des compétences en demande sur notre marché du travail », a ajouté la Ministre.

Selon le plan d'immigration pour 1996, le nombre total d'immigrants et de réfugiés devait se situer entre 195 000 et 220 000, soit de 171 000 à 187 700 immigrants et de 24 000 à 32 300 réfugiés. Le nombre réel de personnes ayant obtenu le droit d'établissement a été supérieur à ce que prévoyait le plan : 225 313 immigrants et réfugiés ont été admis, soit 196 998 immigrants et 28 315 réfugiés.

« Bien que le nombre d'immigrants de la composante économique soit le plus élevé, cela ne signifie pas que nous négligeons la catégorie de la famille, a précisé la Ministre. Cela signifie simplement qu'un plus grand nombre d'immigrants de la composante économique ont présenté des demandes, et il ne faut pas oublier que ces immigrants viennent souvent au Canada avec les membres de leur famille (qui ne sont pas considérés à ce moment comme faisant partie de la catégorie de la famille) et qu'ils parraineront eux-mêmes plus tard l'admission au Canada d'autres membres de leur famille. »

« Nous avons en outre dépassé nos objectifs d'ordre humanitaire comme le montre le nombre de réfugiés parrainés par le gouvernement en 1996, soit 7 846 par rapport au nombre prévu de 7 300 », a noté la Ministre.

Le tableau en annexe présente par catégorie les nombres prévus et les nombres réels pour 1996.

- 30 -

Pour renseignements :
Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Visitez notre site Internet: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Total des octrois du droit d'établissement par catégorie, 1996

Immigrants	Plan de 1996	Réel, 1996
Travailleurs qualifiés	66,500 - 73,000	97,623
Gens d'affaires	18,000 - 20,500	22,387
Candidats d'une province ou d'un territoire	1,000	223
Total composante économique	85,500 - 94,500	120,233
Conjoints, fiancé(e)s, enfants	47,000 - 51,000	43,615
Parents et grands-parents	31,000 - 34,700	24,550
Total composante familiale	78,000 - 85,700	68,165
Aides familiaux résidents		
- Requérants principaux	3,000	2,987
- Personnes à charge	1,000	1,761
Immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée et admis pour raisons humanitaires	3,500	3,852
Total autres	7,500	8,600
Total immigrants	171,000 - 187,700	196,998
Réfugiés		
Pris en charge par le gouvernement	7,300	7,846
Parrainés par le secteur privé	2,700 - 4,000	3,073
Réfugiés reconnus comme tels au Canada	12,000 - 18,000	13,842
Personnes à charge à l'étranger	2,000 - 3,000	3,554
Total réfugiés	24,000 - 32,300	28,315
Total immigrants et réfugiés	195,000 - 220,000	225,313

CAI
CI
- N26

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 18, 1997

97-15

Minister Lucienne Robillard maintains income cut-offs for family class sponsorships

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Saint-Henri-Westmount, today announced final publication in the Canada Gazette of the new regulations on sponsorship, while speaking before the Standing Committee on Citizenship and Immigration.

Pre-publication of the first draft amendments to the family class sponsorship program dates back to December 1995. As the Minister pointed out in her remarks to the Committee, "We took the time to listen and analyse the comments and concerns expressed by our various partners. The decisions we make in the field of immigration must be fair and balanced; they must be made with the utmost regard for the people involved; and they must be consistent with our values and priorities."

A study conducted in Metropolitan Toronto revealed that 86% of sponsors fulfil their undertakings toward the government and toward the family members they sponsor. There is no reason to believe that the number would be lower in other parts of the country. Since, on analysis, the study showed that the income cut-offs required for becoming a sponsor appear to be meeting realistic criteria, they will not be changed. If necessary, a spouse, including a common-law spouse, will be able to add his or her income to that of the sponsor to meet the financial requirements (in which case the spouse will be jointly and severally responsible in case of default). In addition, the government will now allow Canadian citizens residing abroad to apply to become a sponsor from outside Canada, provided that they plan to return to Canada with their family members.

"Canadians do not want their generosity taken for granted. It is therefore up to us to ensure that family class immigrants who wish to settle here can rely on assistance from the people they come to join. Immigrants wishing to bring in close family members make a commitment to take care of them from the moment they arrive in Canada. To preserve the integrity of the system, we cannot close our eyes to the minority who do not fulfil their undertakings," said Minister Robillard.

Rather than restructuring the entire system, the new measures will therefore target sponsors who default on their undertakings and will limit sponsorships by people who clearly would be unable to take on such responsibilities.

Stricter eligibility requirements and special administrative measures will be introduced for this purpose.

"We do not wish to penalize the vast majority of sponsors who are quite willing and able to fulfil their undertakings. Nor do we wish this to have a negative impact on immigration levels for the family class, which remains a cornerstone of our Immigration Program. That is why we are introducing fair and balanced measures. Our message is simple: we want to solve the problem of offenders, but not at the expense of a program which is tried and tested and is at the heart of Canadian values," said the Minister.



Minister Robillard also stressed the co-operative relationship that the Government of Canada hopes to maintain with the provincial and municipal governments in order to achieve a substantial reduction in default cases.

Under the Canada-Quebec Accord of 1991, Quebec has sole responsibility for financial criteria and undertakings relating to sponsorship. Measures concerning the financial aspects of sponsorship, the duration of undertakings and the requirement for separate agreements between sponsors and immigrants therefore do not apply. All other regulatory provisions do apply to sponsors in Quebec.

The regulations are set for publication in the Canada Gazette on April 2, 1997. The new measures will come into effect on April 1, 1997.

- 30 -

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

BACKGROUND

CHANGES TO SPONSORSHIP

Regulatory Changes ELIGIBILITY REQUIREMENTS

Current Requirements	Prepublished Requirements	Requirements to take effect April 1/97
<p>The Low-Income Cut-Off (LICO) is one factor in determining the ability to sponsor (applies to sponsors of parents, grandparents and fiancé(e)s).</p>	<p>Sponsors have to meet or exceed income requirements based on the formula $A+B+C$.</p> <p>Where A is 100% of LICO.</p> <p>Where B is an amount equal to 56% of the LICO for the member of the family class to be sponsored and all dependants of the member.</p> <p>Where C is an amount equal to 56% of the LICO for all persons and their dependents for whom the sponsor, or the sponsor's spouse has previously given an undertaking that is still in effect.</p> <p>Higher income level is mandatory (based on adjusted Low Income Cut-Off) applied to ensure that sponsor's income is sufficient to meet their needs as well as those of sponsored family member(s) and any previously sponsored family member(s).</p>	<p>Sponsors are expected to have 100% of LICO only.</p> <p>The sponsor's ability to meet the Low-Income Cut-Off is mandatory (applies to sponsors of parents, grandparents and fiancé(e)s).</p>
<p>No financial requirement to meet Low Income Cut-Off (LICO) when sponsoring children or spouse.</p>	<p>Same.</p>	<p>Same.</p>

Current Requirements	Prepublished Requirements	Requirements to take effect April 1/97
Minimal financial data required (applies to sponsors of parents, grandparents and fiancé(e)s).	LICO must be met for the 12 months before sponsoring.	As prepublished
The sponsorship undertaking is binding for a period of up to ten years as determined by the immigration officer.	All federally-administered sponsorship agreements binding for ten years.	As prepublished
No requirement.	Sponsors and the family member(s) they sponsor must sign an agreement confirming understanding of their mutual obligations and responsibilities.	As prepublished
No requirement.	Sponsor must not have been in receipt of social assistance or other social benefit during the twelve months before the application.	No requirement.
Sponsors who have defaulted on previous undertakings cannot sponsor again.	The sponsor and their co-signing spouse are denied future sponsorships if they are in default of a previous undertaking, transportation loan or Right of Landing Fee loan.	As prepublished.
No requirement	No requirement	People who are bankrupt are not eligible to sponsor.
No requirement.	Married applicants required to have their spouse co-sign the sponsorship.	Spouses of sponsors, including common-law spouses, must sign the undertaking and sponsorship agreement if they wish to have their income added to the sponsor's for the purpose of the financial test. They are then equally responsible for supporting the sponsored immigrant(s) and equally liable if there is a default.

Current Requirements	Prepublished Requirements	Requirements to take effect April 1/97
No requirement.	People who are in prison or subject to deportation are not eligible to sponsor. Those who are, or there are reasonable grounds to believe will be, the subject of a criminal justice or immigration enforcement action which could lead to their removal from Canada will have their sponsorship put in abeyance.	People who are in prison or subject to deportation are not eligible to sponsor. Those who are the subject of a criminal justice or immigration enforcement action which could lead to their removal from Canada will have their sponsorship held in abeyance.
Sponsor must be a Canadian citizen or permanent resident .	Same.	Same.
Sponsor must be at least 19 years old.	Same.	Same
Sponsor must be residing in Canada.	Same.	Same - but Canadian citizens residing abroad may now sponsor their spouse or minor child from abroad if they are returning to Canada with their family.

MINIMIZING ABUSE OF CANADA'S SOCIAL ASSISTANCE PROGRAMS

Current Situation	New Measures
Information exchanges exist with provinces and some Ontario municipalities.	Expand agreements to exchange information on default between Citizenship and Immigration Canada and provincial/municipal authorities; and
Limited capacity exists to record sponsorship defaults.	improve tracking systems to record instances of default in CIC information systems.
Limited information requested on the sponsor's income and financial obligations.	Require more in-depth information from sponsors on their income and financial obligations
Limited Citizenship and Immigration Canada contact with sponsors who have defaulted.	Reduce the cost of sponsorship default by intervening with defaulting sponsors at an earlier stage and recovering social assistance benefits granted to family class immigrants by developing and testing litigation criteria for possible national application.
The Minister must assign family class sponsorship undertakings to provinces who wish to take defaulting sponsors to Court	Delegate the authority to assign family class sponsorship undertakings to provinces to the Manager, CPC Mississauga
Limited verification and investigation of sponsorship information by CPC Mississauga	Increase verification and investigation of sponsorship information by CPC Mississauga
One form serves both as an application to sponsor and an undertaking. The space for the "undertaking" is severely limited. The consequences of default are found elsewhere, in the client guide.	Create a separate application to sponsor and undertaking form which clearly describes the sponsor's obligations and consequences of default
The client guide has limited information on the obligations and consequences of default	Provide more emphasis on the sponsor's and co-signer's obligations and consequences of default in the client guide.
Limited investigation of sponsorship fraud.	Investigate sponsorship fraud with the help of the RCMP and through other means.
Sponsors, who are unable to meet the Low Income Cut Offs on their own may combine their incomes with siblings in order to sponsor their parents or grand-parents.	The regulations allows only the sponsor's spouse (including common-law spouses) to have their income calculated in the income requirement. They must then sign the undertaking and sponsorship agreement, be equally obliged to support the relatives, and be equally responsible if there is a default.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 18 mars 1997

97-15

La ministre Lucienne Robillard maintient les seuils de revenus admissibles pour le parrainage de la catégorie de la famille

OTTAWA -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui la publication finale dans la Gazette du Canada des nouveaux règlements en matière de parrainage, lors de son témoignage devant le comité permanent de la Citoyenneté et de l'Immigration.

Rappelons tout d'abord que des propositions de modifications au programme de parrainage de la catégorie de la famille avaient fait l'objet d'une pré-publication en décembre 1995. "Nous avons pris le temps d'écouter et d'analyser les commentaires et les préoccupations exprimés par nos différents partenaires. Toutes nos décisions dans le domaine de l'immigration doivent témoigner du juste équilibre et du souci que nous apportons au traitement des individus, dans le respect de nos valeurs et de nos priorités", a souligné la Ministre.

Une étude menée dans la grande région de Toronto a révélé que 86% des répondants respectent les engagements qu'ils ont contractés envers les membres de leur famille qu'ils parrainent et envers le gouvernement et rien n'indique que ce pourcentage ne pourrait pas être plus élevé ailleurs au Canada. C'est pourquoi, à l'analyse, les seuils de revenus requis pour être admissible à parrainer apparaissent répondre à des critères réalistes et ne seront donc pas modifiés. Au besoin le conjoint, y compris le conjoint de fait, pourra ajouter ses revenus à ceux du répondant pour répondre aux exigences financières (auquel cas le conjoint sera solidairement responsable en cas de défaut). De plus, le gouvernement permettra dorénavant à des citoyens canadiens résidant à l'étranger de faire les démarches de parrainage à l'extérieur du Canada, dans la mesure où ils souhaitent revenir au Canada avec les membres de leur famille.

"Les Canadiens ne veulent pas que l'on tienne leur générosité pour acquise. Nous devons donc nous assurer que les immigrants de la catégorie de la famille qui viennent s'établir ici peuvent compter sur l'aide des personnes qu'ils viennent rejoindre. Les immigrants désirant faire venir ici des proches parents prennent l'engagement de s'occuper d'eux à partir du moment de leur arrivée. Pour préserver l'intégrité du système, nous ne pouvons fermer les yeux sur la minorité qui ne respecte pas ses engagements", a par ailleurs indiqué madame Robillard.

Au lieu de remanier le système dans son ensemble, les nouvelles mesures cibleront donc les garants qui manquent à leurs obligations et restreindront la possibilité de parrainer pour les personnes qui, de toute évidence, ne pourraient s'engager dans un tel processus.

À cette fin, des critères d'admissibilité plus rigoureux, ainsi que des mesures administratives sont introduits.

"Nous ne voulons pas pénaliser la grande majorité des répondants qui sont tout à fait disposés à respecter leurs engagements. Nous ne voulons pas non plus que cela se répercute de façon négative sur les niveaux d'immigration dans la catégorie de la famille, qui est une pierre angulaire de notre programme d'immigration. C'est pourquoi nous introduisons des mesures justes et équilibrées. Le message est simple : nous voulons régler le problème des contrevenants, mais pas au détriment d'un programme qui a fait ses preuves et qui est au coeur de nos valeurs canadiennes", a rappelé la Ministre.



La ministre Robillard a également insisté sur la collaboration que le gouvernement du Canada souhaite maintenir avec les provinces et les administrations municipales, en vue d'en arriver à une réduction marquée des cas de manquements.

En vertu de l'Accord Canada-Québec (1991), le Québec est seul responsable des critères financiers et des engagements en matière de parrainage. Par conséquent, les mesures liées aux aspects financiers du parrainage, à la durée de l'engagement et à l'exigence d'un engagement distinct entre le répondant et l'immigrant ne s'appliquent pas. Toutes les autres dispositions réglementaires s'appliquent aux répondants du Québec.

Les dispositions réglementaires seront publiées dans la Gazette du Canada le 2 avril 1997. Les nouvelles mesures entreront en vigueur le 1er avril 1997.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse,
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

MODIFICATIONS AU PROGRAMME DE PARRAINAGE

Modifications au Règlement CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ

Critères actuels	Critères publiés préalablement	Critères entrant en vigueur le 1 ^{er} avril 1997
<p>Le seuil de faible revenu (SFR) n'est qu'un des facteurs dont on tient compte pour déterminer l'aptitude à parrainer un immigrant (s'applique aux répondants de parents, grands-parents, fiancé(e)).</p>	<p>Les répondants doivent avoir un revenu égal ou supérieur au revenu déterminé selon la formule A+B+C dans laquelle :</p> <p>A est égal à 100 % du SFR.</p> <p>B est un montant égal à 56 % du SFR pour le membre de la catégorie de la famille qui doit être parrainé et toutes les personnes à charge de ce membre.</p> <p>C est un montant égal à 56 % du SFR pour toutes les personnes et les personnes à leur charge à l'égard desquelles le répondant, ou le conjoint du répondant a déjà pris un engagement qui est encore en vigueur.</p> <p>Revenu supérieur obligatoire (basé sur le seuil de faible revenu corrigé) afin de garantir que le revenu du répondant est suffisant pour répondre à ses besoins ainsi qu'à ceux du(des) membre(s) de la famille parrainée et de ceux de toute famille déjà parrainée.</p>	<p>Les répondants doivent avoir un revenu égal à 100 % du SFR seulement.</p> <p>Le répondant doit satisfaire obligatoirement au critère du seuil de faible revenu (s'applique aux répondants de parents, grands-parents et fiancé(e)).</p>

Critères actuels	Critères publiés préalablement	Critères entrant en vigueur le 1 ^{er} avril 1997
Pour le parrainage des enfants ou du conjoint, il n'est pas nécessaire de satisfaire au critère financier du seuil de faible revenu (SFR).	Même critère	Même critère
Minimum de renseignements sur la situation financière (s'applique aux répondants de parents, grands-parents et fiancé(e)).	Le critère du SFR doit être rempli pendant les 12 mois avant le parrainage.	Voir le règlement publié préalablement.
L'engagement de parrainage est exécutoire pendant une période pouvant atteindre dix ans, comme l'a déterminé l'agent d'immigration.	Toutes les ententes de parrainage administrées par le gouvernement fédéral ont un caractère exécutoire pendant dix ans.	Voir le règlement publié préalablement.
N'est pas un critère actuellement.	Les répondants et les membres de la famille qu'ils parrainent doivent signer une entente confirmant qu'ils comprennent bien leurs obligations et responsabilités mutuelles.	Voir le règlement publié préalablement.
N'est pas un critère actuellement.	Le répondant ne doit pas avoir reçu d'aide sociale ou d'autres prestations d'aide au cours des douze mois précédant la demande.	Ce critère n'existe plus.
Les répondants ayant manqué à un engagement précédant ne sont plus admissibles comme répondants.	Le répondant et son conjoint co-signataire ne sont pas autorisés à prendre un engagement de parrainage s'ils ont manqué à un engagement précédent, ou s'ils sont en défaut de remboursement d'un prêt de transport ou d'un prêt consenti aux fins du droit exigé pour l'établissement.	Voir le Règlement publié préalablement.

Critères actuels	Critères publiés préalablement	Critères entrant en vigueur le 1 ^{er} avril 1997
N'est pas un critère actuellement.	N'est pas un critère actuellement.	Les personnes en faillite ne sont pas admissibles comme répondants.
N'est pas un critère actuellement.	Les requérants mariés doivent faire signer la demande par leur conjoint.	Le conjoint du répondant, y compris le conjoint de fait, doit signer l'engagement et l'entente de parrainage s'il veut que son revenu soit ajouté à celui du répondant aux fins de l'évaluation de la situation financière. Les deux personnes sont alors également responsables de subvenir aux besoins de l'immigrant parrainé et redevables en cas de manquement à l'engagement.
N'est pas un critère actuellement.	Les personnes emprisonnées ne sont pas admissibles comme répondants. Celles qui font l'objet ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'elles font l'objet d'une procédure pénale ou d'une mesure d'application de la <i>Loi sur l'immigration</i> pouvant entraîner leur renvoi sera mise en attente.	Les personnes emprisonnées ou qui sont susceptibles d'être déportées ne sont pas admissibles comme répondants, et la demande de celles qui font l'objet d'une procédure pénale ou d'une mesure d'application de la <i>Loi sur l'immigration</i> pouvant entraîner leur renvoi est mise en attente.
Le répondant doit être citoyen canadien ou résident permanent.	Même critère.	Même critère.
Le répondant doit être âgé d'au moins 19 ans.	Même critère.	Même critère.
Le répondant doit résider au Canada.	Même critère.	Même critère. Cependant, les citoyens canadiens résidant à l'étranger sont maintenant autorisés à parrainer leur conjoint ou enfant mineur de l'étranger, s'ils reviennent au Canada avec leur famille.

RÉDUIRE LE PLUS POSSIBLE LES ABUS À L'ÉGARD DES PROGRAMMES D'AIDE SOCIALE DU CANADA

Situation actuelle	Nouvelles mesures
Échanges d'informations avec les provinces et quelques municipalités ontariennes.	Élargissent les ententes visant à améliorer l'échange d'informations sur les manquements entre CIC et les autorités provinciales et municipales, et
Capacité limitée pour ce qui est d'enregistrer les manquements au parrainage.	permettent d'améliorer les systèmes de suivi pour enregistrer les cas de manquements dans les systèmes d'information de CIC.
Limites quant aux informations recueillies sur les revenus et les obligations financières des répondants.	Permettent d'exiger plus de détails des répondants sur leurs revenus et leurs obligations financières
Contacts limités entre CIC et les répondants manquant à leurs obligations.	Réduisent les coûts entraînés par les manquements en permettant d'intervenir plus tôt auprès des répondants, et permettent de récupérer les prestations d'aide sociale versées aux immigrants de la catégorie des parents grâce à l'élaboration et à la mise à l'essai de critères de recours juridiques pouvant s'appliquer à l'échelle nationale.
La Ministre doit céder les engagements de parrainage de membres de la catégorie des parents aux provinces qui désirent poursuivre en justice les répondants manquant à leurs obligations.	Permettent de déléguer au directeur du CTD de Mississauga le pouvoir de céder les engagements de parrainage de membres de la catégorie des parents aux provinces.
Limites quant à la vérification et aux enquêtes portant sur les renseignements relatifs aux dossiers de parrainage par le CTD de Mississauga.	Permettent d'intensifier les activités de vérification et d'enquête du CTD de Mississauga sur les renseignements relatifs aux dossiers de parrainage.
Le même formulaire sert à présenter une demande et à l'engagement de parrainage. La portion réservée à l'engagement est très limitée. La partie sur les conséquences des manquements se trouve ailleurs, dans le guide du client.	Permettent de créer un formulaire pour la demande et un autre pour l'engagement, qui énoncent clairement les obligations du répondant et les conséquences des manquements.

Situation actuelle	Nouvelles mesures
Le guide du client renferme des informations limitées sur les obligations et sur les conséquences des manquements.	Permettent de mettre l'accent, dans le guide du client, sur les obligations du répondant et du cosignataire ainsi que sur les conséquences des manquements.
Limites quant aux enquêtes sur les fraudes en matière de parrainage.	Permettent d'enquêter sur les fraudes en matière de parrainage avec l'aide de la GRC et par d'autres moyens.
Les répondants qui ne peuvent répondre eux-mêmes aux critères sur les revenus minimum peuvent combiner leurs revenus à ceux de leurs frères et sœurs pour pouvoir parrainer leur père, leur mère ou leurs grands-parents.	Le Règlement permet qu'on tienne compte des revenus du conjoint du répondant (y compris les conjoints de fait) dans le calcul des revenus. Ils signent le formulaire d'engagement et de parrainage et ont l'égale responsabilité de soutenir les parents. Ils sont aussi également responsables de tout manquement aux obligations.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 21 mars 1997

97-17

La ministre Robillard annonce le nouveau programme d'immigration des investisseurs

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui la publication préalable dans la Gazette du Canada de mesures visant la restructuration du programme d'immigration des investisseurs.

Le Programme d'immigration des investisseurs (PII) a été mis en oeuvre en 1986 dans le but d'attirer au Canada des gens d'affaires d'expérience et des capitaux de placement. Depuis la création du PII, des fonds de placement s'élevant à 3,75 milliards de dollars ont été investis au Canada et plus de 33 000 emplois ont été créés. Les investisseurs comptent pour environ 3 % de tous les immigrants accueillis chaque année au Canada.

"Le programme que j'annonce aujourd'hui mettra un accent particulier sur la création d'emploi et les investissements au Canada tout en garantissant une plus grande intégrité d'un programme déjà fort bénéfique pour notre pays. De plus, ce nouveau programme fera appel au dynamisme et à l'expertise tant du secteur privé que du secteur public ce qui nous permettra de mieux soutenir la concurrence sur le marché mondial", a indiqué madame Robillard.

En proposant de nouvelles dispositions réglementaires, le gouvernement vise les quatre objectifs suivants :

- poursuivre la recherche d'avantages économiques;
- réduire les possibilités d'abus;
- simplifier le programme et en diminuer le fardeau administratif;
- partager davantage les responsabilités pour la gestion et l'exécution du programme avec les provinces et les territoires et leur donner un plus grand pouvoir pour ce qui est de décider ce qui leur est bénéfique sur le plan économique.

En vertu des dispositions réglementaires proposées, le placement minimal prévu au système des catégories pour encourager l'investissement dans toutes les provinces sera modifié. À l'heure actuelle, le placement minimal est de 250 000 \$ dans les provinces de catégorie 1 et de 350 000 \$ dans celles de catégorie 2. Les montants seront portés à 350 000 \$ à Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Manitoba, en Saskatchewan, en Nouvelle-Écosse et dans les Territoires (provinces de catégorie 1), et à 450 000 \$ au Québec, en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique (provinces de catégorie 2).

Le nouveau programme prévoit une meilleure répartition des investissements, 60 % des capitaux devant être investis dans des petites et moyennes entreprises. Les provinces pourront orienter l'autre 40% dans des investissements en fonction de leurs priorités. Les critères de sélection de base pour l'admission des investisseurs au Canada demeurent les mêmes.

La gestion et l'exécution du nouveau programme seront partagées avec les provinces et les territoires. Ainsi, les provinces et territoires jouiront du pouvoir et de la souplesse nécessaires pour orienter les placements selon leurs priorités. Les placements continueront toutefois à être investis dans les petites et moyennes entreprises, que le programme vise à favoriser. Le secteur privé pourra participer au nouveau programme. Les fonds et les entreprises gérés par le secteur privé pourront continuer à gérer les fonds approuvés en vertu de l'ancien programme, selon les engagements de ces derniers. Dans le programme remanié, les provinces pourront soit gérer des fonds elles-mêmes, soit nommer des gestionnaires du secteur privé pour gérer les fonds de leur gouvernement, soit approuver l'établissement de fonds du secteur privé dont les gestionnaires sont des courtiers en valeurs mobilières ou des sociétés de fiducie.

Les nouvelles dispositions ne s'appliquent pas au programme d'immigration des investisseurs du Québec. Le Québec administre son propre programme des immigrants investisseurs en vertu de l'Accord Canada-Québec de 1991 et des discussions ont été entamées afin que la province harmonise certaines de ses dispositions réglementaires aux modifications proposées par le gouvernement du Canada.

Ces dispositions réglementaires feront l'objet d'une publication préalable dans la *Gazette du Canada* le 22 mars 1997. La Ministre prévoit que le nouveau programme d'immigration des investisseurs entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

COMPARAISON ENTRE LES DIFFÉRENTES VERSIONS DU PROGRAMME

DURÉE DU PROGRAMME	ANCIEN PROGRAMME avant le 31 décembre 1994	MORATOIRE du 1 ^{er} novembre 1994 au 1 ^{er} juillet 1996	PROGRAMME PROVISOIRE du 1 ^{er} juillet 1996 au 30 juin 1997	RÈGLEMENT PROPOSÉ à partir du 1 ^{er} juillet 1997
PLACEMENT MINIMAL				
CATÉGORIE I	250 000 \$	250 000 \$	250 000 \$	350 000 \$
CATÉGORIE II	350 000 \$	350 000 \$	350 000 \$	450 000 \$
CATÉGORIE III	500 000 \$ (garanti)	500 000 \$ (garanti)	500 000 \$ (garanti)	pas de catégorie III
PÉRIODE MINIMALE DE RETENUE	5 ans	5 ans	5 ans	5 ans
ACCORD DU FONDS	Le fédéral avec la recommandation de la province	Pas de nouveaux projets ou fonds agréés par le fédéral	La province, puis le fédéral	La province, puis le fédéral
OPTIONS DES INVESTISSEURS pour un montant minimal	<ul style="list-style-type: none"> Projets agréés Fonds de capital-risque administré par le secteur privé Fonds de capital-risque administré par le gouvernement 	<ul style="list-style-type: none"> Les entreprises ou les fonds déjà agréés seulement 	<ul style="list-style-type: none"> Nouveaux fonds de capital-risque administrés par la province Prolongement de fonds de capital-risque administrés par la province déjà agréés 	<ul style="list-style-type: none"> Sociétés sous contrôle de la province Membre de l'Association canadienne des courtiers en valeur mobilières Compagnies de fiducie sous contrôle canadien
PLACEMENTS ADMISSIBLES dans une petite ou moyenne entreprise canadienne	1) placement minimal de 70 % dans : une entreprise sous contrôle canadien ayant des actifs de moins de 35 M \$ dans des opérations commerciales significatives, avec interdictions dans : <ul style="list-style-type: none"> immobilier revenu de placement refinancement 2) aucune opération factice 3) aucune garantie de rendement du placement (catégories I et II) 4) maximum de 30 % dans des valeurs canadiennes liquides	Status quo	Status quo	1) un minimum de 60 % dans des entreprises canadiennes ayant des actifs bruts de moins de 50 M \$ dans des opérations commerciales significatives, avec des interdictions dans : <ul style="list-style-type: none"> immobilier résidentiel revenu de placement refinancement location - projets d'au plus 50 M \$ 2) les provinces peuvent orienter un maximum de 40 % vers les priorités provinciales de placement.
SUIVI, CONFORMITÉ ET EXÉCUTION	Fédéral - rapports trimestriels - suspension du fonds pour non-conformité.	Fédéral Status quo	Fédéral Status quo	Aucune restriction du fédéral. Les provinces doivent faire rapport à CIC.

NOTA : GRAS = NOUVEAU

PROGRAMME D'IMMIGRATION DES INVESTISSEURS
IMMIGRANT INVESTOR PROGRAM
1986-1996

Province	Subscriptions		Investors*		Jobs Created**	
	Souscriptions		Investisseurs		Emplois créés	
	(\$,000)	%	(NV)	%	No./Nbre	%
ALTA/ALB.	318 450	8.5	633	4.5	3 546	10.5
B.C./C.-B.	360 200	9.6	7 431	53.4	5 767	17.1
MAN.	224 700	6.0	115	0.8	2 448	7.2
N.B./N.-B.	130 300	3.5	15	0.1	663	2.0
Nfld./T.-N.	44 550	1.2	11	0.1	397	1.2
N.S./N.-É.	291 100	7.8	283	2.0	2 237	6.6
ONT.	130 550	3.5	3 030	21.8	991	2.9
P.E.I./P.-É.	207 700	5.5	24	0.2	838	2.5
QC	1 470 000	39.2	2 188	15.7	9 825	29.1
SASK.	570 400	15.2	185	1.3	7 045	20.9
N.W.T./T.N.-O.	3 150	0.1	-	-	11	0.0
YUK.	-	-	-	-	-	-
Total	3 751 100	100	13 915	100	33 768	100

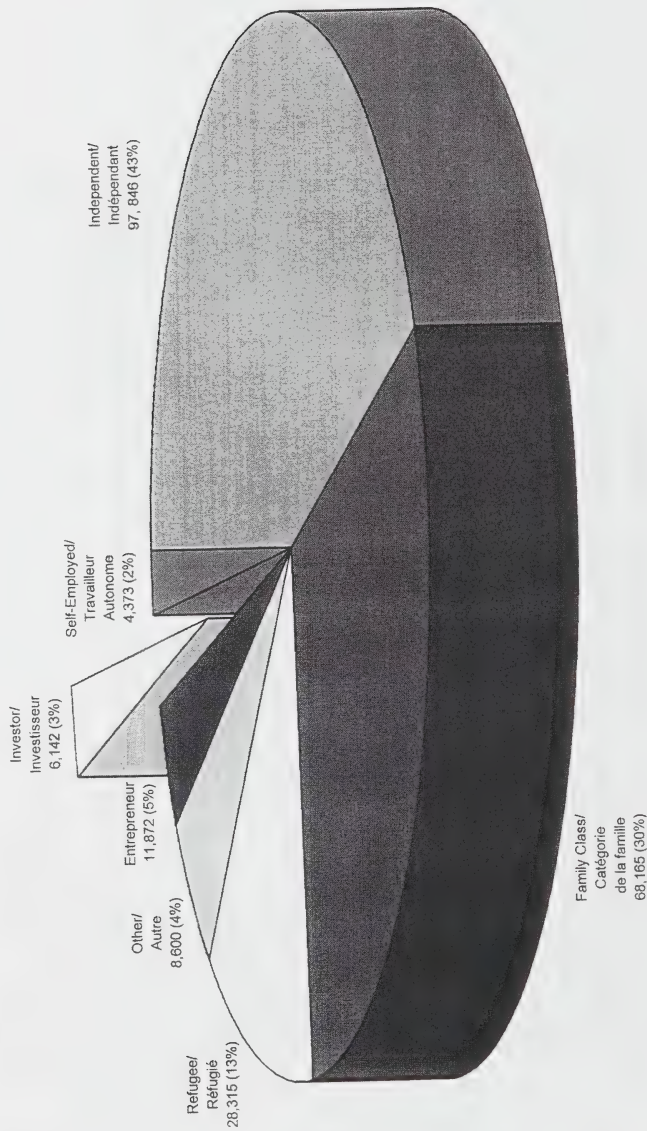
* note: Destination provinciale de requérants principaux/Principal applicants intended destination

** note : Emplois créés ou retenus, selon les promoteurs/Self declared by Fund Managers

TOP TEN SOURCES OF BUSINESS IMMIGRANTS
DIX PREMIERS PAYS SOURCES DE GENS D'AFFAIRES IMMIGRANTS
(Principal Applicants Only)
(Requérants principaux seulement)
1996

Rank Rang	Source Country Pays source	Investors Investisseurs	%
1	Hong Kong	609	37.0
2	Taiwan	465	20.1
3	South Korea/Corée du Sud	69	6.8
4	China/Chine	55	3.4
5	Germany/Allemagne	16	3.0
6	Iran	15	2.5
7	Switzerland/Suisse	7	2.4
8	Pakistan	9	2.3
9	Netherlands/Pays-Bas	2	2.1
10	Kuwait/Koweït	2	1.4
	Autres/others	124	19.0
	Total	1 373	100.0

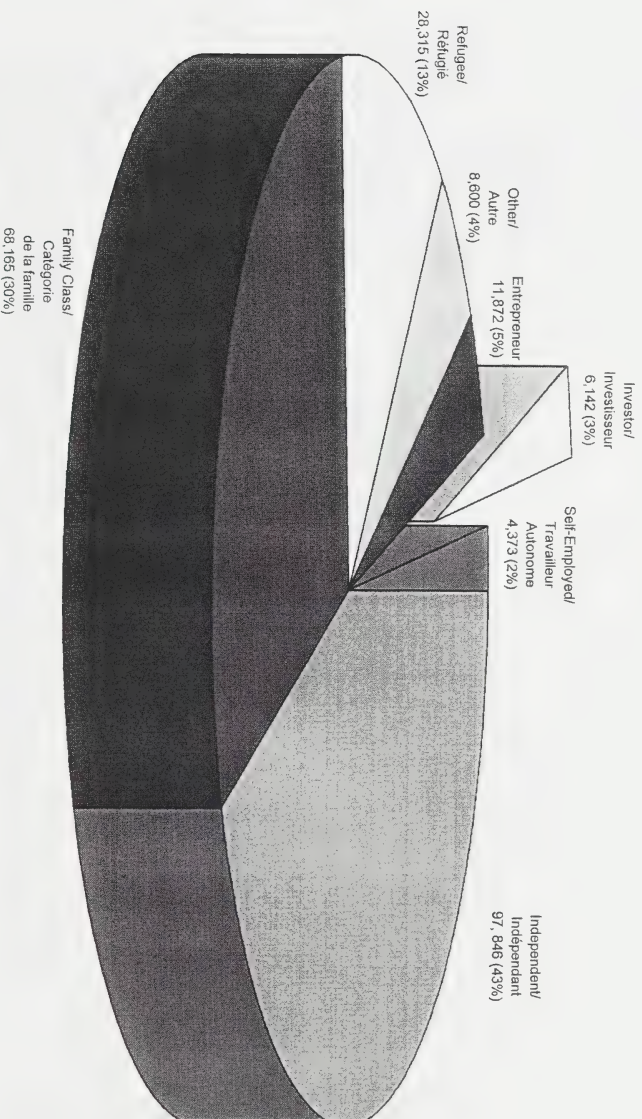
TOTAL NUMBER OF IMMIGRANTS ADMITTED TO CANADA
NOMBRE TOTAL D'IMMIGRANTS ADMIS AU CANADA
(Principals Applicants plus Dependents)
(Requérants principaux et personnes à charge)
1996



TOTAL NUMBER OF IMMIGRANTS ADMITTED TO CANADA (Principal Applicants plus Dependents): 225,313
NOMBRE TOTAL D'IMMIGRANTS ADMIS AU CANADA (Requérants principaux et personnes à charge) : 225 313

TOTAL NUMBER OF IMMIGRANTS ADMITTED TO CANADA
NOMBRE TOTAL D'IMMIGRANTS ADMIS AU CANADA
(Principals Applicants plus Dependents)
(Requérants principaux et personnes à charge)

1996



TOTAL NUMBER OF IMMIGRANTS ADMITTED TO CANADA (Principal Applicants plus Dependents) : 225,313
NOMBRE TOTAL D'IMMIGRANTS ADMIS AU CANADA (Requérants principaux et personnes à charge) : 225 313

TOP TEN SOURCES OF BUSINESS IMMIGRANTS
DIX PREMIERS PAYS SOURCES DE GENS D'AFFAIRES IMMIGRANTS
(Principal Applicants Only)
(Requérants principaux seulement)
1996

Rank Rang	Source Country Pays source	Investors Investisseurs	%
1	Hong Kong	609	37.0
2	Taiwan	465	20.1
3	South Korea/Corée du Sud	69	6.8
4	China/Chine	55	3.4
5	Germany/Allemagne	16	3.0
6	Iran	15	2.5
7	Switzerland/Suisse	7	2.4
8	Pakistan	9	2.3
9	Netherlands/Pays-Bas	2	2.1
10	Kuwait/Koweït	2	1.4
	Autres/others	124	19.0
	Total	1 373	100.0

PROGRAMME D'IMMIGRATION DES INVESTISSEURS
IMMIGRANT INVESTOR PROGRAM
1986-1996

Province	Subscriptions		Investors*		Jobs Created**	
	Souscriptions (\$,000)	%	Investisseurs (NV)	%	Emplois créés No./Nbre	%
ALTA/ALB.	318 450	8.5	633	4.5	3 546	10.5
B.C./C.-B.	360 200	9.6	7 431	53.4	5 767	17.1
MAN.	224 700	6.0	115	0.8	2 448	7.2
N.B./N.-B.	130 300	3.5	15	0.1	663	2.0
NFLD./T.-N.	44 550	1.2	11	0.1	397	1.2
N.S./N.-É.	291 100	7.8	283	2.0	2 237	6.6
ONT.	130 550	3.5	3 030	21.8	991	2.9
P.E.I./I.-P.-É.	207 700	5.5	24	0.2	838	2.5
QC.	1 470 000	39.2	2 188	15.7	9 825	29.1
SASK.	570 400	15.2	185	1.3	7 045	20.9
N.W.T./T.N.-O.	3 150	0.1	-	-	11	0.0
YUK.	-	-	-	-	-	-
Total	3 751 100	100	13 915	100	33 768	100

* note : Destination provinciale de requérants principaux/Principal applicants intended destination

** note : Emplois créés ou retenus, selon les promoteurs/Self declared by Fund Managers

PROGRAM COMPARISONS

PROGRAM TIMEFRAMES	OLD Pre-31 DEC 1994	MORATORIUM 1 NOV 1994 - 1 JULY 1996	INTERIM 1 JULY 96 - 30 JUNE 1997	PROPOSED REGULATIONS 1 JULY 1997
MINIMUM INVESTMENT	\$250,000. TIER I \$350,000. TIER II \$500,000. (guaranteed)	\$250,000. \$350,000. \$500,000. (guaranteed)	\$250,000. \$350,000. \$500,000 (guaranteed)	\$350,000. \$450,000. No tier III
MIN INVESTMENT TERM	5 Years	5 Years	5 Years	5 Years
FUND APPROVAL	Federal with the recommendation of the province	No federal approval of new projects or funds	Provincial then Federal	Provincial then federal
INVESTOR OPTIONS for minimum amount	<ul style="list-style-type: none"> * Approved projects * Privately administered venture capital funds * Government administered venture capital funds 	<ul style="list-style-type: none"> * Previously approved businesses or funds only 	<ul style="list-style-type: none"> * New provincial administered venture capital funds * Extension of previously approved provincial administered venture capital funds 	<ul style="list-style-type: none"> * Provincially controlled corporations * Members of the Investment Dealers Association * Canadian Trust companies
ELIGIBLE INVESTMENTS to small/medium Canadian businesses	1) Minimum 70% investment in: <ul style="list-style-type: none"> - Canadian controlled business with assets less than \$35 million in "active business activities", with prohibitions: <ul style="list-style-type: none"> - real estate - investment income - refinancing - projects not more than \$35 million 2) No artificial transactions 3) No guarantee of return investor (tier I&II) 4) Maximum 30% in Canadian liquid securities 	Status quo	Status quo	1) Minimum 60% in Canadian business with gross assets less than \$50 million in "active business operations" with prohibitions: <ul style="list-style-type: none"> - residential real estate - investment income - refinancing - leasing - projects not more than \$50 million
MONITORING, COMPLIANCE & ENFORCEMENT	Federal <ul style="list-style-type: none"> - quarterly reports, - suspension of funds for noncompliance 	Federal status quo	Federal status quo	Provinces to report to CIC Federal authority to suspend funds where federal regulations not met

NOTE: BOLD = NEW

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

March 18, 1997

97-17

Minister Robillard Announces New Immigrant Investor Program

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced the pre-publication in the Canada Gazette of measures to redesign the Immigrant Investor Program.

The Immigrant Investor Program (IIP) was introduced in 1986 to attract experienced business persons and investment capital to Canada. Since its inception, the IIP has attracted \$3.75 billion in investment funds and has created over 33,000 jobs. Investors account for approximately 3% of total immigration to Canada annually.

"The program that I am announcing today will put a particular emphasis on job creation and investment in Canada while safeguarding the integrity of a system which has served our country well," Minister Robillard said. "In addition, this new program will draw upon the dynamism and expertise present in both the private and public sectors. This will strengthen our ability to remain competitive internationally."

The objectives of the redesigned program are fourfold. By introducing new regulations, the governments seeks to:

- continue to provide economic benefit,
- reduce the potential for abuse,
- simplify the program and reduce the administrative burden, and
- share more responsibility for program management and administration with the provinces, and territories and increase their ability to determine what is economically beneficial for them.

Under the proposed regulations, minimum investment under the Tier system, created to encourage investment in all provinces, will be amended. Currently, the minimum investment is \$250,000 in Tier 1 provinces and \$350,000 in Tier 2 provinces. These amounts will be raised to \$350,000 in Newfoundland, New Brunswick, Prince Edward Island, Manitoba, Saskatchewan, Nova Scotia and the Territories (Tier 1 provinces) and to \$450,000 in Quebec, Ontario, Alberta and British Columbia (Tier 2 provinces).

The revised program represents a good balance, where a minimum of 60% of the capital has to be invested in small and medium enterprises. The provinces will be able to focus the remaining 40% towards their individual priorities. The basic selection criteria for investor entry to Canada remain unchanged.

Responsibility for program management and administration will be shared with provinces and territories. The proposed redesign will give the provinces the power and flexibility to direct investment towards their priorities. Investment will continue to be made in the small and medium sized businesses the program is designed to benefit. The private sector will not be excluded from the new program. Privately administered funds and businesses will continue to manage investor funds that were approved under the previous program, in accordance with their commitments to investors. In the redesigned program, provinces may administer funds, may appoint private sector fund managers to manage their provincial funds or approve private sector funds owned and managed by investment dealers or trust companies.



The new regulations do not apply to the Quebec investor program. Quebec operates its own investor program under the terms of the 1991 Canada-Quebec Accord, and discussions are underway with a view towards harmonizing certain of its regulations with the changes proposed by the Government of Canada.

This regulation will be pre-published in the *Canada Gazette* on March 22, 1997. The Minister expects the redesigned Immigrant Investor Program to be in place effective July 1, 1997.

- 30 -

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 15, 1997

97-20

Mrs. Robillard gives more flexibility to new immigrants for the payment of the Right of Landing Fee

OTTAWA -- Mrs. Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced a change in the payment process for the Right of Landing Fee (ROLF).

Effective April 20, 1997, applicants for permanent residence in Canada will have the option of paying the ROLF at the time of landing (back end), at any point during the application process, or at the time of application (front end), instead of mandatory payment at the time of application.

Many consultations and meetings were held with non-governmental organizations, Members of Parliament and other interested parties on the issue of the mandatory front end timing of the fee payment. Among others, in its last Convention, the Liberal Party of Canada adopted a resolution requesting that the ROLF be re-examined and "that if any entry fee is maintained, that it only be payable following the arrival of the new immigrant to Canada..." All of this resulted in a commitment by the Minister to review the process.

"I had promised to review the way the Right of Landing Fee is collected. Many suggestions were put forward and I listened to them," said Minister Robillard. "I am always prepared to make improvements where they are needed. More flexibility in the ROLF payment process will help applicants without compromising the government's ability to provide vital programs and services to immigrants," she added.

The Right of Landing Fee was introduced as part of the February 1995 budget. The fee applies to all applicants for permanent residence who are at least 19 years of age at the time they submit their application. As is currently the case, if an applicant who has paid the fee is not landed, the fee will be refunded.

The ROLF loan option process will remain unchanged. However, applicants should continue to apply for loans at the start of the application for landing process to allow time for the loan to be approved and ensure that financial arrangements for ROLF payment have been made so that the date of their landing will not be delayed.

-30-

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 15 avril 1997

97-20

Madame Robillard facilite le paiement du droit exigé pour l'établissement pour les nouveaux immigrants

OTTAWA -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui des modifications au processus de paiement pour le droit exigé pour l'établissement (DEPÉ).

À compter du 20 avril 1997, les personnes qui demandent la résidence permanente au Canada ne seront plus obligées d'acquitter le DEPÉ au moment même de présenter leur demande : elles auront la possibilité de payer le DEPÉ au moment d'obtenir le droit d'établissement (à la fin du processus), ou à tout moment pendant le processus de traitement de la demande ou encore au moment de présenter leur demande (au début du processus).

Bon nombre de consultations et de réunions ont eu lieu avec des organismes non gouvernementaux, des députés et d'autres parties intéressées au sujet du paiement obligatoire du DEPÉ au moment de la présentation de la demande. Notamment, lors de son dernier congrès, le Parti libéral du Canada a adopté une résolution demandant de réexaminer le DEPÉ et que «si l'on maintient un droit d'entrée, il ne doit être payable qu'après l'arrivée du nouvel immigrant au Canada...» Tout ceci a eu pour résultat un engagement de la Ministre à revoir le processus de paiement.

«J'avais promis d'étudier la façon dont le DEPÉ est payé. Bon nombre de suggestions ont été proposées et je les ai écoutées, a affirmé M^{me} Robillard. Je suis toujours prête à apporter des améliorations lorsqu'elles sont nécessaires. Une plus grande souplesse quant au paiement du DEPÉ rendra les choses plus faciles pour les requérants sans pour autant nuire à la capacité du gouvernement d'offrir des programmes et des services essentiels aux immigrants.»

Le DEPÉ a été adopté dans le cadre du budget de février 1995. Il s'applique à toutes les personnes qui demandent la résidence permanente et qui sont âgées de 19 ans ou plus au moment de présenter leur demande. Comme c'est le cas actuellement, si un requérant se voit refuser le droit d'établissement après avoir payé le DEPÉ, celui-ci lui sera remboursé.

Les modalités de prêt pour le DEPÉ ne seront pas modifiées. Toutefois, les requérants devraient continuer de présenter leur demande de prêt au moment de demander la résidence permanente afin de prévoir un délai suffisant pour l'approbation du prêt et de s'assurer que les arrangements financiers ont été faits pour le paiement du DEPÉ afin de ne pas retarder leur établissement.

-30-

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI
CI
-ND6

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 16, 1997

97-21

1996 Brings Another Decrease in the Number of Minister's Permits Issued

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today tabled in the House of Commons the 1996 Annual Report to Parliament on Minister's Permits. According to the Report, fewer Permits were issued in 1996 than in preceding years.

The number of Permits issued has decreased from more than 16,000 in 1992 to 4,007 in 1996. It is the fourth consecutive year that the number of Permits has gone down. This also represents a 27% reduction from the 1995 total.

"Last year we issued fewer Minister's Permits than ever before. CIC is achieving its goal of controlling the immigration program efficiently and in a fair and balanced fashion," said the Minister. "I recognize that this reduction can be explained in part by the diligence and judgement with which CIC employees exercise the power that has been delegated to them. They are doing difficult work effectively in order to protect the safety and security of Canadians. I want to thank them for their good work," added the Minister.

Minister's Permits allow people who would otherwise not be admissible, to come to or remain in Canada under specific circumstances. The Permits are issued for short periods of time and can be revoked. Minister's Permits allow the immigration program the flexibility to take into consideration the reason why a person is seeking to come to or remain in Canada. It also allows CIC to ensure that the security of the Canadian public is protected.

"Immigration issues are rarely cut and dry," said Minister Robillard. "In order to manage admission to our country, we must take into consideration the reasons why people wish to come to or remain in Canada. However, the health and safety of Canadians is of paramount concern whenever a Minister's Permit is issued," the Minister emphasized.

Minister's Permits may be issued for a variety of reasons, including grounds of technical, medical or criminal inadmissibility. The majority of the Permits were issued for technical reasons, such as the lack of a visitor visa. In 1996, 2,076 or 52% of Permits were issued to persons who were inadmissible for technical reasons rather than reasons of health, criminality or security.

In the case of persons who would be inadmissible for medical reasons, a Minister's Permit is issued only after a medical officer assesses the person's condition and provincial health authorities have been consulted. Some medically inadmissible persons are granted Minister's Permits to come to or remain in Canada for only a short period of time to receive medical treatment not available to them in their home countries. They must have made appropriate arrangements to pay in advance for the treatment. In 1996, 293 Permits were issued to medically inadmissible persons, a decrease of 26% from 395 in 1995.



Decisions made to allow criminally inadmissible persons into Canada are made after a thorough review. A Minister's Permit will be issued only if there is evidence that the person has not committed recent offenses, the person is unlikely to commit offenses in Canada and the need for the person to enter Canada is compelling. Immigration officers rely on access to criminal records, referrals from local police and the statements of applicants to detect criminal inadmissibility.

It is the first time in five years that the number of Permits issued to criminals who committed serious crimes -- those who have committed offenses that are punishable by imprisonment for ten years or more -- has gone down 4.5% from 394 in 1995 to 376 in 1996. 89% of those who were issued Permits were temporary visitors coming to Canada, usually to visit family, for business reasons or to transit through to Alaska. More than 50% of those who received Permits committed their crimes more than 10 to 20 years ago.

- 30 -

Examples of Minister's Permit cases are attached as well as a copy of the Report tabled in the House of Commons.

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Joanne John
Public Affairs
Media Relations
(613) 941-7040

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

EXAMPLES OF MINISTER'S PERMIT CASES

BACKGROUNDER

Section 19(1)(c.1) of the *Immigration Act* - Criminal inadmissibility

- The person concerned lives in Alaska and is receiving treatment for a terminal illness from a health care provider in Washington State. He needed to travel from Alaska to Washington. His claim to be terminally ill was confirmed by his doctor. He had been convicted in the United States in 1985 of involuntary manslaughter.
- The person is a well known entertainer in his own country. He applied unsuccessfully for a visa to travel and perform in another country in 1991. A friend suggested he put his photo in someone else's passport, which already contained a visa for the other country. The photo substitution was detected when he arrived in the other country. He was immediately returned to his home country. The authorities there convicted him of passport fraud. He was given a Minister's Permit to allow him to perform in Canada during a tour of countries in North America and the Caribbean.

Officials at Citizenship and Immigration National Headquarters reviewed the details of these cases before the Permits were issued.

Section 19(1)(a) of the *Immigration Act* - Medical inadmissibility

- The person concerned has a type of cancer. He is a world renowned expert in his field. A reputable Canadian institution employs him. The province where he lives and works asked Citizenship and Immigration to consider issuing a Minister's Permit to allow him to remain at his job.
- The person concerned is the mentally retarded dependant son of a couple applying for immigrant visas to join a daughter in Canada. He has always lived with his parents as a dependant. He is not employed. If his parents moved to Canada without him, he would not have been able to live on his own or support himself.

REPORT TO PARLIAMENT

Pursuant to subsection 37(7) of the Immigration Act, 1976

Concerning permits issued by the Minister of Citizenship and Immigration Canada from January 1 to December 31, 1996, to authorize persons to come into or to remain in Canada.

- A. Permits issued to persons seeking to come into Canada, by the inadmissible classes of which those persons were members:

19(1)(a)	293
19(1)(b)	27
19(1)(c)	376
19(1)(d)	0
19(1)(e)	0
19(1)(f)	6
19(1)(g)	0
19(1)(h)	4
19(1)(i)	25
19(1)(j)	0
19(1)(k)	0
19(1)(l)	3
19(2)(a)	1185
19(2)(b)	3
19(2)(c)	30
19(2)(d)	1719
TOTAL:	3671

- B. Permits issued to persons in Canada, by the provisions pursuant to which reports had been or could have been made:

27(2)(a)	96
27(2)(b)	41
27(2)(c)	0
27(2)(d)	9
27(2)(e)	121
27(2)(f)	9
27(2)(g)	51
27(2)(h)	8
27(2)(i)	0
27(2)(j)	0
27(2)(k)	0
27(2)(l)	1
TOTAL:	336
GRAND TOTAL:	4007

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

16 avril 1997

97-21

Le nombre de permis ministériels accordés a encore diminué en 1996

OTTAWA -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes le Rapport annuel de 1996 au Parlement sur les permis ministériels. Ce rapport indique que le nombre de permis accordés en 1996 est inférieur à celui des années précédentes.

Le nombre de permis accordés a connu une diminution pour la quatrième année de suite, étant passé de plus de 16 000 en 1992 à 4 007 en 1996. Le chiffre de cette année représente également une diminution de 27 % par rapport au nombre total de permis accordés en 1995.

«L'an dernier, nous avons accordé moins de permis ministériels qu'au cours de toute autre année auparavant. Le Ministère réalise son objectif qui est d'exercer un contrôle efficace sur le programme d'immigration en gérant l'admission des gens au Canada d'une façon équitable et équilibrée, a déclaré la Ministre. Je reconnais que cette réduction peut s'expliquer entre autres par la rigueur et le discernement avec lesquels les employés de CIC ont exercé ce pouvoir qui leur est délégué. Ils s'acquittent d'un travail difficile avec efficacité, afin d'assurer la protection et la sécurité des Canadiens. Je tiens à les remercier de leur bon travail.»

Les permis ministériels autorisent des personnes qui autrement ne seraient pas admissibles, à entrer ou à demeurer au Canada dans des circonstances bien précises. Les permis sont accordés pour de courtes périodes et peuvent être révoqués. Ils confèrent une certaine souplesse au programme d'immigration en permettant au Ministère de prendre en considération les motifs pour lesquels une personne cherche à entrer ou à demeurer au Canada. En même temps, ils permettent à CIC de s'assurer que le public canadien est protégé.

«En matière d'immigration, il n'est pas toujours facile de trancher. Lorsqu'il s'agit de gérer l'admission dans notre pays, nous devons tenir compte des raisons pour lesquelles les gens veulent entrer ou demeurer au Canada, a déclaré la ministre Robillard. Toutefois, la santé et la sécurité des Canadiens et des Canadiennes restent les deux facteurs primordiaux dans la décision d'accorder ou non le permis ministériel.»

Les permis ministériels peuvent être accordés pour diverses raisons, dont la non-admissibilité pour des motifs d'ordre technique, médical ou criminel. La plupart des permis sont accordés pour des raisons d'ordre technique, par exemple, l'absence d'un visa de visiteur. En 1995, 2 076 permis, soit 52 % du nombre total, ont été accordés à des personnes non admissibles pour des raisons d'ordre technique plutôt que pour des raisons de santé, de criminalité ou de sécurité.

Dans le cas des personnes qui seraient jugées non admissibles pour des raisons d'ordre médical, le permis ministériel n'est accordé qu'après évaluation de l'état de santé de la personne concernée par un médecin et consultation des autorités provinciales en matière de santé. Certaines personnes médicalement non admissibles se voient accorder un permis ministériel pour entrer au Canada ou y demeurer pour une courte période seulement, le temps de recevoir des soins médicaux qu'on ne pourrait leur offrir dans leur pays d'origine. Elles doivent avoir pris les dispositions appropriées pour payer à l'avance ces soins. En 1996, on a accordé 293 permis ministériels à des personnes non admissibles pour des raisons de santé, ce qui représente une diminution de 26 % par rapport aux 395 permis accordés en 1995.

La décision d'autoriser une personne non admissible pour des raisons d'ordre criminel à venir au Canada n'est prise qu'après une analyse approfondie du dossier. Le permis ministériel ne sera accordé que s'il est démontré que la personne en cause n'a pas commis d'infractions récemment, qu'elle est peu susceptible de contrevenir à la loi au Canada et qu'elle doit absolument venir au Canada. L'accès aux casiers judiciaires, les recommandations des forces policières locales et les déclarations faites par les requérants permettent aux agents d'immigration de découvrir quelles sont les personnes qui sont non admissibles pour des raisons d'ordre criminel.

Pour la première fois depuis cinq ans, le nombre de permis délivrés à des criminels ayant commis des crimes graves, c'est-à-dire ceux qui ont commis des délits les rendant passibles d'une peine d'emprisonnement de dix ans ou plus, a diminué de 4,5 %, passant de 394 en 1995 à 376 en 1996. Dans 89 % des cas, les personnes ayant obtenu un permis étaient des visiteurs admis au Canada pour un séjour temporaire, soit pour visiter leur famille, soit pour des raisons d'affaires, ou encore parce qu'elles étaient en transit vers l'Alaska. Dans plus de 50 % des cas, les crimes commis par ces personnes l'avaient été il y a plus de dix ans.

On trouvera ci-joints des exemples de cas où un permis ministériel a été accordé et une copie du rapport déposé à la Chambre de communes.

-30-

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Joanne John
Affaires publiques
Relations avec les médias
(613) 941-7040

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

DÉLIVRANCE DE PERMIS MINISTÉRIELS - EXEMPLES DE CAS

FICHE D'INFORMATION

Article 19(1)c.1) de la *Loi sur l'immigration* - Personnes non admissibles pour des raisons d'ordre criminel

- La personne concernée vit en Alaska et reçoit des traitements pour une maladie terminale d'un centre de santé dans l'État de Washington. Cette personne devait aller de l'Alaska à Washington. Sa maladie terminale a été confirmée par son médecin. Elle a été reconnue coupable d'homicide involontaire aux États-Unis en 1985.
- La personne concernée est un artiste de spectacle bien connu dans son pays d'origine. Elle a échoué dans sa tentative d'obtenir un visa de visiteur pour aller se produire dans un autre pays en 1991. Un ami lui a suggéré d'insérer sa photo dans le passeport d'une autre personne, qui contenait déjà un visa pour ce pays. La substitution de photo a été décelée à l'arrivée de la personne concernée dans l'autre pays. Elle a immédiatement été renvoyée dans son pays d'origine. Elle y a été condamnée pour fabrication de faux passeport. Elle a obtenu un permis ministériel pour pouvoir venir se produire au Canada dans le cadre d'une tournée de pays d'Amérique du Nord et des Antilles.

Les agents de l'administration centrale de Citoyenneté et Immigration ont examiné ces cas en détail avant de délivrer des permis ministériels.

Article 19(1)a) de la *Loi sur l'immigration* - Personnes non admissibles pour des raisons d'ordre médical

- La personne concernée souffre d'un cancer. Elle jouit d'une réputation mondiale dans son domaine. Elle travaille pour une institution canadienne de renom. La province dans laquelle elle réside et travaille a demandé à Citoyenneté et Immigration d'examiner la possibilité de lui délivrer un permis ministériel pour qu'elle puisse conserver son emploi.
- La personne concernée souffre d'une déficience mentale. Elle est le fils à charge d'un couple qui demande des visas d'immigrant en vue de rejoindre leur fille au Canada. Elle a toujours vécu avec ses parents comme personne à charge. Elle n'a pas d'emploi. Si ses parents déménagent au Canada sans elle, elle sera incapable de vivre seule ou de subvenir à ses besoins.

RAPPORT AU PARLEMENT

En Conformité du paragraphe 37(7) de la loi sur l'immigration

Concernant les permis délivrés du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1996 par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration autorisant des personnes à entrer au Canada ou à y demeurer

- A. Permis délivrés à des personnes désireuses d'entrer au Canada selon les catégories non admissibles auxquelles elles appartenaient:

19(1)(a)	293
19(1)(b)	27
19(1)(c)	376
19(1)(d)	0
19(1)(e)	0
19(1)(f)	6
19(1)(g)	0
19(1)(h)	4
19(1)(i)	25
19(1)(j)	0
19(1)(k)	0
19(1)(l)	3
19(2)(a)	1185
19(2)(b)	3
19(2)(c)	30
19(2)(d)	1719
TOTAL :	3671

- B. Permis délivrés à des personnes au Canada selon les dispositions en vertu desquelles des rapports avaient été faits ou auraient pu l'être:

27(2)(a)	96
27(2)(b)	41
27(2)(c)	0
27(2)(d)	9
27(2)(e)	121
27(2)(f)	9
27(2)(g)	51
27(2)(h)	8
27(2)(i)	0
27(2)(j)	0
27(2)(k)	0
27(2)(l)	1
TOTAL :	336
TOTAL GLOBAL :	4007

CAI
CI
- N26

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 18, 1997

97-22

Appointments to the Immigration and Refugee Board

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced the appointment of **Paul Thibault** as Executive Director of the Immigration and Refugee Board. Since 1992, he has been Assistant Secretary at Treasury Board responsible for Government Operations (including External Affairs and Immigration) and, previously, Assistant Secretary to Cabinet with the Privy Council Office. Mr. Thibault also served as a Foreign Service Officer with the Department of External Affairs, and his assignments included Economic Counsellor (Paris), First Secretary (Tehran) and First Secretary (Permanent Mission, Geneva). He graduated from the University of Ottawa with a Bachelor of Social Sciences, pursued graduate studies in International Relations at Carleton University and received a *diplôme en administration publique* from the *École nationale d'administration* in Paris.

In addition, the Minister announced appointments made under the Ministerial Advisory Committee process, established in March 1995, to the Immigration and Refugee Board (IRB) in Vancouver. They are:

Leonardo Cunanan, a former Supervisor, Public Inquiries Department, Insurance Corporation of British Columbia, social worker and counsellor, founder and president of the Philippine Service Club, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Richard Jackson, a former Director of International Affairs with the Canadian Labour Congress (CLC), international representative for the CLC and communications specialist with the Department of External Affairs, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Richard Vanderkooy, a lawyer who specialized in immigration and refugee law, and past Secretary of the Canadian Bar Association (British Columbia Branch) Constitutional Law Section, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Gordon E. Whitehead, a former Director of Immigration Policy with the Provincial Government of British Columbia, Director responsible for European Programs (Department of External Affairs) and Foreign Service Officer, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

18 avril 1997

97-22

Nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui la nomination de **Paul Thibault** au poste de directeur exécutif de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Depuis 1992, il a été secrétaire adjoint au Conseil du Trésor, chargé des Opérations gouvernementales (Affaires étrangères et Immigration) et, antérieurement, secrétaire adjoint du Cabinet au Bureau du Conseil privé. En tant qu'agent du Service extérieur au ministère des Affaires étrangères, M. Thibault a occupé les postes de conseiller économique (à Paris), de premier secrétaire (à Téhéran) et de premier secrétaire (mission permanente à Genève). Il a obtenu un baccalauréat en sciences sociales de l'Université d'Ottawa, a poursuivi des études supérieures en relations internationales à l'Université Carleton et a reçu un diplôme en administration publique de l'École nationale d'administration de Paris.

La Ministre a en outre annoncé des nominations au bureau de Vancouver de la CISR. Ces nominations s'inscrivent dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Les nominations sont les suivantes :

Leonardo Cunanan, ancien superviseur du service des enquêtes publiques pour l'*Insurance Corporation of British Columbia*, travailleur social et conseiller en service social, fondateur et président du *Philippine Service Club*, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Richard Jackson, auparavant directeur des Affaires internationales au Congrès du travail du Canada (CTC), représentant international du CTC et spécialiste en communications au ministère des Affaires étrangères, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Richard Vanderkooy, avocat spécialisé en droit de l'immigration et du statut de réfugié et ancien secrétaire de l'Association du Barreau canadien pour la Colombie-Britannique, Section du droit constitutionnel, a été nommé pour un nouveau mandat à la Section du statut de réfugié.

Gordon E. Whitehead, ancien directeur de la Politique en matière d'immigration au sein du gouvernement de la Colombie-Britannique, directeur chargé des programmes européens (ministère des Affaires étrangères) et agent du Service international, a été nommé pour un nouveau mandat à la Section du statut de réfugié.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR assume trois grandes responsabilités : la détermination du statut de réfugié au sens de la Convention, les appels et les enquêtes de l'immigration et l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 20, 1997

97-23

Lucienne Robillard Announces the Removal of the Visitor Visa Requirement for Citizens of Portugal

OTTAWA - Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount, today announced that citizens of Portugal will no longer be required to obtain visitor visas in order to visit Canada. This change will come into effect May 1, 1997.

"The decision to lift the visitor visa on Portugal will enhance business, economic and cultural exchange, as well as promote tourism," Minister Robillard said.

"Over the years, the Portuguese community has contributed to the social and economic development of Canada," said the Minister. "Visa exemption for visitors will continue to nurture this relationship to the benefit of the citizens of both countries," added the Minister.

The Canadian government will cooperate with the Portuguese authorities on combating illegal migration. Canadians do not currently require a visitor visa to travel to Portugal.

More than 14,000 visitor visas were issued last year by the Canadian Embassy in Lisbon.

Canada welcomes visitors and immigrants from all over the world and remains committed to improving trade and cultural ties with the people of other nations. Currently, only 1% of visitors to Canada require a visa.

-30-

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

20 avril 1997

97-23

Lucienne Robillard a annoncé la dispense du visa de visiteur pour les citoyens du Portugal

OTTAWA – Mme Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui qu'à compter du 1er mai 1997 les citoyens du Portugal ne seront plus tenus d'obtenir un visa de visiteur pour séjourner temporairement au Canada.

« Le fait de ne plus exiger de visa de visiteur dans le cas du Portugal permettra de faciliter les échanges commerciaux et culturels entre les deux pays, tout en favorisant le tourisme », a indiqué la Ministre.

« Au fil des ans, la communauté portugaise a contribué énormément au développement social et économique du Canada, et la dispense du visa de visiteur accordée aux ressortissants du Portugal permettra de renforcer les liens qui unissent les deux pays et ce, à l'avantage des citoyens de l'un et de l'autre », a-t-elle ajouté.

Le gouvernement canadien collaborera avec les autorités portugaises pour enrayer l'immigration illégale. À l'heure actuelle, les Canadiens n'ont pas besoin de visa de visiteur pour aller au Portugal.

L'an dernier, l'ambassade du Canada à Lisbonne a délivré plus de 14 000 visas de visiteur.

Le Canada accueille des visiteurs et des immigrants des quatre coins du monde et essaie constamment d'améliorer ses relations commerciales et culturelles avec les autres nations. À l'heure actuelle, seulement 1 % des visiteurs admis au Canada ont besoin d'un visa.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://ci.net.ci.gc.ca>



News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 25 1997

97-24

Parliament of Canada passes Bill C-84 to amend the Citizenship Act and the Immigration Act

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Saint-Henri-Westmount, is proud to announce that the Parliament of Canada has passed Bill C-84. This Bill amends the *Citizenship Act* and the *Immigration Act* with respect to matters of national security.

Under the new legislation, a retired judge will replace the Security Intelligence Review Committee (SIRC) when the Committee is of the opinion that it cannot fulfil its mandate because of the appearance of bias, a conflict of interest or any other reason. The judge will be appointed for a set period of time. The SIRC reviews the Canadian Security Intelligence Service on behalf of the public and Parliament, and may investigate complaints regarding the Service.

"The government has responsibility for ensuring the protection and security of its citizens. This new legislation reinforces our commitment in this matter. It will dissuade people who may think of seeking refuge in Canada and who present a risk to national security," the Minister said. "I want to especially thank the MPs and Senators for their collaboration in passing an improved version of the Bill."

Attached are the highlights of the amendments.

- 30 -

Information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Minister's Office
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Amendments to the *Citizenship Act* and the *Immigration Act*

HIGHLIGHTS

The key highlights of the amendments are:

If the Security Intelligence Review Committee (SIRC) is of the opinion that it cannot fulfil its mandate, it terminates its investigation and informs the Minister and the person being investigated.

A retired judge of an upper level jurisdiction may be appointed to act in place of the SIRC when the Committee cannot fulfil its mandate as set out in the *Citizenship Act* or the *Immigration Act*.

The Governor in Council may appoint a retired higher court judge for a period of three to five years to perform the functions set out in subsections 19(4), (5) and (6) of the *Citizenship Act*, and in subsections 39 (5) and (6) to (10), as well as in subsections 81 (4) and (5) to (8) of the *Immigration Act*.

This appointment will be made after consultation by the Prime Minister of Canada with the Leader of the Opposition in the House of Commons and the leader in the House of Commons of each party having at least twelve members in that House. This process is consistent with the process for appointment to the Review Committee, as set out in the *Canadian Security Intelligence Service Act*.

The appointed person will submit an annual activity report to the Solicitor General of Canada. This report will be tabled before both Houses of Parliament.

The Minister may assign cases for which the SIRC has terminated its investigation to the appointed person.

The Bill contains an interim provision to cover court decisions regarding the SIRC's ability to perform its functions, rendered before the Bill came into effect. However, the decision must be final and without appeal.

Similar amendments are being made to sections of the *Immigration Act* to correct situations in which SIRC may be unable to fulfil its role in the issuance of security certificates in cases of permanent residents who pose serious security threats to Canada and persons of serious security concern who are making appeals against removal decisions or family reunification visa decisions on the basis of special circumstances.

CAI
- 12
- 126

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 25 avril 1997

97-24

Le Parlement canadien adopte le projet de loi C-84 visant à modifier la Loi sur la citoyenneté et la Loi sur l'immigration

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, est fière d'annoncer l'adoption par le Parlement du Canada du projet de loi C-84. Ce projet de loi modifie la *Loi sur la citoyenneté* et la *Loi sur l'immigration* en ce qui a trait à des questions de sécurité nationale.

En vertu des nouvelles dispositions législatives, un juge à la retraite remplacera le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS), lorsque ce dernier est d'avis qu'il est incapable de remplir ses fonctions soit parce qu'il semble partial, qu'il est en conflit d'intérêt ou pour toute autre raison. Le juge sera nommé pour une période déterminée. Le CSARS exerce, au nom du public et du Parlement, une surveillance à l'égard du Service canadien du renseignement de sécurité et peut faire enquête sur les plaintes relatives au Service.

«Le gouvernement se doit d'assurer la protection et la sécurité de ses citoyennes et citoyens. Ces nouvelles dispositions viennent renforcer notre engagement en ce sens. Elles vont créer un effet de dissuasion sur des personnes qui songeraient éventuellement à chercher refuge au Canada et qui posent un risque pour la sécurité nationale du pays, a déclaré la Ministre. Je tiens particulièrement à remercier les députés et sénateurs pour leur collaboration qui a permis l'adoption d'une version améliorée du projet de loi.»

Vous trouverez ci-joint les grandes lignes des modifications.

-30-

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



Modifications à la *Loi sur la citoyenneté* et à la *Loi sur l'immigration*

POINTS SAILLANTS

Voici les grandes lignes des modifications :

S'il est d'avis qu'il ne peut s'acquitter de ses fonctions, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité (CSARS) met fin à son enquête et en avise la Ministre et l'intéressé.

Un juge à la retraite d'une juridiction supérieure peut être nommé pour agir à la place du CSARS, lorsque celui-ci ne peut exercer les fonctions prévues par la *Loi sur la citoyenneté* ou la *Loi sur l'immigration*.

Le gouverneur en conseil peut nommer, pour une période de trois à cinq ans, un juge à la retraite d'une juridiction supérieure qu'il charge de remplir les fonctions prévues aux paragraphes 19(4), (5) et (6) de la *Loi sur la citoyenneté*, et aux paragraphes 39(5) et (6) à (10) ainsi qu'aux paragraphes 81(4) et (5) à (8) de la *Loi sur l'immigration*.

Cette nomination sera précédée de consultations entre le Premier ministre du Canada, le chef de l'opposition à la Chambre des communes et le chef de chacun des partis qui y disposent d'au moins douze députés. Ce processus est compatible avec le processus de nomination du Comité de surveillance tel que prescrit par la *Loi sur le service canadien du renseignement de sécurité*.

La personne nommée présentera un rapport d'activité annuel au Solliciteur général du Canada, lequel sera déposé devant chaque chambre du Parlement.

La Ministre peut confier à la personne nommée des cas à l'égard desquels le CSARS a mis fin à son enquête.

Une disposition transitoire est prévue dans le projet de loi afin de reconnaître une décision judiciaire rendue à l'égard de la compétence du CSARS avant l'entrée en vigueur de la Loi. La décision devra toutefois être définitive et sans appel.

Certains articles de la *Loi sur l'immigration* font l'objet de modification de même nature afin de tenir compte des situations où le CSARS peut se trouver dans l'impossibilité de remplir son rôle. Ces situations concernent la délivrance d'attestations de sécurité dans le cas des résidents permanents qui constituent une menace pour la sécurité du Canada et des personnes au sujet desquelles nous nous inquiétons sur le plan de la sécurité et qui ont fait appel de décisions en matière de renvois ou de demandes de visa aux fins de la réunion des familles en fonction de circonstances particulières.

CAI
CI
-NDG

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 25, 1997

97-25

Minister Robillard Announces Changes to Canada's Humanitarian Programs

Ottawa -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Saint-Henri-Westmount, today confirmed the implementation of initiatives which were previously announced on December 19, 1996.

As of May 1, 1997, the Humanitarian Designated Classes (HDC) Regulations will allow Canada to better respond to people in refugee-like situations who need permanent resettlement. These Regulations give Canada flexible administrative tools to permanently resettle a broader range of people in need of protection. In response to views expressed during consultations with the public, targets for these Classes will be established by annual consultation and announced each year as part of the Immigration Plan. People who qualify under the established definition of Convention refugee will continue to be received as before.

The changes that were proposed to the Post-Determination Refugee Claimants in Canada Class (PDRCC), and to the Deferred Removal Orders Class (DROC), will also come into effect, as is, May 1, 1997.

Persons not recognized as Convention refugees will still have opportunities for an individual review based on humanitarian and compassionate considerations. The guidelines for this review have been modified, most notably, for persons who for some years have not been removed from Canada, despite their full and complete co-operation with CIC. Each application will be reviewed individually and on its own merit.

To achieve greater consistency in humanitarian and compassionate decision-making, CIC is currently assessing training needs in order to develop new training modules by the fall of 1997. In addition, national guidelines on quality assurance and monitoring of humanitarian and compassionate decisions will be put in place following the training.

- 30 -

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Joanne John
Media Relations
(613) 941-7040

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

25 avril 1997

97-25

La ministre Robillard annonce des modifications aux programmes d'ordre humanitaire du Canada

Ottawa -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a confirmé aujourd'hui l'application des mesures qui avaient été annoncées le 19 décembre 1996.

À compter du 1^{er} mai 1997, le Règlement sur les catégories d'immigrants précisées pour des motifs d'ordre humanitaire (CIPMOH) permettra au Canada d'intervenir plus adéquatement à l'égard des quasi-réfugiés qui ont besoin d'être réinstallés en permanence. Ce règlement donne au Canada la latitude voulue, sur le plan administratif, pour réinstaller en permanence un plus large éventail de personnes ayant besoin de protection. Conformément à des points de vue exprimés lors de la consultation de la population, des objectifs seront établis pour ces catégories à la suite de consultations annuelles et seront annoncés chaque année dans le cadre du Plan d'immigration. Le Canada continuera d'accueillir comme par le passé les personnes correspondant à la définition de réfugié au sens de la Convention.

Les modifications proposées à la catégorie des demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada (DNRSRC) et à la catégorie des immigrants visés par une mesure de renvoi à exécution différée (IMRED) entreront aussi en vigueur, telles quelles, le 1^{er} mai 1997.

Les personnes non reconnues comme réfugiés au sens de la Convention pourront toujours profiter d'une révision de leur cas en fonction de considérations humanitaires. Les directives s'appliquant à cette révision ont été modifiées, notamment, pour les personnes qui, malgré leur collaboration pleine et entière avec CIC, sont en attente de renvoi du Canada depuis plusieurs années. Chaque demande sera revue individuellement, en fonction de ses circonstances propres.

Dans le but d'uniformiser davantage la prise de décisions portant sur des considérations humanitaires, CIC évalue actuellement les besoins en formation afin d'élaborer de nouveaux modules de formation d'ici l'automne de 1997. En outre, des directives nationales relatives à l'assurance de la qualité et au suivi concernant les décisions fondées sur des motifs d'ordre humanitaire seront instaurées après que la formation aura été donnée.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Joanne John
Relations avec les médias
(613) 941-7040

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



CAI
CI
-NDP

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

April 25, 1997

97-26

Extension of current Interim Immigrant Investor Program

OTTAWA --Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Saint-Henri-Westmount today announced plans to extend the interim Immigrant Investor Program. The regulatory amendment will extend the interim program to December 31, 1997, by which time the new Immigrant Investor Program is expected to be in place.

"Substantial comments were received during the public comment period following pre-publication of the regulations on March 22. These views merit serious consideration before a new Immigrant Investor Program can be introduced," Minister Robillard said.

The amendments to the regulations will extend the Minister's authority to approve new government-administered funds and extend offering periods for existing government-administered funds. The current rules governing the approval and operation of government-administered funds will continue to apply. Minimum investment amounts, hold periods and the tier system for investment will remain the same.

The new regulations and current Investor Program do not apply to the Quebec investor program. Quebec operates its own investor program under the terms of the 1991 Canada-Quebec Accord.

- 30 -

For information :

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 25 avril 1997

97-26

Prolongation du Programme provisoire d'immigration des investisseurs

OTTAWA --Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Saint-Henri-Westmount, a annoncé aujourd'hui son intention de prolonger l'application du Programme provisoire d'immigration des investisseurs. Une modification sera apportée aux règlements pour que le programme provisoire demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1997, alors il devrait être remplacé par le nouveau programme d'immigration des investisseurs.

«Nous avons reçu énormément de commentaires durant la période de consultation publique qui a suivi la publication préalable des nouvelles dispositions réglementaires le 22 mars, a indiqué la Ministre. Il convient d'examiner attentivement ces points de vue avant de lancer un nouveau programme.»

La modification maintiendra donc le pouvoir de la Ministre, d'approuver les nouveaux fonds administrés par un gouvernement et de prolonger les périodes de validité des offres dans le cas des fonds administrés par un gouvernement qui existent déjà. Les règles actuelles régissant l'approbation et l'utilisation des fonds administrés par un gouvernement continueront de s'appliquer. Le montant du placement minimal, la période de retenue et le système de catégories de placement demeurent inchangés.

Les nouvelles dispositions réglementaires et le Programme d'immigration des investisseurs ne s'appliquent pas au Québec. Le Québec administre son propre programme d'immigration des investisseurs aux termes de l'Accord Canada-Québec de 1991.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Paul Armstrong
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

July 4, 1997

97-27

Appointments to the Immigration and Refugee Board

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced 32 appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). Of these, 27 are reappointments. These appointments have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB has three main responsibilities: Convention refugee determination, immigration appeals and inquiries, and detention review.

A list of the individuals appointed is attached.

- 30 -

For further information:

Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

ALBERTA

Calgary

Susan Watson, a former Intercultural Trainer with the Faculty of Law (University of Calgary) and past Co-ordinator of International Services with the Canadian Red Cross Society has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

ONTARIO

Ottawa

Gary McCauley, a former journalist, past President of the Canadian Institute of Child Health, former Member of Parliament, and former rector of St. James Church in Moncton, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Toronto

Eva Allmen, former policy and project analyst with the Ontario Ministry of Community and Social Services, and former supervisor of Settlement Services with the Ontario Ministry of Citizenship & Culture, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Mindy Avrich-Skapinker, Ph.D., writer, co-ordinator, lecturer and teacher with extensive community involvement with Jewish Immigrant Aid Services, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Virginia Bartley, former Associate Dean and Professor of Law at Queen's University, former agent for the Determination Division, Office of Official Guardian Child Representation Program, Ontario Ministry of the Attorney General, has been reappointed to the Immigration Appeal Division.

Vladmir Bubrin, Ph.D., former grants review project manager with the Ontario Ministry of Citizenship, former executive Assistant to the Chair of the Metro Housing Authority, past Director of Rehabilitation with the COSTI-IIAS Immigration Services, and former executive director of the Canadian Ethnocultural Council (Toronto), has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Lewis Chan, a lawyer who practiced immigration law, and past president of the Canadian Ethnocultural Council, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Hugh Evelyn, a former Refugee and Immigration Consultant, past Refugee Status Advisory Committee member, and past member of the Jamaica Canadian Association, Scarborough Race Relations Committee, and the Police Community Relations (Toronto), has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Danielle Filion, a former Settlement Services Counsellor for French-Speaking newcomers, a French language instructor, past member of the Toronto Refugee Affairs Council, and past vice-president of the Action Relief Home Corporation, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Bernard Kalvin, a lawyer previously with the Constitutional and Administrative Law Group, Ontario Ministry of the Attorney General, and a former Immigration Adjudicator with CEIC, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Lilian Ma, Ph.D., a lawyer, former Chief of the Public Education Division Race Relations Directorate, Multiculturalism Sector, Secretary of State, and past member of the Ontario Human Rights Commission, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Colin MacAdam, former Coordinator, Jesuit Refugee Service, past Vice-President, Canadian Council for Refugees and founding member of the Coalition for a Just Refugee Policy, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Khaled Mouammar, a former IBM Canada project leader, past member of the National Advisory Council of the Canadian Arab Federation, and former moderator for the Citizens' Forum on Canada's Future, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Rosemary Muzzi, a lawyer, former counsel with the Department of Justice, where she conducted appeals and judicial reviews of applications concerning refugee matters before the Federal Court, has been reappointed to the Immigration Appeal Division.

Patricia Rucker, former editor and political reporter with the Canadian Jewish News and past member of the Task Force on Continuity with the Jewish Federation of Greater Toronto, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Sashika Seevaratnam, a lawyer who specialized in immigration and refugee law, Doctor of Laws (Brussels, Belgium), and a former employment equity officer, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

James Simeon, Ph.D., former lecturer at the University of Toronto, with many published articles and book reviews on government and public administration, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Fay Sims, past Refugee co-ordinator with Amnesty International (Canadian Section) and former office co-ordinator with Amnesty International (Toronto), has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Martin Stone, a former Foreign Service Officer, former director of East European Programs Division, past Counsellor with the Canadian Embassy (Paris), former Director of the Latin American Programs Division with the Department of External Affairs, and past Director of the Eastern European Division, Employment and Immigration, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Jo-Anne Thibodeau, a lawyer, former Trustee with the Michipicoten Separate School Board, and past Board member, *Centre Francophone Chez Nous de Wawa*, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

David Zimmer, a lawyer with extensive experience as counsel before administrative boards and tribunals, former President and Director of the Alzheimer Society of Metropolitan Toronto, and past President of the Alzheimer Society of Canada, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

QUEBEC

Montreal

Mona Beauchemin, a lawyer, member of the Quebec Bar Association and former principal legal counsel with Via Rail, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Lamine Diallo, a former program officer with Employment and Immigration Canada and Treasury Board, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Menotti Iaricci, a former Assistant Director of CEC Jarry and past Assistant Director of *Centre de placement pour immigrants* -- Employment and Immigration Canada, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Joan Kouri, past President of the Working Group on Women and Children Refugees and former Remedial Therapist at the Montreal Children's Hospital (Department of Psychiatry), has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Richard Quirion, a former mayor and city councillor (Anjou, Quebec), past member of *la Table de concertation du développement économique de l'est de Montréal*, *la Commission de l'environnement de la communauté urbaine de Montréal* and *la Société de verdissement du Montréal métropolitain*, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Michel Paulo, former program administrator with CLSC Samuel-de-Champlain, and a past counselor in social services program development with *Centre de services sociaux Richelieu*, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Louise Robic, a former Minister of Immigration and Cultural Communities (1985-1989), *Ministre déléguée* for Health and Social Services (1989) and for Financial Institutions (1989-1994) with the Government of Quebec; founder and president of *la Fondation pour le refuge des femmes de l'Ouest-de l'Île*, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Nycole Roy, a former counselor with the Family Violence Prevention Division of Health Canada and counselor with *CLSC Le Moulin*, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Laurier Thibault, a former policy advisor in the departments of International Affairs, Immigration and Cultural Communities, Indian Affairs and Energy and Resources (Government of Quebec), has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Carl Whittaker, a professor, consultant in multicultural relations and former Vice-President with the Protestant School Board of Greater Montreal, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Ayman Yassini, former Director of the Asia-Pacific Business Council and Director of Trade Development with the Canadian Chamber of Commerce, and past Executive Director of the Social Science Federation of Canada, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division.

Communiqué

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

le 4 juillet 1997

97-27

Nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de 32 personnes à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Parmi ces nominations, 27 sont des renouvellements de mandat. Les nominations découlent du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, qui rend compte à ce dernier par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR a trois grandes responsabilités: la détermination du statut de réfugié, les appels en matière d'immigration, et la révision des motifs de la détention.

La liste des personnes nommées figure en annexe.

- 30 -

Renseignements :

Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

ALBERTA

Calgary

Susan Watson, antérieurement chargée de la formation interculturelle à la faculté de droit (université de Calgary) et ancienne coordonnatrice des Services internationaux de la Société canadienne de la Croix-Rouge, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

ONTARIO

Ottawa

Gary McCauley, ancien journaliste, ancien président de l'Institut canadien de la santé infantile, ancien député fédéral et ancien pasteur de l'église St. James de Moncton, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Toronto

Eva Allmen, antérieurement analyste de politiques et de projets au ministère ontarien des Services sociaux et communautaires et ancienne superviseuse des Services d'établissement au ministère ontarien des Affaires civiques et de la Culture, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Mindy Avrigh-Skapinker, Ph.D., auteure, coordonnatrice, chargée de cours et professeure, qui compte un long engagement communautaire avec les Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Virginia Bartley, antérieurement vice-doyenne et professeure de droit à l'université Queen's, ancienne agente de la Division de la détermination, programme du Bureau du Tuteur public pour la représentation des enfants, ministère ontarien du Procureur général, a vu son mandat renouvelé à la Section d'appel de l'immigration.

Vladmir Bubrin, Ph.D., ancien gestionnaire du projet d'examen des subventions au ministère ontarien des Affaires civiques, ancien adjoint administratif du président de la *Metro Housing Authority*, ancien directeur de la Réadaptation aux *COSTI-ILAS Immigration Services* et ancien directeur exécutif du Conseil ethnoculturel du Canada (Toronto), a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Lewis Chan, avocat ayant exercé le droit de l'immigration et ancien président du Conseil ethnoculturel du Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Hugh Evelyn, antérieurement consultant pour les réfugiés et les immigrants, ancien membre du Comité consultatif du statut de réfugié et ancien membre de la *Jamaica Canadian Association*, du comité des relations interraciales de Scarborough et des Rapports policiers-collectivité (Toronto), a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Danielle Filion, professeure de français, ancienne conseillère des services d'établissement pour les nouveaux arrivants de langue française, ancienne membre du *Toronto Refugee Affairs Council*, et ancienne vice-présidente de la *Action Relief Home Corporation*, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Bernard Kalvin, avocat ayant travaillé pour le Groupe du droit constitutionnel et administratif au ministère ontarien du Procureur général, ancien arbitre de l'immigration à la CEIC, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Lilian Ma, Ph.D., avocate, ancienne chef de la Division de l'éducation populaire, Direction des relations interraciales, Secteur du Multiculturalisme, Secrétariat d'État, et ancienne membre de la Commission ontarienne des droits de la personne, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Colin MacAdam, ancien coordonnateur du *Jesuit Refugee Service*, ancien vice-président du Conseil canadien pour les réfugiés et membre fondateur de la Coalition pour une politique juste à l'égard des requérants du statut de réfugié, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Khaled Mouammar, antérieurement directeur de projet à IBM Canada, ancien membre du conseil consultatif national de la Fédération canado-arabe et ancien modérateur du Forum des citoyens sur l'avenir du Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Rosemary Muzzi, avocate, ancienne avocate-conseil au ministère de la Justice où elle se chargeait d'appels et de contrôles judiciaires devant la Cour fédérale à l'égard des demandes concernant des questions liées aux réfugiés, a vu son mandat renouvelé à la Section d'appel de l'immigration.

Patricia Rucker, ancienne rédactrice et journaliste politique pour le *Canadian Jewish News*, ancienne membre du *Task Force on Continuity* pour la *Jewish Federation of Greater Toronto*, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Sashika Seevaratnam, avocate spécialisée en droit de l'immigration et des réfugiés, docteure en droit (Bruxelles, Belgique) et ancienne agente de l'équité en matière d'emploi, a vu son mandat renouvelé à la Section d'appel de l'immigration.

James Simeon, Ph.D., ancien chargé de cours à l'université de Toronto, qui a publié beaucoup d'articles et de critiques de livres portant sur le gouvernement et l'administration publique, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Fay Sims, ancienne coordonnatrice pour les réfugiés à Amnistie internationale (Section canadienne) et ancienne coordonnatrice de bureau pour Amnistie internationale (Toronto), a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Martin Stone, ancien agent du Service extérieur, ancien directeur de la Division des programmes pour l'Europe de l'Est, ancien conseiller à l'ambassade du Canada (Paris), ancien directeur de la Division des programmes pour l'Amérique latine au ministère des Affaires étrangères et ancien directeur de la Division de l'Europe de l'Est à Emploi et Immigration Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Jo-Anne Thibodeau, avocate, ancienne administratrice de la Commission des écoles séparées de Michipicoten et ancienne membre du Centre Francophone Chez Nous de Wawa, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

David Zimmer, avocat ayant une vaste expérience comme conseiller juridique auprès de commissions et de tribunaux administratifs, ancien président et directeur de la *Alzheimer Society of Metropolitan Toronto*, et ancien président de la Société Alzheimer du Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

QUÉBEC

Montréal

Mona Beauchemin, avocate, membre du Barreau du Québec et ancienne conseillère juridique principale de Via Rail, a été nommée à la Section du statut de réfugié.

Lamine Diallo, ancien agent de programme à Emploi et Immigration Canada et au Conseil du Trésor, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Menotti Iaricci, antérieurement directeur adjoint du CEC Jarry et ancien directeur adjoint du Centre de placement pour immigrants -- Emploi et Immigration Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Joan Kouri, ancienne présidente du Groupe de travail sur les revendicatrices du statut de réfugié et les enfants et ancienne thérapeute curative à l'Hôpital de Montréal pour enfants (département de psychiatrie), a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Richard Quirion, ancien maire et conseiller municipal (Anjou, Québec), ancien membre de la Table de concertation du développement économique de l'est de Montréal, de la Commission de l'environnement de la communauté urbaine de Montréal et de la Société de verdissement du Montréal métropolitain, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Michel Paulo, ancien administrateur de programme au CLSC Samuel-de-Champlain et ancien conseiller en élaboration de programmes de service social au Centre de services sociaux Richelieu, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Louise Robic, ancienne ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles (1985-1989), ministre déléguée à la Santé et aux Services sociaux (1989) et aux Institutions financières (1989-1994) au gouvernement du Québec; fondatrice et présidente de la Fondation pour le refuge des femmes de l'Ouest de l'Île, a été nommée à la Section du statut de réfugié.

Nycole Roy, ancienne conseillère de la Division de la prévention de la violence familiale à Santé Canada et conseillère au CLSC Le Moulin, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Laurier Thibault, ancien conseiller aux politiques des ministères des Affaires internationales, de l'Immigration et des Communautés culturelles, des Affaires indiennes et de l'Énergie et des Ressources (gouvernement du Québec), a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Carl Whittaker, professeur, consultant en relations multiculturelles et ancien vice-président de la Commission des écoles protestantes du Grand Montréal, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

Ayman Yassini, ancien directeur du *Asia-Pacific Business Council* et directeur de l'expansion du commerce à la Chambre du commerce du Canada, et ancien directeur exécutif de la Fédération des sciences sociales du Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié.

News Release

FOR IMMEDIATE RELEASE

July 28, 1997

97-28

Appointments to the Immigration and Refugee Board

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Denis Arvanitakis, a former policy advisor to the Minister of Natural Resources and *ministre délégué* for Aboriginal Affairs (Government of Quebec), past president of the CLSC Parc Extension, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Berzoor Popatia, a lawyer specializing in civil litigation, administrative law and alternate dispute resolution, former member of the Aga Khan Ismaili Conciliation and Arbitration Board for Ontario, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Shirley R. Wales, a lawyer, former Deputy Judge (Small Claims Court, Ontario), past member of the Criminal Injuries Compensation Board and former Executive Director with Community Legal Assistance in Sarnia, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

James W. Waters, a lawyer, former Official Guardian Child Advocate and past president of the Muskoka Law Association, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division; the Appeal Division; and, the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For further information: Benoît Chiquette, Press Secretary
Office of the Minister, (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



Communiqué

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

28 juillet 1997

97-28

Nominations à la Commission de l'Immigration et du statut de réfugié

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'Immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations s'inscrivent dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Elles se répartissent comme suit :

Denis Arvanitakis, ancien conseiller en politique du ministre des Ressources naturelles et du ministre délégué aux Affaires autochtones (gouvernement du Québec), et ancien président du CLSC Parc Extension, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Berzoor Popatia, avocat spécialisé en contentieux des affaires civiles, en droit administratif et en modes substitutifs de règlement des différends, ancien membre de l'*Aga Khan Ismaili Conciliation and Arbitration Board for Ontario*, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Shirley R. Wales, avocate, ancienne juge adjointe à la Cour des petites créances (Ontario), ancienne membre de la *Criminal Injuries Compensation Board* et ancienne directrice générale de la *Community Legal Assistance* à Sarnia, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

James W. Waters, avocat, ancien avocat des enfants au Bureau du Tuteur public, et ex-président de la *Muskoka Law Association*, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'Immigration*, faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire de la ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section des réfugiés, la Section des appels et la Section de l'arbitrage. Elles sont chargées de la détermination au Canada du statut de réfugié, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette, Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre, (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

August 21, 1997

97-29

Minister Robillard announces a Transit Without Visa Pilot Program at the Vancouver International Airport

VANCOUVER -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M. P. for Westmount/Ville Marie, today announced a pilot program to facilitate travel for nationals of Indonesia, the Philippines, Taiwan and Thailand who transit Vancouver International Airport en route to or from the United States.

The pilot program is known as Transit Without Visa (TWOV). The program allows holders of any one of the four nationalities to proceed directly to the United States pre-clearance facilities at Vancouver International Airport (VIA) without possessing a Canadian visitor visa. Similarly, these nationals, when transiting VIA from the U.S.A. to take a flight abroad, will not require a Canadian visitor visa. Certain conditions apply to each of these situations and to the airlines which will participate in the program.

"The program we are announcing today between Citizenship and Immigration Canada and the airline industry is an example of the type of cooperation and partnership between the private sector and the government that makes practical business sense. We are confident that it will save time, money and administrative costs, and will be good for travellers, the airline industry and the Canadian public as a whole. It has all the ingredients of a win-win-win situation, and that is a clear formula for success," said the Minister.

At this time, the TWOV is a limited program which is scheduled to end August 20, 1998. This will allow the Minister to assess its impact and to make adjustments, as necessary, because of its close linkage to a tentative agreement between Canada and the U.S. concerning in transit air pre-clearance between the two countries.

-30-

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
(613) 941-7047

Backgrounder attached:

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Canada



Les ressortissants de l'Indonésie, de Taïwan et de la Thaïlande qui transitent par le

Canada en provenance des États-Unis doivent :

- au moment de leur arrivée aux États-Unis, avoir en leur possession un visa américain en cours de validité pour entrer aux États-Unis (les personnes autorisées à entrer aux E.-U. en vertu du programme de TSV ou de programmes de dispense de visa ne sont pas admissibles);
- avoir été légalement admis aux E.-U. et ne pas avoir prolongé sans autorisation leur séjour aux E.-U.;
- n'avoir fait l'objet d'aucune mesure d'expulsion des États-Unis sauf si, s'étant vu refuser l'entrée aux E.-U., après avoir transité par le Canada sur un vol qui n'a pas été dédouané par les inspecteurs américains à l'aéroport de Vancouver, ils sont renvoyés des E.-U. dans les sept jours suivant leur arrivée dans ce pays;
- arriver à l'aéroport international de Vancouver sur un vol direct en provenance des États-Unis et se rendre dans un troisième pays où ils sont admissibles;
- avoir réservé un vol en partance de l'aéroport international de Vancouver dans les 24 heures suivant leur arrivée.

Les passagers en TSV peuvent prendre n'importe quel vol en partance de l'aéroport de Vancouver, peu importe si le transporteur est signalataire ou non du programme de TSV.

Afin d'être autorisés à transporter des ressortissants de l'Indonésie, des Philippines, de Taïwan et de la Thaïlande en vertu du programme de TSV, le **transporteur aérien** doit :

- n'avoir commis aucun manquement au regard des directives de la Ministère;
- signer un protocole d'entente avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) relativement au programme de TSV (sauf suivant les situations de partage des codes de vol);
- avoir accès aux installations américaines de pré-déroulement des passagers en transit à l'aéroport international de Vancouver ou offrir des vols dédouanés dès l'arrivée aux États-Unis;
- ne pas autoriser ses passagers en TSV à quitter le secteur de l'aéroport réservé aux passagers internationaux en transit avant de les présenter aux agents d'immigration du Canada en vue d'un interrogatoire.

L'exigence selon laquelle les transporteurs doivent s'assurer que les passagers sont munis des documents voulus demeure. Lorsque des frais administratifs doivent être versés en vertu de la *Loi sur l'Immigration* relativement à des passagers en TSV au Canada, des frais maximum de 3 200 \$ seront fixés.

Voici, pour CIC, les principes à la base de l'élaboration du programme de TSV :

- la Ministère détermine les ressortissants, les transporteurs et les aéroports qui seront admissibles au programme;
- la participation au programme est limitée afin de pouvoir évaluer son incidence sur le programme d'exécution de la loi et le processus de reconnaissance du statut de réfugié;
- des dispositions de renvoi satisfaisantes doivent être prises avec un pays avant que les ressortissants dudit pays soient pris en considération pour leur admissibilité au programme;
- un accord de pré-déroulement des passagers en transit avec les États-Unis doit être en vigueur dans un aéroport avant qu'il soit pris en considération pour son admissibilité au programme;
- il faut pouvoir établir un lien entre les personnes qui arrivent non munies des documents voulus et le transporteur responsable;
- les transporteurs aériens des participants doivent partager les risques et la hausse des coûts avec CIC.

BACKGROUND

TRANSIT WITHOUT VISA PROGRAM

Transit Without Visa (TWOV) is a pilot program that, subject to certain limitations, allows nationals of Indonesia, the Philippines, Taiwan and Thailand, to transit Vancouver International Airport (VIA) en route to or from the United States, without possessing a Canadian visitor visa. Upon their arrival at VIA, those heading for the U.S.A. will be able to proceed directly to the U.S. pre-clearance facilities. Those who arrive from the U.S., will be able to proceed directly to their flight abroad. In either case, they will not need to present themselves to Canadian customs and immigration.

TWOV is a pilot program to improve the international competitiveness of Canadian airports by facilitating travel through Canada. This new initiative will help maximize the potential of Canadian airports.

The pilot program was made possible by the introduction, on June 1, 1997, of a tentative agreement between Canada and the United States concerning the broader matter of in transit pre-clearance between the two countries. The agreement permits all nationalities transiting VIA to the United States (whether or not they require a Canadian visitor visa to transit Canada) to proceed directly to the U.S. pre-clearance facilities. TWOV is a related refinement because it permits four nationalities, who require a visitor visa to transit Canada, to do so at VIA without the visa. However, nationals of Indonesia, the Philippines, Taiwan, or Thailand, who transit Canada through any other airport, will continue to need a Canadian visitor visa for the foreseeable future.

TWOV will begin August 21, 1997 and is slated to end August 20, 1998. It has a limited duration and participation in order to allow the Minister of Citizenship and Immigration to assess the impact of this initiative and because Canada and the United States continue to work towards a final agreement on in transit pre-clearance of air passengers.

Nationals of Indonesia, the Philippines, Taiwan and Thailand transiting VIA **to the United States** must:

- have in their possession a valid and subsisting U.S. visa to enter the United States;
- be ticketed by or arrive on an airline that participates in TWOV; and
- have outbound air transportation booked for departure from VIA within 24 hours of arrival.

TWOV passengers may be boarded on any outbound flight from VIA regardless of whether or not the carrier is a signatory to the TWOV program.

Nationals of Indonesia, the Philippines, Taiwan and Thailand transiting Canada **from the United States** must:

- at the time of their arrival in the U.S., have had in their possession a valid U.S. visa to enter the

FICHE D'INFORMATION SUR LE PROGRAMME DE TRANSIT SANS VISA

Le programme de transit sans visa (TSV) est un programme-pilote qui, compte tenu de certaines limites, permet aux ressortissants de l'Indonésie, des Philippines, de Taïwan et de la Thaïlande, de transiter par l'aéroport international de Vancouver à destination ou en provenance des États-Unis, sans visa de visiteur canadien. À leur arrivée à l'aéroport de Vancouver, les voyageurs à destination des États-Unis pourront se diriger immédiatement vers les services américains de prédedouanement. Ceux qui arrivent des États-Unis pourront prendre directement leur vol vers l'étranger. Dans l'un ou l'autre cas, les voyageurs ne seront pas tenus de se présenter aux services canadiens de douanes et d'immigration.

Le TSV est un programme-pilote visant à accroître la compétitivité internationale des aéroports canadiens en réduisant les formalités pour les voyageurs qui passent par le Canada. Cette nouvelle initiative aidera à maximiser le potentiel des aéroports canadiens.

Le programme-pilote est devenu possible à la suite d'un accord préliminaire conclu le 1^{er} juin 1997 entre le Canada et les États-Unis, concernant le vaste champ du prédedouanement des passagers en transit entre les deux pays. L'accord autorise les personnes de toute nationalité qui transitent par l'aéroport de Vancouver à destination des États-Unis (qu'elles aient ou non besoin d'un visa de visiteur canadien pour passer par le Canada) à se rendre directement aux installations américaines de prédedouanement. Le TSV constitue une amélioration, car il permet aux ressortissants de l'Indonésie, des Philippines, de Taïwan et de la Thaïlande, tenus d'avoir un visa de visiteur pour transiter par le Canada, de transiter effectivement à l'aéroport de Vancouver, sans le visa exigé. Cependant, les ressortissants de l'Indonésie, des Philippines, de Taïwan ou de la Thaïlande, qui transitent par tout autre aéroport canadien, auront toujours à présenter un visa de visiteur canadien dans un avenir prévisible. Le programme de TSV entrera en vigueur à compter du 21 août 1997 et devrait se terminer le 20 août 1998. La durée du programme et la participation à celui-ci sont limitées afin que la ministre de Citoyenneté et Immigration puisse évaluer l'incidence de l'initiative. Il faut aussi que le Canada et les États-Unis poursuivent leurs travaux en vue d'un accord final sur le prédedouanement des passagers aériens en transit.

Les ressortissants de l'Indonésie, des Philippines, de Taïwan et de la Thaïlande qui transitent par l'aéroport international de Vancouver à **destination des États-Unis** doivent :

- être titulaires d'un visa américain en cours de validité pour entrer aux États-Unis;
- être détenteurs d'un billet délivré par un transporteur aérien ou être arrivés avec un transporteur qui participe au programme de TSV;
- avoir réservé un vol en partance de l'aéroport international de Vancouver dans les 24 heures suivant leur arrivée.

Les passagers en TSV peuvent prendre n'importe quel vol en partance de l'aéroport de Vancouver, peu importe si le transporteur est signalé ou non du programme de TSV.



COMMUNIQUÉ

Le 21 août 1997

97-29

La ministre Robillard annonce un programme de transit sans visa à l'aéroport international de Vancouver

VANCOUVER -- La ministre de Citoyenneté et Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, M^{me} Lucienne Robillard, a annoncé aujourd'hui la mise en place d'un programme-pilote visant à réduire les formalités de voyage pour les ressortissants de l'Indonésie, des Philippines, de Taïwan et de la Thaïlande qui passent par l'aéroport international de Vancouver à destination ou en provenance des États-Unis.

Le programme-pilote porte le nom de programme de transit sans visa (TSV) et permet aux détenteurs de l'une des quatre nationalités susmentionnées de se rendre directement aux installations américaines de prédédouanement à l'aéroport international de Vancouver sans avoir en leur possession un visa de visiteur canadien. De même, lorsqu'ils transitent par l'aéroport international de Vancouver en provenance des États-Unis pour se rendre à l'étranger, ces ressortissants n'auront pas besoin d'un visa de visiteur canadien. Certaines conditions s'appliquent à chacune de ces situations, et les transporteurs aériens qui participeront au programme devront respecter certaines exigences.

« Cette entente entre le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et l'industrie du transport aérien est un modèle de collaboration et de partenariat fructueux entre le secteur privé et le secteur public. Nous sommes confiants que ce programme nous permettra d'économiser du temps, de l'argent et des frais administratifs et qu'il sera profitable tant pour les voyageurs que pour l'industrie du transport aérien et le public canadien dans son ensemble. Ce programme contient tous les éléments de réussite et permettra à toutes les parties de trouver leur compte », a déclaré la Ministre.

Pour le moment, le programme de transit sans visa est un programme à durée limitée, qui devrait se terminer le 20 août 1998. La Ministre pourra ainsi évaluer son incidence et apporter les modifications pertinentes, suivant les besoins, compte tenu des liens étroits avec l'accord préliminaire entre le Canada et les É.-U. concernant le prédédouanement des passagers aériens en transit entre les deux pays.

-30-

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Denis Boucher
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Fiche d'information ci-jointe

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



United States (persons allowed entry to the U.S. under the TRWOV or Visa Waiver programs are not eligible for this program);

- have been lawfully admitted to the U.S. and have not overstayed the period of time they were authorized to remain in the United States;
 - not have been deported or otherwise removed from the United States unless, having been refused admission to the U.S., after transiting Canada on a flight that was not cleared by U.S. pre-clearance inspectors at VIA, are removed from the U.S. within seven days of their arrival there;
 - arrive at VIA on a flight directly from the United States and be destined to a third country to which they are admissible; and
 - have outbound air transportation booked for departure from VIA within 24 hours of arrival.
- TRWOV passengers may be boarded on any outbound flight from VIA regardless of whether or not the carrier is a signatory to the TRWOV program.

To be eligible to carry nationals of Indonesia, the Philippines, Taiwan and Thailand under the TRWOV program, a **transportation company** must:

- not be in default of any account with the Minister;
 - sign a memorandum of understanding with Citizenship and Immigration Canada (CIC) in respect of the TRWOV program (except as may be provided in code-share situations);
 - have access to U.S. in transit pre-clearance at VIA or, operates flights that are cleared upon arrival in the U.S.A.;
 - not allow its TRWOV passengers to leave the area of the airport reserved for international in transit passengers without presenting them to Canadian immigration officials for examination.
- Transportation companies retain responsibility for ensuring passengers are properly documented. Where administration fees are payable under the *Immigration Act* for any TRWOV passenger brought to Canada, the maximum fee of \$3200 will be assessed.

For the CIC, the principles guiding the development of TRWOV are:

- the Minister determines which nationalities, carriers and airports will be eligible for the program;
- participation in the program is limited in order to assess its impact on the enforcement program and refugee determination system;
- satisfactory removal arrangements must be in place with a country before nationals of that country will be considered for the program;
- an in transit pre-clearance agreement with the United States must be in place at an airport before it will be considered for the program;
- persons arriving without documents must be linked to the responsible carrier; and
- participating airlines must share any risk and increased cost with CIC.



NEWS RELEASE

August 22, 1997

97-30

Minister Robillard to Hold Discussions in Australia and New Zealand

VANCOUVER -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, will travel to Australia and New Zealand between August 24 and September 3, 1997.

This visit will allow the Minister to familiarise herself with other legislative models from two countries that have pro-active immigration policies. The talks will focus mainly on selection, refugee determination process, intelligence, citizenship and client service.

In New Zealand (from August 24 to 27), in Auckland and Wellington, Minister Robillard will meet with the Honourable Max Bradford, Minister of Immigration, the Honourable Jack Elder, Minister of Internal Affairs (responsibilities which include citizenship) and senior officials of both departments. The Minister also plans to meet with Mr. Martin Treadwell, Acting Chair of the Refugee Status Appeal Authority and Residence Appeal Authority.

In Australia (from August 27 to September 3rd) in Canberra and Sydney, the Minister will hold discussions with the Honourable Philip Ruddock, Minister of Immigration and the Honourable Amanda Vanstone, Minister of Employment, Education, Training and Youth Affairs as well as senior officials from both of these departments. There will also be meetings with Mr. Shun N. Chetty, Principal Member of the Refugee Review Tribunal and with representatives of non-governmental groups (NGO).

This mission is part of the legislative review process that was initiated in November 1996 with the creation of an advisory group responsible for revising the *Immigration Act*.

-30-

For information:

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Joanne John
Media Relations
(613) 941-7040

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

Le 22 août 1997

97-30

Madame Robillard en mission en Nouvelle-Zélande et en Australie

VANCOUVER -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, se rendra en Nouvelle-Zélande et en Australie du 24 août au 3 septembre 1997.

Cette visite permettra à la Ministre de se familiariser avec d'autres modèles législatifs, soit ceux de deux pays disposant de politiques proactives en matière d'immigration. Les discussions porteront principalement sur le processus de sélection, la détermination du statut de réfugié, le renseignement, la citoyenneté et le service à la clientèle.

En Nouvelle-Zélande (du 24 au 27 août), soit à Auckland et à Wellington, madame Robillard rencontrera le ministre de l'Immigration, monsieur Max Bradford, le ministre de l'Intérieur (responsable entre autres de la citoyenneté) M. Jack Elder et des hauts fonctionnaires de ces deux ministères. Une rencontre est également prévue avec le président intérimaire des sections d'appel concernant les demandes du statut de réfugié et les demandes de résidence permanente, monsieur Martin Treadwell.

En Australie (du 27 août au 3 septembre), soit à Canberra et à Sydney, la Ministre s'entretiendra avec le ministre de l'Immigration et des Affaires multiculturelles, monsieur Phillip Ruddock, la ministre de l'Emploi, de l'Éducation, de la Formation et des Affaires de la jeunesse, madame Amanda Vanstone, ainsi qu'avec des hauts fonctionnaires de ces deux ministères. À ceci s'ajouteront des rencontres avec monsieur Shun N. Chetty, chef du tribunal chargé de l'examen des demandes du statut de réfugié ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG).

Cette mission s'inscrit dans le cadre du processus de révision législative entamé en novembre 1996 lors de la mise sur pied du Groupe consultatif chargé de réviser la *Loi sur l'immigration*.

-30-

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Joanne John
Relations avec les médias
(613) 941-7040

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



1
CI
N 24



NEWS RELEASE

September 9, 1997

97-31

Minister Lucienne Robillard welcomes Quebec's consultations on immigration

Ottawa ---The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, said she will be paying attention to the Quebec government's public consultations, which begin tomorrow.

"I have read the policy paper that will be discussed at the consultations, and I am pleased that Quebec is looking at ways to take full advantage of the potential contribution that immigrants can make to Canadian society and our economy," said Minister Robillard. "Currently, an advisory group, which I appointed last November, is conducting a review of Canada's Immigration Act and will be making its recommendations to me in December 1997. From my point of view, the discussions that take place at Quebec's consultations will be important for me to consider as we conduct our legislative review."

The Canada-Quebec Accord gives Quebec full power to select independent immigrants and refugees from abroad and enables the Government of Quebec to design and administer federally-funded integration services for new permanent residents, in accordance with a financial agreement within the Accord.

Under the Accord, the federal government is responsible for conducting medical assessments and background checks for all potential immigrants, issuing admission documents and determining the status of all refugee claimants who land in Canada. The Government of Canada is also responsible for defining general classes of immigrants and establishing national objectives for Canada's immigration program.

The Canada-Quebec Accord is a good example of federal-provincial cooperation. It allows Canada and the Province of Quebec to efficiently and effectively manage this shared jurisdiction to meet their respective immigration objectives. Immigration officials from the two levels of government work together to deliver immigration services to their clients and meet regularly to discuss common immigration issues through several working groups.

-30-

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Richard Saint-Louis
Media Relations
Quebec Region
(514) 283-0828



Visit our Internet site at: <http://cicnet.ci.gc.ca>





FACT SHEET

Canada-Quebec Accord

The Canada-Quebec Accord, signed in 1991, establishes the sharing of responsibilities between Canada and Quebec in matters of immigration.

Quebec's Responsibility in Immigration Under the Accord includes:

- Determining its own immigration levels;
- Selecting all independent immigrants (business immigrants, skilled workers) and refugees abroad who are destined to Quebec;
- Establishing its own selection criteria for independent immigrants;
- Administering its own immigrant investor program although both parties must harmonize their respective standards and practices;
- Administering family class undertakings and setting related financial criteria when required by the federal Immigration Act;
- Having sole responsibility for administering collective sponsorships for refugees selected abroad;
- Providing settlement and integration services to new permanent residents of Quebec;
- Providing consent for admission for foreign students, temporary foreign workers requiring job validation and for any visitors seeking medical treatment.

Under the Canada-Quebec Accord the Federal Government Has Overall Responsibility for:

- Establishing national objectives;
- Defining general classes of immigrants;
- Setting national immigration levels;
- Admitting immigrants by -- issuing visas and ensuring that immigrants selected by Quebec meet the statutory requirements, which include medical assessments and background checks;
- Controlling the access to citizenship;
- Conducting enforcement activities;
- Meeting Canada's international obligations;
- Providing Quebec annually with a minimum compensation of \$90 million to cover settlement and integration costs;
- Determining the status of refugee claimants who land in Canada.





FACT SHEET

Discussion Forums

There are a number of forums for discussions that Canada and Quebec use to manage their immigration partnership. All these forums flow from the Canada-Quebec Accord.

Joint Committee:

The Joint Committee's general mandate is to encourage harmonization of the two governments' economic, demographic and sociocultural objectives in the matter of immigration and integration, and to co-ordinate implementation of Canada's and Quebec's policies in relation to these objectives. In general, the committee discusses matters connected with development of and/or modification of policies and programs. The joint committee meets at least once a year.

Implementation Committee:

The Implementation Committee works under the direction of the Joint Committee and it deals strictly with operational matters. For example, its tasks include writing joint directives, solving problems connected with implementation of those directives, and ensuring exchange of administrative and operational information. The committee meets twice a year.

Harmonization Committee:

This committee was created by the Implementation Committee in June 1995 to:

- determine what changes at Citizenship and Immigration Canada (CIC) have an impact on the activities of Quebec's ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI);
- examine new procedures with regard to joint directives and current practices;
- examine technological support issues.



Discussion Forums continued...

Federal-Provincial Working Group on Matters Pertaining to Refugee Claimants:

The working group's mandate is:

- to examine the issues and policies relating to asylum seekers;
- to promote better mutual understanding;
- to increase the exchange of information between the two levels of government;
- to examine concrete ways to improve co-ordination of Canada's and Quebec's programs.

Federal-Provincial Consultation Committee on Operations:

This committee's main objective is:

- to harmonize CIC's and MRCI's operational procedures;
- to find solutions to operational problems;
- to consult the other party before modifying current procedures;
- to inform each other of projects in development with respect to operations; and
- if necessary, to put in place common projects aimed at better carrying out their respective programs.

The committee's members meet approximately three times a year.



FACT SHEET

Examples of Canada-Quebec Cooperation

Activities Overseas

- Canada has an important statutory role in processing immigration applications of persons selected by Quebec. The federal government must ensure that immigrants destined to Quebec are in good health and are not a public security risk. The federal government:
 - conducts background checks;
 - conducts medical assessments;
 - issues documents to facilitate admission.
- Quebec has seven offices abroad to assess Quebec-destined applicants, however, in areas where there is no Quebec office, federal officers perform immigration assessments for Quebec and refer them to Quebec for a final decision.
- The International Branch at Citizenship and Immigration Canada (CIC) has initiated a pilot project in Asia to accelerate the federal medical examination procedure when issuing student visas. This project helped to ease the pressure and workload Quebec's ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) was facing when issuing a Certificat d'acceptation du Québec (CAQ), as they were under a lot of pressure to get CsAQ issued within short timeframes.
- In September 1996, the International Branch at CIC identified an officer within the branch to be responsible for Quebec. This allows Quebec to have one point of contact at the operational level in order to facilitate better communications between CIC and MRCI.

Skilled Workers

- On May 1, 1997, CIC implemented the use of the National Occupation Classification (NOC). This change provided a greater harmony between the reference documents used by the Quebec government in immigration matters, as Quebec was already using the NOC for its selection activity.



Examples of Canada-Quebec Cooperation continued...

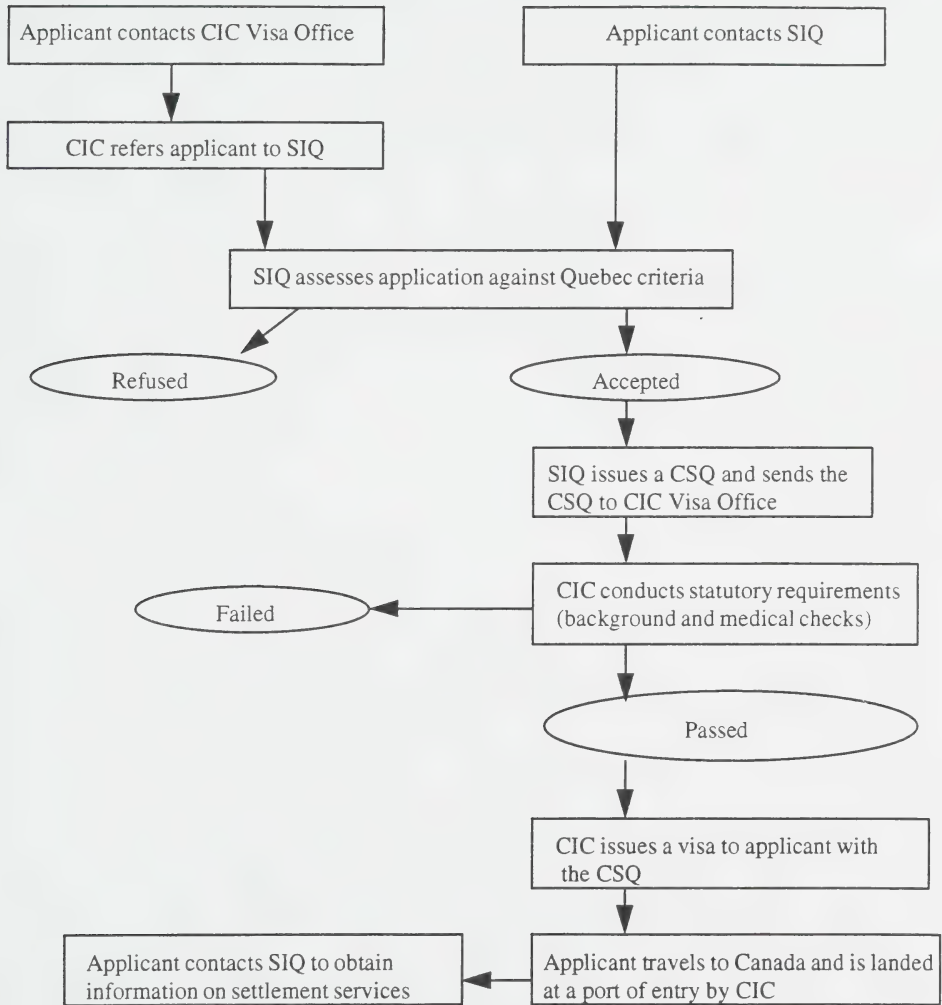
- The Quebec government is participating in the recent pilot project for software development professionals. Employers are not required to obtain a Certificat d'acceptation du Quebec for temporary workers destined to Quebec to fill a position whose job description matches one of the job descriptions validated under the terms of the pilot project. This allows Quebec-based information technology firms to benefit from expedited processing for software development professionals.

Sponsorship

- The definition of a "sponsorship undertaking" was made clearer in order to more clearly state the responsibilities of Quebec in the determination and application of financial criteria for sponsorship.
- Sponsoring unnamed children allows prospective adoptive parents the ability to start the immigration process before the child they intend to adopt is identified. However, recently, Canada ratified the Hague Convention on Intercountry Adoption and CIC wanted to end the practice of accepting sponsorship applications for unnamed children who were going to be adopted. Quebec was concerned that this would jeopardize the international adoption movement to Quebec, particularly from China. After listening to Quebec's concerns, CIC decided not to eliminate unnamed sponsorships for adoption cases from non-Hague signatory countries.



Independent Immigrants Applying to Quebec from Abroad



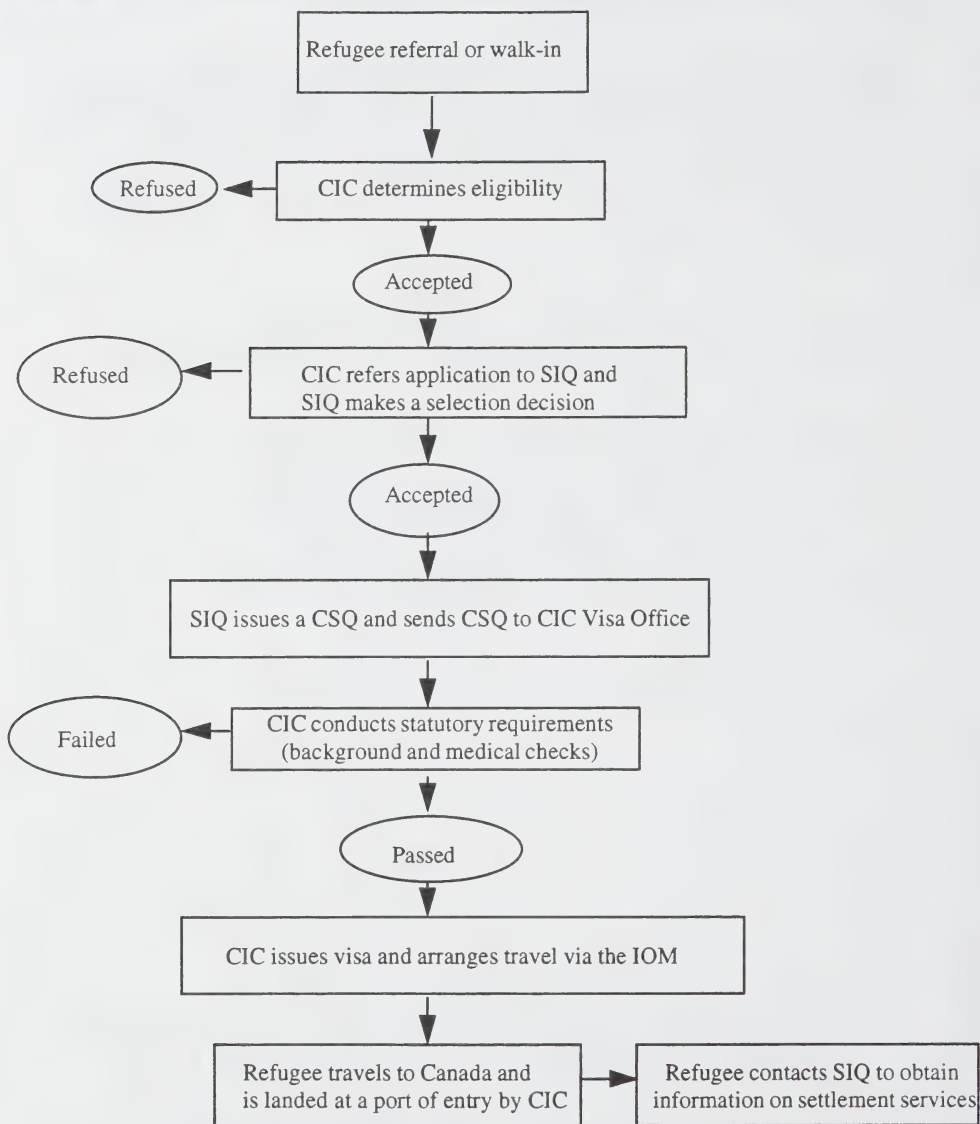
CIC: Citizenship and Immigration Canada

CSQ: Certificat de sélection du Québec

SIQ: Service d'immigration du Québec



Refugees Selected by Quebec from Abroad



CIC: Citizenship and Immigration Canada

CSQ: Certificat de sélection du Québec

SIQ: Service d'immigration du Québec

IOM: International Organization for Migration





COMMUNIQUÉ

Le 9 septembre 1997

97-31

La ministre Lucienne Robillard voit d'un bon oeil la consultation qu'entreprend le gouvernement du Québec sur son programme d'immigration

Ottawa --- L'honorable Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a indiqué qu'elle suivrait avec intérêt la consultation publique qu'entreprend demain le gouvernement du Québec.

« J'ai lu l'exposé de principe qui servira de fondement à la consultation, et je suis ravie que le Québec cherche des moyens de tirer pleinement profit de la contribution éventuelle que les immigrants peuvent apporter à la société canadienne et à notre économie, a déclaré la Ministre. Actuellement, un groupe consultatif que j'ai mis sur pied en novembre dernier, procède à un examen de la Loi canadienne sur l'immigration, et il me présentera ses recommandations en décembre 1997. De mon point de vue, la consultation au Québec est importante car les discussions alimenteront ma réflexion dans le cadre de notre processus de révision de la législation. »

L'Accord Canada-Québec donne au Québec les pleins pouvoirs pour ce qui regarde la sélection des immigrants indépendants et des réfugiés à l'étranger et il permet au gouvernement du Québec de concevoir et d'administrer les services d'intégration - financés par le gouvernement canadien - à l'intention des nouveaux résidents permanents, dans le cadre d'une entente financière inscrite dans cet accord.

En vertu de l'Accord, il appartient au gouvernement fédéral de faire la vérification des examens médicaux et de procéder aux vérifications judiciaires dans le cas de tous les immigrants éventuels, de délivrer les documents relatifs à l'entrée au pays et d'établir le statut de tous les revendicateurs du statut de réfugié qui arrivent au Canada. Le gouvernement du Canada est également tenu de préciser les catégories générales d'immigrants et de fixer des objectifs nationaux pour le programme d'immigration.

L'Accord Canada-Québec est un bon exemple de collaboration fédérale-provinciale. Il permet au Canada et à la province de Québec de gérer avec efficience et efficacité cette compétence partagée en vue d'atteindre leurs objectifs respectifs en matière d'immigration. Les fonctionnaires de l'Immigration des deux ordres de gouvernement collaborent pour offrir des services à leurs clients et se rencontrent régulièrement dans plusieurs groupes de travail pour examiner ensemble des questions d'intérêt commun.

-30-

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Richard Saint-Louis
Relations avec les médias
Région du Québec
(514) 283-0828



Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Accord Canada-Québec

L'Accord Canada-Québec conclu en 1991 prévoit le partage des pouvoirs et responsabilités entre le Canada et le Québec dans le domaine de l'immigration.

Les pouvoirs et responsabilités du Québec prévus dans l'Accord sont notamment les suivants :

- fixer ses propres niveaux d'immigration;
- sélectionner tous les immigrants indépendants (gens d'affaires et travailleurs qualifiés) et réfugiés qui se trouvent à l'étranger et qui comptent s'établir au Québec;
- établir ses propres critères de sélection pour les immigrants indépendants;
- fixer ses propres règles en ce qui concerne le programme d'immigration des investisseurs bien que les deux parties à l'Accord soient aussi tenues d'harmoniser leurs critères d'acceptation et pratiques;
- gérer les engagements pris pour des membres de la catégorie des parents et établir les critères d'ordre financier lorsque cela est nécessaire aux termes de la *Loi sur l'immigration* du Canada;
- assumer l'entière responsabilité de la gestion des ententes de parrainage collectif pour des réfugiés parrainés à l'étranger;
- offrir des services d'établissement et d'intégration aux nouveaux résidents permanents du Québec;
- autoriser l'admission des étudiants étrangers, des travailleurs temporaires dont l'offre d'emploi doit être validée ainsi que des visiteurs qui veulent obtenir des traitements médicaux.

Aux termes de l'Accord Canada-Québec, le gouvernement fédéral conserve les pouvoirs et responsabilités qui suivent :

- établir des objectifs pour l'ensemble du Canada;
- préciser les catégories générales d'immigrants;
- fixer les niveaux d'immigration pour l'ensemble du Canada;
- admettre les immigrants en leur délivrant les visas nécessaires et en veillant à ce que les immigrants sélectionnés par le Québec répondent aux exigences statutaires, notamment en matière de santé et de sécurité;
- préciser les critères pour octroyer la citoyenneté;
- mener les activités visant à faire respecter la loi;
- respecter les obligations internationales du Canada;
- remettre au Québec un montant compensatoire annuel d'au moins 90 millions de dollars pour les services d'établissement et d'intégration;
- établir le statut de tous les revendicateurs du statut de réfugié qui arrivent au Canada.





FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Forums de discussion

Il existe plusieurs forums de discussion entre le Canada et le Québec pour gérer le partenariat en matière d'immigration. L'ensemble de ces forums découle de l'Accord Canada-Québec.

Comité mixte :

Le Comité mixte a pour mandat général de favoriser l'harmonisation des objectifs économiques, démographiques et socioculturels des deux gouvernements en matière d'immigration et d'intégration, et de coordonner la mise en oeuvre des politiques du Canada et du Québec découlant de ces objectifs. On y discute en général des questions touchant l'élaboration des politiques et des programmes et/ou des modifications connexes. Le Comité mixte se réunit au moins une fois l'an.

Comité d'application :

Le Comité d'application travaille sous la direction du Comité mixte et traite de questions strictement opérationnelles. Il a par exemple pour tâches de rédiger les directives conjointes, de résoudre les problèmes découlant de la mise en oeuvre de ces dernières, d'assurer l'échange d'informations d'ordre administratif et opérationnel. Le Comité se réunit deux fois par année.

Comité d'harmonisation :

Ce Comité a été créé par le Comité d'application en juin 1995 pour :

- déterminer quels changements à CIC ont une incidence sur les activités du MRCI;
- examiner les nouvelles procédures en regard des Directives conjointes et des pratiques actuelles;
- examiner les questions du soutien technologique.



Forums de discussion (suite)

Le Groupe de travail fédéral-provincial sur les questions relatives aux revendicateurs du statut de réfugié :

Le mandat du groupe de travail est donc :

- d'examiner les questions et politiques touchant les demandeurs d'asile;
- de favoriser une meilleure compréhension de part et d'autre;
- d'accroître l'échange d'informations entre les deux paliers de gouvernement;
- d'examiner des mesures concrètes en vue d'améliorer la coordination des programmes canadiens et québécois.

Comité fédéral - provincial de concertation sur les opérations :

Ce comité existe depuis plusieurs années. Il a pour principal objectif :

- d'harmoniser les procédures opérationnelles de CIC et du MRCI;
- de rechercher des solutions aux problèmes opérationnels;
- de consulter l'autre partie avant d'apporter des modifications aux procédures en cours;
- de s'informer mutuellement des projets en développement au niveau des opérations; et
- au besoin, de mettre en place des projets communs visant une meilleure réalisation de leurs programmes respectifs.

Les membres du Comité se rencontrent environ trois fois par année.



FICHE DE RENSEIGNEMENTS

Exemples de la coopération entre le Canada et le Québec

Activités à l'étranger :

- Le Canada joue un rôle statutaire important dans le traitement des demandes d'immigration des personnes sélectionnées par le Québec. Le gouvernement fédéral doit garantir que les immigrants destinés au Québec sont en bonne santé et ne constituent pas un risque pour la sécurité de la population. Le gouvernement fédéral remplit les fonctions suivantes :
 - vérifications judiciaires;
 - vérifications médicaux;
 - diffusion de documents pour faciliter l'admission.
- Le Québec compte sept bureaux à l'étranger pour évaluer les demandeurs destinés au Québec, mais dans les régions où le Québec n'a pas de bureau, ce sont des fonctionnaires fédéraux qui procèdent aux évaluations pour le compte du Québec et qui renvoient les candidats au Québec qui rend la décision finale.
- La Direction de la Région internationale de Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a lancé un projet-pilote en Asie pour accélérer la procédure d'examen médical du gouvernement fédéral relativement à la délivrance de visas d'étudiants. Ce projet a permis d'alléger la tension et la charge de travail du ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) lorsqu'il devait émettre un certificat d'acceptation du Québec (CAQ), car le Ministère était soumis à une forte tension lorsqu'il fallait obtenir les CAQ dans de brefs délais.
- En septembre 1996, la Direction de la Région internationale de CIC a désigné une personne responsable pour le Québec. Ainsi, le Québec dispose d'une personne-ressource au niveau opérationnel pour faciliter les communications entre CIC et MRCI.

Travailleurs qualifiés :

Le 1^{er} mai 1997, CIC a adopté la Classification nationale des professions (CNP). Cette modification a permis d'harmoniser dans une plus grande mesure les documents de référence utilisés par le gouvernement du Québec pour les questions d'immigration, étant donné que le Québec utilise déjà la CNP pour procéder à la sélection.



Exemples de la coopération entre le Canada et le Québec (suite)

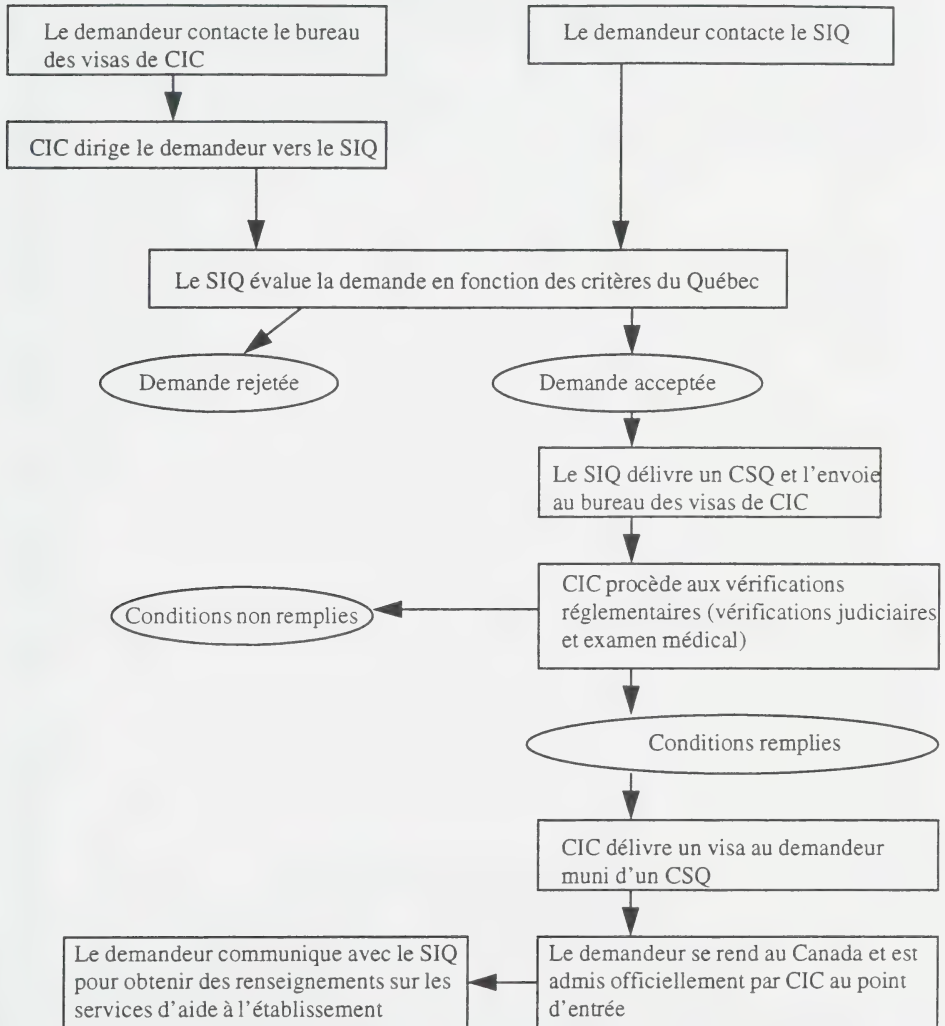
- Le gouvernement du Québec participe au projet-pilote mis sur pied récemment concernant les concepteurs de logiciel. Les employeurs ne sont pas tenus d'obtenir un certificat d'acceptation du Québec pour que les travailleurs temporaires destinés au Québec puissent occuper un poste dont la description correspond à l'une des descriptions de travail validée dans le cadre du projet-pilote. Ainsi, les entreprises de technologie de l'information établies au Québec peuvent bénéficier du processus de traitement accéléré dans le cas des concepteurs de logiciel.

Parrainage :

- La définition de l'expression « engagement de parrainage » a été clarifiée afin d'énoncer plus clairement les responsabilités du Québec dans la détermination et l'application des critères financiers relativement au parrainage.
- Le parrainage d'enfants non nommés permet aux parents adoptifs éventuels de commencer le processus d'immigration avant que l'enfant qu'ils ont l'intention d'adopter ne soit identifié. Cependant, le Canada a récemment ratifié la Convention de La Haye sur l'adoption internationale et CIC voulait mettre fin à la pratique consistant à accepter des demandes de parrainage d'enfants non nommés sur le point d'être adoptés. Québec craignait que cette pratique ne nuise au mouvement de l'adoption internationale vers le Québec, particulièrement dans le cas des enfants venant de la Chine. Après avoir entendu les arguments du Québec, CIC a décidé de ne pas éliminer le parrainage d'enfants non nommés dans les cas d'adoption dans des pays n'ayant pas signé la Convention de La Haye.



**Immigrants indépendants présentant à l'étranger
une demande dans l'intention de s'établir au Québec**



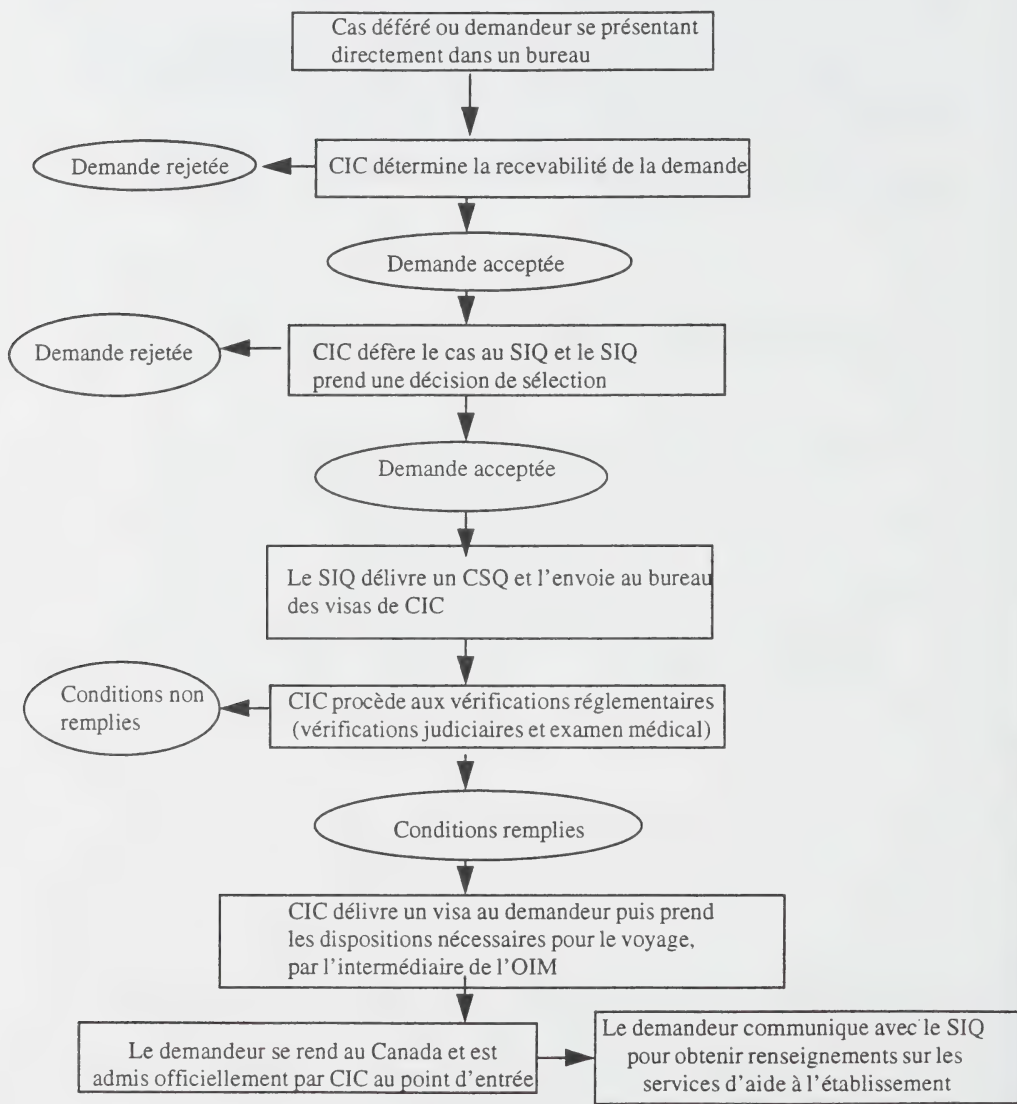
CIC : Citoyenneté et Immigration Canada

CSQ : Certificat de sélection du Québec

SIQ : Service d'immigration du Québec



Réfugiés sélectionnés à l'étranger par le Québec



CIC : Citoyenneté et Immigration Canada

CSQ : Certificat de sélection du Québec

SIQ : Service d'immigration du Québec

OIM : Organisation internationale pour les migrations



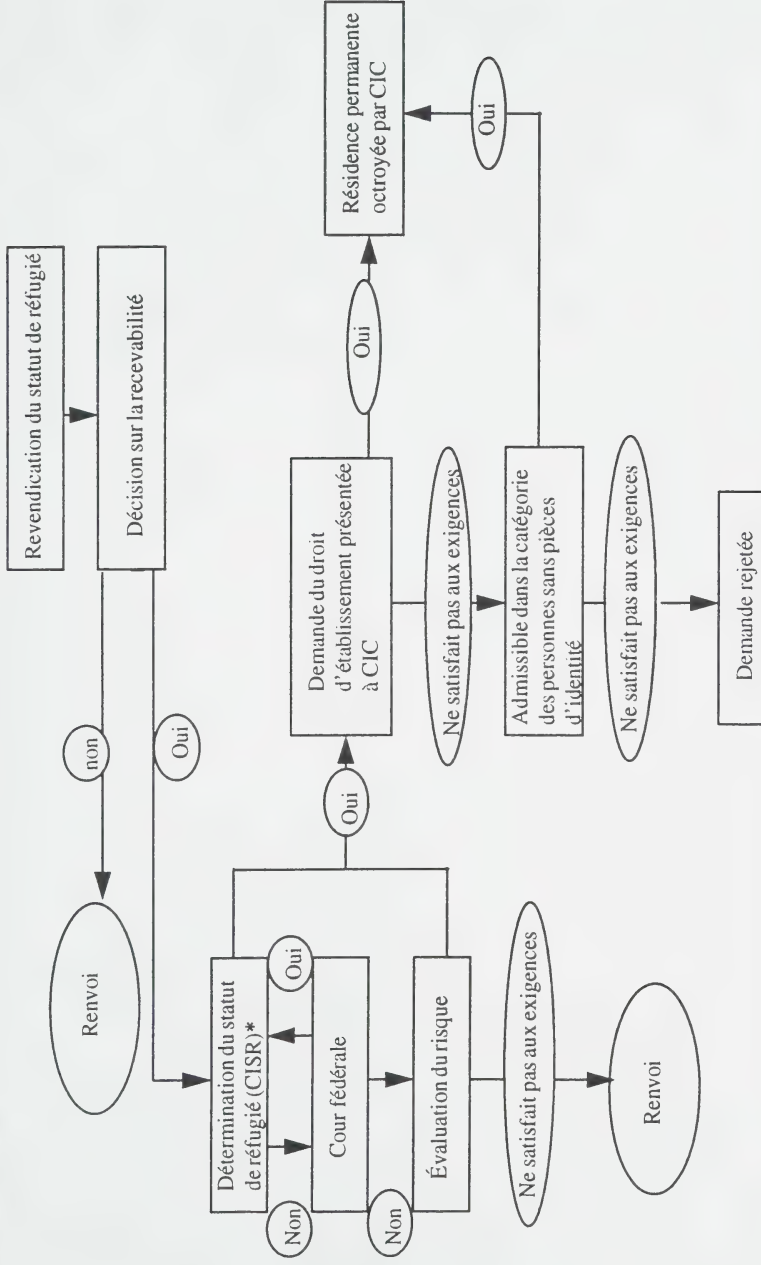
Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



Détermination du statut de réfugié au Canada



CISR : Commission de l'immigration et du statut de réfugié

CIC : Citoyenneté et Immigration Canada

* Les personnes à qui la CISR reconnaît le statut de réfugié au sens de la Convention se voient remettre un formulaire de demande en vue de l'obtention d'un Certificat de sélection du Québec, qui leur donne accès aux services provinciaux du Québec.



Refugee Determination in Canada



CIC: Citizenship and Immigration Canada

* When person in Quebec is determined to be a Convention Refugees by the IRB they are given an application for a Certificat de sélection du Québec, which allows them to access Quebec provincial services.

NEWS RELEASE

September 10, 1997

97-32

Appointment to the Immigration and Refugee Board

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB). It has been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995.

Milan Nicholas Then, a former Senior Investigator with the Special Investigations Unit (Ontario Ministry of the Solicitor General), and past Director of Communications and Publications with the Office of the Ombudsman (Ontario) has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee division; the appeal Division; and, the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site at: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

Le 10 septembre 1997

97-32

Nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Cette nomination s'inscrit dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

Milan Nicholas Then, ancien enquêteur principal au sein du Service des enquêtes spéciales (ministère du Solliciteur général de l'Ontario) et ancien directeur des Communications et des publications au bureau de l'Ombudsman (Ontario), a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section des réfugiés, la Section des appels et la Section de l'arbitrage. Elles sont chargées de la détermination au Canada du statut de réfugié, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

Minister Robillard clarifies the position of the Government of Canada regarding the Canada-Quebec Accord on immigration

September 10, 1997

97-33

Ottawa -- The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, reiterated today her willingness to work with the Quebec government to ensure that the Canada-Quebec Accord on immigration is applied in an effective and efficient manner.

Minister Robillard was responding to a statement made earlier today by her Quebec counterpart, Minister André Boisclair, at the opening of Quebec's public consultations on immigration matters, which she is following with interest.

Fees for Independent Immigrants Destined to Quebec

Minister Robillard said that she is ready to discuss the double fee issue, with her Quebec counterpart, within the context of the present Canada-Quebec Accord. However, it is not correct to say, as Minister Boisclair has said, that the Government of Canada does not intervene in the process and that they (potential immigrants) do not receive services from both levels of government. Actually, the Canadian government is responsible for conducting medical assessments and background checks for all potential immigrants and issuing admission documents. Furthermore, in areas where there is no Quebec office, Immigration Canada officers perform immigration assessments for Quebec and refer them to Quebec for a final decision.

Refugee Claimant Issues

Like Minister Boisclair, Minister Robillard wants to find ways to reduce the processing times for refugee claimants, while respecting Canada's humanitarian obligations. This, among other things, is part of the mandate that she has given to the advisory group that she appointed last November to review Canada's immigration legislation. The advisory group's report will be tabled in December.

Immigrant Investor Program

Minister Robillard called on her counterpart to be careful in dealing with delays facing immigrant investors from Asia. "I cannot ignore my responsibility towards protecting the health and security of Canadians and I must prevent the possibility of fraud," said Minister Robillard. "It is equally important to note that the processing of investors who want to come to Canada are treated as promptly as possible, while maintaining the integrity of the program."

Minister Robillard noted that proposed changes to the size of investment that investors must make in each province are currently being discussed with the provinces. Under the present program, which includes a tier system, Quebec receives a considerable part of these investments.

Finally, Minister Robillard reiterated her desire to meet Minister Boisclair, as he has requested, to find real solutions to their immigration challenges.

-30-

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Richard Saint-Louis
Media Relations
CIC - Quebec - Atlantic Region
(514) 283-0828

Visit our Internet site at: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

Le 10 septembre 1997

97-33

La ministre Lucienne Robillard précise la position du gouvernement du Canada concernant l'Accord Canada-Québec sur l'immigration

Ottawa — L'honorable Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a réitéré aujourd'hui sa volonté de travailler avec le gouvernement du Québec à la mise en oeuvre harmonieuse de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration.

Mme Robillard répondait à la déclaration faite plus tôt aujourd'hui par son homologue québécois, M. André Boisclair, à l'occasion de l'ouverture des consultations publiques du gouvernement québécois sur les questions d'immigration, qu'elle suit avec intérêt.

La tarification pour les immigrants indépendants se destinant au Québec

Mme Robillard s'est notamment dite prête à discuter la question de la double tarification, avec son homologue québécois, qui devra être examinée dans le cadre de l'Accord Canada-Québec. Toutefois, il est faux d'affirmer, comme le fait le ministre Boisclair, que le gouvernement canadien n'intervient pas dans le processus et qu'ils (les candidats à l'immigration) ne reçoivent pas de services des deux paliers de gouvernement. En effet, il appartient au gouvernement du Canada de faire la vérification des examens médicaux et de procéder aux vérifications judiciaires dans le cas de tous les immigrants éventuels et de délivrer les documents relatifs à l'entrée aux pays. De plus, dans les endroits où le Québec n'a pas de bureau, ce sont les fonctionnaires d'Immigration Canada qui évaluent les demandes pour le Québec et les font parvenir au Québec pour décision.

Le dossier des revendicateurs du statut de réfugié

Tout comme le ministre Boisclair, Mme Robillard désire trouver des moyens de raccourcir les délais de traitement des demandes de statut de réfugié, tout en respectant les obligations humanitaires du Canada ; c'est un mandat qu'elle a d'ailleurs confié, entre autres, au comité consultatif qu'elle a mis sur pied en novembre dernier à l'intérieur du processus fédéral de révision de la législation canadienne sur l'immigration. Le rapport du comité consultatif doit être déposé en décembre prochain.

Le programme d'immigrants-investisseurs

La ministre Robillard a toutefois appelé son homologue à la prudence quant aux délais de traitement des demandes d'immigrants-investisseurs en provenance d'Asie. «Je ne puis ignorer mes responsabilités quant à la protection de la santé et de la sécurité des Canadiens et je me dois de prévenir les fraudes possibles. Il est également important de noter que les demandes d'investisseurs pour immigrer au Canada sont traitées avec toute la célérité nécessaire, tout en maintenant l'intégrité du programme»

Quant aux modifications envisagées relativement aux montants d'investissements exigés dans chaque province, Mme Robillard a précisé qu'elles font actuellement l'objet de discussions avec les provinces et qu'en vertu du programme existant dans lequel le système de catégories (tier system) est déjà présent, le Québec reçoit une part plus qu'appréciable de ces investissements.

Enfin, la ministre Robillard a réitéré son désir de rencontrer le ministre Boisclair, comme il le souhaite lui-même, pour trouver des solutions réelles aux défis que représentent les différents aspects de l'immigration.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Richard Saint-Louis
Relations avec les médias
CIC - Région Québec - Atlantique
(514) 283-0828

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE



September 16, 1997

97-34

Canada Does Not Set Immigration Quotas

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, responded today to media reports alleging that the department of Citizenship and Immigration sets immigration quotas on a country-by-country basis.

"I must correct inaccuracies that have been reported recently concerning immigration levels," the Minister said. "The reports are apparently based on one of many internal documents that act as 'progress reports' on the levels exercise. This document has been misinterpreted as an outline of the number of immigrants that consulate staff are 'allowed to process'. This is simply not the case," Minister Robillard emphasized.

Citizenship and Immigration annually assigns processing targets to missions based on the volume of cases in process and on historical data from previous years; this is to ensure that cases are processed efficiently and to monitor the shifts in workload which would require a reassignment of resources. These processing targets are reexamined throughout the year. The suggestion that Canada uses this management tool as a means of favouring or preventing certain groups of people from migrating to Canada is absurd.

The facts speak for themselves. To date in 1997, the five leading source countries for immigration are:

1. Hong Kong - 18,200
2. People's Republic of China - 14,000
3. India - 13,800
4. Taiwan - 10,375
5. Pakistan - 8,200.

Immigration levels are tabled in the House of Commons annually. This was last done on October 29, 1996. "Our actual figures for 1996 as compared to the forecast for that year are tangible proof that the government does not follow a quota system in our immigration planning," Minister Robillard noted. The Immigration Plan for 1996 had set 195,000 - 220,000 as the overall range of immigrants and refugees. The actual number of landings exceeded that plan: a total of 225,313 immigrants and refugees.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

Le 16 septembre 1997

97-34

Le Canada ne fixe aucun quota en matière d'immigration

OTTAWA -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a répondu aujourd'hui aux allégations des médias selon lesquelles Citoyenneté et Immigration fixerait des quotas selon les pays d'origine.

« Je dois corriger les inexactitudes rapportées récemment concernant les niveaux d'immigration, a indiqué la Ministre. Les articles parus dernièrement s'appuient évidemment sur l'un des nombreux 'rapports d'étape' sur l'exercice d'établissement des niveaux. Ce document a été interprété comme présentant un aperçu du nombre de demandes d'immigration que le personnel des consulats serait 'autorisé' à traiter. Ce n'est absolument pas le cas. »

Citoyenneté et Immigration établit chaque année des objectifs de traitement en fonction du volume des cas et des données des années antérieures; ceci pour assurer que les cas sont traités efficacement, pour surveiller l'évolution de la charge de travail et effectuer au besoin la réaffectation des ressources. Ces objectifs sont révisés au cours de l'année. Il est absurde de suggérer que le Canada utilise cet outil de gestion pour favoriser ou empêcher l'immigration de certains groupes de personnes au Canada.

Les faits sont éloquentes. Jusqu'à présent, en 1997, les cinq principaux pays sources d'immigration sont

1. Hong Kong - 18 200
2. La République populaire de Chine - 14 000
3. L'Inde - 13 800
4. Taïwan - 10 375
5. Le Pakistan - 8 200

Les niveaux d'immigration sont présentés à la Chambre des communes chaque année. L'an dernier, ils ont été déposés le 29 octobre. « Les chiffres réels enregistrés pour 1996, comparés aux prévisions pour la même année, sont la preuve tangible que le gouvernement n'applique pas un système de quotas dans la planification de l'immigration », a déclaré la ministre Lucienne Robillard. Le Plan d'immigration pour 1996 prévoyait que le nombre global d'immigrants et de réfugiés s'établirait entre 195 000 et 220 000. Le nombre réel de personnes ayant obtenu le droit d'établissement dépasse les chiffres prévus, puisqu'il s'établit à 225 313 immigrants et réfugiés.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

September 19, 1997

97-35

MINISTER ROBILLARD WILL NOT SACRIFICE THE HEALTH AND SAFETY OF CANADIANS FOR ECONOMIC BENEFIT

OTTAWA -- The Honourable Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, responded today to criticisms levelled by members of the Quebec financial community and by her Quebec counterpart, Minister André Boisclair, concerning delays in granting visas to business immigrants. It has been alleged that these delays are currently tying up \$85 million in potential investments in Quebec.

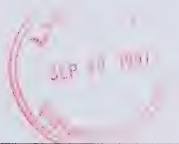
"While the processing of immigrant investors who want to come to Canada must be treated as promptly as possible, I cannot ignore my responsibilities towards protecting the health and security of Canadians," said Minister Robillard. "We must be prudent in screening out potential fraud and criminal activity. Does Minister Boisclair want us to put a price tag on the safety of Canadians or the integrity of our system?"

The media have recently publicized several cases of alleged fraud in the Immigrant Investor Program, that are currently under police investigation. As a result of the allegations, there has been an increased scrutiny of all applications coming into Canada under this program. It is important to ensure that the Government of Canada has a clear understanding of the source of the investment funds, and the backgrounds of the individual applicants, due to the large sums of money involved. This is often a complex process.

Screening procedures are a routine part of the Canadian immigration system. Citizenship and Immigration Canada works closely with law enforcement officials, both at home and abroad, to monitor criminal activity and to keep organized crime figures and other criminals out of our country.

Since the stricter screening procedures were introduced last year, the acceptance rate for investor cases has declined significantly because of refused or withdrawn cases. At some posts, the acceptance rate has dropped by as much as 30%.

Minister Robillard also dismissed criticisms that processing times are unjustly long. The reality of the situation is that applications for business visas to Quebec are processed at speeds that are equivalent to, or faster than, those in the rest of Canada.



"There has been an allegation that processing times are 'unjust'," said the Minister. "This allegation is unfounded. Not only are they just, they are totally justified. As Minister of Citizenship and Immigration, I have a responsibility for protecting the public safety of all Canadians in all provinces. For the Government of Canada, the health and safety of the Canadian public are not negotiable", concluded Minister Robillard.

-30-

For Information:	Benoit Chiquette	René Mercier
	Press Secretary	Media Relations
	Office of the Minister	(613) 941-7042
	(613) 954-1064	

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

Le 19 septembre 1997

97-35

LA MINISTRE ROBILLARD NE SACRIFIERA PAS LA SÉCURITÉ DES CANADIENS POUR DES BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES

OTTAWA — L'honorable Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a répondu aujourd'hui aux critiques soulevées par certains représentants de la communauté québécoise des affaires et par son homologue québécois, le ministre André Boisclair, quant aux délais dans l'octroi de visas aux immigrants d'affaires. Selon certains, ces délais retardent actuellement l'injection de quelque \$85 millions d'investissements potentiels au Québec.

« Le traitement des dossiers des immigrants investisseurs qui veulent venir au Canada doit être aussi rapide que possible, mais je ne puis ignorer mes responsabilités touchant à la santé et à la sécurité des Canadiens », de dire la ministre Robillard. « Nous devons être prudents pour prévenir les fraudes possibles et les activités criminelles. Le ministre Boisclair désirerait-il mettre un prix sur la sécurité des Canadiens et l'intégrité de notre système? »

Les médias ont récemment publicisé plusieurs cas d'allégations de fraudes importantes qui font actuellement l'objet d'enquêtes policières, dans le cadre du programme des immigrants investisseurs. Suite à ces allégations, nous procédons à un examen plus approfondi de toutes les demandes faites pour venir au Canada dans le cadre de ce programme. Les sommes impliquées font qu'il est important que le gouvernement du Canada sache d'où proviennent ces fonds et connaisse les antécédents des individus qui veulent immigrer par le biais de ces programmes. C'est souvent un processus complexe.

Les procédures d'examen des dossiers de santé et de sécurité sont également parties intégrantes du système canadien d'immigration. Citoyenneté et Immigration Canada travaille étroitement avec les forces de l'ordre tant au pays qu'à l'étranger pour surveiller les activités criminelles et garder hors du Canada les membres du crime organisé et autres criminels.

Depuis que des procédures plus strictes ont été mises en place l'an passé, le taux d'acceptation des immigrants d'affaires a sensiblement diminué, à cause de refus ou de demandes retirées. Dans certaines de nos missions diplomatiques, ces taux d'acceptation ont baissé de quelque 30 p. cent.

La ministre Robillard a également rejeté les critiques voulant que les délais de traitement pour le Québec soient trop longs, la réalité étant que les visas d'immigrants investisseurs pour le Québec sont traités aussi vite ou même plus vite que pour ailleurs au Canada.



« On a allégué que les délais de traitement sont injustes, de dire la Ministre. Ces allégations ne sont pas fondées. Non seulement les délais sont justes, mais ils sont justifiés. En tant que ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, j'ai la responsabilité d'assurer la sécurité de tous les Canadiens, dans toutes les provinces. Pour le gouvernement du Canada, la santé et la sécurité des Canadiens ne sont pas négociables », de conclure Mme Robillard.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relations avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

September 22, 1997

97-36

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENTS

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced citizenship judge appointments and extensions of current terms. The judges are appointed or reappointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process.

The appointees are:

Pamela Geraldine Appelt, a citizenship judge in Toronto for the last 10 years, an artist, small business owner, former biochemistry researcher and member of the boards of trustees for the Greater Toronto United Way and the Clarke Institute of Psychiatry, and former Chairperson of the Harry Jerome Awards, has been reappointed as a citizenship judge.

Jeanine C. Beaubien, a member of the Order of Canada, Commander of Merit of the Order of Military and Hospitaller of St. Lazarus of Jerusalem, founder of the first office for the provincial and Montreal Alzheimer Societies, Board member of Téléfilm Canada, founding member of the first international theater in Montreal "La Poudrière", has been appointed as a citizenship judge in Montreal.

Gordana Caricevic-Rakovich, a citizenship judge in Montreal for the past five years, a former interpreter with the Immigration Refugee Board and with the Government of Quebec, and lecturer at the University of Montreal, has been reappointed as citizenship judge.

Dr. Robert Wayland Meagher, a citizenship judge in Woodbridge (Toronto area) for the last 10 years, educator, university lecturer, and former Director of Academics at St-Andrew's College and Headmaster of Brebeuf College School, has been reappointed as a citizenship judge.

Barbara Seal, a member of the Order of Canada, former member of the *Conseil des Arts de la Communauté Urbaine de Montréal*, town councillor for the Town of Hampstead, on the Board of Directors of Place des Arts, and volunteer for numerous charitable and cultural organizations, has been appointed as a citizenship judge in Montreal.

Doreen Wicks, a member of the Order of Canada and the Order of Ontario, former B'nai Brith Association of Toronto "Woman of the Year" and Executive Director of GEMS of Hope, a charitable organization dedicated to fighting poverty, disease, malnutrition and illiteracy in the developing world, has been appointed as a citizenship judge in Toronto.



Citizenship judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, preside over ceremonies, and administer the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

C O M M U N I Q U É

Le 22 septembre 1997

97-36

NOMINATION DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de nouveaux juges de la citoyenneté et le renouvellement du mandat de juges déjà en place. Les juges, qui sont responsables de l'attribution de la citoyenneté, sont nommés ou leur mandat est reconduit pour un an, par décret.

Les personnes nommées sont :

Pamela Geraldine Appelt, juge de la citoyenneté à Toronto depuis 10 ans, artiste, propriétaire d'une PME, ancienne chercheuse en biochimie et membre des conseils d'administration de Centraide pour le Grand Toronto et de l'Institut psychiatrique Clarke, et ancienne présidente pour la remise des prix Harry Jerome, dont le mandat a été renouvelé.

Jeanine Beaubien, membre de l'Ordre du Canada, commandeur de mérite de l'Ordre Militaire et Hospitalier de St-Lazare de Jérusalem, fondatrice du premier bureau de la Société Alzheimer à Montréal et au Québec, membre du Conseil de Téléfilm Canada, membre fondateur du premier théâtre international à Montréal "La Poudrière", a été nommée juge de la citoyenneté à Montréal.

Gordana Caricevic-Rakovich, juge de la citoyenneté à Montréal depuis cinq ans, ancienne interprète pour la Commission de l'immigration et du statut de réfugié et pour le gouvernement du Québec, chargée de cours à l'Université de Montréal, dont le mandat a été renouvelé.

Robert Wayland Meagher, juge de la citoyenneté à Woodbridge (région de Toronto) depuis dix ans, enseignant, chargé de cours à l'université et ancien directeur des études au St-Andrew's College et directeur de la Brebeuf College School, dont le mandat a été renouvelé.

Barbara Seal, Membre de l'Ordre du Canada, ancien membre du Conseil des Arts de la Communauté Urbaine de Montréal, ancienne conseillère municipale de Hampstead et bénévole dans de nombreuses organisations de bienfaisance, a été nommée juge de la citoyenneté à Montréal.

Doreen Wicks, Membre de l'Ordre du Canada, nommée « Femme de l'année » par la B'nai Brith Association de Toronto et directrice exécutive de GEMS of Hope, une organisation de bienfaisance qui lutte contre la pauvreté, la maladie, la malnutrition et l'analphabétisme dans les pays en voie de développement, a été nommée juge de la citoyenneté à Toronto.

Les juges de la citoyenneté décident de l'attribution de la citoyenneté, président les cérémonies de remise des certificats de citoyenneté et font prononcer le serment de citoyenneté aux nouveaux citoyens.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

September 29, 1997

97-37

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced appointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

VANCOUVER

Kenneth Attafuah, a former Adjudicator with the British Columbia Council of Human Rights, past program Director with the Prince George Multicultural Society and a former instructor at the School of Criminology at Simon Fraser University, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Peter Carver, a lawyer, former Ombudsman Officer with the Ombudsman of British Columbia, past sessional instructor at Simon Fraser University and former lawyer for the Disabled Persons' Advocacy Project in Vancouver, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

CALGARY

Karen Rodda Fraser, former Chairperson, Unemployment Insurance Board of Referees, past Insurance Services Advisor with the Canada Employment and Immigration Commission and a consultant specializing in public affairs, labour relations and employment issues, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

MONTREAL

Rocco Famiglietti, Graduate Diploma in Institutional Administration (Concordia University), Doctorate in Medicine and Surgery (University of Rome), former newscaster, reporter and journalist, past Secretary of the National Executive with the National Congress of Italian-Canadians, former consultant in homeopathy, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.



Jacques W. Fortier, former member of the Quebec Municipal Commission, past member of the Unemployment Insurance Commission of Canada, former vice-president of *Les Industries Kobok inc.*, member of the Alzheimer Society of Quebec, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Christiane Laberge, a notary and member of the *Chambre des notaires* since 1979, former member of the Immigration and Refugee Board, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Karin Michnick, a former policy advisor on intercultural affairs with the City of Montreal, past director of Refugee Services with Tyndale St. George's Community Centre (Montreal), and former member of the Immigration and Refugee Board, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division; the Appeal Division; and, the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

C O M M U N I Q U É



Le 29 septembre 1997

97-37

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des nominations à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations s'inscrivent dans le cadre du processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Elles se répartissent comme suit :

VANCOUVER

Kenneth Attafuah, ancien arbitre au Conseil des droits de la personne de la Colombie-Britannique, ancien directeur de programme à la «Prince George Multicultural Society» et ancien chargé de cours à l'École de criminologie de l'Université Simon Fraser, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Peter Carver, avocat, ancien agent au Bureau de l'Ombudsman de la Colombie-Britannique, ancien chargé de cours à temps partiel à l'Université Simon Fraser et avocat ayant travaillé pour le «Disabled Persons' Advocacy Project» à Vancouver, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

CALGARY

Karen Rodda Fraser, ancienne présidente du Conseil arbitral de l'Assurance-chômage, ancienne conseillère aux Services d'assurance de la Commission de l'emploi et l'immigration du Canada et consultante dans les domaines des affaires publiques, des relations de travail et de l'emploi, a été nommée à la Section du statut de réfugié.

MONTREAL

Rocco Famiglietti, détenteur d'un diplôme de 2e cycle en administration institutionnelle (Université Concordia) et d'un doctorat en médecine et chirurgie (Université de Rome), ancien présentateur de nouvelles, reporter et journaliste, ancien secrétaire de l'exécutif national du Congrès national des Italo-Canadiens, ancien consultant en homéopathie, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Jacques W. Fortier, ancien membre de la Commission municipale de Québec, ancien membre de la Commission d'assurance-chômage du Canada, ancien vice-président des Industries Kobok inc., membre de la Société Alzheimer de Québec, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Christiane Laberge, notaire et membre de la Chambre des notaires depuis 1979, ancienne commissaire de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, a été nommée à la Section du statut de réfugié.

Karin Michnick, ancienne conseillère en politiques dans le domaine des affaires interculturelles à la Ville de Montréal, ancienne directrice des Services aux réfugiés au Centre communautaire Tyndale St. George (Montréal), et ancienne commissaire de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, a été nommée à la Section du statut de réfugié.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en vertu de la *Loi sur l'immigration*, faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section des réfugiés, la Section des appels et la Section de l'arbitrage. Elles sont chargées de la détermination au Canada du statut de réfugié, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE



CA
CI
- N26

97-39

LUCIENNE ROBILLARD ANNOUNCES HIGHER IMMIGRATION LEVELS FOR 1998

OTTAWA, October 23, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today tabled in the House of Commons the 1998 Immigration Plan, entitled *A Stronger Canada*.

The Immigration Plan for 1998 sets 200,000 - 225,000 as the overall range of immigrants and refugees which is 5,000 higher than the levels announced in the plan for 1997 (195,000 to 220,000). The 1998 number includes 175,900 - 192,700 immigrants and 24,100 - 32,300 refugees. Within the immigrant category, 115,900 - 127,900 are in the economic class (including their dependants) and 53,500 - 58,300 are in the family class.

"These aren't arbitrary numbers. The decision to raise the levels was made after careful consideration with a view to establishing the number of newcomers who will benefit Canada and Canadians," the Minister noted. "This slight increase from last year's forecast is reflective both of Canada's flexible immigration policy and the fact that our strengthening economy is attractive to immigrants," she added.

Immigration levels are tabled in the House of Commons annually in the Fall. "Our actual figures for 1996, compared to the forecast for that year, are tangible proof that the government does not follow a quota system in our immigration planning," Minister Robillard emphasized. The Immigration Plan for 1996 had set 195,000 - 220,000 as the overall range of immigrants and refugees. The actual number of landings exceeded that plan, totalling over 225,000 immigrants and refugees.

"Immigration has always been a source of economic and social strength for Canada. It will continue to be vital to the future of our country. In addition to their hopes and dreams, immigrants bring with them rich human experience, expertise and initiative, as well as a willingness to help us build a stronger Canada, for ourselves and our children," said Minister Robillard.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



BACKGROUNDER

Immigration Plan, 1998

Immigrant Category	Range
Skilled Workers	96,600 – 106,600
Business	19,300 – 21,300
Spouses, Fiancé(e)s and Children	35,200 – 38,300
Parents and Grandparents	18,300 – 20,000
Other	
– Live-in Caregiver Program	
– Special Categories	6,500
– Provincial/Territorial Nominees	
Total Immigrant	175,900 – 192,700
Refugee Category	Range
Government-Assisted*	7,300
Privately-Sponsored*	2,800 – 4,000
Refugees Landed In Canada and	12,000 – 18,000
Dependants Abroad	2,000 – 3,000
Total Refugee	24,100 – 32,300
Total Immigrant and Refugee	200,000 – 225,000

*Includes an estimated total of 400 for Humanitarian Designated Class.



C O M M U N I Q U É

97-39

LUCIENNE ROBILLARD ANNONCE UNE HAUSSE DES NIVEAUX D'IMMIGRATION POUR 1998

OTTAWA, le 23 octobre 1997 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a déposé aujourd'hui à la Chambre des communes le Plan en matière d'immigration pour 1998, intitulé *Un Canada plus fort*.

Le plan d'immigration pour 1998 établit, pour les immigrants et les réfugiés, une fourchette globale de 200 000 - 225 000 personnes, ce qui représente une hausse de 5 000 personnes par rapport aux niveaux annoncés dans le plan de 1997 (195 000 à 220 000). Ce nombre se répartit comme suit : 175 900 - 192 700 immigrants et 24 100 - 32 300 réfugiés. Parmi les immigrants, il faut compter de 115 900 à 127 900 personnes de la composante économique (y compris les personnes à leur charge) et de 53 500 à 58 300 personnes de la catégorie des parents.

« Il ne s'agit pas là de nombres arbitraires. Cette décision de hausser les niveaux a été mûrement réfléchie afin d'établir le nombre de nouveaux arrivants qui soit à l'avantage du Canada et des Canadiens, a indiqué la Ministre. Cette légère augmentation par rapport aux prévisions de l'année dernière reflète aussi bien la souplesse de la politique canadienne en matière d'immigration que l'attrait de notre économie en expansion pour les immigrants. »

Les niveaux d'immigration sont déposés à la Chambre des communes chaque année en automne. « Une comparaison entre les prévisions et les nombres réels de 1996 prouve de façon éloquente que le gouvernement n'établit aucun quota en matière d'immigration », a souligné la Ministre. Effectivement, le plan d'immigration pour 1996 fixait une fourchette globale de 195 000 à 220 000 pour les immigrants et les réfugiés, et le nombre réel des personnes admises au Canada, au titre de ces catégories, a dépassé les prévisions du plan. En 1996, le Canada a octroyé le droit d'établissement à plus de 225 000 immigrants et réfugiés.

« Au Canada, l'immigration a toujours contribué au renforcement de l'économie et à l'épanouissement de la vie sociale. Son importance continue d'être vitale pour l'avenir de notre pays. En plus de leurs rêves et de leurs espoirs, les immigrants apportent dans leurs bagages une riche expérience humaine, des compétences, un esprit d'initiative et surtout la volonté d'édifier ici, avec nous, un avenir meilleur au Canada pour notre mieux-être collectif et celui de nos enfants », a conclu Mme Robillard.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Denis Boucher
Relations avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



FEUILLET D'INFORMATION

Plan d'immigration, 1998

Immigrants	Fourchette
Travailleurs qualifiés	96 600 – 106 600
Gens d'affaires	19 300 – 21 300
Conjoints, fiancé(e)s, enfants	35 200 – 38 300
Parents et grands-parents	18 300 – 20 000
Autres	
– Programme concernant les aides familiaux résidents	
– Catégories spéciales	6 500
– Candidats d'une province ou d'un territoire	
Total immigrants	175 900 – 192 700
Réfugiés	Fourchette
Pris en charge par le gouvernement*	7 300
Parrainés par le secteur privé*	2 800 – 4 000
Réfugiés reconnus comme tels au Canada et personnes à charge à l'étranger	12 000 – 18 000 2 000 – 3 000
Total réfugiés	24 100 – 32 300
Total immigrants et réfugiés	200 000 – 225 000

* Comprend un total estimatif de 400 pour les catégories d'immigrants précisées pour des motifs d'ordre humanitaire.



NEWS RELEASE

97-40

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, October 27, 1997-- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced appointments and reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Cathy Major, a lawyer and member of the Alberta Bar; formerly with the law firm of Burnet Duckworth and Palmer (Calgary), and past legal adviser with the Immigration and Refugee Board, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Calgary.

Raza Naqvi, a former manager with the Oshawa Group Limited; past chair and director of the Pakistan Canada Amity Forum; former member of the Peel Multicultural Council and past member of the Immigration and Refugee Board has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Philomen Wright, a former senior member of the Rent Review Hearings Board (Ontario); past manager with the Toronto Dominion Bank; former Executive Director with the Mayor's Committee on Community, Race and Ethnic Relations (North York) and former member of the Immigration and Refugee Board has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Michael Hamelin, a lawyer and member of the Quebec Bar; formerly in private practice specializing in corporate and commercial law, family, immigration and general litigation; past President of Alliance Quebec; founding member of the Parc-Extension Community Action Committee, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division.

Abdol Hossein Kafai, former member of the Refugee Status Advisory Committee; past Chair of the Media-Communications Committee of the Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization; past President of the Multilingual Media Association of Ottawa has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.



Joulekhan Pirbay, former member of the National Settlement Committee of the Ismaili Council for Canada; past director of FOCUS Canada; a former literature and language teacher; small-business owner, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

Pia Zambelli, a lawyer and member of the Quebec, Ontario and New York state bars; active involvement in immigration and refugee law and human rights issues as a lawyer in private practice, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administration tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division, and, the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



COMMUNIQUÉ

97-40

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 27 octobre 1997 -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des nominations et des renouvellements de nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations respectent le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Voici la liste des nominations :

Cathy Major, avocate et membre du barreau de l'Alberta, anciennement de la société d'avocats Burnet, Duckworth et Palmer (Calgary) et ancienne conseillère juridique pour la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Calgary.

Raza Naqvi, ancien gestionnaire du « Oshawa Group Limited », ancien président et directeur du « Pakistan Canada Amity Forum », ancien membre du « Peel Multicultural Council » et ancien commissaire à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Philomen Wright, ancienne membre honoraire de la Commission de révision des loyers (Ontario), ancienne gestionnaire à la banque Toronto Dominion, ancienne directrice exécutive du comité du maire sur les relations communautaires, raciales et ethniques (North York) et ancienne commissaire à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Michael Hamelin, avocat membre du Barreau du Québec, venant d'un cabinet privé spécialisé dans le droit des sociétés, le droit familial, l'immigration et le droit commun, ancien président d'Alliance Québec et membre fondateur du Comité d'action de Parc-Extension, a été nommé à la Section du statut de réfugié.

Abdol Hossein Kafai, ancien membre du Comité consultatif du statut de réfugié, ancien président du comité « communications-médias » de l'Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton et ancien président de l'association des médias multilingues d'Ottawa, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Joulekhan Pirbay, ancienne membre du comité national sur l'établissement du « Ismaili Council for Canada », ancienne directrice de FOCUS Canada, ancienne professeure de littérature et de langue et ancienne propriétaire d'une petite entreprise, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Montréal.

Pia Zambelli, avocate et membre des barreaux du Québec, de l'Ontario et de l'État de New York, très engagée dans les questions de droit des immigrants et des réfugiés et des droits de la personne à titre d'avocate de pratique privée, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement conformément à la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission est chargée de la détermination du statut de réfugié au Canada, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

CAI
CI
-N26

97-41

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, October 30, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, today announced appointments and reappointments to the Immigration and Refugee Board (IRB). These have been made under the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995. They are:

Paul Daniel Aterman, a lawyer and member of the Law Society of Upper Canada; formerly in private practice specialising in refugee and immigration law; past protection officer with the UNHCR; former tribunal counsel with the Ontario Workers' Compensation Appeals Tribunal; and former member of the Board of Directors of the Centre for Spanish Speaking Peoples; has been reappointed as Assistant Deputy Chair of the Immigration Appeal Division in Toronto.

John Borst, a former Executive Director of the Immigrant Services Society (Vancouver); past social worker with the UNHCR; former Executive Director of the InterCultural Association; and past Co-chair of the Canadian Council for Refugees Settlement Working Group; has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Tita De Rousseau, a lawyer and member of the Alberta Bar; formerly an associate with Andrew, Donahoe and Oake (Edmonton) specialising in immigration, refugee law and civil litigation; and past Chair of the Immigration Section (Northern Alberta) of the Canadian Bar Association; has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Calgary.

Stéphane Handfield, a lawyer and member of the Quebec Bar formerly in private practice specialising in criminal law and criminal rights, and former Quality Control Technician with Statistics Canada, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.



Calvin M.J. Quong, a lawyer in private practice; management consultant; member of the Law Society of British Columbia and the Law Society of Upper Canada; former President and CEO of the Citizen's Trust Company; past General Counsel and Assistant Vice-President with the Bank of British Columbia; and former Executive Director of the Laurier Institute; has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Vancouver.

Nirmal Singh, a former lecturer at Selkirk College (Castlegar, B.C.), who holds a Master of Science degree in physics and a Bachelor of Education degree in mathematics and science, has been reappointed to the Immigration Appeal Division in Vancouver.

Errol W.A. Townshend, a lawyer and former journalist; past Vice-Chair (Ontario Region) of the Immigration Appeal Board; past member of the Task Force on the National Black Coalition of Canada; and former Vice-President of the Jamaican-Canadian Association, has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

Harriet Wolman, former Managing Director of a retirement residence in East York, Ontario; former policy advisor with the Ontario and Federal Governments, specialising in education, social development, immigration and women's issues; past school trustee for the City of York; and former member of the Social Assistance Review Board (Ontario); has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Toronto.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division, the Appeal Division, and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

-30-

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>

CAI
CI
-N26

COMMUNIQUÉ

97-41

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, le 30 octobre 1997 -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui des nominations et des renouvellements de nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Ces nominations respectent le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995. Voici la liste des nominations :

Paul Daniel Aterman, avocat et membre du Barreau du Haut-Canada, anciennement en pratique privée et se spécialisant dans le droit des réfugiés et le droit de l'immigration, ancien agent à la protection du HCR, ancien avocat au Tribunal d'appel des accidents du travail de l'Ontario et ancien membre du conseil de direction du Centre pour les peuples hispanophones, a vu son mandat renouvelé à titre de vice-président adjoint de la Section d'appel de l'immigration à Toronto.

John Borst, ancien directeur exécutif de la «Immigrant Services Society» (Vancouver), ancien travailleur social au HCR, ancien directeur exécutif de l'Association interculturelle et ancien coprésident du groupe de travail sur l'établissement du Conseil canadien pour les réfugiés, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Tita De Rousseau, avocate et membre du barreau de l'Alberta, ancienne associée chez Andrew, Donahoe et Oake (Edmonton), cabinet spécialisé dans le droit de l'immigration et des réfugiés et dans les affaires civiles, et ancienne présidente de la Section de l'immigration pour le nord de l'Alberta de l'Association du Barreau canadien, a été nommée à la Section du statut de réfugié à Calgary.

Stéphane Handfield, avocat et membre du barreau du Québec, anciennement en pratique privée et se spécialisant dans le droit criminel et les droits des criminels, et ancien technicien du contrôle de la qualité à Statistique Canada, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Montréal.



Calvin M.J. Quong, avocat en pratique privée, conseiller en gestion, membre de la «Law Society of British Columbia» et du Barreau du Haut-Canada, ancien président et PDG de la Citizens's Trust Company, ancien avocat-général et vice-président adjoint à la «Bank of British Columbia» et ancien directeur exécutif du Laurier Institute, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Vancouver.

Nirmal Singh, ancien chargé de cours au «Selkirk College» (Castlegar, C.-B.) et détenteur d'une maîtrise ès sciences en physique et d'un baccalauréat ès arts en mathématiques et sciences, a vu son mandat renouvelé à la Section d'appel de l'immigration à Vancouver.

Errol W.A. Townshend, avocat et ancien journaliste, ancien vice-président (Région de l'Ontario) de la Commission d'appel de l'immigration, ancien membre du groupe de travail sur la Ligue nationale des Noirs du Canada et ancien vice-président de la «Jamaican-Canadian Association», a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

Harriet Wolman, ancienne directrice générale d'une maison de retraite à East York (Ontario), ancienne conseillère en politiques au gouvernement de l'Ontario et au gouvernement fédéral se spécialisant en éducation, en développement social, en immigration et dans les questions touchant les femmes, ancienne commissaire d'école à la ville de York et ancienne membre de la Commission de révision de l'aide sociale de l'Ontario, a vu son mandat renouvelé à la Section du statut de réfugié à Toronto.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement conformément à la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission est chargée de la détermination du statut de réfugié au Canada, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

97-43

MINISTER ROBILLARD WILL TRAVEL TO THE UNITED STATES TO HOLD DISCUSSIONS ON IMMIGRATION

OTTAWA, November 12, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, will visit Washington D.C. during November 13-14, 1997. Mrs. Robillard will use the visit to further familiarize herself with another immigration legislative model and to share with senior U.S. officials Canada's views and experiences.

During the two day working visit, the Minister will meet with Janet Reno, Attorney General, Doris Meissner, Commissioner of the United States Immigration and Naturalization Service (USINS), Julia Taft, Assistant Secretary of State for Population, Refugees and Migration of the U.S. State Department, Donna Hamilton, Acting Assistant Secretary of State for Consular Affairs also of the U.S. State Department, and Susan Martin, Executive Director of the U.S. Commission on Immigration Reform (USCIR). In addition, Mrs. Robillard will have discussions with members of the Carnegie Endowment for International Peace.

This mission is part of the Canadian immigration legislative review process that was announced a year ago and completes a series of ministerial visits to deepen her understanding of approaches taken by various countries on immigration.

-30-

For information contact: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

97-43

LA MINISTRE ROBILLARD SE RENDRA AUX ÉTATS-UNIS POUR AVOIR DES ENTRETIENS SUR L'IMMIGRATION

OTTAWA, le 12 novembre 1997 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, sera à Washington (D.C.) les 13 et 14 novembre 1997. Madame Robillard profitera de cette visite pour se familiariser avec un autre modèle législatif en matière d'immigration et partager les vues et les expériences du Canada avec des hauts dirigeants de l'administration américaine.

Au cours des deux journées, la Ministre aura l'occasion de rencontrer Janet Reno, procureure générale, Doris Meissner, commissaire du United States Immigration and Naturalization Service (USINS), Julia Taft, secrétaire d'État adjointe de la section Population, Refugees and Migration du département d'État, Donna Hamilton, secrétaire d'État par intérim pour les Consular Affairs et Susan Martin, directrice exécutive de la U.S. Commission on Immigration Reform (USCIR). En outre, Madame Robillard aura la possibilité de discuter avec des membres de la dotation Carnegie pour la Paix internationale.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la révision de la législation canadienne en matière d'immigration annoncée il y a un an et complète une série de visites ministérielles pour connaître l'approche de divers pays en cette matière.

- 30 -

Pour renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

97-44

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENT

OTTAWA, November 21, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointment of Roy Bonisteel to serve as a Citizenship Judge in Toronto.

Roy Bonisteel, member of the Order of Canada is a former host of CBC-TV Man Alive, recipient of the Gordon Sinclair Award for Excellence in Journalism (1985) and the Commemorative Medal for the 125th Anniversary of Canadian Confederation (1992), and Honorary Colonel of the Armed Forces (1995).

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility for making decisions in regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

97-44

NOMINATION D'UN JUGE DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 21 novembre 1997 -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de Roy Bonisteel à titre de juge de la citoyenneté à Toronto.

Roy Bonisteel, récipiendaire de l'Ordre du Canada est un ancien animateur de l'émission télévisée *Man Alive* (diffusée par la CBC), récipiendaire du prix d'excellence en journalisme Gordon Sinclair (1985) et de la médaille commémorative du 125^e anniversaire de la Confédération du Canada (1992), et colonel honoraire des Forces armées canadiennes (1995).

Les juges, dont les services sont retenus pour assurer la continuité du processus d'attribution de la citoyenneté, sont nommés pour un an, par décret. Les juges de la citoyenneté décident de l'attribution de la citoyenneté, président les cérémonies de remise des certificats de citoyenneté et font prononcer le serment de citoyenneté aux nouveaux citoyens.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



NEWS RELEASE

97-45

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENTS

OTTAWA, December 2, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointments of Agnès Jaouich to serve as Senior Citizenship Judge, and Stanley George Sinclair Grizzle to serve as Citizenship Judge in Toronto.

Agnès Jaouich is a career public servant. Until recently she was Director General for the Citizenship Program at Citizenship and Immigration Canada. In the past, she has held managerial positions with the National Capital Commission and Consulting and Audit Canada. She has a 10-year history of involvement in local school-board affairs. She has served on the board of directors of the Association of Professional Executives of the Public Service of Canada, and the board of the Ottawa-Carleton Immigrant Services Organization.

The position of senior Citizenship Judge was created to promote collegiality between citizenship judges, ensure proper administration of the law, and also coordinate their areas of responsibilities while acting as their spokesperson.

Stanley George Sinclair Grizzle, has previously served as Citizenship Judge from 1978 to 1983. He is a member of the Order of Canada and of Ontario, and has served as Clerk, Examiner and Labour Relations Office of the Ontario Labour Relations Board (1961-1978) and former Resource Person on the Toronto Mayor's Committee on Race Relations (1981-1989).

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility for making decisions in regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

97-45

NOMINATIONS DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 2 décembre 1997 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de Agnès Jaouich, à titre de juge principale, et de Stanley George Sinclair Grizzle à titre de juge de la citoyenneté à Toronto.

Agnès Jaouich, fonctionnaire de carrière et jusqu'à récemment directrice générale responsable du programme de la citoyenneté à Citoyenneté et Immigration Canada. Elle a assumé par le passé, des responsabilités de gestion à la Commission de la capitale nationale et auprès de Conseils et Vérifications Canada. Elle a été active au niveau scolaire pendant près de 10 ans et a siégé au Comité consultatif de langue française du Conseil scolaire public de Carleton, au conseil d'administration de l'Association professionnelle des cadres de la fonction publique, et au conseil d'administration de l'Organisation des services aux immigrants d'Ottawa-Carleton.

Le juge principal favorise la collégialité entre les juges de la citoyenneté, assure une bonne administration de la loi et coordonne leurs fonctions, tout en étant leur porte-parole auprès de la ministre.

Stanley George Sinclair Grizzle, ancien juge de la citoyenneté (1978-1983), membre de l'Ordre du Canada et de l'Ontario, ancien greffier du bureau de l'enquêteur et des relations de travail de la Commission des relations de travail de l'Ontario (1961-1978), et ancien conseiller auprès du comité du maire de Toronto sur les relations raciales (1981-1989).

Les juges, dont les services sont retenus pour assurer la continuité du processus d'attribution de la citoyenneté, sont nommés pour un an, par décret. Les juges de la citoyenneté décident de l'attribution de la citoyenneté, président les cérémonies de remise des certificats de citoyenneté et font prononcer le serment de citoyenneté aux nouveaux citoyens.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
 Secrétaire de presse
 Cabinet de la Ministre
 (613) 954-1064

Nous sommes sur Internet: <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

97-46

MINISTER ROBILLARD WELCOMES AUDITOR GENERAL OF CANADA'S REPORT

OTTAWA, December 2, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount/Ville-Marie, examined with interest the report entitled *The Processing of Refugee Claims* released by the Auditor General today. "The thrust of the Auditor General's recommendations is in keeping with the assessment that I myself came to last year before announcing the creation of the Legislative Review Advisory Group," said Mrs Robillard.

"I appreciate the Auditor General's observations, particularly the one that argues in favour of a major review of the process, and his warning against making piecemeal changes. His observations are both timely and useful, given the legislative review currently under way. I am convinced that they will be a valuable addition to the recommendations of the Advisory Group."

On November 25, 1996, Lucienne Robillard announced the creation of the Legislative Review Advisory Group. The Group's mandate includes finding ways "...to ensure the integrity and efficiency of the refugee determination process." The Group has conducted an independent review of the *Immigration Act*, which has been in effect for nearly 20 years, and will present its report by the end of the month.

The Minister added: "I have undertaken a comprehensive review of the legislation to ensure that we have the tools we need to meet the challenges of the 21st century. The Auditor General's recommendations will be useful in the process that will follow submission of the Advisory Group's report."

Finally, Mrs Robillard pointed out that some of the concerns raised in the report have already been addressed, in particular, as a result of recent amendments to the regulations regarding the Post-determination Refugee Claimants in Canada (PDRCC) class. Other work planned for 1998 should also provide responses to the Auditor General's observations.

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Huguette Shouldice
Media Relations
(613) 941-7035

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

97-46

LUCIENNE ROBILLARD ACCUEILLE FAVORABLEMENT LE RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DU CANADA

OTTAWA, 2 décembre 1997 -- La ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount/Ville-Marie, madame Lucienne Robillard, a pris connaissance avec grand intérêt du rapport intitulé *Le traitement des revendications du statut de réfugié*, rendu public aujourd'hui par le Vérificateur général. « Les recommandations du Vérificateur général recoupent dans ses grandes lignes le bilan que j'ai moi-même dressé l'an dernier avant d'annoncer la création du Groupe consultatif sur la révision de la législation », a souligné madame Robillard.

« J'apprécie les observations du Vérificateur général notamment celle qui plaide en faveur d'une révision majeure du processus et sa mise en garde contre des modifications "à la pièce". Elles arrivent à point nommé et sont utiles étant donné l'exercice de révision de la législation qui se tient actuellement. Je suis persuadée que ces recommandations serviront de complément aux recommandations du Groupe consultatif mandaté à cet effet. »

Le 25 novembre 1996, Lucienne Robillard avait annoncé la création du Groupe consultatif sur la révision de la législation. Entre autres, le mandat précisait que le groupe devait examiner la recherche de moyens pour «...assurer l'intégrité et l'efficacité de notre processus de détermination du statut de réfugié». Le groupe a procédé à un examen indépendant de la *Loi sur l'immigration*, qui est en vigueur depuis près de 20 ans, et il présentera son rapport d'ici la fin du mois.

La Ministre a ajouté : « J'ai entrepris une révision globale de la législation afin d'avoir les outils voulus pour relever les défis qui s'annoncent pour le début du 21^e siècle. Les recommandations du Vérificateur général seront utiles dans le processus qui suivra le dépôt du rapport du Groupe consultatif. »

Finalement, madame Robillard a souligné qu'on avait déjà donné suite à certaines des préoccupations soulevées dans le rapport, notamment avec les récentes modifications apportées aux dispositions réglementaires dans la catégorie des demandeurs non reconnus du statut de réfugié au Canada. D'autres travaux en préparation pour 1998 devraient aussi répondre aux observations du Vérificateur général.

- 30 -

Renseignements : Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Huguette Shouldice
Relations avec les médias
(613) 941-7035

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

97-47

APPOINTMENT TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, December 4, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced an appointment to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Jacques Lapommeray, former regional representative and investigator with the Canadian Human Rights Commission, former member of the Board of Directors of SOSAKA (Canada-Haiti Health Solidarity), and former chief executive and editor of Société d'édition des Tropiques inc., has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee division; the Appeal Division; and, the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

The appointment has been made in accordance with the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

97-47

NOMINATION À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, 4 décembre 1997 -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui une nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Jacques Lapommeray, ancien représentant régional/enquêteur à la Commission canadienne des droits de la personne, ancien membre du Conseil d'administration de SOSAKA (Solidarité Santé Canada-Haïti) et ancien président-éditeur de la Société d'édition des Tropiques inc, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement conformément à la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section des réfugiés, la Section des appels et la Section d'arbitrage. La Commission est chargée de la détermination du statut de réfugié au Canada, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

Cette nomination respecte le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

- 30 -

Renseignements :
Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>

NEWS RELEASE

97-48

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENTS

OTTAWA, December 11, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointments of Marguerite Ford, H. Peter Oberlander, and Jane Elizabeth van Roggen, and the reappointment of Pam Glass to serve as Citizenship Judges in British Columbia.

Marguerite Ford is a member of the Order of Canada, Commissioner for the 1990-91 Royal Commission on Health Care and Costs, B.C., a recipient of City of Vancouver Heritage Award in 1988, former YWCA "Woman of Distinction", past President of the United Way of the Lower Mainland, former Trustee of the Vancouver General Hospital and Chair of the Greater Vancouver Mental Health Services Society.

Pam Glass is a citizenship judge in British Columbia (Surrey area) since January 1993, a recent recipient of the Paul Harris Award (Rotary International), a former Director of Vancouver Community College, of Neighborhood Houses and of Sport B.C.

H. Peter Oberlander is a member of the Order of Canada, an architect, planner, Professor Emeritus of Community and Regional Planning, University of British Columbia, former Secretary, Ministry of State for Urban affairs, Special Assistant to the Secretary General, United Nations Habitat II, 1996, Senior Advisor (Canadian) for the APEC '97 Environment Ministerial Meeting, a recipient of various international awards for outstanding academic and professional services and Trustee, Human Solidarity Foundation.

Jane Elizabeth van Roggen is a member of the Order of Canada, instrumental in development and operation of programs at the Vancouver Aquarium, dedicates herself to volunteer endeavors in public education and health care, former Head Nurse, Vancouver General Hospital, past president, British Columbia Cancer Agency and recipient of Bental Volunteer Recognition Award.

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility for making decisions in regard to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens.

- 30 -

For information: Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



COMMUNIQUÉ

97-48

NOMINATION DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 11 décembre 1997 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de Marguerite Ford, de H. Peter Oberlander et de Jane Elizabeth van Roggen ainsi que la reconduction du mandat de Pam Glass, au poste de juge de la citoyenneté en Colombie-Britannique.

Marguerite Ford est membre de l'Ordre du Canada. Elle a été commissaire de la Royal Commission on Health Care and Costs de 1990-1991 (C.-B.), lauréate du City of Vancouver Heritage Award en 1988, une des « Women of Distinction » du YWCA, présidente de la Campagne Centraide du Lower Mainland, membre du conseil d'administration du Vancouver General Hospital et présidente de la Mental Health Services Society du Grand Vancouver.

Pam Glass est juge de la citoyenneté en Colombie-Britannique (région de Surrey) depuis janvier 1993, lauréate récente du Paul Harris Award (Rotary International), et ancienne directrice du Vancouver Community College, de Neighborhood Houses et de Sport B.C.

H. Peter Oberlander est membre de l'Ordre du Canada. Il est architecte, concepteur et professeur émérite de planification communautaire et régionale, à l'Université de la Colombie-Britannique. Il a été Secrétaire aux Affaires urbaines, adjoint spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour Habitat II, en 1996, conseiller principal pour le Canada à la rencontre des ministres de l'environnement de l'APEC, en 1997, lauréat de différents prix internationaux pour services professionnels rendus dans le monde universitaire et membre du conseil d'administration de la Human Solidarity Foundation.

Jane Elizabeth van Roggen est membre de l'Ordre du Canada. Elle a joué un rôle important dans l'élaboration et l'administration de programmes à l'Aquarium de Vancouver, elle s'est vouée au bénévolat dans le domaine de l'éducation publique et des soins de santé; elle a été infirmière en chef au Vancouver General Hospital, présidente de la British Columbia Cancer Agency et lauréate du Bentall Volunteer Recognition Award.

Les juges sont nommés par décret pour un an. Ils sont chargés de veiller au respect des modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prononcer le serment de citoyenneté.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette, Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre, (613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

97-49

APPOINTMENTS TO THE IMMIGRATION AND REFUGEE BOARD

OTTAWA, December 11, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced an appointment and a reappointment to the Immigration and Refugee Board (IRB).

Régis Dionne, a lawyer, former Legal Counsel for the Municipal Corporation of Baie Comeau and member of the Immigration and Refugee Board (1989 to 1997), has been reappointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

José Tshisungu Wa Tshisungu, past human rights trainer, former teacher, and past editor for the High Commission for Refugees, has been appointed to the Convention Refugee Determination Division in Montreal.

The IRB is an independent administrative tribunal created by Parliament under the *Immigration Act*, reporting to Parliament through the Minister of Citizenship and Immigration. The IRB consists of three divisions: the Refugee Division; the Appeal Division; and the Adjudication Division. They are responsible for refugee determination in Canada, appeals, inquiries and detention review.

The appointment has been made in accordance with the Ministerial Advisory Committee process established in March 1995

- 30 -

For Information: Benoît Chiquette
 Press Secretary
 Office of the Minister
 (613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





C O M M U N I Q U É

97-49

NOMINATIONS À LA COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ

OTTAWA, 11 décembre 1997 -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui une nomination et un renouvellement de nomination à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

Régis Dionne, avocat, ancien conseiller juridique pour la Municipalité de Baie Comeau et commissaire à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (de 1989 à 1997), a été nommé pour un nouveau mandat à la Section du statut de réfugié à Montréal.

José Tshisungu Wa Tshisungu, qui a occupé les fonctions de formateur en matière de droits de la personne, d'enseignant, et de rédacteur pour le Haut-Commissariat pour les réfugiés, a été nommé à la Section du statut de réfugié à Montréal.

La CISR est un tribunal administratif indépendant créé par le Parlement en application de la *Loi sur l'immigration*, qui fait rapport au Parlement par l'entremise du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. La CISR comprend trois sections : la Section du statut de réfugié, la Section d'appel et la Section d'arbitrage. La Commission est chargée de la détermination du statut de réfugié au Canada, des appels, des enquêtes et de l'examen des motifs de la détention.

Ces nominations respectent le processus du Comité consultatif ministériel établi en mars 1995.

- 30 -

Renseignements :
Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

97-50

EXTENSION OF CURRENT INTERIM IMMIGRANT INVESTOR PROGRAM

OTTAWA, December 15, 1997 —Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M.P. for Westmount-Ville-Marie, today announced the extension of the interim Immigrant Investor Program until December 31, 1998.

The amendments to the regulations will extend the Minister's authority to approve new provincial government funds and extend offering periods for existing provincial government funds. The current rules governing the approval and operation of provincial government funds will continue to apply. Minimum investment amounts, hold periods and the tier system for investment will remain the same.

"Productive consultations have taken place with the provinces over the last few months and we are aiming to reach a consensus on a preferred approach for the redesign of the Program," said the Minister. "I believe we need some more time to reach an agreement that will satisfy, as fully as possible, all concerned jurisdictions and maximize the benefits of the program for all Canadians."

This amendment does not apply to Quebec's Immigrant Investor Program. Quebec operates its own investor program under the terms of the 1991 Canada-Quebec Accord.

- 30 -

For information :

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Denis Boucher
Media Relations
(613) 941-7047

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>





COMMUNIQUÉ

97-50

PROLONGATION DU PROGRAMME PROVISOIRE D'IMMIGRATION DES INVESTISSEURS

OTTAWA, le 15 décembre 1997 -- M^{me} Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui que le Programme provisoire d'immigration des investisseurs sera prolongé jusqu'au 31 décembre 1998.

La modification apportée au Règlement maintiendra donc le pouvoir de la Ministre d'approuver les nouveaux fonds administrés par les gouvernements provinciaux et de prolonger les périodes de validité des offres dans le cas des fonds actuellement administrés par les gouvernements provinciaux. Les règles actuelles régissant l'approbation et l'utilisation des fonds administrés par les gouvernements provinciaux continueront de s'appliquer. Le montant du placement minimal, la période de retenue et le système de catégories de placement demeurent inchangés.

« Des consultations fructueuses ont été tenues auprès des provinces au cours des derniers mois, et nous visons à atteindre un consensus concernant une méthode de restructuration du Programme, a affirmé la Ministre. Je crois que nous avons besoin d'encore un peu de temps pour parvenir à une entente qui satisfera le plus possible tous les intervenants et qui maximisera les avantages du Programme pour tous les Canadiens. »

Cette modification ne s'applique pas au programme d'immigration des investisseurs du Québec. Le Québec administre son propre programme aux termes de l'Accord Canada-Québec de 1991.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Denis Boucher
Relation avec les médias
(613) 941-7047

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





NEWS RELEASE

97-51

1997 GOVERNMENT-ASSISTED REFUGEE TARGET EXCEEDED

OTTAWA, December 17, 1997 -- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and MP for Westmount-Ville-Marie, today announced that her Department has exceeded Canada's 1997 commitment to resettle 7,300 government-assisted refugees from abroad by over 250 people.

"I am very happy that Canada is continuing to uphold its tradition of providing protection to those in need of resettlement," stated the Minister. "We have much to be proud of in Canada including the help we are able to provide people around the world who face persecution in their countries."

The people selected to come to Canada have been persecuted at home due to race, religion, nationality, political opinion, membership in a particular social group or have been in refugee-like situations.

"I also want to thank the many people involved in this year's success. This includes CIC personnel abroad and the locally-engaged employees, CIC personnel in Canada, and our various national and international partners," concluded Minister Robillard.

30 -

For information :

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

René Mercier
Media Relations
(613) 941-7042

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



C O M M U N I Q U É

97-51

RÉFUGIÉS PRIS EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT : LE CANADA DÉPASSE LE NIVEAU PRÉVU POUR 1997

OTTAWA, le 17 décembre 1997 -- Madame Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui que le ministère a dépassé, de 250, l'objectif de réinstaller 7 300 réfugiés sélectionnés à l'étranger et pris en charge par le gouvernement auquel le Canada s'était engagé pour 1997.

« Je suis très heureuse que le Canada ait, une fois de plus, été fidèle à sa tradition et offert sa protection à ceux qui ont besoin de se réinstaller dans un autre pays, a déclaré la Ministre. Nous avons tout lieu d'être fiers de notre pays, entre autres, à cause de notre capacité d'aider, partout dans le monde, les personnes qui sont victimes de persécution dans leur pays. »

Les personnes sélectionnées pour venir au Canada sont soit persécutées dans leur pays à cause de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leurs opinions politiques, de leur appartenance à un groupe social particulier, soit se trouvent dans des situations de quasi-réfugiés.

« Je voudrais également remercier les nombreuses personnes qui ont contribué au succès de cette année : le personnel de CIC à l'étranger et les employés recrutés sur place, le personnel de CIC au Canada et nos différents partenaires nationaux et internationaux », a conclu la Ministre.

- 30 -

Renseignements :

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

René Mercier
Relation avec les médias
(613) 941-7042

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



NEWS RELEASE

97-52

CITIZENSHIP JUDGE APPOINTMENTS

OTTAWA, December 19, 1997-- Lucienne Robillard, Minister of Citizenship and Immigration and M P for Westmount-Ville-Marie, today announced the appointments of Stuart Hodgson as Citizenship Judge in British Columbia, and Suzanne Pinel as Citizenship Judge in Ontario

Stuart M. Hodgson is an officer of the Order of Canada, recipient of North Atlantic Star and Other Second World War Medals, former Commissioner of the Northwest Territories, Canadian Chairman for the U S A - Canadian International Joint Commission, Honorary Doctor of Law, University of Calgary, former Chairman, B C Transit, and past president and director of various B C corporations

Suzanne Pinel is a member of the Order of Canada, composer, producer, performer, educator, recipient of various awards for outstanding achievements in children's television programming, Chair, Board of Directors for the Children's Hospital of Eastern Ontario Foundation, Member, Steering Committee, Health Services for Ottawa-Carleton and past Honorary Chair, Ottawa-Carleton's Children Aid Society Foundation

Judges are appointed by Order in Council for one year to ensure the maintenance of the citizenship application process. Citizenship judges have the responsibility of making decisions in regards to applications, presiding over citizenship ceremonies and administering the oath of citizenship to new citizens

-30-

For information

Benoît Chiquette
Press Secretary
Office of the Minister
(613) 954-1064

Visit our Internet site: <http://cicnet.ci.gc.ca>



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Canada



COMMUNIQUÉ

97-52

NOMINATION DE JUGES DE LA CITOYENNETÉ

OTTAWA, le 19 décembre 1997 -- Lucienne Robillard, ministre de la Citoyenneté et de l'immigration et députée de Westmount-Ville-Marie, a annoncé aujourd'hui la nomination de Stuart Hodgson à titre de juge de la citoyenneté en Colombie-Britannique, et de Suzanne Pinel à titre de juge de la citoyenneté en Ontario.

Stuart H. Hodgson est un officier de l'Ordre du Canada, décoré de la North Atlantic Star et d'autres médailles de la Seconde Guerre mondiale, ancien Commissaire des Territoires du Nord-Ouest, président canadien de la Commission mixte internationale États-Unis-Canada, titulaire d'un doctorat honorifique en droit de l'Université de Calgary, ancien président de B.C. Transit, ancien président et directeur de différentes corporations de la Colombie-Britannique.

Suzanne Pinel est membre de l'Ordre du Canada, compositrice, productrice, interprète, éducatrice, lauréate de divers prix pour ses émissions télévisées pour enfants, présidente du conseil d'administration de la Fondation de l'Hôpital des enfants de l'Est de l'Ontario, membre du comité de direction des Services de santé d'Ottawa-Carleton et ancienne présidente honoraire de la Fondation de la Société de l'aide à l'enfance d'Ottawa-Carleton.

Les juges sont nommés par décret pour un an. Ils sont chargés de veiller au respect des modalités d'attribution de la citoyenneté, acceptent ou rejettent les demandes de citoyenneté, président les cérémonies et font prêter le serment de citoyenneté.

- 30 -

Pour renseignements

Benoît Chiquette
Secrétaire de presse
Cabinet de la Ministre
(613) 954-1064

Nous sommes également sur Internet : <http://cicnet.ci.gc.ca>





3 1761 1150964 8